DERNIÈRE ÉDITION

# Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 12853 — 4,50 F    Fondateur : Hubert Beuve-Méry    Directeur : André Fontaine    — MARDI 27 MAI 1986

## Stabilité colombienne

**La victoire de M. Virgilio Barco, candidat du Parti libéral, à l'élection présidentielle du dimanche 25 mai en Colombie n'est vraiment pas une surprise. C'est la confirmation logique et attendue du très net succès remporté par les libéraux aux élections législatives du 9 mars. Avec 48 % des voix, le vieux Parti libéral, solidement implanté dans l'ensemble du pays, avait conforté son hégémonie traditionnelle.**

**Le Parti conservateur, son principal rival, mais aussi son partenaire, puisque les deux plus puissantes et plus anciennes formations politiques colombiennes se partagent en fait le pouvoir depuis une trentaine d'années, n'avait obtenu que 37 % des voix, bien que M. Belisario Betancur, membre du Parti conservateur, soit à la présidence. Mais M. Betancur, humaniste, disposé à secouer un peu l'ordonnance du système bipartite de plus en plus critiqué par les Colombiens avides de changement et de modernité, a prouvé pendant son mandat qu'il était en réalité plus « libéral » que bien des caciques du parti dominant. Et c'est sans le soutien des états-majors des deux formations qu'il a décidé de mettre en route un plan rationnel de pacification d'un pays déchiré par une violence multiforme.**

**Son offre d'amnistie et de trêve a été acceptée dans un premier temps par la plupart des organisations de guérilla, par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), liées au Parti communiste, et par le M.19, le mouvement du 19 avril. Les dirigeants des FARC et du Parti communiste ont jusqu'à présent respecté, malgré des bavures et des incidents difficilement contrôlés par la commission de paix, les conditions posées par le gouvernement Betancur pour leur retour à la légalité. Ils ont constitué une formation politique, l'Union patriotique, qui a participé aux élections du 9 mars et du 25 mai. Ils sont disposés à poursuivre le dialogue instauré par M. Betancur.**

**Le M.19 a en revanche rompu la trêve et a repris ses activités de guérilla, en particulier dans la vallée du Cauca et à Cali. Et l'occupation du palais de justice de Bogota, en novembre 1985, s'est terminée par un drame sanglant qui a choqué les Colombiens et jeté une ombre sur l'image du président Betancur. Celui-ci a dû se soumettre aux exigences des militaires, réticents dès le départ à l'égard du plan du chef de l'Etat.**

**M. Betancur, à la fin de son mandat, peut se prévaloir d'un demi-succès dans cette tentative courageuse de mettre un terme à la violence armée. Il a été et reste en tout cas un franc-tireur au sein de son propre parti. Son combat non moins déterminé contre les mafias du trafic de drogue, ses positions indépendantes en politique étrangère, lui ont valu une popularité certaine et un prestige international que peu de ses prédécesseurs au palais de Narino avaient acquis.**

**M. Virgilio Barco, dont le principal titre de gloire est d'avoir été un bon maire de Bogota pendant plus de trois ans, est en revanche un homme de l'appareil du Parti libéral. Plutôt timide et discret, considéré comme un technocrate et un administrateur, il souhaite « l'unité de tous les Colombiens pour un changement draconien ». C'est un vœu respectable. Mais sa victoire apparaît d'abord comme la consolidation du système bipartite et le triomphe des caciques sur ceux, libéraux ou conservateurs, qui souhaitent une modernisation des institutions et une « ouverture » seule capable, à leurs yeux, de permettre la fin de la violence.**

*(Lire nos informations page 6.)*

LES TURBULENCES DE LA COHABITATION

## Les socialistes préparent la plate-forme de leur candidat à l'élection présidentielle

*Le ton du débat politique se durcit à mesure que le gouvernement de M. Chirac passe aux actes et qu'approche le moment des « arbitrages » annoncés par M. Mitterrand. La majorité accuse le chef de l'Etat de se livrer à une « guérilla ». M. Jospin, dans l'article ci-dessous, prononce un réquisitoire contre le « gouvernement de guichetiers » et son premier ministre, au « style politique brutal et vulgaire ». Le premier secrétaire du PS prépare la modernisation de son parti et la plate-forme présidentielle socialiste. Il a mis en place à cet effet un groupe d'experts, qui se réunit pour la première fois le mardi 27 mai.*

### Un gouvernement de guichetiers

par LIONEL JOSPIN

La France hésite et se cherche. Et en politique, le double exécutif contradictoire et provisoire qu'elle s'est donné est comme l'expression symbolique de sa difficulté à choisir.

Notre vieux pays, face aux défis du temps, a deux attitudes possibles. Ou il s'affaisse et se replie : sur la peur, l'hostilité à l'étranger, le cynisme dans les relations sociales, une économie d'affairistes et de rentiers, un modèle politique autoritaire fait pour des citoyens spectateurs. Ou il se dresse et s'ouvre : ouverture sur le monde, tolérance et justice dans les rapports sociaux, prise de risque en économie et dans la vie pour favoriser ceux qui cherchent, créent ou investissent, avec un peuple de citoyens qui s'impliquent dans la démocratie.

Cette hésitation de la France à propos d'elle-même recoupe-t-elle un choix politique ? Ce n'était pas forcé. Il existe des forces archaïques à gauche, dont le Parti communiste est l'expression en déclin. On croyait entendre, chez certains à droite, une volonté d'évolution. Et on y parlait volontiers de modernité.

Mais cette question est maintenant tranchée sous nos yeux, par les choix, les actes et le style du gouvernement de la droite.

L'horizon politique de M. Chirac est court : au plus loin 1988. Et l'on voit bien que son gouvernement, à les premières semaines, hésité dans son approche des problèmes, soit par véritable interrogation, soit par tactique.

Il pouvait revenir au style des gestionnaires de droite raisonnables de dire : allez ! Nous sommes de retour. Oubliez la gauche et sa parenthèse ; mais oubliez aussi nos fantaisies idéologiques libérales ou nos démagogies sécuritaires. Au gouvernement, nous allons gouverner, sérieusement.

*(Lire la suite page 8.)*

DES MINI-MARATHONS ET UNE SESSION DE L'ONU

## Sollicitudes pour l'Afrique affamée

**Une session spéciale de l'ONU consacrée aux problèmes de développement de l'Afrique s'ouvre à New-York le mardi 27 mai. Les pays africains souhaitent qu'elle débouche sur un « pacte » avec les pays industrialisés. Dimanche, à l'appel de l'association Sport Aid, créée par le chanteur Bob Geldof et l'UNICEF, dix millions de personnes dans soixante-quinze pays ont couru sur 10 kilomètres en signe de solidarité avec *« l'Afrique qui a faim »*.**

De notre correspondant en Afrique orientale

*« Nous n'allons pas à New-York une sébile à la main »*, a assuré M. Adebayo Adedeji, secrétaire exécutif de la commission économique pour l'Afrique (CEA). M. Edgard Pisani, président du comité préparatoire de la session spéciale, a renchéri : *« Il ne s'agit pas de dresser une shopping list. »* Mais comment ne pas parler de gros sous en pareille occasion ? La facture est déjà prête : 116,9 milliards de dollars pour les cinq années à venir. Les pays intéressés sollicitent, de la communauté internationale, une aide de 35,8 milliards et se font forts de régler la différence. C'est promis : 90,5 % de cette impressionnante addition seront consacrés au développement de l'agriculture.

M. Ide Oumarou, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), est délibérément optimiste. *« L'Afrique*, dit-il, *dispose d'un immense capital de sympathie à travers le monde. »* A son avis, cette session spéciale offre aux pays riches *« une occasion unique de faire encore plus et mieux pour ce continent »*. Propos sans nuances qui passent sous silence la fatigue des créanciers face à des débiteurs *« toujours prompts à pleurnicher sur leur sort »*, comme le regrettait récemment le capitaine Thomas Sankara, chef de l'Etat burkinabe, au lieu de mettre, plus énergiquement, la main à la pâte.

Un constat alarmant : passé les lendemains de l'indépendance, l'Afrique s'est mise à régresser. Pour preuves, entre autres, l'augmentation du nombre des sans-emploi, qui représentent plus de la moitié de la population active, la hausse des importations de produits alimentaires, le triplement, au cours des quinze dernières années, du service de la dette extérieure. Au bout du compte, la situation économique du continent n'est guère différente de ce qu'elle était à la fin de la période coloniale...

JACQUES DE BARRIN.

*(Lire la suite page 7.)*

## Polémiques autour de l'information




*Réactions en série après les déclarations critiques de MM. Chirac et Léotard sur les journalistes de l'audiovisuel et la prochaine privatisation de TF1.*

PAGE 19

## PCF : dialogue de sourds entre la direction et les rénovateurs

*Au « Grand Jury RTL-le Monde », M. Fiterman ignore les avances faites par M. Juquin au « Club de la presse » d'Europe 1.*

PAGE 11

## URSS : le nucléaire continue

*Malgré les problèmes considérables posés par l'accident de Tchernobyl, l'exploitation des réacteurs 1 et 2 de la centrale reprendra avant la fin de l'année.*

PAGE 12

## Vive le baril à 15 dollars !

*Ce nouveau prix-cible apparaît raisonnable aux acteurs de la crise pétrolière.*

PAGE 43

**Le Monde**
ÉCONOMIE

- **La suppression de l'autorisation administrative de licenciement.**
- **Quelle justice fiscale pour les dividendes ?** par Maurice Lauré.
- **La chronique de Paul Fabra.**

Pages 39 à 42





LA TURQUIE ET L'ISLAM

## Crépuscule du kémalisme

**La France officielle redécouvre la Turquie, pays en pleine mutation politico-religieuse. Après s'être entretenu avec son collègue turc, M. Turgut Ozal, de passage à Paris en avril, M. Jacques Chirac avait dépêché son ministre de la défense à Ankara, les 23 et 24 mai.** *(Lire nos informations page 48.)*

De notre envoyé spécial

Kirchehir. — En plein cœur de l'Anatolie, à deux cents kilomètres au sud-est d'Ankara, c'est une grosse bourgade de quelques cinquante mille âmes, tout de même, chef-lieu de province. Rien n'y attire l'œil dans ses rues briquées et sans charme, où des hommes graves déambulent devant des commerces bien garnis. Une paisible agglomération turque semblable à des dizaines d'autres.

Et pourtant, jusqu'au dix-huitième siècle, Kirchehir fut le siège redouté d'une confrérie musulmane très politisée, les Ahibabalars, formée à l'origine parmi des tanneurs. Que ce soit ou non à cause de ce passé, la petite ville de négociants et d'artisans, qui tire toujours sa prospérité du monde pastoral, illustre assez bien aujourd'hui ce que les uns appellent le « retour aux sources » et d'autres la « réaction religieuse ».

Ce n'est plus un secret, même si quasiment personne en Turquie ou parmi ses partenaires n'a encore accepté d'en évaluer les possibles conséquences, que ce pays remet lentement en cause l'héritage d'Ataturk, tout en jurant fidélité chaque jour au fondateur de l'Etat moderne. Si le « père des Turcs » revenait, lui qui osa qualifier l'islam de *« théologie absurde d'un bédouin immoral »*, de *« cadavre putréfié qui empoisonne nos vies »* (1), il serait passible, au titre d'une loi votée en janvier 1986 par le Parlement d'Ankara, de six mois à deux ans de prison pour *« insulte à la religion musulmane, Allah et son prophète Mahomet »*...

Si le discours officiel reste immuable — *« la Turquie, nation moderne et laïque, Etat européen, est le bastion avancé de l'Alliance atlantique »*, — il colle de moins en moins à la réalité quotidienne. A Kirchehir, le jeune propriétaire d'un rutilant magasin d'électroménager, chez lequel on nous a emmené, illustre à merveille l'évolution en cours. L'accueil est d'abord réservé, puis notre hôte se déride un peu lorsqu'il apprend que nous travaillons au *Monde*.

Il tire alors de son tiroir un petit livre turc édité en 1984, culotté à force d'être lu et qui porte sur les conversions d'Occidentaux à l'islam. Il l'ouvre à la page où, entre le maître de ballet Maurice Béjart et l'orientaliste Vincent Monteil, figure feu notre confrère Jean-Michel Durand-Souffland, Abdelaziz en islam. Nous consternons notre interlocuteur en lui annonçant que Durand-Souffland est mort en 1985 et plus encore lorsque nous lui indiquons que le commandant Cousteau, placé aussi par l'ouvrage parmi les nouveaux musulmans, a fait démentir cette information.

Notre zélateur se rassérène un peu en échangeant fièrement avec nous quelques phrases en arabe, langue en faveur de l'enseignement obligatoire de laquelle il milite avec un nombre grandissant de ses concitoyens et qu'il est en train d'apprendre à la maison avec ses trois fils *« pour pouvoir enfin lire le Coran dans le texte »*.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

*(lire la suite page 5.)*

(1) Claude Renglet, *Quarante millions de Turcs*, Ed. Elsevier-Séquoia, Paris-Bruxelles, 1977.

# débats

## LE PRIX DE LA VIE

*Faut-il prolonger à tout prix une réanimation ? Faut-il laisser naître, ou faire vivre, des enfants gravement handicapés ? Cette double interrogation sur le sens et le prix qu'il faut accorder à la « vie » se pose avec acuité au médecin, le professeur Rapin, et à la sensibilité collective, dont Mme Knibiehler rappelle les fluctuations historiques.*

# Petite histoire de l'eugénisme

*Le culte de la santé et de l'intégrité physique n'a fait que croître*

par YVONNE KNIBIEHLER (*)

LE désir d'améliorer les produits de la génération s'est exprimé chez les Anciens, et notamment chez Platon dans *la République*. Mais il était tout à fait incompatible avec le christianisme. L'Eglise enseigne qu'un être humain vient au monde pour célébrer la gloire de Dieu et pour gagner son salut éternel. Un infirme peut faire son salut aussi bien qu'un autre, et même mieux, puisque pour un disciple du Crucifié, la souffrance a valeur rédemptrice. C'est donc seulement dans les périodes où l'influence du clergé recule que l'eugénisme peut émerger.

Ainsi, la crise qui accompagne la Réforme et les guerres de Religion est favorable à l'éclosion des utopies. Campanella, dans sa *Cité du Soleil* (1643), rêve d'une magistrature spécialement préposée à la génération, et exercée par d'habiles médecins. « *Les femmes grandes et belles ne seront unies qu'à des hommes grands et bien constitués ; les femmes qui ont de l'embonpoint seront unies à des hommes gras, pour que leurs divers tempéraments se fondent et qu'ils produisent une race bien constituée.* » La procréation ne saurait être soumise au hasard si l'on veut aménager une communauté harmonieuse. Mais le clergé catholique opère une reconquête des esprits au cours du dix-septième siècle et impose silence à ce type d'élucubrations.

La pensée des Lumières, au contraire, accueille bien le projet eugénique, mais en l'individualisant. Il ne s'agit plus de construire la cité idéale mais seulement une famille heureuse, pourvue de beaux enfants. Il ne s'agit plus de sélectionner les couples, mais de perfectionner l'acte générateur, au service de chaque couple. Ce n'est plus au philosophe que l'on demande conseil, mais au médecin. Les manuels de procréation fleurissent à la fin du dix-huitième siècle et au début du dix-neuvième, et leurs multiples rééditions attestent leur succès (1) : *l'Art de faire des garçons* (1745) de Michel Procope Couteau ; *le Système complet de génération*, de Millot ; *l'Essai sur la mégalanthropogénésie* (1801, de Robert Le Jeune, qui dévoile « *l'art de faire des enfants d'esprit qui deviennent de grands hommes* ») ; *la Philopédie* (1807), anonyme, qui enseigne à faire « *des enfants sans passion* », etc. On y trouve des admonestations morales : le vice n'engendre que des enfants dégénérés ; mais également des recettes concernant les postures d'accouplement, le choix du moment (le jour, l'heure, la conjonction astrale) et aussi le choix des partenaires.

Si la verve eugénique s'essouffle au cours du dix-neuvième siècle, elle se ranime, stimulée par le scientisme, sous la troisième République laïque et anticléricale. Mais son propos se modifie encore. Il s'agit moins de réussir de beaux enfants, que d'empêcher la procréation de « tarés ».

C'est qu'entre-temps les savants (et aussi les gens cultivés) se sont penchés avec angoisse sur les problèmes de l'hérédité. Ils savent qu'en donnant la vie on transmet aussi certains caractères plus ou moins positifs. Mais lesquels, et comment ? Depuis Lamarck, on s'interroge sur l'hérédité de caractères « innés » ou « acquis ». Avec Darwin (années 1850) triomphe un matérialisme résolu qui exclut de l'évolution des espèces toute finalité : la sélection naturelle n'est nullement orientée vers un but préétabli, elle résulte seulement d'une certaine combinaison de hasard et de nécessité. Un peu plus tard (années 1860), Mendel découvre certaines lois de l'hérédité : il fait la distinction entre l'apparence d'un organisme et la composition du matériel héréditaire de cet organisme.

### Le mot « atavisme »

Sans exagérer l'impact de la pensée savante sur la paternité ordinaire, il faut dire au moins que l'hérédité préoccupe sérieusement les hommes du dix-neuvième siècle. Le mot *atavisme*, qui se répand durant les années 1840, est une trace de ce souci (*atavus* = aïeul). Il appartient au vocabulaire zoologique, et désigne la réapparition dans une espèce d'un caractère disparu depuis plusieurs générations. Appliqué aux humains, il a toujours un sens péjoratif : ce qui réapparaît, c'est la « tare » d'un ancêtre qu'on aurait voulu ensevelir dans l'oubli, c'est une infirmité, une difformité, une anomalie dont on a honte.

Ces méfaits de l'hérédité constituent le thème central des *Rougon Macquart, histoire naturelle et sociale d'une famille sous le second Empire*. D'un roman à l'autre, Zola insiste sur les « *ressemblances* », physiques ou morales, entre tel protagoniste et tel ou tel de ses ascendants. Il montre surtout « scientifiquement », c'est-à-dire en s'appuyant sur de savants ouvrages médicaux, les ravages d'une névrose originelle sur toute une famille. Les fatalités physiologiques de l'hérédité sont représentées là avec une force accablante, bien propre à épouvanter un honnête homme décidé à se donner une progéniture. Enfanter, ce n'est pas se reproduire, c'est créer un être nouveau, totalement inconnu.

La peur de plus en plus consciente qu'inspire cet inconnu explique les chances croissantes de l'eugénisme dans notre culture. Au seuil du vingtième siècle, il s'agit surtout, désormais, d'éviter la naissance d'êtres « tarés », malades, idiots, criminels. Francis Galton inaugure un enseignement d'eugénique en 1904 à l'université de Londres. Parmi les nombreux Français zélateurs de cette discipline, le plus illustre fut sans doute l'un des grands pontifes de la science médicale, le professeur Charles Richet, membre de l'Académie de médecine et de l'Académie des sciences, prix Nobel de médecine en 1913, écrivain prolixe, figure parisienne de premier plan. Son ouvrage, *la Sélection humaine* (1919), est un monument de racisme tranquille, où la pensée dérive sans cesse d'un savoir biologique incontestable à une idéologie qu'on peut qualifier de totalitaire.

Entre les deux guerres, vingt-sept Etats ont admis le principe de la stérilisation eugénique (volontaire) ; ils ont obligé les candidats au mariage à produire un certificat prénuptial afin que chaque époux menacé d'une union dangereuse soit au moins averti des risques encourus.

Dans les pays démocratiques, de telles mesures ont été mal acceptées : elles paraissaient incompatibles avec les notions de liberté et d'égalité. En revanche, les médecins nazis ont pu passer à l'expérimentation... Leurs sinistres interventions ont fait d'abord sombrer l'eugénisme dans le silence : plus personne n'osait en parler. Depuis lors, le culte de la santé et de l'intégrité physique n'a fait que croître ; l'enfantement réussi est devenu une exigence ordinaire des couples féconds ou stériles. Si bien que, sans crier gare, l'eugénisme est entré dans nos mœurs.

(*) Professeur à l'université de Provence.

(1) Cf. Pierre Darmon, *le Mythe de la procréation à l'âge baroque*. Seuil, 1979.

# Éthique et réanimation

*Les conditions du « retrait thérapeutique » obéissent à de nombreux paramètres. Seront-ils les mêmes demain ?*

par le professeur MAURICE RAPIN (*)

LE débat éthique est, en réanimation, dominé par le contraste flagrant entre l'aisance croissante avec laquelle les problèmes techniques sont résolus et la difficulté, également croissante, des interrogations sur le bien-fondé de l'application de ces procédures. La crainte de prolonger la vie au-delà des limites imparties par le « programme biologique » de chacun — c'est-à-dire le concept d'« acharnement thérapeutique » — est au cœur du débat.

L'émergence de ce problème résulte de la transformation totale du paysage scientifique intervenue depuis les débuts de la réanimation, il y a une trentaine d'années. A cette époque, les patients qui nous étaient confiés étaient jeunes — moins de quarante ans pour la plupart. Ils étaient atteints de maladies qui affectaient une seule fonction vitale — le poumon, le rein — qu'il nous était demandé de suppléer jusqu'à sa récupération espérée.

Nous savions que, sans notre intervention, ces patients allaient immanquablement mourir dans des délais brefs ; nous savions aussi que, si le succès couronnait nos entreprises, la guérison serait totale et que, pour ce jeune homme, cette jeune femme, le cours de la vie, qui aurait si injustement manqué de s'interrompre, reprendrait comme si de rien ne s'était passé. Rien à perdre. Tout à gagner. Aussi, à cette époque aucune interrogation d'ordre éthique ne se posait à nous.

Aujourd'hui, les données du problème sont bouleversées. Les progrès de la prévention et de la législation ont évacué de la scène médicale nombre des maladies dont la menace avait incité au développement de la réanimation : poliomyélite, tétanos, complications infectieuses et rénales des avortements, anuries dues aux produits industriels et ménagers. Dans le même temps, la hardiesse des thérapentes connaît des limites de plus en plus reculées. Pour nous, réanimateurs, les progrès ont été tels que nous sommes présentement capables d'assumer, presque sans limite de durée, la charge des fonctions vitales défaillantes.

### Un protocole très rigoureux

De tous ces progrès, il convient de poser en exergue qu'un nombre incalculable de patients ont bénéficié et bénéficient encore chaque jour. Mais, dans le même temps, ces pratiques nouvelles ont généré des situations également nouvelles, échappant à la dualité de jadis, mort ou guérison. Désormais, les services de réanimation accueillent des patients dans un état de plus en plus graves, de plus en plus âgés et que nous avons de plus en plus les moyens d'empêcher de mourir... sinon de toujours les guérir.

En toile de fond, l'environnement socio-économique s'est pareillement bouleversé. Les coûts de nos procédures n'ont cessé de croître dans le même temps que se limitaient les moyens financiers que, sous le poids des contraintes économiques conjoncturelles, la société est à même de mettre à notre disposition.

Ces considérations ont conduit à une réflexion en profondeur visant à évaluer le plus objectivement possible des situations susceptibles d'être gouvernées par des pulsions émotives. Plutôt que de récuser tous les patients pour lesquels l'assurance de la guérison n'est pas garantie, certaines équipes de réanimation ont adopté une attitude qui consiste à accepter avec une certaine largesse les malades proposés, dès lors que les renseignements fournis sur la maladie causale et l'état du malade laissent prévoir, avec une probabilité statistiquement fondée, une évolution favorable dans un pourcentage de cas raisonnable. Cette attitude est assortie, par voie de conséquence, du désengagement sans détour dès que l'évolution fait pressentir, à plus ou moins long terme, une issue défavorable inéluctable.

La décision du recours à ce retrait thérapeutique est nécessairement fondée sur un protocole d'une extrême rigueur, qui comporte la prise en compte de plusieurs facteurs : l'assurance que toutes les possibilités thérapeutiques ont été utilisées, l'irréversibilité avérée de l'atteinte de la ou des fonctions vitales impliquées, l'impossibilité d'agir sur la maladie cause des défaillances viscérales (maladies malignes, affections dégénératives, état infectieux immaîtrisable), enfin la situation où est parvenu le patient dans son « programme biologique ». Deux autres paramètres peuvent intervenir dans les cas pendants : la nature et la solidité du lien entre le patient et son entourage et la qualité du surcroît de vie que l'on peut offrir au malade.

L'incapacité où se trouve, en réanimation, le malade de tenir son rôle dans le dialogue médecin-malade, qui est le fondement de l'exercice de la médecine, accroît d'autant la rigueur des contraintes scientifiques que le médecin doit s'imposer par respect pour son malade, totalement dépendant de ses décisions. Toute la part de responsabilité dans la décision médicale que le malade n'est pas en mesure d'assumer se trouve *ipso facto* transférée au médecin qui se doit d'être, à l'égard de lui-même, d'une exigence scientifique particulièrement rigoureuse, voire vétilleuse.

Les considérations que nous venons de développer sont valables à un moment donné et dans un espace défini, c'est-à-dire qu'elles sont le reflet d'un certain comportement moral, d'une certaine sensibilité collective qui sont ceux de la France à notre époque. Les mêmes valeurs n'ont certainement pas cours dans d'autres pays ; elles ne seront sans doute plus de mise chez nous dans un avenir impossible à préciser. Rien n'est moins intangible en effet que l'éthique en général et la bioéthique en particulier.

(*) Chef du service de réanimation médicale de l'hôpital Henri-Mondor, président du Comité d'éthique de l'Assistance publique à Paris.

## COURRIER DES LECTEURS

### La DATAR n'est pas ulcérée...

*Dans un récent article consacré au développement des relations extérieures des collectivités locales (le Monde du 7 mai), vous avez indiqué que la DATAR serait « ulcérée que des villes, des régions et des chambres de commerce organisent elles-mêmes des missions à l'étranger, notamment au Japon et aux Etats-Unis, pour rechercher des investisseurs ».*

Loin d'être « ulcérée », la DATAR, favorable à l'ouverture des régions sur le monde, contribue à organiser ces missions auxquelles ses bureaux à l'étranger consacrent beaucoup de leurs efforts.

Il est vrai, en revanche, que la DATAR attire souvent l'attention sur le caractère contreproductif de voyages mal préparés par des responsables locaux plus soucieux de publicité que de prospection efficace. Comme toute démarche économique, un tel travail exige un véritable professionnalisme, faute duquel l'image de la collectivité concernée, et, au-delà, de la France, risque d'être atteinte.

Au-delà, la DATAR estime souvent disproportionné le coût de telles prospections pour une collectivité locale, départementale ou même régionale au regard de l'avantage particulier qu'elle est susceptible d'en retirer. C'est dans ce sens qu'elle propose aux collectivités une collaboration soucieuse de ménager leurs deniers aussi bien que ceux de l'Etat.

JACQUES SALLOIS,
*délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.*

### Un enterrement de cardinal

Touchante et bien marseillaise, l'histoire du chapeau Defferre vous a inspiré une caricature plaisante (sauf pour les amis de M. Marchais). Elle présente un aspect que je n'ai vu signaler nulle part : on conservait ainsi, jadis, aux voûtes des cathédrales, les chapeaux cardinalices.

On parlait naguère, pour l'Académie française, d'une élection de maréchal. Ne pourrait-on parler, pour Gaston Defferre, d'un enterrement de cardinal ? Pour un protestant...

F. WEYMULLER
*(Paris).*



« Histoire du secret médical » du professeur Raymond VILLEY

## Depuis le serment d'Hippocrate

IL y a vingt siècles, une phrase du serment d'Hippocrate, que prononcent toujours les jeunes médecins d'aujourd'hui, fit du secret médical un devoir. En 1810, un article du code pénal en fit en France une obligation légale reposant sur des concepts de droit privé et de droit public.

Entre ces deux dates, le professeur Villey, président du conseil national de l'Ordre des médecins, montre que le secret a connu quelques vicissitudes, au Moyen Age notamment, liées, pour certaines d'entre elles, au charlatanisme ou à l'ignorance des médecins, et pour d'autres au relatif mépris dans lequel était tenue la personne humaine en tant que telle. La faculté de médecine de Paris en édictait néanmoins lors de sa formation en 1528 le caractère absolu.

Cela n'empêcha pas Louis XIV d'ordonner, dans un édit de 1666, la dénonciation par les médecins de tous les blessés, dénonciation qui devint plus contraignante encore sous la Révolution. On vit même à Bordeaux, en 1668, des médecins acceptant de dénoncer les réformés ! Dupuytren, le plus célèbre chirurgien de l'époque, sauva l'honneur en 1832 en refusant catégoriquement de livrer au préfet de police les noms des insurgés soignés dans son service.

Depuis lors, et en dépit des dérogations que lui infligea le développement de la santé publique et des hôpitaux, le secret médical a été rigoureusement maintenu dans toute l'Europe. Le livre du président de l'Ordre en illustre l'absolue nécessité et constitue une référence indispensable en un temps où sa remise en cause est à l'ordre du jour.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

★ Edit. Seghers, 241 p., 85 F.

● PRÉCISION. — Dans la page « Débats » du *Monde* daté 23 mai, la mention de l'éditeur a malencontreusement sauté à propos du livre de Jean-Marc Théolleyre « Procès d'après-guerre ». L'ouvrage a été publié par « Le Monde-La Découverte ». Il a 221 pages et coûte 85 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

*Gérant :*
André Fontaine,
directeur de la publication

*Anciens directeurs :*
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

*Administrateur général :*
Bernard Wouts.

*Rédacteur en chef :*
Daniel Vernet.

*Corédacteur en chef :*
Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE | 354 F | 672 F | 954 F | 1 200 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | 687 F | 1 337 F | 1 952 F | 2 530 F |
| ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | 399 F | 762 F | 1 089 F | 1 380 F |
| II. — SUISSE, TUNISIE | 504 F | 972 F | 1 404 F | 1 800 F |

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $ ; USA (West Coast), 1,50 $ ; Yougoslavie, 110 nd.

# étranger

## Liban

### Nouvelles rumeurs sur une libération prochaine des otages

Des rumeurs font, de nouveau, état d'une éventuelle libération prochaine de certains des Américains et des Français retenus en otage au Liban. Il est évidemment impossible d'en apprécier la véracité, et la prudence s'impose : plusieurs précédents ont déjà provoqué amertume et déception, et ce genre de bruit peut faire partie du chantage exercé par les ravisseurs. En tout état de cause, on se refusait catégoriquement, à Paris comme à Washington, au moindre commentaire au sujet de ces rumeurs.

Elles ont été relancées ce week-end à Beyrouth par un article de l'hebdomadaire *As Shiraa*, proche des milieux de gauche et islamiques. Sans fournir aucune précision, il assurait que *« trois des otages français et trois Américains seront libérés prochainement »*. Samedi, le quotidien libanais *As Safir* – proche des milieux musulmans – écrivait, lui, que quatre des neuf Français retenus en otage pourraient être élargis dans les deux jours, et quatre autres une semaine plus tard. *As Safir* indiquait, d'autre part, que M. Omrane Adham, homme d'affaires syrien qui s'était présenté en mars dernier comme émissaire de l'Elysée dans l'affaire des otages, s'était rendu ce week-end à Damas (1).

Pour sa part, le ministre syrien des affaires étrangères a prêché la prudence. Interrogé, dimanche, par la chaîne de télévision américaine CBS, M. Farouk Al Chareh s'est borné à *« espérer »* que ces rumeurs soient vraies, tout en assurant que la Syrie ignorait le lieu de détention des otages. Ces derniers, a-t-il dit, sont souvent déplacés, et cela complique les efforts qu'entreprend la Syrie.

● A Beyrouth, deux personnes ont été tuées et cinq autres blessées par l'explosion, ce lundi matin, d'une charge dans le quartier de Dora (secteur chrétien). Vendredi, l'explosion d'une voiture piégée dans ce même secteur avait fait sept morts et une centaine de blessés.

Dimanche, une personne a été tuée et six autres blessées au Liban du Sud lorsqu'un obus, tiré depuis la zone contrôlée par Israël, est tombé sur une mosquée à l'heure de la prière, dans le village de Yater. – *(AFP.)*

(1) Ce n'est pas la première fois que M. Omrane Adham se rend à Damas depuis le 16 mars. Il semble, en tout cas, qu'il n'ait aucun contact avec le gouvernement français, qui ne l'a investi d'aucune mission, comme l'a rappelé M. Chirac jeudi dernier devant la presse diplomatique (*le Monde* du 24 mai).

## LE PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE EN ISRAËL

# « La situation dans les territoires occupés ne peut être que temporaire »

### déclare Mme Thatcher

De notre correspondant

Jérusalem. – Tandis que l'Union Jack et l'Etoile de David flottent côte à côte dans les rues de Jérusalem, Mme Thatcher a eu, le dimanche 25 mai, ses premiers entretiens politiques avec les deux principaux dirigeants israéliens, M. Shimon Pérès, premier ministre, et M. Itzhak Shamir, ministre des affaires étrangères. Au cours d'un banquet à la Knesset, le premier ministre britannique a ensuite demandé à Israël d'*« entamer un transfert des pouvoirs »* dans les territoires occupés.

Ayant rappelé à M. Pérès que les accords de Camp David avaient consacré *« les droits légitimes du peuple palestinien »*, Mme Thatcher a souligné que l'*« amélioration des conditions de vie dans les territoires ne pouvait être un substitut à une politique de paix »*. Puis elle a ajouté : *« Nous attendons plus de vous. La réputation d'Israël et son haut niveau ne peuvent permettre que s'établisse un avenir où coexisteraient deux catégories d'hommes ayant des droits différents. Nous savons, comme le savent dans leur cœur beaucoup d'Israéliens, que la situation actuelle dans les territoires occupés ne peut être que temporaire. »*

Dès son arrivée la veille en Israël, Mme Thatcher s'était déclarée inquiète de voir *« le processus de paix en perte de vitesse depuis plusieurs mois »*, avant d'ajouter : *« Cela ne correspond pourtant pas au souhait des dirigeants arabes lucides et modérés que j'ai rencontrés ces derniers temps. J'espère que nous pourrons explorer ici ensemble les mesures concrètes susceptibles de restaurer la confiance et les moyens de redonner un élan aux négociations en vue d'une paix durable. Je suis venue en amie. Je sais que le peuple juif est épris de paix. »*

Après son entrevue avec M. Pérès, Mme Thatcher évoqua à nouveau l'*« impasse diplomatique »* au Proche-Orient. *« Cela ne doit pas nous déprimer. Nous devons saisir l'occasion pour être constructifs afin que les peuples de la région conservent l'espoir d'un règlement négocié de ce très grave problème dont la solution nous échappe depuis si longtemps. »* Le premier ministre britannique a demandé à M. Pérès d'organiser des élections municipales dans les territoires (les plus récentes remontent à 1976). Israël refuse d'organiser de telles élections de crainte qu'elles ne soient remportées par des candidats proches de l'OLP. Mme Thatcher aurait aussi discuté de la possibilité de nommer dans les territoires un haut fonctionnaire de l'ONU chargé de superviser un éventuel transfert de pouvoirs.

Contrairement à ce qu'avait annoncé un journal israélien, Mme Thatcher n'a apporté à M. Pérès aucun message du roi Hussein. Mais il est clair qu'elle informera dûment le souverain jordanien, quand elle le rencontrera à Londres dans trois semaines, des conversations qu'elle aura eues en Israël. Jérusalem attache de l'importance aux relations notoirement excellentes qu'entretiennent Mme Thatcher et le roi Hussein.

M. Pérès a demandé à son hôte d'user de son influence auprès des Palestiniens des territoires ocupés qu'elle devait rencontrer lundi soir pour que ces derniers améliorent leurs relations avec Israël.

Comme on s'y attendait, M. Pérès a rendu un hommage appuyé à Mme Thatcher pour sa fermeté dans la lutte antiterroriste. *« Vous donnez*, a-t-il dit, *un brillant exemple à toutes les nations éprises de paix et de liberté »*. Les hôtes de Mme Thatcher lui ont rappelé néanmoins leur principal sujet d'inquiétude : les livraisons massives d'armes britanniques à plusieurs pays arabes dont la Jordanie et l'Arabie saoudite.

Avant d'être l'hôte à déjeuner du président de l'Etat, M. Haïm Herzog – d'origine irlandaise – Mme Thatcher avait visité le mémorial de l'Holocauste où, visiblement très émue, elle déposa une gerbe et signa le Livre d'Or de ces quelques mots : *« Le monde n'oubliera jamais »*. Elle s'est également rendue au cimetière militaire britannique du mont Scopus à Jérusalem et s'est entretenue avec Mme Ilana Friedman, sœur de la dissidente soviétique, *« prisonnière de Sion »*, Ida Nudel. Mme Thatcher s'intéresse de près depuis plusieurs années au sort de cette « refuznik ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## Syrie

### Visite-éclair du roi Hussein à Damas

De notre correspondant

Amman. – Trois semaines après la venue du président syrien, M. Hafez El Assad à Amman, le roi Hussein de Jordanie a effectué une visite-éclair de sept heures à Damas, le samedi 24 mai. Les deux chefs d'Etat se sont de nouveau entretenus longuement en tête à tête. Le souverain hachémite aurait entrepris des efforts de médiation entre les deux frères ennemis baassistes – syriens et irakiens, – croit-on savoir à Amman : il s'agirait, dans un premier temps, de réduire les divergences entre Damas et Bagdad afin de créer les conditions favorables à la convocation d'un sommet arabe.

Lors de la rencontre Hussein-Assad, les 5 et 6 mai, les deux chefs d'Etat avaient longuement échangé leurs points de vue sur la tenue d'un tel sommet, indiquait, il y a quelques jours, un haut responsable jordanien. Notre interlocuteur ajoutait que la position de la Syrie – qui soutient l'Iran – vis-à-vis de la guerre du Golfe, point de divergence crucial entre Damas, d'une part, Amman et Bagdad, d'autre part, n'avait pas évolué. Il relevait cependant que *« le président Hafez El Assad avait paru moins tendu »* quand la question avait été abordée.

La visite du roi Hussein à Damas, samedi, est donc d'autant plus inattendue que le résultat de ses précédents entretiens avec le chef d'Etat syrien semble plutôt maigre, du moins sur ce chapitre. Un élément nouveau est peut-être intervenu entre-temps. Un émissaire irakien s'est rendu à Amman, le 20 mai, porteur d'un message du président Saddam Hussein que le souverain hachémite avait rencontré quelques jours auparavant à Bagdad. Le contenu de ce message n'a toutefois pas été dévoilé.

En l'absence de toute perspective immédiate de relance du processus de paix au Proche-Orient depuis la rupture entre Amman et l'OLP, le 19 février dernier, les dirigeants jordaniens sont par ailleurs revenus à l'idée d'un « consensus arabe ». Ce qui, en d'autres termes, signifie d'abord un règlement des différends interarabes. C'est sans doute dans ce cadre que s'inscrit la dernière visite du roi Hussein à Damas.

EMMANUEL JARRY.

### LES NOUVEAUX PENDUS DE BAGDAD

Le Caire *(Reuter)* – Le ministre égyptien des affaires étrangères M. Esmat Abdel Meguid, a annoncé, dimanche 25 mai, qu'il partirait sous peu pour Bagdad afin de tenter de sauver la vie de trente travailleurs égyptiens condamnés à mort pour contrefaçon de passeports. Il a fait part de son intention après avoir rencontré le président Hosni Moubarak.

De source proche du ministère des affaires étrangères, on déclare que quatre Egyptiens ont déjà été pendus à Bagdad ce mois-ci. L'Egypte désire que l'Irak expulse les autres, pour qu'ils soient jugés dans leur propre pays. Il y a environ un million de travailleurs égyptiens en Irak.

# Le chef des services secrets israéliens menacé de poursuites judiciaires

De notre correspondant

Jérusalem. – Une nouvelle « affaire » agite la classe politique israélienne. Elle met en cause l'un des principaux responsables de la sécurité et en jeu l'une des règles d'or du système constitutionnel : la séparation des pouvoirs.

Les faits remontent à plus de deux ans. Le 12 avril 1984, un commando de quatre terroristes palestiniens détournait l'autobus Tel-Aviv-Ashkelon, immobilisé ensuite par la police près de la frontière égyptienne. Au cours de l'assaut pour libérer les otages, les forces de l'ordre tuaient deux des quatre Palestiniens, les deux autres étant fait prisonniers. Quelques heures plus tard, on apprenait que ces derniers étaient morts eux aussi, une mort éminemment suspecte. Avaient-ils été tués de sang-froid pendant un interrogatoire « musclé » ? Les démentis maladroits du porte-parole de l'armée et le zèle de la censure militaire ne firent à l'époque que renforcer les soupçons.

Deux commissions enquêtèrent sur l'incident. Le général Itzhak Mordechaï, responsable de l'opération de sauvetage des otages, fut traduit devant un tribunal militaire et totalement innocenté. Pour sa part, M. Itzhak Zamir, procureur de l'Etat et conseiller juridique du gouvernement, demanda l'ouverture d'une autre enquête contre cinq membres du Shin Bet, les services de sécurité intérieurs. Trois d'entre eux reçurent un blâme. L'affaire en serait sans doute restée là si l'un de ces agents n'avait pas, il y a quelques mois, transmis à M. Zamir de nouveaux éléments d'information mettant en cause la responsabilité personnelle du chef du Shin Bet, M. Avraham Shalom, et de plusieurs de ses collaborateurs.

Sont-ils soupçonnés d'avoir ordonné ou autorisé le meurtre des deux terroristes ? On l'ignore. En tout cas, M. Zamir les suspecte de *« faux témoignage »* en leur reprochant d'avoir, dans leurs rapports, caché une partie de la vérité. Il a donc tenté depuis de longues semaines de les traduire en justice. Mais le gouvernement, dans sa quasi-totalité, s'y est opposé. M. Zamir a tenu bon, et le cabinet a dû débattre de cette affaire dimanche, sous le sceau du secret, lors de sa réunion hebdomadaire. Les plus hostiles à l'ouverture d'une enquête sont l'ancien ministre de la justice, M. Moshe Nissim, et le nouveau, M. Itzhak Modaï.

Au cours du conseil des ministres, M. Shimon Pérès a reconnu qu'il n'avait pas les moyens d'empêcher l'ouverture d'une enquête, mais il a fait valoir que, dans certains cas, les *« considérations de sécurité »* devaient l'emporter sur *« les arguments juridiques »*. Deux ministres, MM. Shahal (travailliste) et Rubinstein (Shinui, centre gauche) ont publiquement pris la défense de M. Zamir et nié au gouvernement tout droit de s'ingérer dans un processus judiciaire. M. Yossi Beilin, porte-parole du gouvernement, a démenti que celui-ci ait une telle intention.

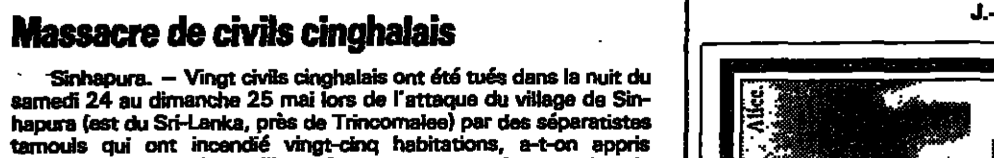
Cette affaire est doublement significative. D'abord parce qu'elle met en conflit la raison d'Etat et l'indépendance de la justice, sujet sur lequel on ne badine pas en Israël. Ensuite, parce qu'elle relance un vieux débat sur les pouvoirs de ce personnage unique en son genre et tout-puissant qu'est le procureur de l'Etat. En l'absence d'une Constitution en bonne et due forme, ce haut magistrat joue à la fois le rôle de procureur suprême, et ceux du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel en France. Il n'a aucun compte à rendre au pouvoir politique. Aussi plusieurs membres du gouvernement ont-ils cherché, ces derniers mois, à réduire les prérogatives d'un homme qui échappe à leur contrôle. La mésentente notoire entre l'actuel titulaire de cette fonction et le ministre de la justice, M. Modaï, n'a fait qu'envenimer le débat. Le soutien quasi unanime de la presse à M. Zamir exprime en tout cas l'attachement de l'opinion publique à cette institution hors du commun.

J.-P L.

## LE MINISTRE NÉERLANDAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A RENCONTRÉ M. ARAFAT A TUNIS

Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van Den Broek – dont le pays assure la présidence de la CEE, – s'est entretenu avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, dimanche 25 mai à Tunis, en dépit des protestations israéliennes. Rien n'a filtré du contenu de l'entretien qui s'est déroulé dans la banlieue nord de Tunis, à la résidence du représentant permanent de l'OLP en Tunisie, dont les journalistes s'étaient vu refuser l'accès. La semaine passée, le ministère israélien des affaires étrangères avait convoqué les ambassadeurs des Douze pour leur faire part de l'opposition catégorique d'Israël à tout dialogue entre l'OLP et la CEE.

M. Hans Van Den Broek, arrivé dimanche à Tunis pour une visite de vingt-quatre heures, destinée à rencontrer les responsables de la Ligue arabe, s'est, d'autre part, longuement entretenu avec M. Chedli Klibi, le secrétaire général de l'organisation. Les deux hommes ont notamment évoqué les perspectives de renforcement du dialogue euro-arabe. – *(AFP.)*



## A TRAVERS LE MONDE

### SRI-LANKA

#### Massacre de civils cinghalais

Sinhapura. – Vingt civils cinghalais ont été tués dans la nuit du samedi 24 au dimanche 25 mai lors de l'attaque du village de Sinhapura (est du Sri-Lanka, près de Trincomalee) par des séparatistes tamouls qui ont incendié vingt-cinq habitations, a-t-on appris auprès d'habitants de ce village. Ces morts portent à trente-deux le nombre de Cinghalais tués en quarante-huit heures lors d'opérations menées par des séparatistes tamouls contre des villages de la région de Trincomalee, métropole de la côte est. Parmi les victimes de Sinhapura figurent trois enfants de moins de dix ans, un adolescent de treize ans et trois femmes, ont précisé des survivants. Selon eux, les séparatistes ont fait irruption dans le village peu après minuit, prétendant être à la recherche de militants tamouls. Ils ont fait aligner les villageois qui n'avaient pas pu fuir, leur ont demandé de s'asseoir et ont tiré, achevant ensuite les blessés.

Des opérations similaires avaient été menées peu avant contre les villages de Gomarantakawala (deux morts vendredi matin), Seruwila (cinq morts vendredi soir), Kallar (deux morts vendredi soir) et Kalkudah (trois morts samedi). Selon les autorités, les séparatistes tamouls viseraient par ces attaques à alléger la pression que fait peser sur eux l'armée srilankaise dans le nord du pays. La région de Trincomalee fait, avec la péninsule septentrionale de Jaffna, partie intégrante de l'Eelam, l'Etat indépendant que les séparatistes veulent créer à Sri-Lanka. Pour éviter la création de fait d'une entité tamoule indépendante, le gouvernement de Colombo y installe ou réinstalle régulièrement des familles de Cinghalais. – *(AFP.)*

### DANEMARK

#### Le Parlement a ratifié l'« acte unique » de réforme de la CEE

Copenhague. – Le Folketing, chambre unique du Parlement danois, aura finalement été, mercredi 21 mai, le premier de la Communauté européenne à ratifier l'« acte unique » – cet ensemble de réformes institutionnelles que les Douze ont mis au point l'hiver dernier. Une majorité de députés danois avaient, en janvier, rejeté cet ensemble de textes. Le premier ministre, M. Schlüter (conservateur), avait décidé, devant cette résistance, de le soumettre à un référendum consultatif, qui s'était soldé, le 27 février, par un vote positif, quoique moins massif que ne l'aurait souhaité le gouvernement. Les partis de l'opposition qui avaient recommandé le « non » avaient promis de se soumettre loyalement au verdict du corps électoral quel qu'il soit. Lors du scrutin de ratification dans l'hémicycle, trois sur quatre ont tenu parole : les sociaux-démocrates, les radicaux (à trois exceptions individuelles près) et le petit groupe d'extrême gauche VS. – *(Corresp.)*



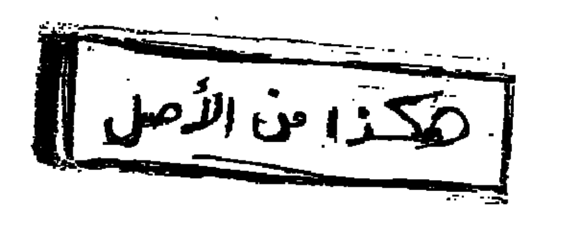
## DIPLOMATIE

### Cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale signent la « déclaration d'Esquipulas »

Esquipulas *(AFP, Reuter, UPI)*. – Après une « longue délibération », les présidents des cinq pays d'Amérique centrale, réunis le samedi 24 et le dimanche 25 mai à Esquipulas (au sud-est du Guatemala), ont exprimé dans une déclaration commune leur volonté de signer l'acte de paix du groupe de Contadora, de créer un Parlement centraméricain et de favoriser l'intégration régionale. Le consensus, selon le président guatémaltèque Vinicio Cerezo, s'est fait sur *« la recherche de la paix, la nécessité de dialoguer et de consolider les processus démocratiques et pluralistes »*. Mais il a fallu cinq heures de discussion à huis clos pour que les présidents Oscar Arias (Costa-Rica), Napoleon Duarte (El-Salvador), Vinicio Cerezo (Guatemala), Jose Azcona (Honduras) et Daniel Ortega (Nicaragua) parviennent à un texte commun qui reprend les grandes lignes du projet préparé et accepté au début du mois par les vice-présidents des cinq pays représentés à Esquipulas.

La « déclaration » souligne la volonté des cinq pays de signer l'acte de paix et de coopération élaboré par les pays du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) *« en assumant la pleine réalisation des compromis et des démarches mentionnés »* par l'accord. Mais les chefs d'Etat reconnaissent qu'il *« reste des questions à résoudre, telles que les manœuvres militaires, le contrôle des armements et la vérification de l'application des accords »*.

Concernant la création d'un Parlement centraméricain, le texte pécise que ses membres *« seront désignés librement »* par le biais du *« suffrage universel direct et qui respecte les principes du pluralisme politique »*. Les vice-présidents des cinq pays présents ont trente jours pour mettre sur pied une commission qui aura elle-même trois mois pour élaborer le projet de Parlement. La déclaration d'Esquipulas insiste enfin sur la nécessité de réviser, d'actualiser et d'accélérer le processus d'intégration économique et sociale dans la région pour une meilleure exploitation de son potentiel de développement.



# ASIE

## Philippines

### Soutien appuyé de Mme Aquino aux militaires

Mme Corazon Aquino a manifesté plus clairement que jamais le week-end dernier son soutien aux forces armées des Philippines dans leur lutte contre la guérilla communiste. Dimanche 25 mai à Cebu, dans le centre de l'archipel, la présidente a affirmé qu'elle envisageait d'amnistier certains soldats et officiers accusés de violations des droits de l'homme.

Pour parachever sa réconciliation avec l'armée, elle serait même disposée, selon le *New York Times*, *« à pardonner et à oublier »* le rôle prêté à certains militaires proches de l'ancien régime dans l'assassinat de son mari, Benigno Aquino.

*« Auparavant, lorsque nous étions dans l'opposition, les militaires étaient nos ennemis. Aujourd'hui, ils s'efforcent réellement de protéger la population. Nous devons les soutenir. Nous devons oublier le passé »*, a dit Mme Aquino, faisant allusion aux nombreux abus et crimes imputés aux militaires sous le régime de l'ex-président Marcos.

La présidente, qui a appelé à plusieurs reprises les communistes à déposer les armes et à négocier un cessez-le-feu avec les autorités, a de nouveau mis en garde la Nouvelle Armée populaire (NAP, le bras armé du PC) : si ces offres ne sont pas acceptées, a-t-elle dit, *« le gouvernement n'aura pas d'autre choix que de se lancer dans une guerre sans autre issue pour lui que la victoire »*.

Par ailleurs, notre correspondant à Manille nous signale que Mme Aquino a désigné, dimanche, quarante-quatre des cinquante personnalités *« intègres et honnêtes »* qui devront rédiger une nouvelle Constitution d'ici à septembre prochain.

On avait beaucoup spéculé sur la nature de cette commission constitutionnelle, après que plus de mille noms eurent été proposés. Finalement, le résultat a quelque peu surpris : contre toute attente, la gauche est peu représentée.

La nouvelle commission est composée de juristes, de religieux, d'universitaires, de plusieurs journalistes, de représentants du monde des affaires, d'un militaire à la retraite et même d'un cinéaste (Lino Broka).

Dans un esprit *« de réconciliation nationale »*, Mme Aquino a *laissé volontairement six fauteuils* pour des représentants de l'opposition, essentiellement composée d'anciens partisans de M. Marcos.

## Chine

### ÉCONOMIE : ENCORE SOIXANTE-DIX ANS D'EFFORTS...

Pékin. – Il faudra encore à la Chine de cinquante à soixante-dix ans d'intenses efforts pour approcher le niveau économique des pays développés, a déclaré le numéro un du Parti communiste chinois, M. Hu Yaobang, cité, dimanche 25 mai, par l'agence Chine nouvelle.

*« En réalité, nous rencontrons beaucoup de difficultés, et beaucoup de problèmes restent à résoudre »*, a ajouté le secrétaire général du PCC, après avoir estimé que les progrès réalisés au cours de ces sept dernières années de politique d'ouverture et de réformes économiques de la Chine ne devaient pas être surestimés à l'étranger.

M. Deng Xiaoping avait déclaré, mardi dernier, lors de son entrevue avec le premier ministre australien, M. Robert Hawke, que la Chine visait un développement *« de niveau moyen »* vers l'an 2050. Cette remarque avait été interprétée comme une révision en baisse des ambitions à long terme du régime. En octobre 1984, en effet, M. Deng avait indiqué qu'il faudrait de trente à cinquante ans pour rattraper les pays développés. M. Hu avait estimé, à la fin de 1985, que le centième anniversaire de la fondation du régime, en 2049, verrait la Chine au niveau des pays développés. – *(AFP.)*

## Bangladesh

### Le général Ershad a formé un nouveau gouvernement

De notre correspondant

New-Delhi. – Le général Ershad, qui avait été contraint par l'opposition de démettre, fin avril, dix-sept de ses ministres, candidats aux élections générales du 7 mai, a constitué, le dimanche 25 mai, un nouveau gouvernement de vingt-cinq membres. Hormis deux anciens ministres qui n'ont pas été élus, les titulaires des portefeuilles sont les mêmes qu'auparavant.

Le nouveau cabinet intérimaire restera en place jusqu'à l'ouverture de la prochaine session parlementaire prévue début juillet. Le chef de la majorité à l'Assemblée nationale – qui devrait être choisi incessamment par le président Ershad – constituera alors, en accord avec le chef de l'État, un nouveau gouvernement parmi les vainqueurs. Le parti Jatiya, qui soutient le général, a remporté cent cinquante-deux des trois cents sièges mis aux voix le 7 mai. Deux cents quatre-vingt-dix-neuf résultats seulement ont été déclarés, un nouveau vote devant avoir lieu dans une circonscription où le précédent fut marqué par la violence. (*le Monde* daté 25-26 mai).

Au termes de la Constitution, le Jatiya, en tant que parti majoritaire, nommera également les titulaires de trente sièges supplémentaires réservés aux femmes. Le groupe pro-Ershad peut également compter sur le soutien d'une majorité de trente-trois « indépendants » élus le 7 mai. Il devrait cependant lui manquer les cinq ou six voix nécessaires à la majorité des deux tiers requise pour faire ratifier quatre ans de proclamation sous la loi martiale.

Dans le cas où les deux tiers des députés refuseraient d'entériner le coup d'État militaire de mars 1982, le processus de « démocratisation » pourrait être remis en cause, le général Ershad ne pouvant se permettre de *« ramener le pays sur la voie démocratique »*, comme il l'a promis, alors que le premier gouvernement civil venu serait en droit de lui faire un procès pour *« haute trahison »* (1).

L'autre épée de Damoclès qui pèse sur l'avenir de la nouvelle Assemblée est de savoir si la Ligue d'opposition Awami (du peuple) acceptera ou non d'occuper les soixante-quinze sièges emportés le 7 mai. Sheikh Hasina Wajed, dirigeant indiscuté de la Ligue, s'est refusé jusqu'ici à adopter une ligne claire. La fille de Majibur Rahman (le « père de la nation », assassiné en 1975) subit d'intenses pressions de la part de ses alliés pour rejeter la totalité des résultats du 7 mai, une consultation qui fut marquée par la violence, l'intimidation et la fraude généralisée.

L'autre grand mouvement d'opposition aux militaires – le Parti national du Bangladesh (PNB), – qui avait appelé au boycottage des élections, fait campagne pour une nouvelle consultation *« libre et honnête »*, avant que les électeurs soient à nouveau convoqués, en novembre ou en décembre, pour élire un président civil. Si tout se passe cependant comme prévu à Dhaka, il est probable que le général Ershad démissionnera dans les six mois de ses fonctions militaires pour se présenter à la magistrature suprême qu'il occupe déjà *« illégalement »*.

PATRICE CLAUDE.

(1) Le « viol de la Constitution » perpétré par le général Ershad, en mars 1982, est théoriquement passible des tribunaux.

## Inde

● *Cinq morts au Pendjab.* – Deux sikhs ont été tués, dimanche 25 mai, dans un affrontement avec la police près de la ville sainte d'Amritsar. D'autre part, deux sikhs, également présumés séparatistes, ont tué dimanche matin deux personnes dans un village du district de Gurdaspur, où un homme avait été assassiné la nuit précédente. – *(AFP).*

## Népal

● *Résultats des élections législatives.* – Les candidats favorables à une réforme du Panchayat, le système parlementaire sans parti, au Népal, ont remporté plus de la moitié des sièges aux élections générales du 12 mai (*le Monde* du 13 mai), indiquent les résultats officiels publiés vendredi 23 mai. La commission des élections a rendu publics les résultats définitifs des élections dans soixante-treize régions pour pourvoir cent huit des cent quarante sièges du Parlement. Soixante-neuf élus sont de nouveaux venus qui réclament la libéralisation du système Panchayat, vieux de vingt-cinq ans, et des réformes économiques et dans le domaine de l'éducation. Les trente-neuf autres sièges sont revenus à d'anciens députés.

Les résultats des élections pour deux autres sièges, le 19 mai dans le district de Syangja, ne sont pas encore connus. Enfin, un scrutin doit encore être organisé pour deux sièges dans le district de Kaski. Les vingt-huit députés restants du Parlement seront nommés par le roi Birendra. – *(AFP.)*






# EUROPE

### Le Congrès juif mondial publie le document de l'ONU classant M. Waldheim parmi les criminels de guerre

Le Congrès juif mondial a rendu public le dimanche 25 mai à Genève le document de la commission des Nations unies sur les crimes de guerre concernant M. Kurt Waldheim. Ce document, conservé dans les archives de l'ONU, ne peut en principe être consulté que par des gouvernements. Le directeur du CJM, M. Steinberg, a déclaré qu'une copie lui avait été remise par des sources non gouvernementales qui ont requis l'anonymat. Le dossier a été remis le mois dernier, sur leur demande, aux gouvernements américain, israélien et autrichien.

Ce dossier, datant de 1948, mentionne expressément qu'il existe des *« preuves suffisantes »* pour justifier une poursuite de M. Waldheim devant les tribunaux. Il est daté du 19 février 1948 et contient une demi-douzaine de témoignages de prisonniers de guerre dont celui d'un certain John Mayer, datant du 3 avril 1944, qui affirme avoir vu des personnes exécutées *« conformément à des ordres donnés par Kurt Waldheim »*.

Sur une des sept pages intitulée « nombre et description des crimes », on lit : *« 1. Meurtre ; 2. Exécution d'otages. »* Le dossier est classé « A », la mention la plus grave, signifiant qu'il existe suffisamment de preuves pour justifier des poursuites judiciaires. Les trente-six mille dossiers examinés après la guerre par la commission de l'ONU pour les crimes de guerre portent soit cette mention « A », soit « W », comme *witness*, c'est-à-dire témoin, soit « S » s'il s'agit d'un suspect.

Ce dossier a été constitué à partir des pièces fournies à l'ONU en décembre 1947 par la commission yougoslave pour les crimes de guerre. Il a été rédigé par des représentants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la Norvège et de la Tchécoslovaquie.

Les représentants du CJM ont expliqué dimanche qu'en rendant public ce document, ils voulaient démontrer qu'ils n'étaient pas les accusateurs de M. Kurt Waldheim et que *« l'accusateur, c'est la commission des crimes de guerre de l'ONU »*. Le président de la République autrichienne en exercice, M. Kirchschläger, s'était prononcé le 22 avril sur ce document de l'ONU et avait déclaré que, personnellement, il n'aurait pas engagé de poursuites pour crimes de guerre contre Kurt Waldheim sur cette seule base, estimant notamment que le principal témoignage à charge pouvait être sujet à caution. Le Congrès juif mondial a appelé dimanche le gouvernement yougoslave à rendre publics tous les documents justifiant la notification envoyée en 1947 à la commission de l'ONU.

D'autre part, dans une interview publiée dimanche par le *Jerusalem Post*, l'ancien secrétaire général de l'ONU répond aux affirmations faites jeudi dernier à la radio israélienne par le ministre de la justice, M. Yitzak Modaï, qui avait déclaré : *« Si M. Waldheim ne peut être accusé directement et personnellement pour les meurtres de civils durant la seconde guerre mondiale, du moins peut-on l'impliquer pour complicité de meurtres, selon les documents disponibles. » « Cette accusation ne fait que reprendre des allégations sans fondement*, a répondu le candidat à la présidence de la République autrichienne. *Il devrait être clair à présent que je n'ai jamais donné l'ordre ou suggéré des opérations. Ma seule fonction* [au sein de la Wehrmacht] *était de faire la synthèse des informations parvenant à mon poste. Je n'ai jamais été impliqué dans aucune opération de combat, et j'ai toujours dit la vérité à ce propos. »*

#### Mme Beate Klarsfeld manifeste à Vienne

La police autrichienne a aidé samedi à Vienne les partisans de M. Kurt Waldheim à étouffer une manifestation de protestation pacifique contre l'ancien secrétaire général de l'ONU, conduite par Mme Beate Klarsfeld.

Policiers et spectateurs ont arraché les pancartes et les tracts des mains des manifestants, alors que ceux-ci essayaient de se mêler à la foule de quelque sept cents personnes venues écouter M. Waldheim sur la place de la cathédrale Saint-Etienne. Mme Klarsfeld, qui mène une chasse aux anciens nazis dans le monde, se trouvait avec un groupe qui tentait de tenir une banderole proclamant : *« L'antisémitisme ne profitera pas. Non à Waldheim. »* Elle leur fut arrachée des mains et jetée à terre. – *(AFP, AP, Reuter.)*

## RFA

### Le congrès des retrouvailles pour les libéraux

De notre envoyé spécial

Hanovre. – Le Parti libéral s'est offert ce week-end, à Hanovre, une petite cure de jouvence : pas trop d'ambition, mais le sentiment de se retrouver enfin en eaux plus tranquilles une fois la mauvaise passe franchie, deux ans après les déchirements provoqués par le changement de coalition et la rupture avec son aile gauche. Son congrès a surtout été l'occasion de grandes retrouvailles en famille : anciens et nouveaux ont été réélus au bureau politique avec des majorités confortables. Le débat sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, samedi 24 mai, a mis un peu de piment dans l'ordonnance des travaux, mais juste ce qu'il fallait.

Malgré des sondages qui lui sont peu favorables à trois semaines des élections régionales de Basse-Saxe, où il n'est pas sûr de franchir la barre des 5 %, le FDP envisage manifestement son avenir avec confiance. Personne ne semble douter qu'aux élections législatives de janvier 1987 le parti confirmera sa place de partenaire de l'actuelle coalition.

Si celle-ci veut rester au pouvoir, avait rappelé, vendredi, le président des libéraux, M. Martin Bangemann, ministre de l'économie, elle est obligée de compter avec le FDP. Que M. Strauss se le tienne pour dit, lui dont les projets de réforme en matière de sécurité ont été une nouvelle fois cloués au pilori. M. Genscher s'est offert un succès facile en envoyant à son vieil adversaire quelques piques bien senties à propos des droits de l'homme et de la politique extérieure.

Deux ans après avoir « été démissionné » de la présidence pour abus de pouvoir, le ministre des affaires étrangères n'a jamais été aussi populaire parmi les siens. Il en est de même pour le comte Otto Lambsdorf, qui a paru très à son aise pour imposer la stricte orthodoxie libérale en matière économique. M. Bangemann, qui a présidé les travaux avec sa bonhomie habituelle, n'a pas paru en prendre ombrage. Les critiques formulées à l'encontre de son style de direction, jugé décidément un peu trop dilettante, risquent de lui créer quelques difficultés dans les années à venir, quand l'heure de la relève aura sonné. Mais on n'était pas cette fois venu régler des comptes.

H. de B.

## Tchécoslovaquie

● *Elections générales.* – Les listes uniques du Front national (dirigé par le Parti communiste) ont obtenu 99,94 % des suffrages exprimés, et tous les candidats ont été élus aux élections générale qui se sont déroulées vendredi 23 et samedi 24 mai, a annoncé dimanche l'agence CTK.

*Le taux* de participation sur l'ensemble du territoire a été de 99,39 %. Ces élections, qui ont lieu tous les cinq ans au scrutin de liste à raison d'un candidat par poste, concernent les deux chambres de l'Assemblée fédérale (chambre du peuple et chambre des nations), le conseil national tchèque et le conseil national slovaque, ainsi que les conseils régionaux, de district et locaux. – *(AFP.)*

## De passage en France

### Mme ELENA BONNER RENCONTRE M. CHIRAC ET LE PRÉSIDENT MITTERRAND

Mme Elena Bonner, épouse de l'académicien soviétique Andreï Sakharov, est arrivée, dimanche 25 mai, à Paris, venant de Boston (Etats-Unis). Elle devait être reçue, ce lundi, par le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Claude Malhuret, qui devait ensuite l'accompagner à l'hôtel Matignon pour une rencontre avec M. Jacques Chirac.

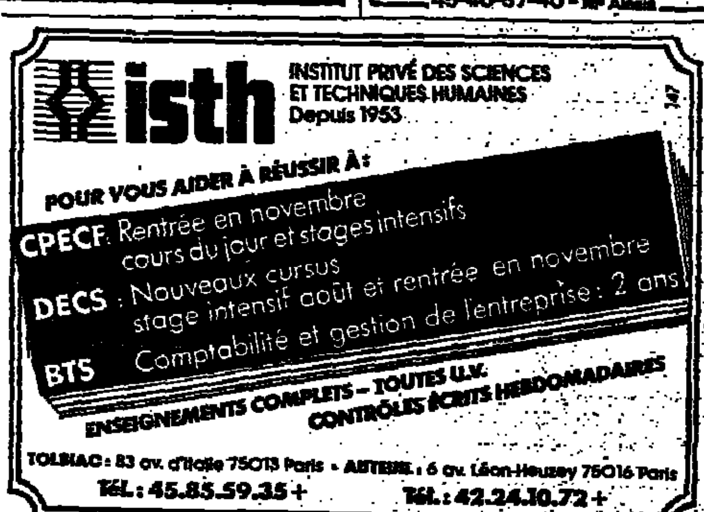
Mardi, Mme Bonner devait être reçue à l'Elysée par M. Mitterrand, qui, rappelle-t-on, est intervenu à plusieurs reprises auprès des autorités soviétiques en faveur d'Andreï Sakharov, notamment au Kremlin lors de son voyage en URSS en juin 1984.

Des rencontres sont également prévues entre Mme Bonner et diverses personnalités françaises, dont Mme Simone Weil, MM. Chaban-Delmas, Raymond Barre, François Léotard et Michel Noir – ces deux derniers lui ayant rendu visite à Moscou en mars 1984.

Mme Bonner doit quitter la France mercredi pour Oslo, puis Londres et Rome, avant de regagner l'URSS le 2 juin.

Avant de quitter les Etats-Unis, l'épouse d'Andreï Sakharov, en exil intérieur à Gorki, avait déclaré : *« Je retourne auprès de mon mari, je veux revenir près de lui, mais c'est extrêmement triste et difficile. (...) Je redoute plus encore l'isolement sans précédent des deux dernières années. Je redoute de vivre sous la surveillance constante de caméras invisibles. »*







# La Turquie et l'islam

*(Suite de la première page.)*

En attendant, il utilise un Coran trilingue – turc, arabe et arabe phonétique – dont les exemplaires se vendent comme des petits pains dans les librairies spécialisées ouvertes un peu partout dans le pays et qui, à côté du Livre sacré, débitent toute une sulpicerie islamique à l'image des Etats arabes voisins.

Le récent développement spectaculaire des relations économiques et politiques avec ces Etats est, d'ailleurs, l'un des sujets de satisfaction de notre hôte. « *Les Arabes, notre espoir !* », écrivait, il y a quelque temps, avec sans doute une pointe d'ironie, l'hebdomadaire indépendant *Nokta*. Et tel conseiller du chef de l'Etat, le général Kenan Evren, soulignera volontiers – malgré les difficultés de paiement avec la Libye, l'Iran et l'Irak qu'il passe sous silence – que « *les échanges entre la Turquie et le monde arabe et islamique sont devenus à peu près aussi importants que nos échanges avec l'Occident* ». Il y a quelques années encore au seul nom des Arabes, la plupart des Turcs faisaient la grimace, évoquant leur « trahison » à l'égard de l'Empire ottoman durant la première guerre mondiale ou leur « arriération sociale ».

Aujourd'hui, à Kirchehir et ailleurs, une partie de la classe moyenne imite les comportements sociaux « arabes » *dont hier elle se* gaussait comme de « tics ». Le négociant qui nous reçoit ne laisse plus son épouse mettre le nez dehors et il a même obtenu que sa mère, femme d'allure libre, nous assure-t-on, en fasse autant, tandis que son père, vieux kémaliste (2), acceptait, à force de caresses, de jeter sa casquette « *dont la visière symbolisait le refus de se soumettre à Dieu* ».

Le jeune marchand, lui, arbore calot blanc et barbe noire. Au moment où nous le quittons, un gamin lui apporte respectueusement le *Milli Gazete*, seul quotidien national ouvertement intégriste et qui toucherait quelque cent soixante-quinze mille lecteurs. Notre homme serait-il donc *nourdjou* ?

Parmi les confréries illégales – mais tolérées, – celle des nourdjous, les « disciples de la Lumière », passe aujourd'hui pour la plus puissante (3). Créée par un *cheikh antikémaliste, Saïd Noursi* (1873-1960), dont on émet parfois d'indiquer qu'il était d'origine kurde, elle est maintenant répandue dans tout le pays, où on la crédite de plusieurs centaines de milliers de membres ; elle est présente également en Allemagne fédérale (deux millions et demi de résidents turcs) et en France (environ cent cinquante mille Turcs) d'où les immigrés lui envoient des fonds. L'anticommunisme flamboyant des nourdjous leur permet de se flatter d'appuis aux Etats-Unis et en Arabie saoudite et naturellement dans les formations de droite turques, hier certainement au sein du Parti du salut national de l'ingénieur *islamiste* Necmettine Erbakan, aujourd'hui probablement au sein du Parti de la mère-patrie, au pouvoir depuis 1983.

Extravertis, dynamiques, optimistes, les fidèles de Noursi affirment trouver dans ses textes – vendus en librairie, – où la poésie se mêle à la politique, à la fois nostalgie du califat, éloge de l'économie de marché et incitation à l'étude quotidienne. L'interprétation dernier cri des églogues de Noursi est que l'Etat a peut-être le droit, voire le devoir, d'être laïque, mais qu'il doit laisser l'islam vivre sa vie. En effet, contrairement à ce qu'on croit généralement hors de Turquie, Ataturk a moins séparé la religion de l'Etat qu'il ne l'a mise à l'entier service de celui-ci.

Ces cinquante étudiants nourdjous de Van (Est) arrêtés l'an passé pour avoir converti une salle de leur faculté en lieu de réunion de leur confrérie avaient, pour leur part, déjà renversé l'équation... Et que dire de ces garnements, réputés nourdjous, qui, la même année, dans le Vieil-Ankara, ont tailladé les bras nus de deux beautés locales passant malencontreusement devant des hommes s'apprêtant à prier ? Et de ce millier de « centres d'endoctrinement religieux » recensés en 1985 par le quotidien indépendant *Hurriyet* ?

Le président Evren, vieux militaire dévot d'Ataturk et, prétendent certains, franc-maçon, ne cesse de proclamer que l'université (ou l'armée, au choix) doit être « *un rempart contre la bigoterie* » (ou l'obscurantisme, c'est selon). Mais le gouvernement, dirigé pour la première fois depuis l'Empire ottoman, par un homme, Turgut Ozal, ostensiblement pratiquant, a peur, chaque fois qu'il contre des activistes religieux, d'offenser toute la communauté musulmane et préfère benoîtement répéter que « *les craintes concernant les menaces sur la laïcité sont infondées* ».

Pendant ce temps, le slogan : « *Une seule voie : l'islam !* » court sur les murs des universités. Et les islamistes infiltrés dans le secteur de l'enseignement ne chôment pas, parvenant à faire distribuer aux collégiens un manuel décrétant tout de go : « *Les citoyens ont le devoir de désobéir aux lois contraires à celles de l'islam.* » Or, depuis soixante-cinq ans, la législation turque est imprégnée du droit occidental, bien souvent antinomique du droit coranique... Dans le meilleur des cas, ce dernier a été réinterprété pour cadrer avec le concept de citoyenneté civile et nationale.

## Des officiers anti-américains

Revenant sur la voie non confessionnelle, les médias officiels eux-mêmes ont renoncé en 1985 à utiliser le mot très kémalien d'*oulous*, nation au sens laïque du terme, remplacée par celui de *millet*, qui véhicule la vieille notion ottomane de nation basée sur l'identité religieuse. On pourrait collectionner ainsi, presque chaque jour, les petites touches islamiques nouvelles qui, prises séparément, n'ont souvent pas grande importance, mais qui, en fait, constituent un lent grignotage du statut laïc du pays. « *L'avantage de ce phénomène est de désocculter le fait religieux, de sacrifier le superflu pour sauver l'essentiel* », avance un diplomate européen. Lors de la résurrection du *millet*, l'ancien chef du gouvernement « libéral de gauche », Bulent Ecevit, s'est écrié, quant à lui : « *Abdulhamid* [sultan de 1876 à 1909] *doit être satisfait !* »

Pas Ataturk, en revanche ! Pourtant, des provinciaux montent toujours à son mausolée dominant Ankara, s'attardant devant les vitrines qui conservent aussi bien son téléphone que son pyjama. Et le monde politique mêle encore son nom à tout, mécaniquement. Jusqu'à certains députés proches des islamistes – on évalue leur nombre de soixante à quatre-vingts sur quatre cents parlementaires – qui ne craignent pas de proclamer Ataturk « *bienfaiteur de l'islam* ».

Il y a plus inquiétant pour le régime. Jusqu'ici l'armée, quoique reflet social de la population, passait pour être à l'abri de l'effervescence islamiste, même si on rencontrait parfois un militaire rendu au civil qui ne pouvait se retenir de lancer : « *Assez de bourrage de crâne laïc, qu'on me laisse vivre mon islam !* » « Lavage de cerveau » laïque qui, lors de la guerre de la Corée (1950-1953), n'empêcha pas le bataillon turc, en se lançant au combat, de retrouver spontanément la vieille invocation à Allah des armées musulmanes. Et puis en juin 1985, il y a eu, distribuée dans le pays, cette adresse au peuple d'« officiers patriotes » estimant que « *la Turquie défend les intérêts de Washington au lieu de ceux de l'islam* », et qu'« *elle est, comme Israël, un avant-poste hostile aux peuples musulmans* ».

Le tract s'en prend au Congrès américain qui « *critique grossièrement notre pays et lui octroie 700 millions de dollars par an contre 4 milliards de dollars à Israël* (4). *La Turquie est asservie et elle est considérée comme leur ennemie mortelle par les musulmans du monde* ». Et cette conclusion, avec là aussi la référence ataturkienne obligée : « *La nation donnera une leçon à ceux qui veulent transformer la Turquie d'Ataturk en tête de pont des Etats-Unis et du sionisme.* »

Les responsables politiques, qui doivent en savoir un peu plus long sur ce courant au sein de l'armée *puisque dès 1983 ils avaient refusé* aux Américains de ravitailler *via* la Turquie leurs forces alors à Beyrouth, affectent de traiter par le mépris l'appel des « officiers patriotes ». Mais les publications et les cercles islamistes ne se privent pas de critiquer les liens d'Ankara avec l'Occident, préconisant la création d'un « marché commun islamique » où les Turcs « *ne seront pas regardés de haut comme dans la Communauté économique européenne* ». Mais les bombardements américains sur la Libye, en avril, ont été désapprouvés par 78 % des Turcs interrogés. « *Notre gouvernement est l'allié de Reagan, mais notre peuple est ami des Libyens* », commentait le commerçant de Kirchehir sans attendre ce sondage.

Enfin, comme naguère en Egypte ou en Iran, des intellectuels « *de gauche* » *rejoignent en* matière d'anti-occidentalisme les islamistes. L'écrivain Attila Ilhan, d'abord chantre inconditionnel de la civilisation française, en est venu à décrire « *l'Occident colonisateur, agressif, sûr de lui, barbare, raciste* », *etc.*, le poète Ismet Ozel dénonçant, lui, la « *démoncratie* » occidentale (5).

## La crue

Où va la Turquie ? Modernisée de force par un Ataturk disparu avant d'avoir achevé son œuvre, arrimée à l'Europe à rebrousse-poil *de l'histoire et de la géographie* il y a peu de temps encore, on voyait néanmoins dans ce peuple à la natalité exubérante (le nombre de ses habitants est passé en vingt ans de vingt-cinq à cinquante millions) un pilier sûr de l'alliance atlantique, un futur membre de la Communauté européenne. Mais l'islam, en Asie mineure aussi, « *est entré en crue* », selon la formule du turcologue Paul Dumont, tandis qu'un des plus pondérés de ses pairs, Robert Mantran, constatait : « *La référence au kémalisme ne touche plus qu'une part réduite de la population.* »

Est-ce à dire que, dans ce voisin de l'Iran en ébullition, le politique est condamné à terme à venir se ranger au pied du religieux, la modernité à s'effacer devant un islam humainement foisonnant mais culturellement non renouvelé, les retrouvailles avec l'Orient à être exclusives de rapports étroits avec l'Europe ? On pourrait peut-être répondre affirmativement si aucune force populaire en Turquie ne s'opposait à la tendance actuelle. Or tel n'est pas le cas. Et la principale de ces forces vient de là où on ne l'attendait guère.

**J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.**

(2) Partisans des idées de Mustapha Kemal, véritable nom d'Ataturk.

(3) Numéro spécial de *Temps modernes* sur la Turquie, juillet-août 1984.

(4) En 1985, l'aide américaine totale à Israël a été un peu inférieure à 3 milliards et demi de dollars.

(5) Bulletin de liaison numéro 2 de *l'Equipe française de recherche sur la* Turquie, Paris, mai 1985.

## De la laïcisation à la réislamisation

**1924.** – Ataturk (Mustapha Kemal) abolit le califat universel de l'islam, laïcise l'enseignement et « turquifie » la religion musulmane.

**1925.** – Soulèvement islamo-kurde contre la laïcisation ; interdiction des confréries islamiques et remplacement de la législation d'inspiration coranique par des codes européens.

**1928.** – L'islam cesse d'être religion d'Etat, et la langue turque troque l'alphabet arabe contre les caractères latins.

**1938.** – *Mort d'Ataturk.*

**1949.** – Rétablissement du « catéchisme » coranique dans les écoles primaires et création à Ankara d'une faculté de théologie islamique.

**1950.** – L'arabe est de nouveau autorisé pour l'appel à la prière ; les confréries sortent de la clandestinité.

**1969.** – La Turquie envoie un observateur au sommet islamique de Rabat.

**1975-1980.** – Les thèses des ultra-nationalistes et des islamistes se rapprochent, donnent le courant islamo-turc.

**1976.** – Réunion à Istanbul des ministres des affaires étrangères musulmans.

**1978.** – Des musulmans sunnites massacrent à Karaman-Marache (Sud-Est) des alévites (minoritaires d'origine chiite).

**1980.** – Cinquante mille personnes réunies à Konya (Centre) à l'appel du PSN s'en prennent au kemalisme ; les menaces sur la laïcité sont l'un des motifs du coup d'Etat militaire.

**1982.** – La nouvelle Constitution rend le « catéchisme » coranique obligatoire dans le primaire et le secondaire.

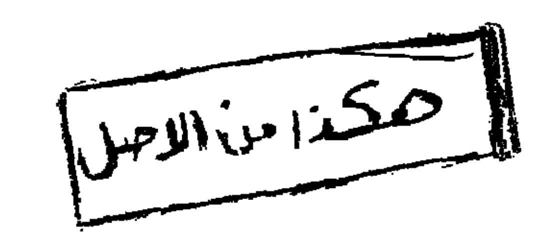
**1984.** – Le président Evren participe au sommet islamique de Casablanca et se rend « *en visite* » à La Mecque. *La publicité* télévisée est interdite pour tout alcool. Les dirigeants du PSN, poursuivis pour « *lutte clandestine en faveur d'un Etat religieux* », sont acquittés.

**1986.** – Loi sur la protection des « *religions célestes* » punissant de prison les « *blasphémateurs* ».

*J.-P. P.-H.*









# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### CONTRE LA PAUVRETÉ
## Une chaîne humaine à travers l'Amérique

De notre correspondant

Washington. – A l'ouest, dans les poussières semi-désertiques du Texas, du Nouveau-Mexique, de l'Arizona et de la Californie, seuls de longs rubans de plastique, offerts par Coca-Cola, maintenaient une fiction de continuité humaine. Partout ailleurs, en revanche, de New-York à Los Angelès en passant par Washington, Chicago, Dallas et Phoenix, le pari a été gagné.

D'une côte à l'autre, un quart d'heure durant, dans l'après-midi du dimanche 25 mai, quelque cinq millions et demi d'Américains ont formé une chaîne de plus de 6 000 kilomètres, traversant seize Etats et cinq cent cinquante villes, pour manifester contre la pauvreté – celle qui jette à la rue les sans-ressources et les condamne à la faim dans le plus riche pays du monde.

On pouvait trouver agaçant le spectacle de tous ces gens de trop bonne humeur et trop roses, trop prompts à retrouver l'insouciance d'une vie douillette après un bref instant de gratifiante générosité. On pouvait tout aussi bien admirer l'élan du cœur et la naïveté créatrice qui avaient fait de cette idée folle une réalité et de la misère le sujet de la semaine dans un pays qui préfère habituellement être satisfaite de lui-même plutôt que de se mettre en question.

S'il n'est pas encore sûr que l'opération « Mains à travers l'Amérique » (Hands Across America) ait réellement rapporté, à 10 dollars la place dans cette chaîne humaine, les 50 millions qui en étaient attendus pour les abris et les soupes populaires, il est certain qu'elle a profondément marqué les imaginations. Mercredi, le groupe de collégiens que M. Reagan recevait à la Maison Blanche pour un libre échange de questions et réponses l'interrogeaient : comment se fait-il que chez nous, dans notre Amérique, des gens aient faim ?

### Les hésitations de M. Reagan

Réponse du président : « Je ne pense pas que quiconque ait faim en Amérique en raison d'un refus, d'un manque de possibilité de nourrir les gens. Cela tient à ce que des gens ne savent pas où ni comment obtenir une aide. » Parfaitement exact, ont alors rétorqué sur toutes les ondes, d'un ton glacé, tous ceux qui s'occupent, par métier ou bénévolat, des laissés-pour-compte : parfaitement exact, car votre gouvernement, monsieur le président, a supprimé les crédits qui permettaient d'informer des aides disponibles ceux qui y ont droit.

Les graphiques ont suivi, sur les écrans et les pages des quotidiens, montrant l'écart entre la courbe de progression de la pauvreté et celle de la distribution de bons alimentaires. Près de vingt millions de personnes en recevaient en 1980, et le chiffre n'a pas changé depuis, alors que le nombre d'Américains vivant au-dessous du seuil de pauvreté est passé d'un peu plus de vingt-neuf millions à trente-quatre millions aujourd'hui.

Vendredi, M. Reagan faisait annoncer, après maintes hésitations, qu'il prendrait place dans la chaîne avec Mme Reagan et ses collaborateurs – ce qu'il a fait, dimanche, sur le perron de la Maison Blanche, chemise ouverte et chantant comme tout le monde. Habitués à l'indifférence de ce gouvernement, des défenseurs des sans-abris en trépignaient d'indignation de l'autre côté des grilles, suggérant que M. Reagan mette sa main à la poche plutôt que dans une autre main, mais d'un océan à l'autre, hommes d'Eglise et acteurs, sénateurs et contestataires, conservateurs et libéraux, toute l'Amérique était dans la chaîne – physiquement ou par téléviseur interposé.

Cela ne supprimera pas la misère, mais plus personne ne pourra dire qu'elle n'existe pas ou que l'indifférence serait devenue une vertu américaine. A elle seule, la démonstration valait bien le spectacle.

BERNARD GUETTA.

• *Au Pérou, Sentier lumineux tue un gouverneur.* – Des membres de la guérilla maoïste Sentier lumineux ont assassiné le gouverneur de la ville d'Asillo, au sud-est du Pérou, et ont détruit à l'explosif cinq véhicules lors de deux embuscades, le samedi 24 et le dimanche 25 mai, dans le département de Puno (à 1 300 kilomètres au sud-est de Lima). Le gouverneur, Luis Macedo, a été tué par une jeune femme d'une balle dans la tête alors qu'il se trouvait dans un convoi officiel de trois camions transportant une trentaine de paysans. – *(AFP.)*



### MORT DE CHESTER BOWLES ANCIEN CONSEILLER DE JOHN KENNEDY

**Essex (AP). – Chester Bowles, ancien sous-secrétaire d'Etat sous la présidence de John Kennedy, est décédé, le dimanche 25 mai, dans sa résidence du Connecticut, a annoncé une personne proche de sa famille. Il était atteint de la maladie de Parkinson.**

*Né le 5 avril 1901, à Springfield (Massachusetts). Chester Bowles laissera le souvenir d'un grand diplomate particulièrement conscient des problèmes du développement des pays du tiers-monde et d'un libéral, au sens américain du terme. Sa carrière politique avait commencé avant la guerre sous le parrainage d'Eleanor Roosevelt, la femme de Franklin D. Roosevelt. C'est ainsi qu'il fut l'un des délégués à la convention du Parti démocrate en 1940. Administrateur du contrôle des prix de 1943 à 1946, il fut ensuite pendant quelques mois directeur de l'Office de stabilisation économique. Précurseur du plan Marshall, il proposa alors que les Etats-Unis participent financièrement à la reconstruction des pays d'Europe occidentale.*

*Elu gouverneur du Connecticut en 1949, il fut nommé deux ans plus tard ambassadeur en Inde, où il restera jusqu'en 1953. Il retrouvera ce poste en 1963 après avoir exercé durant quelques mois la fonction de sous-secrétaire d'Etat, puis celle de conseiller du président Kennedy pour les affaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. A ce titre, il prit des positions favorables à la décolonisation et hostiles à une intervention américaine à Cuba. Il plaida aussi pour une reconnaissance de la Chine populaire par les Etats-Unis. A la suite de Kennedy, le président Johnson fit appel à ses services en 1968 pour tenter une normalisation des relations de Washington avec le Cambodge du prince Sihanouk.*

## Colombie

### M. Virgilio Barco, candidat du Parti libéral, remporte l'élection présidentielle

M. Virgilio Barco, candidat du Parti libéral, a remporté l'élection présidentielle qui a eu lieu le dimanche 25 mai en Colombie. Selon un décompte encore provisoire et non officiel, il a obtenu 3 360 000 voix, soit environ 58 % des suffrages exprimés, un million de plus que son principal adversaire, M. Alvaro Gomez, candidat du Parti conservateur, qui a reconnu sa défaite.

Le candidat de l'Union patriotique, M. Jaime Pardo Real, n'aurait obtenu que 4 % des voix. Il représente le Parti communiste et les membres des Frces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), qui ont accepté l'amnistie offerte par le gouvernement de M. Belisario Betancur pour participer légalement à la vie politique. L'Union patriotique avait déjà fait campagne pour les élections législatives du 9 mars. Mme Regina Betancourt, dite Regina II, une prophétesse de l'occultisme dont les vigoureuses interventions à la télévision ont quelque peu animé une campagne plutôt morne, aurait obtenu moins de 1 % des suffrages.

La journée électorale a été particulièrement calme. Aucun incident sérieux n'a été signalé. Il est vrai que les autorités avaient pris d'exceptionnelles mesures de sécurité pour éviter des incidents provoqués par la guérilla ainsi que la fraude électorale.

M. Virgilio Barco, qui doit prendre ses fonctions le 7 août, a été félicité par le président Belisario Betancur, qui avait encouragé les Colombiens à voter massivement pour « renforcer la démocratie ». On ignorait cependant ce lundi le taux d'abstention, traditionnellement très élevé. M. Barco, qui n'a pas donné beaucoup de précisions sur son programme pendant la campagne, a déclaré que sa principale préoccupation était de « reconstruire le pays ».

### L'homme de l'appareil

Sérieux, sévère, austère, prudent, peu enclin selon ses intimes à prendre des décisions rapides, M. Virgilio Barco n'est apparemment pas un battant. Il n'a ni le charisme ni le dynamisme de M. Luis Carlos Galan, jeune dirigeant du nouveau libéralisme, qui prétend réformer et moderniser le vieux Parti libéral, mais dont le score aux élections législatives du 9 mars a été trop modeste (moins de 7 % des voix) pour inquiéter les caciques de la principale formation colombienne. M. Virgilio Barco n'est pas non plus un tribun capable d'enflammer les masses dans un pays amoureux du verbe, où l'on apprécie la rhétorique et l'emphase.

Il s'est montré peu à l'aise en public au cours d'une campagne d'ailleurs sans grand éclat, et qui n'a pas excessivement passionné une opinion convaincue que les jeux, de toute manière, étaient faits après les élections du 9 mars et la victoire du Parti libéral. Ses prestations télévisées ont été rares et plutôt modestes. Honnête, il s'est cependant gardé de faire des promesses « inconsidérées ».

Avec sa chevelure à la diable striée de mèches blanches, ses lunettes à grosse monture d'écaille et ses costumes stricts, M. Virgilio Barco a l'allure d'un professeur d'université assagi et rassis. C'est pourtant cet homme de soixante-quatre ans, apparemment emprunté et discret, mais tenace et courageux, que les dirigeants du Parti libéral, et d'abord les Lleras, ont choisi pour succéder à M. Belisario Betancur et reprendre le contrôle du palais Narino.

C'est un Andin. Il est né à Cucuta, dans le nord du Santander, près de la frontière vénézuélienne. Et c'est à Cucuta, à l'âge de vingt-quatre ans, qu'il a commencé une très longue carrière politique qui le mène aujourd'hui à la magistrature suprême. Il est alors élu au conseil municipal comme suppléant de Jorge Eliecer Gaitan, leader charismatique et adulé, dont le meurtre à Bogota, en 1948, devait déclencher une insurrection populaire très durement réprimée, le bogotazo, point de départ de la longue et impitoyable guerre civile de près de dix ans entre libéraux et conservateurs. Bilan : trois cent mille morts et un pays marqué pour longtemps par ce que les Colombiens appellent avec pudeur la « violence ».

Député du Nord-Santander au Parlement de Bogota et secrétaire général du ministère des communications, M. Virgilio Barco, qui se réclame du courant gaitaniste et appartient au directoire libéral de son département, conquiert l'amitié et le soutien du patriarche Eduardo Santos, directeur du journal *El Tiempo* et numéro un du parti. Le jeune Barco est dans le sérail. Plusieurs fois ministre, en particulier dans les gouvernements de Lleras Camargo et de Guillermo Leon Valencia, sénateur, maire de Bogota à la demande du président libéral Lleras Restrepo pendant trois ans et demi, il a acquis à cette époque une réputation de « bon administrateur » et de technocrate.

Une réputation qui, semble-t-il, l'agace, bien qu'il soit diplômé de l'Institut technologique du Massachusetts (MIT) en sciences sociales et économiques et qu'il ait fait des études d'ingénieur à l'université de Bogota. Mais il est vrai qu'il n'a jamais exercé cette profession et qu'il se considère, lui, comme un pro de la politique depuis sa jeunesse.

Son grand-père, le général Virgilio Barco, possédait une concession de pétrole. Et certains membres de sa famille ont intenté un procès pour récupérer des royalties. Un épisode qui a valu au candidat du Parti libéral



*Dessin de PANCHO.*

une autre réputation, qu'il estime usurpée : celle d'un magnat du pétrole. Lui-même affirme avoir renoncé à tous ses droits sur la concession Barco depuis 1968, tout en admettant disposer d'une « certaine aisance ». Le Parti conservateur a tenté d'exploiter cette affaire pour mettre en doute l'éligibilité de Virgilio Barco, mais le ministère de la justice a rejeté cette requête des adversaires du candidat libéral.

Ses compatriotes le jugent pro-américain. M. Virgilio Barco, dont la femme est d'origine américaine, a effectivement de solides amitiés aux Etats-Unis, où il a fait des études, en particulier à Boston. Il a été haut fonctionnaire de la Banque mondiale et ambassadeur à Washington de 1977 à 1981. Paradoxalement, il reproche pourtant au gouvernement Betancur d'avoir demandé un « traitement spécial » à la Banque mondiale et au FMI pour le rééchelonnement de la dette extérieure colombienne, relativement modeste (environ 12 milliards de dollars, dont 9 milliards pour le secteur public).

« Notre dette, dit-il, n'était pas un problème. Elle est devenue une source de conflits. » Il préconise d'autre part un vaste « plan Marshall » d'aide à l'Amérique latine, mais qui ne serait pas directement contrôlé par les Etats-Unis. Une proposition qu'il a faite, autre originalité, dans une lettre adressée à Fidel Castro. De M. Virgilio Barco, l'homme de la rue disait : « C'est un mauvais candidat, mais il peut être un bon président. » Ecarté en 1981 de la course à l'investiture du parti au profit de M. Lopez Michelsen, M. Virgilio Barco a, en 1986, bénéficié du soutien sans réserve de l'appareil du Parti libéral. Il lui reste à prouver qu'il peut être effectivement un bon président.

M. N.

# Sollicitudes

*(Suite de la première page.)*

L'Afrique bat un certain nombre de records mondiaux, notamment celui du taux d'accroissement démographique – sa population double tous les vingt-quatre ans, – qui dépasse de plusieurs points le taux d'augmentation de la production agricole. Le continent est aussi en tête de liste pour les taux de mortalité infantile, d'analphabétisme et d'urbanisation, le nombre des réfugiés et... le montant de l'aide publique au développement par habitant. Au total, vingt-neuf des trente-six pays les plus pauvres du monde appartiennent à l'Afrique subsaharienne.

### Dépendance alimentaire

Malheureusement, il n'y a pas d'espoir que cela change à court terme, affirment les experts. Au contraire. M. Edouard Saouma, directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a récemment indiqué que le taux d'autosuffisance alimentaire des pays africains à faible revenu allait fléchir d'ici à 1990 et que la plupart d'entre eux risquaient alors d'être encore plus tributaires des importations de céréales qu'au début de cette décennie. Conséquence de cet état de choses : contrairement aux autres régions du monde, l'Afrique subira un *« déclin alarmant »* de sa consommation annuelle de céréales par tête d'habitant, qui tombera de 128,5 kilos en 1979-1981 à 126,1 en 1990.

L'Afrique est, aujourd'hui plus que jamais, dépendante des pays riches et, dans l'état semi-comateux où elle se trouve, plus vulnérable que tout autre continent à leurs manœuvres pour donner d'une main et reprendre de l'autre. Si généreuse soit-elle, l'aide internationale recouvre, souvent, de bien tristes réalités : des projets mal préparés, contestables, dispendieux, hors d'échelle.

Financée par la Suède (130 millions de dollars), l'usine de fabrication de papier installée à Mufindi, en Tanzanie, vient, six mois à peine après son inauguration, de suspendre sa production faute de commandes, ce papier local étant deux fois et demi plus cher que le papier importé. Fruit d'un marché de gré à gré entre la France et le gouvernement kényan, la construction du barrage hydro-électrique géant de Turkwel coûtera, selon le représentant local des communautés européennes, *« plus du double »* du prix (2,4 milliards de francs) auquel il aurait été possible de traiter s'il y avait eu appel d'offres international. Et que dire de cette école primaire des environs de Dar-es-Salaam que la Banque mondiale a cru bon de flanquer d'un parc de stationnement pour des instituteurs dont le traitement est si bas qu'ils ne peuvent même pas s'acheter une bicyclette...

Pour se donner bonne conscience et apitoyer la communauté internationale, les pays africains ont, trop longtemps, invoqué la force majeure. En quoi, en effet, étaient-ils responsables de la dégradation bien réelle des termes de l'échange – les prix mondiaux des produits de base ont, en valeur constante, baissé de 20 % au cours des vingt dernières années – ou des calamités naturelles comme la sécheresse, d'autant plus meurtrière qu'elle frappe des gens sans défense ?

Autre parade à laquelle ont eu recours beaucoup de dirigeants africains : la diatribe anti-impérialiste. *« Nous continuons à utiliser les mêmes slogans dont nous nous servions lors de la lutte pour l'indépendance, il y a vingt-cinq ans,* avouait récemment M. Mwai Kibaki, vice-président de la République kényane. *Nous sommes encore en train d'accuser autrui de nous empêcher de tenir les promesses que nous avons faites à notre peuple. »*

### Bureaucratie et corruption

Comme si c'était là une réponse au défi du sous-développement, les pays africains se sont dotés, à profusion, de structures nouvelles – on parle d'un fonds monétaire africain – qui, faute de volonté politique et surtout de moyens financiers, ont végété. *« Notre crédibilité est en jeu,* notait, il y a peu de temps, M. Bernard Chidzero, ministre zimbabwéen des finances, *parce que notre continent est bien connu pour avoir créé des institutions qui n'ont mené à rien. »* Appuyant ce point de vue, M. Kebby Musokotwane, premier ministre zambien, ajoutait alors : *« Dans aucune autre partie du tiers-monde, la balkanisation économique, les rivalités à court terme, les stratégies de division n'ont été poussées à une telle extrémité... »*

Ainsi, beaucoup de dirigeants africains en viennent à battre leur coulpe, à assumer leurs erreurs. Est-ce suffisant pour renverser la vapeur ? Cette autocritique fait, en tout cas, apparaître que le secteur agricole ne s'est pas vu reconnaître un rôle moteur dans le développement économique du continent : moins de 10 % des dépenses publiques lui ont été consacrées. Constat à peine surprenant, sinon ces pays ne crieraient pas famine car ils ne manquent ni de bonnes terres ni d'hommes capables de les mettre en valeur.

Faut-il désespérer de l'Afrique ? A y regarder de plus près, ce continent peut, ici ou là, se targuer de quelques succès. Au cours des vingt-cinq dernières années, quelques pays sub-sahariens ont augmenté de manière significative leur revenu par tête d'habitant. La Banque mondiale a récemment dressé la liste de quelques réussites : par exemple, la commercialisation des produits alimentaires au Cameroun, la promotion des exportations à Maurice, le planning familial au Zimbabwe.

Le sauvetage de l'Afrique passe d'abord par un changement de mentalité de ses élites, dont le comportement, à beaucoup d'égards, fait obstacle au développement, préoccupées qu'elles sont, trop souvent, d'abuser de leurs positions de commandement pour assurer leur propre bien-être. N'assiste-t-on pas, un peu partout à travers le continent, à un développement alarmant de la corruption sous toutes ses formes ? Comment, dans ces conditions, vaincre l'apathie du monde paysan entre les mains duquel repose l'avenir de ces nations ? Ceux qui manient la houe ont appris à se méfier des beaux parleurs.

JACQUES DE BARRIN.

## Tunisie

### REÇU PAR LE PRÉSIDENT BOURGUIBA

# M. Chirac réaffirme que Tunis peut compter sur l'aide de la France en cas d'agression

De notre correspondant

Tunis. – En dérogeant au protocole pour aller personnellement accueillir à l'aéroport, le samedi 24 mai, M. Jacques Chirac, le président Bourguiba a voulu manifester toute l'importance qu'il attachait à la visite du premier ministre français, et créer, d'emblée, l'atmosphère de chaleureuse amitié dont il entendait qu'elle soit entourée. *« J'ai ainsi tenu à rendre hommage à la France et à M. Chirac qui a eu de bonnes paroles pour la Tunisie »*, a dit le Combattant suprême, qui se référait aux récentes déclarations du premier ministre affirmant que la Tunisie et la France *« sont des pays frères »* et que Paris serait *« naturellement »* aux côtés de la Tunisie en cas d'agression.

Cette assurance relative à la sécurité de la Tunisie, qu'il avait donnée à Paris le 18 avril au premier ministre, M. Mohammed Mzali, répétée quelques jours plus tard lors de l'émission « L'heure de vérité » à Antenne II, puis la semaine dernière devant la presse diplomatique, M. Chirac a tenu à la réaffirmer encore plus nettement *« sans la moindre ambiguïté »* à son arrivée sur le sol tunisien. *« Je dis et je répète,* a-t-il déclaré, *que la France et la Tunisie sont deux nations qui ont des liens tels que ce qui touche l'une affecte immédiatement l'autre, qui doit en tirer forcément les conséquences. Si la Tunisie était l'objet d'une agression de quelque nature que ce soit de la part de qui qui ce soit, et qu'elle souhaite l'aide de la France, cette aide lui serait acquise instantanément et sans la moindre réserve. Cela va de soi et est dans la nature très profonde des relations entre les deux pays »*.

Alors qu'aussitôt après le raid américain sur la Libye, Tripoli a – faussement – accusé la Tunisie d'avoir offert aux F-111 son espace aérien, attisant ainsi un peu plus la tension qui persiste depuis bientôt un an entre les deux pays, les propos de M. Chirac ne pouvaient être que très favorablement accueillis, même s'il a pris soin de souligner qu'il *« souhaite »* et qu'il est même *« convaincu »* qu'il n'existe actuellement aucune menace.

Tout au long des quatre heures que le premier ministre a passées entre Carthage et La Marsa, dans la banlieue nord de la capitale, pour s'entretenir avec le président Bourguiba – qui, en dépit du Ramadan, a offert un déjeuner en son honneur, – puis avec M. Mohammed Mzali et plusieurs membres du gouvernement, les problèmes de la région maghrébine et du Proche-Orient et surtout les relations bilatérales ont fait l'objet d'un large échange qui a débouché sur *« une entière convergence de vues »*.

C'est évidemment sur la coopération franco-tunisienne et son *« approfondissement »* qu'a porté l'essentiel des conversations. Il a été envisagé d'organiser rapidement des échanges de visites à Tunis et à Paris de ministres et d'experts pour étudier les dossiers dans le détail et examiner dans quelle mesure la France peut apporter son aide à la Tunisie qui connaît une situation économique et financière difficile.

### Doléances sur le passé récent

La baisse du prix du pétrole, la régression qui est enregistrée dans le tourisme et la diminution continue des transferts de fonds des travailleurs tunisiens établis à l'étranger – les trois principales ressources en devises du pays, – ajoutées à une très médiocre année céréalière qui nécessitera des achats à l'étranger, font que la balance des paiements accusera cette année un déficit de l'ordre de 2 milliards et demi de francs. Des ressources nouvelles ont été déjà dégagées pour combler ce « trou », mais elles seront insuffisantes, et les Tunisiens souhaitent *« une aide exceptionnelle »* de leurs amis, au premier rang desquels ils placent la France. Ils attendent aussi de Paris d'autres gestes, et notamment des facilités pour leur permettre de renforcer leur équipement militaire.

M. Chirac s'est montré rassurant. Prudent aussi. Tout en affirmant sa volonté de *« renforcer la solidarité économique et financière avec ce pays frère qu'est la Tunisie »*, il a tenu à rappeler que la France *« a ses propres difficultés »* et n'*« est pas exempte d'une situation de crise »*.

En dépit de cette restriction, les dirigeants tunisiens ne cachent pas leur satisfaction ni les espoirs qu'ils fondent sur une redynamisation de la coopération qui, depuis un an, piétinait, quand elle ne se heurtait pas à quelques accrocs. *« Jamais une réunion de la grande commission mixte n'avait été aussi négative que celle qui s'est tenue en janvier dernier à Paris »*, nous disait récemment un ministre. Celui-ci rappelait aussi que plusieurs engagements, *« pourtant formels »*, du précédent gouvernement français n'avaient pas été tenus, comme par exemple une participation à la construction du port de Zarzis, dans le sud du pays.

Bien que très brève, la visite de M. Chirac, qui était d'abord venu *« pour des raisons sentimentales et de respect »* apporter les salutations de son gouvernement au président Bourguiba, doyen des chefs d'Etat arabes, semble donc avoir dégagé de nouvelles perspectives dans les rapports franco-tunisiens qui s'étaient dernièrement quelque peu émoussés.

Décontracté, appréciant visiblement l'exceptionnelle cordialité de ses hôtes, M. Chirac n'aura manifesté pendant ce voyage-éclair que quelques secondes de crispation en refusant de répondre à un journaliste qui lui demandait quelles étaient les raisons ayant motivé le rappel en consultation à Paris de l'ambassadeur de France, M. Eric Rouleau, à la veille de son arrivée (*le Monde* daté 25-26 mai). Depuis trois jours, l'« affaire » est bien évidemment au centre de toutes les conversations dans les cercles politiques et diplomatiques de la capitale tunisienne où l'on s'interroge sur les suites qu'elle aura tant à Paris qu'à Tunis. Les milieux gouvernementaux, apparemment pas surpris outre mesure ni embarrassés, évitent tout commentaire sur cette *« question d'ordre purement intérieur française »*.

MICHEL DEURÉ.

## Madagascar

### LE MINISTRE DE LA DÉFENSE EST TUÉ DANS UN ACCIDENT D'AVION

Antananarivo (*Reuter*). – Treize personnes, dont le ministre malgache de la défense, le contre-amiral Guy Sibon, ont trouvé la mort dans l'accident d'un DC-3 qui s'est écrasé, le samedi 24 mai, non loin de la ville d'Antsirabé, a annoncé le gouvernement.

Deux autres hauts responsables militaires – le général Hubert Andrianasolo, président de l'Office militaire national pour les industries stratégiques (OMNIS), et l'intendant général Jean-Jacques Rasolomalala, secrétaire général du ministère de la défense – sont parmi les victimes.

Agé de cinquante et un ans, le contre-amiral Sibon était un proche compagnon du président Didier Rastiraka. Il avait été formé, comme lui, à l'Ecole navale à Brest. Il détenait le portefeuille de la défense depuis l'accession de son ami à la tête de l'Etat en 1975, mais était considéré beaucoup plus comme un technicien que comme un politique.

## Somalie

### LE PRÉSIDENT SIAD BARRE BLESSÉ DANS UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION

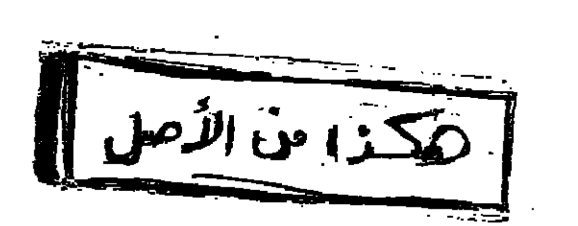
Le chef de l'Etat somalien, le président Siad Barre, a été blessé, le vendredi 23 mai, dans un accident de la circulation à quelques kilomètres de Mogadiscio. Sa voiture aurait été percutée par un autobus pendant une forte averse.

Le roi Fadh a immédiatement dépêché un avion militaire pour l'acheminer en Arabie saoudite où il est soigné. Des bruits contradictoires ont circulé dimanche sur son état de santé, qui semble moins grave qu'on ne l'avait laissé entendre un moment en Italie. Selon un bulletin de santé diffusé par la radio somalienne, M. Siad Barre subit des *« examens approfondis »* mais se trouve *« en bon état de santé »*. – (*Reuter, AFP.*)









# politique

## LE PS FACE A LA MAJORITÉ ET A LA PROCHAINE ÉCHÉANCE ÉLECTORALE

### LES RÉFLEXIONS DU GROUPE DES EXPERTS

## « Sans tabou ni trompette »

La floraison des clubs à la périphérie du Parti socialiste et, accessoirement, l'aménagement de vastes appartements parisiens en écuries présidentielles ont eu au moins le mérite de secouer la direction du PS et de lui faire prendre conscience que les structures de cette formation sont mal adaptées à une réflexion libre de toute arrière-pensée liée aux débats de courants ou aux ambitions de personnalités.

Ainsi, au terme de deux mois de préparation, cent cinquante « experts » qui ne sont pas tous membres du PS tiendront mardi 27 mai leur première réunion plénière. Sur le thème « Mon club, c'est le PS », expression également utilisée par M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Lionel Jospin a mis en place cette instance afin que ses membres réfléchissent à la plate-forme du futur candidat socialiste à l'élection présidentielle et à la cure de jouvence que doivent subir les idées socialistes.

Ces experts qui devront alimenter le PS, à partir de la fin de l'année, en propositions concrètes argumentées et chiffrées sont répartis en quatre groupes : « Le monde et la France dans le monde » (technologies et équilibres économiques, défense, Europe, tiers-monde, commerce extérieur...) ; « Vie et civilisation » (libertés, enfance, école, travail, temps libre et temps de travail, médias, culture...) ; « La France de l'an 2 000 » (démographie, sociologie, assise électorale des partis, et singulièrement du PS, Etat et régions, Etat et bureaucratie...) ; « Recettes-dépenses » (il s'agit de chiffrer systématiquement tout projet sortant des trois autres groupes et d'étudier, notamment, la réforme fiscale, les transferts de financement de l'Etat vers les collectivités locales, le financement des partis politiques, les prélèvement obligatoires, etc).

Maître d'œuvre de ces groupes, M. Claude Allègre, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris, « conseiller spécial » de M. Jospin, prévoit, si besoin est, la création d'autres structures temporaires sur des sujets qui exigeront des prises de position rapides du PS. Par exemple : dans l'hypothèse d'un retour des socialistes au pouvoir, faut-il nationaliser à nouveau ce qui aura été privatisé par la droite, dans quelles limites et dans quelles conditions ? Ces travaux, selon M. Allègre, seront conduits *« sans tabou ni trompette »*. Sans tabou : il conviendra de juger sur pièces. Sans trompette, c'est beaucoup dire, puisque les experts organiseront à un rythme soutenu une série de colloques qui permettront de rendre publiques leurs réflexions et de les nourrir.

Mis à part les hauts fonctionnaires, qui, compte tenu de la nature de leur emploi, veulent garder l'anonymat, on relève notamment dans ces groupes la présence de MM. Michel Delebarre, Henri Nallet, Henri Emmanuelli, Frédéric Thiriez (directeur de cabinet de M. Rocard), Patrick Careil (proche collaborateur de M. Fabius), François Roussely (directeur de cabinet de M. Joxe), Jean-Charles Naouri (ancien directeur de cabinet de M. Bérégovoy), Jean Peyrelevade (PDG de la Compagnie financière de Suez, ancien directeur adjoint du cabinet de M. Mauroy à Matignon, l'un des pères de la « politique de rigueur »), Jean Deflassieux (PDG du Crédit lyonnais), René Frydman (l'un des pères du premier bébé-éprouvette français), Michel Demasure (directeur du Centre de mathématiques de l'Ecole polytechnique), Jean-Claude Pecker (astrophysicien, Collège de France), Alain Geismar. Sont également membres de ce groupe d'anciens ou d'actuels collaborateurs du président de la République : MM. Christian Sautter, François-Xavier Stassé, Jean Glavany, Jean-Claude Colliard, Roland Castro.

M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national du PS (études), ancien commissaire adjoint au Plan, qui est l'un des animateurs de cette structure, continuera à organiser les tâches des commissions du PS en s'efforçant d'éliminer leur caractère corporatiste. Ces commissions travailleront désormais sur le court terme, en contrepoint de l'action du gouvernement actuel. Elles devront réagir rapidement à chacune des initiatives de l'équipe Chirac et formuler des propositions qui pourront être exploitées par les députés socialistes à l'Assemblée nationale. Comme le groupe des experts, elles contribueront à la rénovation de la pensée socialiste et à la préparation de la plate-forme présidentielle.

## Un gouvernement de guichetiers

*(Suite de la première page.)*

M. Chirac n'a pas fait ce choix. Personne, dans son camp, n'a eu la sagesse de l'y pousser. Il est vrai que sa voracité s'est exercée aussi aux dépens de ses propres amis. M. Giscard d'Estaing, qui était le mieux placé pour occuper le créneau d'un certain conservatisme éclairé, joue les pousse au crime du libéralisme éonomique. Quant à M. Barre, tout surpris de n'avoi pas été plébiscité dans son propre département, il se tait. Le premier ministre dérégule, déréglemente, privatise et privilégie à tout va. Il ravit certainement les jeunes idéologues réactionnaires dont il a fait des ministres et sert les groupes de pression, financiers ou de communication, qui se tiennent si près de lui. Mais le pays en paiera le prix.

Car cette politique ne peut pas réussir, notamment sur le plan économique. Et on le voit déjà. La France n'a pas une classe de patrons à la hauteur de son génie et de ses ambitions. C'est une donnée de son histoire. Affaiblir le secteur public, couper dans la recherche, brandir l'injustice comme un drapeau, lâcher la bride à la partie la plus rétrograde du patronat — qui empoche mais ne lâche rien, — ne créera ni confiance, ni dynamisme. On a promis au pays le tout emploi ; on risque de n'avoir que le tout licenciement.

### Cynisme

Faute de grandes perspectives, ce gouvernement porte le cynisme en sautoir. Il a peu l'espérance de réussir et le désir de servir. Mais il éclate de volonté de possession et de pouvoir.

Il entend d'abord servir les siens. Allégements d'impôts pour les plus riches, facilités pour licencier, indulgence pour les fraudeurs du fisc ou de la douane, tout y passe, cependant qu'on serre la vis aux salariés et aux retraités. Et puis, on propose de bonnes affaires. La France a un gouvernement de guichetiers, qui vendent, qui vendent. Les banques, les assurances, les industries, les chaînes de télé...

Sa politique n'étant pas susceptible d'enthousiasme, ce gouvernement croit également prudent de bâtir une machine à garder le pouvoir : en ratissant les votes par un scrutin majoritaire habilement découpé, en tentant d'influencer les esprits par la mise en place d'un monopole politique — public et privé — dans l'audiovisuel, en polarisant les peurs et les phantasmes par un discours sécuritaire plaqué sur une insécurité maintenue.

Servir ses amis et garder le pouvoir : la philosophie de ce gouvernement est courte. Et singulière aussi sa conception du fonctionnement des institutions.

Tout pouvoir est affaire de légitimité. D'où le président de la République tient-il la sienne ? De l'élection au suffrage universel. Et le premier ministre ? Non, puisqu'il a été nommé par le président de la République. Il la tient de sa majorité parlementaire élue et seulement d'elle. Car sinon, le président ne l'aurait pas nommé.

Or il est singulier de voir que M. Chirac fait tout pour éviter sa majorité. Il gouverne par ordonnances, c'est-à-dire qu'il demande à François Mitterrand, qui est contre sa politique, de signer des textes dont il devrait obtenir l'approbation par sa majorité. Car si celle-ci a consenti aux lois d'habilitation des ordonnances — sur les problèmes économiques comme sur le mode de scrutin, — elle ne l'a pas fait par un vote et librement mais par l'artifice et sous la contrainte de l'article 49-3.

Comment accepter que ce gouvernement contourne systématiquement sa majorité supposée, alors que seule la preuve effective que cette majorité existe lui donne son droit à gouverner ? Dans la coexistence institutionnelle du président de la République et du premier ministre, le rôle du Parlement et l'existence ou non d'une majorité sont décisifs. Peut-être faut-il rappeler au premier ministre qu'il n'existe que par sa majorité. Il faudrait tout de même qu'on la voie. En outre, à la contraindre ainsi, il se prépare des réveils désagréables.

Flambée des privilèges, projets aventureux en Nouvelle-Calédonie, alignement diplomatique sur l'IDS américaine, mise en cause des droits du Parlement, volonté d'étouffement de l'audiovisuel, style politique brutal et vulgaire (mépris de nos ambassadeurs, appel à la délation, intimidation des journalistes, interpellation de jeunes adolescents, insultes graves aux responsables socialistes...), tout cela ne dit rien qui vaille. Cette majorité est courte et fragile, et ce gouvernement peu stable. Tout justifie que les socialistes se préparent sérieusement pour les échéances qui viennent, sans en précipiter le rythme mais sans perdre de temps.

Car, pour l'alternance, il est la seule force politique sur laquelle les Français puissent vraiment compter. Pas de perspectives du côté du Parti communiste. Dogmatique et anti-unitaire, la direction du PC semble vouloir aller jusqu'au bout de l'impasse.

### En bon état

D'où l'immense responsabilité des socialistes et le nombre des questions qui viennent vers nous.

Le Parti socialiste a perdu le pouvoir, mais il aborde la période qui vient en bon état. Il a fait un excellent score aux dernières élections, il a une bonne image dans l'opinion (voir les sondages), les adhésions vers lui sont nombreuses, ses militants sont mobilisés et même impatients. Il a, à l'Assemblée nationale, un groupe puissant, compétent et actif.

Je sais que l'interrogation à la mode porte sur la création des « antennes » ou des clubs. Les clubs sont utiles pour le débat d'idées. Et chacun sait qu'ils sont d'intéressants compléments pour une grande formation politique qui, seule, par contre, peut plonger profond ses racines dans la société et servir d'appui pour la conquête du pouvoir. Pourquoi faudrait-il par ailleurs s'émouvoir de ce que des personnalités qui ont occupé des fonctions importantes dans la République s'installent un bureau ou que tel courant de pensée se rebaptise ?

Le Parti socialiste est un parti de synthèse et il s'enrichit de ses éléments divers. A nous et à moi surtout d'éviter qu'il ne s'éparpille. Il suffit de faire en sorte que le PS soit vivant, que des débats s'y mènent, que les talents y viennent, que ses propositions soient sérieuses. Pour le reste, chacun sait bien que c'est en son sein que se passeront les choses décisives.

Les comportements sont-ils marqués par la perspective des présidentielles ? On me le dit ; je dois y croire. Mais si la question du candidat socialiste est importante, nous n'avons pas encore tous les éléments pour la régler. Nous le ferons, le moment venu, selon nos règles.

On s'inquiète aussi de la nature du Parti socialiste. Même Georges Marchais, semble-t-il, qui, faute d'accepter un débat dans son propre parti, vient contribuer au nôtre. Que chacun se rassure (ou s'inquiète) : nous ne ferons pas du Parti socialiste un « parti démocrate » à l'américaine. Ce modèle est trop spécifique pour s'implanter chez nous, comme d'ailleurs dans les autres démocraties développées. La vocation du PS est d'être le grand parti de gauche moderne, dont le pays a besoin. En France, celui-ci est né socialiste.

Ainsi en va-t-il du problème de la modernité. Cette idée de modernité ne doit pas être un thème tactique. Ce doit être une recherche authentique, mesurée, prise en charge par tous, qui dit précisément ce qui doit changer, pourquoi et comment. Moderniser une usine, ce n'est pas la transformer en salon de coiffure. Moderniser, c'est, sans se figer ni se renier, adapter ce qu'on est à la réalité qui change.

De même, voudrais-je récuser l'opposition simpliste entre culture de gouvernement et culture d'opposition. Le pouvoir est tout proche et l'opposition, nous y sommes. Il ne doit pas y avoir d'un côté les idées, manipulées par les idéologues, et, de l'autre, les techniques, maniées par les gestionnaires. Je voudrais que les socialistes élaborent un projet et mènent une action dont la cohérence soit obtenue par l'adéquation des buts et des moyens.

Adapter la pensée et l'action socialistes, c'est tenir compte de l'histoire du mouvement socialiste (en particulier ces cinq dernières années au gouvernement) et aussi des données multiples du monde d'aujourd'hui, qu'elles soient scientifiques, économiques, politiques, démographiques ou sociologiques. Nous ne prétendons pas passer, en quelques années, à une société totalement différente et miraculeusement harmonieuse. D'où cette conception d'une économie mixte dont parlait François Mitterrand. Mais puisque nous voyons, dans la réalité et non dans nos têtes, que persistent encore, en France et plus encore à l'étranger, des formes d'exploitation, d'aliénation, de domination ; puisque, pour être plus simple, les individus n'ont pas — au-delà de leur talent propre — des chances égales d'épanouissement personnel, c'est bien qu'il reste un fondement objectif et une justification morale et politique à une action socialiste. Les rythmes, les formes, les moyens de cette action peuvent changer, mais elle reste nécessaire. La droite au pouvoir ne le rappelle-t-elle pas quand elle opère une sorte de restauration capitaliste ?

Oublions un peu l'essence du socialisme et consacrons-nous davantage à l'existence des gens. Emploi, santé, enseignement, culture, sécurité, logement, loisir : nous n'avons pas réussi en tout de 1981 à 1986. Mais nous avons avancé aussi. A nous de reformuler sur tous ces aspects de la vie des réponses concrètes. L'on verra bien alors ce qu'il en est de notre socialisme.

### Plate-forme présidentielle

Les problèmes que se pose le Parti socialiste trouveront leur solution dans l'action. C'est pourquoi je souhaite lui proposer quelques objectifs de travail.

Le Parti socialiste est la grande force d'opposition à la politique actuelle. Il sera présent dans tous les combats qui s'annoncent : pour la liberté d'expression, contre les mesures de réaction sociale, contre la dilapidation du patrimoine national. Ce travail d'opposition se fait, il n'appelle pas de mesures particulières.

Mais il est et doit être aussi une grande force de proposition. Pour cela, plusieurs décisions s'imposent :

— Réécrire la déclaration de principes du PS (qui date de 1971), ce qui nous amènera à mieux définir notre vision commune du socialisme ;

— Commencer à préparer les éléments de notre plate-forme pour l'élection présidentielle. Ce processus sera examiné au congrès d'automne 1987 de notre parti.

Pour répondre au besoin de libre discussion, pour attirer vers le PS les talents qui existent dans tous les domaines, pour préparer nos futures élaborations collectives, j'ai décidé de dynamiser les commissions d'étude, de donner un nouvel essor au groupe des experts du Parti socialiste et de lancer un débat dont la convention des 28 et 29 juin sera l'ouverture.

Nous sommes entrés jusqu'en 1988 dans une période de transition. Débattre, inventer, agir, il nous faut tout cela, si nous voulons :

— Etre une grande force de proposition répondant aux besoins multiples des Français ;

— Rassembler, au sein ou autour du Parti socialiste, tous ceux qui — socialistes radicaux, communistes, écologistes, démocrates — veulent battre la droite et l'extrême droite ;

— Gagner la prochaine élection présidentielle, pour gouverner à nouveau et mieux. Il me semble que la France a besoin de cela pour aller vers l'an 2000.

LIONEL JOSPIN.

## Le club Espaces 89 diversifie son implantation en province et dans les grandes écoles

Créé en 1983 pour « soutenir l'action du président de la République », le club Espaces 89, que préside M. Maurice Benassayag, maître des requêtes au Conseil d'Etat, et qu'anime, entre autres, Mme Françoise Castro, épouse de M. Laurent Fabius, s'efforce de prendre de nouvelles marques. La situation politique issue des élections du 16 mars l'y invite bien sûr au premier chef, mais aussi son relatif développement.

Composé à l'origine presque exclusivement de hauts fonctionnaires, membres ou anciens membres de cabinets ministériels, Espaces 89 a quelque peu diversifié son recrutement. Le club compte désormais environ cinq cents membres. Il s'est enrichi de plusieurs antennes en province et s'est implanté à l'Institut d'études politiques de Paris, en attendant de le faire prochainement à l'Ecole nationale d'administration et à l'Ecole normale supérieure. Le nouveau secrétaire général du club, M. Thierry Mandon, est, du reste, un élève de dernière année de l'IEP de Paris.

Espaces 89, souligne volontiers son président, est né de l'« *inquiétude* » suscitée par la vision d'une gauche en panne idéologique et en déclin tout court, au fil des échéances électorales successives, et de la « *volonté* » de redéfinir activement les conditions d'une relance.

Quelles formes peuvent prendre désormais les analyses et activités d'Espaces 89 qui, dans le passé, n'ont pas toujours suscité que de la sympathie au sein d'un Parti socialiste implicitement soupçonné par l'existence même de ces initiatives de torpeur et de déphasage ? Le club de M. Benassayag veut continuer la réflexion que, dès sa fondation, il a entreprise sur la recomposition autour du PS d'un espace politique progressiste définitivement brisé dans sa configuration ancienne par le retrait et le déclin du PCF et par de profondes mutations sociales.

### Autocritique

Cette réflexion ne va pas sans une part d'autocritique : la gauche au pouvoir a raté sa propre communication, explique un texte d'analyse récemment élaboré par Espaces 89 ; elle a « *réussi à apparaître liberticide* », mais a échoué quand il fallait « *donner le sentiment qu'elle disait la vérité* ». Pour cet ensemble de raisons, « *tout le monde est responsable du succès relatif* » du 16 mars, dit M. Benassayag, « *mais chacun a une part de ce qui est aussi un échec* ».

Pour que la gauche puisse regagner le terrain perdu, elle doit, selon Espaces 89, tenir compte mieux que par le passé de diverses évolutions. D'une part, les canaux traditionnels d'« irrigation » d'une société civile en pleine mutation (partis, syndicats...) sont devenus moins efficaces, quelquefois obsolètes. Dans le même temps, de nouveaux réseaux associatifs ou des variantes inédites de réseaux anciens ont surgi (Médecins sans frontières, SOS-Racisme, la culture rock...).

Enfin, force des choses (chômage) et évolutions positives (abaissement de l'âge de la retraite et prolongation de l'espérance de vie) se conjuguent pour donner aux « inactifs » un poids numérique et un statut plus important pendant que le discours et les pratiques dominants continuent d'être alimentés par la seule référence du travail et à ses valeurs.

Dans cette société française profondément modifiée, estime Espaces 89, deux blocs électoraux à peu près équivalents (40 %) correspondant à l'opposition classique gauche-droite se stabilisent, cependant qu'un électorat flottant représentant *grosso modo* 20 % de l'ensemble connaît des fluctuations considérables. C'est cet électorat flottant qu'il s'agit de capter.

Que ce soit en guise de riposte aux actions de l'actuel gouvernement ou sous forme de réflexions prospectives, Espaces 89 s'attelle donc à la production d'analyses et, si faire se peut, de pratiques propres à « coller » au nouveau terrain social et politique ainsi décrit.

Ces considérations d'ensemble et ces projets n'empêchent pas Espaces 89 de constater pour l'immédiat, et sans déplaisir, que « *le temps qui a travaillé contre la gauche précédemment travaille désormais contre la droite* ». Tout en faisant chorus avec ceux qui clament que le président de la République d'aujourd'hui sera, le moment venu, le plus prometteur des candidats de gauche à la conduite de l'Etat.

MICHEL KAJMAN.



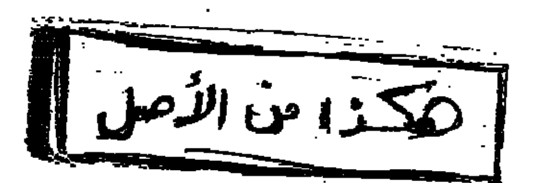
## M. Fabius accuse M. Chirac d'imprévoyance et d'intolérance

De notre correspondant

Besançon. — Convié par les socialistes de Besançon à la célébration du cinquantième anniversaire du Front populaire, M. Laurent Fabius a engagé son auditoire à se lancer sans plus attendre dans une campagne de reconquête du pouvoir. Il a fait applaudir les noms de Jean Jaurès, Léon Blum, Pierre Brossolette, Jean Moulin, André Boulloche, Jean Minjoz, ancien maire de Besançon, Gaston Defferre et François Mitterrand, « *le symbole de l'unité du PS* », devant un public tout disposé à reconnaître que « *l'édifice social sur lequel la France est bâtie aujourd'hui date du Front populaire* ».

Un public ravi de l'entendre promettre un rapide retour au pouvoir et fustiger l'action du gouvernement actuel à partir de trois mots : « *imprévoyance* », « *intolérance* » et « *inégalités* ». « *Inégalité, c'est évident*, a dit M. Fabius, *quand d'un côté le gouvernement bloque les rémunérations des salariés et des pensionnés et quand, de l'autre, il supprime l'impôt sur les grandes fortunes. Inégalité encore quand, à l'égard des salariés, il veut supprimer l'autorisation préalable de licenciement mais quand en même temps, il amnistie les évasions frauduleuses de capitaux. Intolérance et même sectarisme quand, un ministre de l'intérieur accuse les socialistes de ne pas avoir fait leur devoir pendant les temps tragiques de la Résistance, faisant ainsi injure à la mémoire de beaucoup des nôtres. Imprévoyance enfin car il n'y a pas d'autres mots pour désigner une politique à courte vue obsédée par le calcul électoral. Imprévoyance de multiplier les exemptions fiscales et les dépenses nouvelles pour plus de 40 milliards de francs en année pleine sans prévoir avec précision des économies correspondantes. Imprévoyance d'espérer l'équilibre d'un budget en vendant le patrimoine national des grandes entreprises comme un gestionnaire qui liquiderait son patrimoine pour payer ses dépenses courantes. Imprévoyance, l'amputation grave des crédits prévus pour la recherche scientifique, alors que la recherche scientifique de même que l'éducation nationale et la formation sont les véritables clés du futur ; imprévoyance, les nouvelles dispositions pour la Nouvelle-Calédonie, qui risquent de remettre le feu aux poudres.* »

C. F.


هكذا من الأصل

# POLITIQUE

## LES TURBULENCES DE LA COHABITATION

## Une double contrainte pour M. Chirac : le poids du président, la pression de sa majorité

Pour faire la politique de sa majorité, M. Jacques Chirac est naturellement conduit à se distinguer de plus en plus nettement de celle que, pendant cinq ans, les socialistes ont mise en œuvre, et donc à heurter le chef de l'Etat. Quoi d'étonnant à cela puisque, pendant sa campagne électorale, le président du RPR avait invité les électeurs à lui donner les moyens de la rupture ? Et même plus d'une *« double rupture »,* disait-il, promettant de pratiquer une gestion différente à la fois de celle de la gauche et de celle du *« socialisme rampant »* qu'avait, selon lui, réalisé M. Giscard d'Estaing avant 1981.

Les conditions *« convenables »* dans lesquelles se sont déroulés les deux premiers mois de la cohabitation ont presque fait oublier le 16 mars, c'est-à-dire la victoire d'un camp contre l'autre.

La correction des comportements respectifs du président de la République et du premier ministre résulte de la fixation d'un mode d'emploi de la « coexistence », établi au cours de deux longues conversations en tête à tête, après le scrutin . Le procès-verbal en a été établi par M. Mitterrand dans le message qu'il a adressé au Parlement. M. Chirac en a essentiellement retenu un principe, auquel il avait d'ailleurs souscrit par avance : *« La Constitution, toute la Constitution, mais rien que la Constitution. »*

Or ce *vade-mecum* du parfait cohabitationniste ne règle que les relations formelles entre les deux têtes de l'exécutif. Le fond des politiques incarnées respectivement par le président de la République en place depuis cinq ans et par le nouveau chef de la majorité n'est pas concerné par ce *modus vivendi*. Dès lors, le risque pour l'un et l'autre était de laisser croire à ses partisans qu'un rapprochement politique pouvait s'esquisser. Des socialistes ont redouté l'effacement consenti de M. Mitterrand, alors que, de l'autre côté, les partisans de M. Chirac ont craint la modération nouvelle de leur chef. Tous ceux-là se demandaient même si la cohabitation ne risquait pas de se muer en coopération, avant de glisser vers la collaboration ou la « compromission » qu'avait prédite M. Raymond Barre.

Les acteurs de la dyarchie ont-ils senti les dangers de cette attitude trompeuse ? Les deux chats dormant dans les palais du pouvoir ont donc montrer un peu plus ouvertement leurs griffes, et rappeler que leur sommeil est vigilant.

Faire mieux savoir. Telle est leur commune préoccupation. Le président de la République et le premier ministre sont donc passés à une explication publique plus précise de leur comportement.

Du côté de l'Elysée, ce furent les exégèses de la Pentecôte, après le pèlerinage à Solutré, suivi du conseil des ministres du 21 mai sur le statut de la Nouvelle-Calédonie, où les bornes ont été précisément fixées.

Du côté de Matignon, ce furent tout à la fois les déclarations au Forum de *l'Expansion*, le 13 mai, le débat sur la loi électorale et l'annonce de la privatisation de TF 1. M. Chirac a aussi formulé, le 23 mai, son nouveau credo : *« La plate-forme commune RPR-UDF, rien que la plate-forme, mais toute la plate-forme. »*

### Sortir les griffes

Le premier ministre, à la différence de ce qui s'était passé lors de son dernier séjour à l'hôtel Matignon entre 1974 et 1976, se tient désormais davantage à l'écoute de son électorat. L'oublierait-il, M. Giscard d'Estaing s'emploie à lui rappeler l'urgente nécessité de le satisfaire. Il reçoit plus souvent que naguère les représentants des formations de la majorité — un déjeuner par semaine, — se rend plus fréquemment devant les groupes et au Parlement. Il recueille avec plus d'attention les échos que ces « relais d'opinion » rapportent de leurs contacts avec leurs mandants.

Il a ainsi pu noter les critiques croissantes formulées à l'UDF, comme au RPR, contre l'absence de changements de personnes à la télévision, mais aussi dans les administrations publiques.

M. Chirac est soumis aux pressions parfois contradictoires de sa majorité et de son électorat. Ainsi si ce dernier lui demande de poursuivre la lutte contre l'inflation, il lui reproche aussi, dans le même temps, d'avoir réduit la rémunération des livrets de caisse d'épargne. S'il attend de lui qu'il combatte le chômage, la fraction la plus populaire de ses partisans conteste le bien-fondé de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

La voie étroite dans laquelle s'est engagé le premier ministre chemine entre deux écueils : trouver une compatibilité entre deux dogmes qui, par moments, pourraient devenir inconciliables, celui de *« toute la Constitution, rien que la Constitution »* et celui de *« toute la plate-forme, rien que la plate-forme »* ; savoir gérer la durée, une durée dont il n'est pas le maître et qui le contraint à anticiper un avenir imprévisible, donc obtenir assez vite des résultats positifs.

Dans la situation nouvelle née du scrutin du 16 mars, le premier ministre ne peut être démis par le président de la République. Mais celui-ci peut ralentir ou bloquer sa démarche. En revanche, le premier ministre peut, à tout moment, être menacé par sa majorité. Cette épée de Damoclès explique sans doute certaines de ses décisions, certains mouvements d'humeur.

Soit contrarier le président, soit déplaire à sa majorité : dans cet équilibre fragile qu'est la cohabitation, l'enjeu est en définitive pour chacun de faire porter à l'autre, aux yeux de l'opinion, la responsabilité de la faute qui mettra un terme à cette expérience originale mais insolite dans la V[e] République.

ANDRÉ PASSERON.

## Propos et débats

### Mme Roudy (PS) : Etat policier et fascisant

*Mme Yvette Roudy, ancien ministre socialiste des droits de la femme, a tenu des propos très critiques, le samedi 24 mai, sur le ministre de l'intérieur :* « M. Pasqua est un voyou qu'il faut mettre très rapidement hors d'état de nuire, *a-t-elle notamment déclaré au cours d'une émission de radio diffusée par la station 98,8 FM.* Personne ne peut croire à cet homme. Il raconte n'importe quoi et ne le fait pas exprès. A cause de lui, la France est en train de devenir un Etat policier et fascisant. » *Mme Roudy a ajouté :* « En disant aux policiers qu'ils sont couverts d'avance, le tandem Pasqua-Pandraud flatte leur tendance autoritaire et risque de les rendre impopulaires tout en rendant populaires les malfaiteurs. C'est très dangereux pour les Français et pour la démocratie. Cette fine équipe me rappelle les pires jours de l'Occupation et l'ordre moral pétainiste. »

### M. Pasqua : une seule hypothèse

*M. Charles Pasqua, qui était, le dimanche 25 mai, l'invité du « Forum de RMC », a estimé, en réponse à Mme Roudy :* « J'ignore quel est son âge (...) mais je ne pense pas qu'elle soit particulièrement compétente pour savoir ce qu'est un régime fasciste ou fascisant. Moi, comme un certain nombre d'autres, je le sais parce que j'ai combattu, quand il fallait le faire, contre ces pratiques. »

*Interrogé sur les relations entre le président de la République et le premier ministre, le ministre de l'intérieur a affirmé :* « Il n'y a pas de raison que *[la cohabitation]* ne dure pas jusqu'à l'échéance normale de 1988. » *A propos de la réforme électorale, M. Pasqua a souligné :* « Je ne vois qu'une seule hypothèse dans laquelle le président de la République pourrait refuser de signer les ordonnances : c'est si nous lui présentions un découpage totalement farfelu ou scandaleux. Comme telle n'est pas notre intention, je ne vois pas pour quelle raison le président de la République refuserait de signer. »

*M. Pasqua a déclaré, d'autre part, à propos de la thèse « révisionniste » soutenue à l'université de Nantes par un historien niant l'existence de chambres à gaz dans les camps de concentration nazis* (le Monde *daté 25-26 mai) :* « Je considère que ceux qui ont accepté cette thèse et qui l'ont primée sont indignes d'appartenir à l'Université. »

### M. Sarre (PS) : le knout !

*M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du PS, chargé des relations extérieures, a saisi la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, après les critiques formulées par le premier ministre à l'encontre de certains journalistes,* « pour qu'elle rende publics tous les éléments permettant aux téléspectateurs d'apprécier le respect de l'équilibre et la qualité de l'information à la télévision. » *Affirmant que* « la sévère mise en garde adressée aux journalistes par le premier ministre est révélatrice de l'inquiétude de l'équipe au pouvoir », *M. Sarre a déclaré, dimanche 25 mai :* « Quelle piètre opinion M. Chirac a des journalistes ! Croit-il les faire avancer sous le knout ? Désormais les journalistes sont prévenus. En attendant le coup de balai rendu possible par la privatisation d'une partie du secteur public, ils sont fermement invités à devenir les laudateurs du pouvoir. »

### M. Peyrefitte : inquiétant

*S'il se félicite que le gouvernement ait décidé de* « hâter son pas » *(comme lui-même l'avait réclamé il y a quinze jours), M. Alain Peyrefitte estime dans* le Figaro *du 26 mai que le président de la République,* « se confondant avec le PS », *est en train de prendre* « à l'Elysée la tête d'un contre-gouvernement ». *Le député RPR de la Seine-et-Marne juge* « inquiétant » *que M. Mitterrand voie dans le projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie un risque d'exclusion d'une partie des Français. M. Peyrefitte explique que si M. Mitterrand redevient le* « chef du PS » *et d'un* « shadow cabinet », « il perdra son immunité et sera durement dénoncé par les porte-parole de la majorité pour son double jeu et son engagement partisan. On ne peut vouloir une chose et son contraire ».

## Deux élections cantonales

**GIRONDE : Saint-Laurent-et-Benon** (1er tour, ballottage).

Inscr., 4 823 ; vot., 2 851 ; suffr. expr., 2 784. MM. Michel Faure, union de la majorité, 1 387 voix ; Christian Dupouy, PS, 784 ; André Dartigues, div., 273 ; André Abrieu, PCF, 244 ; Jean-Pierre Cazelles, FN, 96. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Aymar Achille-Fould (UDF-CDS), député, ancien ministre, décédé le 11 avril dernier. Aux élections de mars 1985, il avait été réélu au premier tour avec 1 911 suffrages (soit 57,97 %) contre 856 (25,97 %), à M. Dupouy, PS, 330 (10,01 %) à M. Abrieu, PCF et, 199 (6,03 %) à M. Jean-Claude Boyer, FN, sur 3 296 suffrages exprimés, 3 430 votants et 4 669 inscrits.

Arrivé en tête, M. Michel Faure bénéficie du soutien du RPR, de l'UDF et du CNIP. M. Dartigues, ancien conseiller général radical de gauche de Castelnau, avait sollicité en vain l'investiture de l'une des formations de la majorité. Si le Parti communiste perd plus d'un point, en revanche, le Parti socialiste en gagne plus de deux. De son côté, le Front national enregistre une chute supérieure à deux points et demi.]

**INDRE : La Châtre** (1er tour, ballottage).

Inscr., 10 294 ; vot., 6 638 ; suffr. expr., 6 474. MM. Henri Henriet, PS, cons. mun. de La Châtre, 3 071 voix ; Maurice Tissandier, union de la majorité, m., ancien député UDF, 2 749 ; Mme Yolande Rapoport, PCF, 635. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jacques Chauvet, PS, récemment décédé, qui avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1982 par 4 500 voix contre 3 324 à M. Dominique Massoubre, div. d., sur 7 824 suffrages exprimés, 8 108 votants et 10 390 inscrits. Au premier tour, Jacques Chauvet précédait, avec 2 873 suffrages, MM. Massoubre, 2 142, Alain Billot (div. d.), 1 083, Mme Rapoport (PCF), 939, et M. Jean-Pierre Valleix (div. g.), 305. Il y avait eu 7 342 suffrages exprimés, 7 529 votants et 10 383 inscrits.

Par rapport au scrutin de 1982, le candidat socialiste enregistre un score de plus de huit points supérieur à celui réalisé par le conseiller général décédé. De son côté, le candidat de la majorité, M. Tissandier, ne fait pas le plein des voix qui se répartissaient sur les deux candidats de droite en lice il y a quatre ans.]



Dialogue

OLIVIER BIFFAUD

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

LE CENTRE MALESHERBES

FORMATION CONTINUE

## POLITIQUE

# Dialogue de sourds entre la direction du PCF et les « rénovateurs »

**M. Charles Fiterman, secrétaire du comité central du PCF, était l'invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », le dimanche 25 mai. Pratiquement à la même heure, M. Pierre Juquin, membre du comité central, était celui du « Club de la presse » sur Europe 1.**

**M. Fiterman a jugé *« sans intérêt »* la proposition de M. Juquin de quitter le comité central, si les dirigeants estiment qu'il est gênant, pour redevenir *« un simple militant de base »* dans l'hypothèse où un congrès extraordinaire abordant les problèmes de fond du parti serait organisé. Le marché de la victime acceptant de s'immoler sur l'autel de l'intérêt supérieur du parti sera certainement sans effet place du Colonel-Fabien. Mais M. Fiterman a apparemment refusé d'instruire le procès de M. Juquin.**

**La contestation vient de prendre un tour plus brutal avec l'éviction, des instances dirigeantes départementales de la nouvelle fédération « réunifiée » du Finistère, de M. Louis Aminot, secrétaire de l'ancienne « fédé » du Finistère nord et responsable du groupe communiste au conseil municipal de Brest. Un certain nombre des quarante-cinq membres du comité fédéral nouvellement élu ont immédiatement quitté leur fonction en signe de protestation.**

### PROCÈS MANQUÉ

Le PCF vient, une fois n'est pas coutume, d'innover. A son corps défendant, s'entend. Par média interposé, il a « organisé », le dimanche 25 mai, une confrontation hertzienne entre un tenant de la ligne du vingt-cinquième congrès et un « rénovateur » en opposition avec cette ligne. Le premier était l'invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* » ; le second passait sur le gril du « Club de la presse » d'Europe 1. Fait unique dans les annales, deux responsables communistes s'exprimaient sur deux antennes à la même heure pour faire entendre deux petites musiques différentes, même si M. Fiterman a dénié le droit à M. Juquin de parler au nom du PCF. C'est bien dans ce refus que se résume la crise actuelle du parti.

On aurait pu croire que le procureur allait argumenter un réquisitoire et que l'accusé irait à la barre pour sauver sa tête. Las ! Dans un procès, il faut que chacun joue son rôle, et ce ne fut pas le cas. Autant M. Juquin s'est défendu pied à pied en se définissant surtout par ce que, selon lui, il n'est pas – un casseur du PCF, – autant M. Fiterman, calme mais dédaigneux, a restreint son réquisitoire à une simple sentence : ce que dit l'autre est *« sans intérêt »*.

La tactique de la direction du PCF est simple, mais elle risque d'avoir des résultats meurtriers... pour elle.

Elle réduit la contestation au méchant Juquin et, pis, elle le traite comme quantité négligeable. Si la manœuvre a l'avantage de cristalliser la vindicte communiste sur un seul nom dont, il est vrai, un certain nombre de « rénovateurs » se méfient, elle a l'inconvénient de passer sous silence le courant réel de contestation qui agite le PCF dans ses profondeurs. M. Juquin n'est tout de même pas ce perturbateur qui fait de l' « agit-prop » dans les fédérations de la Meurthe-et-Moselle, du Puy-de-Dôme, du Doubs, du Finistère et de quelques autres. La contestation diffuse n'est pas organisée par un quelconque Machiavel qui tirerait les ficelles de Paris. La direction du parti refuse de le reconnaître.

Après avoir accusé d' *« activité fractionnelle »* ceux qui exprimaient publiquement leur mécontentement en réclamant un congrès extraordinaire, l'équipe de M. Marchais a fait, partout, monter ses hommes pour museler le débat interne dont elle dit pourtant, sans convaincre personne, qu'il est « riche ». Riche ? Mais pour qui donc, pourraient demander les contestataires ? Ayant accepté les consignes de silence vis-à-vis de l'extérieur, ces derniers se retrouvent gros Jean comme devant. Ils sont écartés, un à un, des postes de responsabilité dans les fédérations et n'ont plus qu'à faire une évaluation des dégâts. Des dégâts que la direction, elle aussi, sera bien obligée de constater au moment de l'élection présidentielle.

OLIVIER BIFFAUD.

## M. Juquin : vive le vingt-sixième congrès !

Invité du Club de la presse d'Europe 1, M. Pierre Juquin a notamment déclaré : *« Je ne veux pas être un dissident. Je ne le suis pas et je ne le serai pas. Les dissidences ont toujours été des échecs. Je ne suis pas un communiste qui lorgne vers un autre parti, le PS. Je ne veux pas faire un CERES bis. Je ne veux pas que mon parti éclate comme le PC espagnol. Mais je ne veux pas non plus que mon parti se recroqueville, comme l'ont fait un certain nombre de PC en Europe. Je suis un communiste qui lutte à l'intérieur du parti pour faire évoluer ce parti (...) Seul un congrès peut m'exclure du comité central... Georges Marchais le répète sur tous les tons : chez nous on n'exclut plus. Bravo ! Il a raison. Il ne faut pas le faire, parce qu'on l'a beaucoup fait et ça n'a pas renforcé le parti. Exclure ceux qui posent des qustions, ça n'exclut pas les questions. »*

M. Juquin a également évoqué la nécessité d'un congrès extraordinaire en ces termes : *« Je serais prêt à ne plus exercer de responsabilités si cela pouvait aider... Si le comité central décide de tenir un vingt-sixième congrès sur les questions de fond, en faisant appel, par des formes nouvelles, audacieuses, ouvertes, à un véritable débat où chacun pourra s'exprimer... et s'il est jugé que ma personne, mon action, ma façon de faire gênent la rénovation à laquelle j'aspire... Je suis prêt immédiatement à ne plus exercer de responsabilités, de fonction dirigeante, et à poursuivre le combat communiste comme un militant de base... »*

Interrogé sur le point de savoir s'il parlait au nom des communistes, in a indiqué : *« C'est aux communistes et aux gens qui nous écoutent d'en juger. Est-ce que je fais du mal au parti ? Est-ce que je le rends impopulaire ? C'est la seule question. »*

M. Juquin a enfin précisé ses objectifs, à savoir : (...) *« Un PC vivant, c'est un PC qui aurait de meilleurs liens avec la société française, qui affirmerait son identité en refusant son isolement... Nous devons faire passer nos idées à travers le réel et en tenant compte de ce réel. » « C'est ce qu'un de mes amis, Marcel Rigout, appelle une révolution culturelle : nous ne sommes pas la gauche d'opposition, l'esprit qui toujours nie. Nous n'avons pas vocation à être une sorte de front du refus. Non, pas de repli ! Nous devons nous inscrire dans une perspective beaucoup plus offensive et constructive, comportant, oui, la création d'un rassemblement, d'un système d'alliances sociales et politiques ».*

*» (...) Nous avons de profondes divergences avec les socialistes. Le PS tend à devenir un parti démocrate à l'américaine. Mais, en l'état actuel des choses, je ne considère pas que la droite chiraquienne et le Parti socialiste, c'est blanc bonnet et bonnet blanc. »*

## M. Fiterman : sans intérêt !

Invité de l'émission le « Le grand jury RTL-*le Monde* », dimanche 25 mai, M. Charles Fiterman a réfuté l'affirmation selon laquelle il serait le numéro deux du PCF derrière M. Georges Marchais. L'ancien ministre s'est montré satisfait du secrétaire général car, a-t-il dit, *« je considère qu'il est le mieux placé pour faire progresser notre parti dans le sens qui est aujourd'hui nécessaire »*, c'est-à-dire dans la ligne du vingt-cinquième congrès. Interrogé sur la non-candidature de M. Marchais à l'élection présidentielle et l'absence d'insistance des dirigeants communistes pour qu'il le soit quand même, M. Fiterman a précisé : *« Premièrement, nous respectons la volonté de Georges Marchais. Deuxièmement, il n'y a pas d'obligation pour un secrétaire général d'être candidat à l'élection présidentielle. »* Et le secrétaire du comité central a souligné qu' *« il n'y aura pas bousculade »* au PCF pour être candidat à l'Elysée.

Se prononçant contre le rôle joué par le président de la République sous la Ve République, il a affirmé que *« le temps est à la décentralisation et à la diffusion des pouvoirs. » « Nous souhaitons un président qui puisse avoir un rôle qui aille au-delà du rôle du président de la République au temps de la IVe République,* a-t-il ajouté, *mais un président qui reste en position d'arbitre des grands intérêts du pays. »*

Questionné sur la constestation dans le parti, M. Fiterman a indiqué qu'il préférerait *« le terme d'innovation à celui de rénovation »*, car le second est *« un peu le retour à l'état ancien »*. Il a souligné que M. Pierre Juquin, invité du Club de la presse d'Europe 1, le même soir, ne parlait pas au nom du Parti communiste, et que ceux qui pèsent *« de l'extérieur »* du parti *« se trompent »*. Et il a considéré que la proposition de ce dernier de s'effacer du comité central au profit d'un congrès extraordinaire était *« sans intérêt »*.

Abordant la question de la cohabitation, le secrétaire du comité central a affirmé : *« Je ne suis pas du tout convaincu que la situation présente ne durera pas jusqu'en 1988. Car le président de la République et le premier ministre,* a-t-il ajouté, *ont besoin, l'un et l'autre, que cela dure. »* M. Fiterman s'est demandé : *« Où sont les divergences de fond ? »* entre les deux hommes.

● *Un débat sur « la culture communiste aujourd'hui ».* – Les éditions Autrement, qui ont publié en mars un ouvrage intitulé *la Culture des camarades* (1), organisent un débat sur « la culture communiste aujourd'hui », lundi 26 mai, à 19 heures, à la Maison de l'Europe, 35, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris. Le philosophe Henri Lefebvre, directeur du mensuel des rénovateurs, M. Antoine Spire, journaliste au *Matin*, et Dominique Vidal, journaliste de l'hebdomadaire communiste *Révolution*, participeront notamment à ce débat.

(1) No 78, mars 1986, 80 F.

● *Nouvelle-Calédonie : visite de M. Hayden.* – Le ministre australien des affaires étrangères, M. Bill Hayden, a fait, le samedi 24 mai, une visite de quelques heures en Nouvelle-Calédonie, au cours de laquelle il s'est entretenu avec le délégué du gouvernement dans le territoire et avec plusieurs élus locaux, en particulier M. Jean-Marie Tjibaou. Il s'est refusé à toute déclaration, mais, selon le consul général d'Australie, M. Hayden aurait notamment souligné, à propos de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie : *« La solution doit comporter une société multiraciale. Nous espérons que la Nouvelle-Calédonie deviendra indépendante et que cela sera réalisable. »*



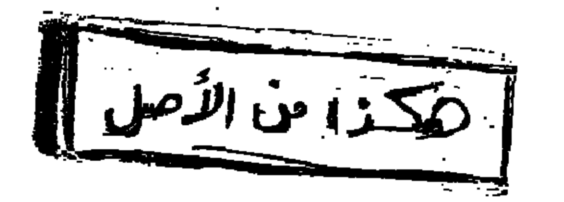












مكرر من الاصل



# société

L'INTERPELLATION D'UNE DIZAINE DE MINEURS AU FORUM DES HALLES A PARIS

## *La police et le « danger moral »*

L'interpellation au Forum des Halles à Paris, le mercredi 21 mai, d'une dizaine de jeunes mineurs qui ont passé la nuit au dépôt de la préfecture de police à la Conciergerie sans que leurs parents soient alertés, a suscité une polémique. Certains des parents ont annoncé leur intention de porter plainte.

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, confirmant qu'une enquête administrative était confiée à l'Inspection générale des services (IGS), a défendu dimanche soir 25 mai, à Radio Monte-Carlo, le principe de l'intervention policière *« dans un quartier à risques pour les adolescents »*, tout en assurant avoir été *« personnellement choqué (...) qu'on n'ait pas alerté les parents »*.

C'est vers 18 h 30, mercredi soir, que les gardiens de la paix du poste de police de la rue Pierre-Lescot, tout proche du forum des Halles, sont alertés par des riverains à propos d'une bagarre entre « punks » à coups de bouteilles.

Les policiers interpellent une dizaine de personnes, parmi lesquelles se trouvent huit mineurs, dont ils contrôlent l'identité. Après les avoir gardés quelques heures au poste de police et avoir pris contact avec la brigade des mineurs de la police judiciaire, ils dirigent les filles sur le dépôt de la préfecture de police dont la section femmes est gérée par des religieuses. Elles y passeront la nuit, tandis qu'un jeune garçon sera envoyé au commissariat du treizième arrondissement.

Certains parents affirment ne pas avoi été alertés par la police et avoir dû mener leur propre enquête pour localiser leurs enfants qu'ils viendront chercher le jeudi matin, à 9 heures,à la brigade des mineurs. Tout en reconnaissant que la majorité des jeunes ont été interpellés parce qu'ils se trouvaient dans les parages, la police souligne qu'une des mineurs était en fugue et qu'un autre avait sur lui un tube de colle à inhaler.

Cette affaire soulève en fait le cadre flou dans lequel sont intervenus les policiers. Pour le sous-directeur de la police judiciaire, M. Marcel Morin, *« un gosse qui va au Forum des Halles est en danger moral, car il y règne une atmosphère polluante »*, et *« les parents qui laissent leurs enfants y aller iront dans quelque temps les chercher à la brigade des stupéfiants »*.

La notion de *« danger moral »* recouvre l'article 375 du code civil, qui stipule : *« Si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par la justice à la requête des père et mère conjointement, ou de l'un d'eux, du gardien ou du tuteur, du mineur lui-même ou du ministère public. Le juge peut se saisir d'office à titre exceptionnel. »*

En ce sens, la police — qui, par nature, alimente la justice — se sent dans son droit pour contrôler préventivement des mineurs dans des lieux connus notamment pour être des zones de vente de drogue, où elle estime que pourraient se trouver des mineurs « en danger », par exemple des mineurs fugueurs. On ne le conteste pas au Parquet des mineurs de Paris, où l'on assure que *« le film* Subway *est en deçà de la réalité de ce qui se passe dans les sous-sols du métro des Halles »*. Mais on reconnaît qu'il y eut une *« erreur manifeste » : « Etant donnée l'heure d'interpellation et les mineurs ayant décliné leur identité, on aurait pu prévenir les parents. »*

Si cela n'a pas été fait, c'est, semble-t-il, en raison des habitudes policières, le commissariat ayant estimé que l'affaire était désormais entre les mains de la brigade des mineurs. Celle-ci doit, théoriquement, contrôler la situation familiale des mineurs concernés, car la police ne peut en effet relâcher ceux-ci *« que sous la conduite des parents ou d'une personne en ayant la responsabilité »*. Mais, dans ce cas précis, le contrôle pouvait se faire rapidement, et les mineurs auraient dû être relâchés *« au bout d'une demi-heure »*, confie un magistrat.

Cette erreur a été reconnue par M. Charles Pasqua, au micro de RMC : *« Quand la police parle de danger moral, c'est une notion qui est prévue par le code,* explique le ministre de l'intérieur. *La police a le droit d'intervenir chaque fois qu'elle considère qu'un adolescent se trouve confronté à une situation qui représente, pour lui-même, un danger. (...) Un certain nombre de choses m'ont personnellement choqué, la première d'entre elles étant le fait qu'on n'ait pas alerté les parents. Ça, je trouve que ce n'est pas normal. »*

### Les deux priorités de M. Robert Pandraud

#### L'EMPLOI ET LA SÉCURITÉ

Inaugurant une exposition sur *la police nationale et la toxicomanie*, à Aulnay-sous-Bois (*Seine-Saint-Denis*), samedi 24 mai, M. Robert Pandraud, *ministre chargé de la sécurité*, a estimé que *« les résultats obtenus par le gouvernement dans le domaine de la sécurité ne seront pas durables si, parallèlement, la situation de l'emploi ne s'améliore pas »*. Le ministre délégué chargé de la sécurité a répété que les deux priorités du gouvernement sont l'emploi et la sécurité.

## M. Chalandon : les policiers doivent se contrôler

Le point de vue du ministère de l'intérieur *« est par nature maximaliste »*, a déclaré M. Albin Chalandon dans un entretien publié par *le Journal du dimanche* du 25 mai. *« Il appartient donc au ministre de la justice de rétablir l'équilibre et de veiller au respect des libertés »*, a ajouté le garde des sceaux.

Cette prise de position incite M. Chalandon à commenter en ces termes la « bavure » policière dont ont été victimes récemment deux journalistes d'Europe 1 et un avocat parisien (*le Monde* des 22 et 23 mai) : *« Il y avait eu provocation de leur part. Roulant tous feux éteints, ils avaient été arrêtés une première fois par des policiers qui ne leur ont rien dit. Ils ont cherché l'incident au second contrôle. Mais je dis très fermement qu'il faut que les policiers, ayant cette arme entre leurs mains, sachent se contrôler. Il faut savoir garder mesure et éviter qu'après la démotivation on en arrive à la supermotivation qui confine à l'arrogance. Je serai très vigilant sur ce sujet. »*

### Des prisons « clef en main »

Dans *le Figaro* daté 24-25 mai, M. Chalandon avait déclaré que *« la situation dans les prisons est à la limite de la sécurité, et c'est un minimum de mille cinq cents à deux mille postes nouveaux qu'il nous faut créer dans les années à venir si l'on veut mettre sur pied une nouvelle politique pénitentiaire.*

*« En ce qui concerne les équipements, il me paraît plus efficace de trouver des moyens de financement nouveaux et de faire appel, en effet, au secteur privé. Il y a là toute une gamme de solutions. La plus facile est certainement un emprunt sous forme de crédit-bail où l'État achète, à terme, une prison « clef en main » où l'administration ne réalise plus la conception du projet mais contrôle le respect des règles qui font qu'une prison est une prison. »*

NOUVEAUX PLANS RELIEFS

## M. PASQUA : nous ne sommes pas décidés à couvrir toutes les actions de la police

Interrogé au forum de RMC, dimanche 25 mai, sur ses déclarations au lendemain de l'interpellation musclée de deux journalistes d'Europe 1 et d'un avocat, M. Charles Pasqua a précisé ce qu'il entendait par *« couvrir les policiers »*.

*« Les policiers doivent savoir qu'ils ont la confiance de leurs supérieurs et de leur ministre,* a répondu le ministre de l'intérieur. *Mais, naturellement, cette confiance ne veut pas dire que nous donnons aux policiers une confiance absolue ou, plus exactement, que nous sommes décidés à couvrir toutes leurs actions. L'action de la police doit s'exercer dans le cadre des lois en vigueur et pas autrement. La police est là pour défendre la loi et l'ordre, elle n'est pas là pour les enfreindre. »*

*« Lorsqu'on est appelé à prendre un certain nombre de mesures pour lutter contre l'insécurité,* a ajouté M. Pasqua, *on a toujours un risque,et il faut savoir où doit nécessairement s'arrêter un contrôle ou des mesures qui peuvent empiéter sur les droits des citoyens, et ça, ça fait partie également de nos responsabilités. »*

EN GUADELOUPE

## Un gendarme est blessé de deux coups de fusil

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. — Un gendarme, âgé de trente-quatre ans, M. Gérard Coué, a été atteint de deux décharges de chevrotine en pleine tête, vendredi 23 mai, vers 7 heures (13 heures à Paris) alors qu'il tentait d'intercepter une voiture volée à Pointe-Noire sur la côte ouest de Basse-Terre. Grièvement blessé, M. Coué, qui est père de deux enfants, a été hospitalisé à Pointe-à-Pitre, puis en Martinique.

Durant toute la journée de vendredi, quatre cents gendarmes et fonctionnaires de police ont organisé une gigantesque battue pour retrouver les cinq passagers de la voiture, vraisemblablement deux Guadeloupéens et trois ressortissants dominicains, qui, jeudi soir, avaient perpétré un hold-up dans une station-service de Pointe-à-Pitre et qui, après l'agression contre le gendarme, auraient commis un second hold-up dans un bureau de poste de Capesterre-Belle-Eau, à mi-chemin entre Pointe-à-Pitre et Basse-Terre.



## L'exploitation des réacteurs 1 et 2 de Tchernobyl reprendra avant la fin de l'année

### *déclare le vice-président du conseil des ministres de l'URSS*

De notre correspondant

Moscou. — L'exploitation des réacteurs 1 et 2 de la centrale de Tchernobyl *« reprendra avant la fin de l'année »*, déclare M. Lev Voronine, vice-président du conseil des ministres, dans une interview publiée le lundi 26 mai par la *Pravda*. Trois jours plus tôt, le premier vice-ministre de l'énergie avait affirmé que la part du nucléaire passerait de 10,8 % actuellement à 21 % en 1990 dans la production globale de l'URSS. Le comité exécutif du Comecon, réuni il y a quelques jours à Moscou, avait également entendu des propos très optimistes sur le développement du nucléaire dans les -ays de l'Est.

Il n'est donc pas question de réviser les projets de construction des nouvelles centrales, y compris celles qui doivent être mises en service à proximité des grandes villes pour le chauffage urbain, notamment près d'Odessa et de Minsk. *« Les progrès scientifiques et techniques comportent des risques. Certaines pertes causées par l'exploitation de l'énergie atomique ne signifient pas pour autant qu'il faille renoncer à cette solution progressiste du progrès de l'énergie nucléaire, tellement indispensable aux hommes »*, expliquait le premier vice-ministre de l'énergie.

A Tchernobyl, le travail de décontamination se poursuit *« tranquillement »*, affirme M. Voronine dans son interview à la *Pravda*. *« Deux murs en béton vont être prochainement édifiés dans les décombres, ce qui permettra une meilleure protection biologique et l'élargissement du front des travaux »*, a-t-il dit. La construction du « sarcophage » dans lequel sera enfermé *« pour des siècles »* le réacteur accidenté serait donc bientôt commencée.

La radioactivité très importante de la centrale même et une phrase ambiguë de M. Voronine laissent penser que le cœur du réacteur continue de brûler. *« Les dernières réactions en chaîne disparaissent »*, a-t-il affirmé. Des *« travaux importants »* sont d'autre part effectués pour décontaminer une zone de 30 kilomètres autour de la centrale. Des contrôles ont été menés en deux cent quarante points, et le taux de radioactivité dans cette zone baisserait de plus de 5 % toutes les vingt-quatre heures, selon M. Voronine.

### Un tunnel de 160 mètres

Le réacteur accidenté continue pourtant de poser des problèmes techniques considérables. *« Pour le moment, on ne peut pas s'en approcher ni voir ce qui se passe à l'intérieur. Nos aviateurs, eux, le peuvent... Grâce à leurs photos, on contrôle constamment la situation à l'intérieur du réacteur pour voir s'il n'y a pas de nouvel incendie, des fumées »*, écrivait le 20 mai, dans *l'Etoile rouge*, le ministre de l'armée. Ces photos sont communiquées au professeur Velikhov, vice-président de l'Académie des sciences et physicien nucléaire, qui se trouve sur place.

Pour atteindre le réacteur accidenté, il faut creuser un tunnel. Ce sont des équipes de mineurs de charbon du Donbass, le grand bassin minier ukrainien, qui en sont chargées. Leur travail est très difficile, car elles doivent traverser une couche de grès et ne progressent que de 60 centimètres par heure. Plus de quatre cents ouvriers travaillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur ce chantier, écrit *Troud*, l'organe des syndicats.

Il faut forer environ 160 mètres pour atteindre le quatrième réacteur. Le tunnel se trouve à 6 mètres sous la surface du sol. Le but de l'opération est de construire sous le plancher en béton un coussin supplémentaire, également en béton, pour éviter toute fuite vers les nappes d'eau souterraines. Il est question d'installer pour des années sous le réacteur un système de réfrigération utilisant l'azote liquide.

*Sovietskaya Rossya* avait essayé, le 20 mai, de présenter comme un simple mouvement, un peu plus important que d'habitude, les départs du début du mois à la gare centrale de Kiev. Des trains supplémentaires avaient été formés et les guichets étaient restés ouverts plus tard que d'ordinaire, écrivait le quotidien de la fédération de Russie. Il semble en fait qu'il y ait bel et bien eu des scènes de panique et qu'un marché noir se soit instauré. Selon une rumeur circulant à Moscou, des spéculateurs avaient acheté un grand nombre de billets, qu'ils revendaient très au-dessus de leur valeur réelle.

DOMINIQUE DHOMBRES.

CINQ MILLE ANTINUCLÉAIRES DÉFILENT DANS PARIS

## « Inactifs aujourd'hui, radioactifs demain ! »

Il aura donc fallu une catastrophe en Ukraine pour que, un mois plus tard, le samedi 24 mai, les antinucléaires français se retrouvent à cinq mille dans les rues de Paris. Serait-ce la sortie du tunnel ? Depuis les grands rassemblements de Creys-Malville (Isère), en 1976 et 1977, le mouvement semblait en chute libre. Ses effectifs fondaient à la même cadence que les centrales nucléaires entraient partout en service. Le combat de Plogoff, gagné par forfait de l'adversaire en 1981, apparaissait comme l'ultime sursaut en France d'un élan qui, d'ailleurs — notamment en Allemagne fédérale, — se maintenait assez bien grâce aux missiles américains.

A la veille du rassemblement, les organisateurs eux-mêmes restaient perplexes : n'était-il pas trop tard pour mobiliser, alors que le nuage de Tchernobyl est presque oublié de l'opinion ? Des défections ont en outre été enregistrées lorsque les partis d'extrême gauche, à commencer par la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine (LCR), ont annoncé leur participation au défilé de la Bastille jusqu'au ministère de la santé. Du coups, les Amis de la terre, Greenpeace et les associations de protection de la nature avaient décidé de garder un « profil bas », en ne participant qu'individuellement au défilé — ou isolément.

Finalement, pourtant, tous ou presque étaient au rendez-vous. En tête marchèrent donc au coude à coude une brochette de Verts (René Dumont, Jean Carlier, Didier Anger et ses deux camarades élus conseillers régionaux en Alsace, Yves Cochet, Solange Fernex et d'autres encore), à laquelle se joignit à plusieurs reprises Alain Krivine. Le photographe Henri Cartier-Bresson, vieux compagnon de René Dumont, courait comme un jeune homme pour immortaliser ce défilé de couleurs : les écharpes tricolores des élus régionaux, les banderoles vertes des militants du parti des Verts, organisateur du défilé, les drapeaux noirs des anarchistes, les calicots rouges des trotskistes et des maoïstes, les uniformes orange du Parti humaniste, venu en force, enfin l'autobus de Greenpeace aux couleurs de l'arc-en-ciel, fermant la marche. Tricolore, vert, noir, rouge, orange et arc-en-ciel, toute la palette des mouvements contestataires ou alternatifs s'est retrouvée sous le ciel printanier, en bon ordre.

*« Le nucléaire, c'est la guerre, la guerre impérialiste »*, crient les trotskistes. *« Société nucléaire, société policière »*, scandent les anarchistes. *« Inactifs aujourd'hui, radioactifs demain »*, disent les autres. Et, à l'adresse des Parisiens qui contemplent la scène du trottoir ou de leur balcon — sans manifester le moindre sentiment, — les militants en combinaison de décontamination préviennent : *« Un loupé à Nogent* [-sur-Seine], *c'est Paris qui fout le camp ! »*. Seuls les militants de Greenpeace, devant leur autobus, ne disent rien. C'est un principe. Pas de manifestation politique chez les partisans de la « paix verte ». *« C'est le silence de la mort*, précise l'un d'eux. *La mort nucléaire. »*

Le rassemblement, non violent de bout en bout, s'est dispersé dans une odeur de merguez place Fontenoy, après une brève allocution du porte-parole des Verts, Guy Marimot. Les CRS et les gendarmes mobiles, stationnés en nombre autour des Invalides, ont dû replier tout leur matériel anti-émeute. Les écolos ne sont décidément pas dangereux. Ils ont même l'ambition d'être salutaires...

ROGER CANS.

## Un « Front de libération de la Franche-Comté » revendique le vol de tableaux du musée Marmottan

De notre correspondant

Besançon. — Le vol de neuf toiles de maîtres commis le 27 octobre 1985 au musée Marmottan, à Paris, vient d'être revendiqué par un « Front de libération de la Franche-Comté ». Le 27 octobre 1985, cinq malfaiteurs armés faisaient irruption dans le musée et emportaient des tableaux de Renoir, Monet et Berthe Morisot.

Un texte accompagné d'un fragment de toile prélevé sur la tranche d'un des tableaux est parvenu le 22 mai à la rédaction de *l'Est républicain* à Besançon. Signé Maurice Darbet, Front de libération de la Franche-Comté, ce texte indique : *« Si les médias rendent compte de notre action, les œuvres seront rendues une à une »*, et ajoute, *« pour rassurer les esthètes de l'art »*, que les neuf toiles *« sont conservées au sec »*.

En 1983, ce Front de libération de la Franche-Comté avait publié un *« Manifeste numéro 1 »* considéré alors comme un canular dont l'auteur n'avait pu être identifié. Le document transmis à *l'Est républicain* reprend une bonne partie de ce manifeste. Il réclame pour la Franche-Comté *« l'indépendance politique et administrative »* et une *« négociation avec le pouvoir central colonisateur »*. Il évoque la possibilité d'actions telles que le sabotage du relais de télévision de Besançon, l'immobilisation des chaînes de production de Peugeot ainsi que *« la capture de bidasses au camp du Valdahon »* (entre Besançon et Pontarlier) pour *« les gaver de cancoillotte »* (fromage local).

C.F.

## CORRESPONDANCE

### M. Michel de Rostolan et la secte Moon

M. Michel de Rostolan, député de l'Essonne, présenté dans *le Monde* du 5 mai comme étant *« un représentant de la secte Moon en France »*, nous écrit :

*« Je vous serais obligé de bien vouloir faire connaître à vos lecteurs :*

*1) que je suis un ardent défenseur de la liberté de religion, comme de toutes les autres libertés, et donc opposé à tout sectarisme contre quiconque.*

*2) que je suis et ai toujours été catholique romain. »*

## EN BREF

● *L'ex-FLNC a revendiqué l'attentat de Cargèse (Corse-du-Sud).* — Neuf jours après l'attentat du 15 mai contre le lotissement touristique de Jacques Rosselet à Cargèse (Corse-du-Sud) — où ce propriétaire trouva la mort, ainsi qu'un gendarme, Patrick Giboulot, en tentant de désamorcer une bombe, — l'ex-FLNC a revendiqué l'opération par le canal habituel. *« Ce type d'action vise simplement*, indique-t-il, *à détruire des bâtiments, après neutralisation des occupants qui sont placés en sécurité hors de portée de l'explosion (...). » « Nous n'avons pas voulu cela »*, précise l'ex-FLNC en faisant allusion aux morts, ajoutant que Jacques Rosselet, *« anti-corse notoire (...), n'était pas une cible de hasard (...). Nous connaissions, par ailleurs, ses amitiés douteuses : en effet, notre commando a trouvé sur place des armes (...) et des explosifs prêts à l'usage »*.

● *Incarcération du chauffeur de bus responsable d'un accident mortel.* — M. Morville, cinquante-trois ans, le chauffeur de bus accusé d'avoir renversé une jeune femme, Nathalie Belseaux, vingt-deux ans, à La Défense (Hauts-de-Seine) (*le Monde* du 24 mai) a été inculpé d'homicide involontaire et de délit de fuite. M. Morville a été écroué à la prison de Bois-d'Arcy.

● *Incident à la prison des Baumettes.* — Deux cent quatre-vingt-dix détenus de la prison des Baumettes à Marseille ont refusé de regagner leurs cellules, le samedi 24 mai, pendant vingt minutes. Un détenu, pris de folie, menaçait de tuer deux de ses compagnons avec un couteau de cantine. L'un d'eux a été blessé, et un gardien qui tentait de maîtriser l'agresseur, cruellement mordu. Les autres détenus ont cru que leur camarade, pris de folie, était l'objet de sévices de la part des surveillants.

● *France terre d'asile critique l'avant-projet de loi sur les étrangers.* — L'association France terre d'asile a pris connaissance *« avec une très vive inquiétude »* de l'avant-projet de loi concernant l'entrée et le séjour des étrangers en France (*le Monde* du 23 mai), car il contient, selon elle, plusieurs dispositions dangereuses pour le droit d'asile. *« En particulier, le fait que l'octroi ou le refus de l'asile soit désormais laissé à l'appréciation de la police des frontières, sans contrôle ni recours possibles et sans examen du dossier par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (dont c'est pourtant la mission essentielle) risque d'entraîner le refoulement injustifié de personnes réellement en danger »*, déclare France terre d'asile qui demande instamment au gouvernement de modifier le projet de loi *« dans le souci d'accorder aux réfugiés les garanties auxquelles ils ont droit »*.

### DÉFENSE DE PEINDRE

Le dimanche, aux alentours de 19 heures, la rue de Solferino est particulièrement calme. C'est peut-être pourquoi ce peintre amateur avait décidé de planter son chevalet sur le trottoir, au coin de la rue de l'Université, pour croquer la place Bainville. Mal lui en a pris : bientôt une voiture de police s'arrête ; deux agents en surgissent et prient le malheureux de remballer son dangereux matériel. *La raison invoquée : il est interdit de stationner à proximité du siège du Parti socialiste.* L'histoire ne dit pas si nos deux agents ont, eux aussi, invoqué un *« danger moral »*...

J. A.

# culture

## THÉATRE

*« Sonate en solitudes majeures », de Julius-Amédé Laou*

## La mélodie de la douleur

*La solitude se danse à deux. solitude des Noirs en France, aux sources du théâtre.*

Ce sont deux êtres plus très jeunes, assis l'un contre l'autre, qui regardent devant eux, dans le vide. Le père et la mère, appuyés l'un à l'autre. Leur fils s'est tué.

Ils sont joués par deux grands comédiens, Lydia Ewandé et Robert Liensol, que nous avons pu voir dans *les Nègres* de Genet, dans des pièces d'Aimé Césaire, et ailleurs.

Le père et la mère, dépassés et démolis par le suicide de leur fils. Ils se sentent coupables, comme toujours lorsqu'un proche vient de se tuer. Ils vont à la recherche de leurs torts, ils *revivent* les conseils *trop* répétés, les réprimandes, les punitions. Et cet effort de mémoire de ces deux vieux « nègres » est frappant, parce que deux parents blancs se rappelleraient exactement les mêmes choses, avec les mêmes mots. Comme si l'instinct maternel, paternel, l'amour, l'inquiétude de l'avenir, les maladresses, n'étaient pas du tout affaire de « couleur ».

Mais voici que la douleur de ces deux parents noirs change insensiblement de ton, comme s'ils s'égaraient, ou plutôt « déhalaient », telle une barque qui quitte la plage. Leurs deux voix se font plus scandées, leurs gestes plus rythmés. Ils se lèvent. Peu à peu, les voilà qui dansent, presque, et entendent les notes d'une petite, lointaine, valse aigrelette.

*Ils* dansent lentement, légèrement, l'un derrière l'autre, on dirait qu'ils suivent un sentier, dans un rêve, mais leur conversation suit son cours : c'est la toilette de leur fils mort qui les préoccupe, la mère va changer le gilet de corps, le père devra soulever l'enfant, par les épaules, la mère changera aussi les chaussettes...

Cette danse immatérielle du père et de la mère, ces moments de *Sonate en solitudes majeures*, la nouvelle pièce de Julius-Amédé Laou, sont du grand « théâtre » : le mystère de la transfiguration est ici manifeste, et provoque chez le spectateur un choc sensitif particulier qui appartient au théâtre.

Et si tout à l'heure les paroles de souffrance et d'auto-accusation des deux parents étaient universelles, cette « inhumation dansée » est, elle, d'une grandeur et d'une beauté proprement « nègres », et j'y ai été, personnellement, d'autant plus sensible, que cela m'a rappelé des images très précises, des choses que j'ai vues à la Martinique, dans le village de Saint-Pierre, il y a des dizaines d'années.

Julius-Amédé Laou a-t-il vu ces scènes, lui qui est né en France, – ce sont ses grands-parents qui avaient quitté la Martinique pour venir vivre en France. C'étaient les « obsèques » d'enfants. Elles avaient lieu d'habitude en plein midi, quand le soleil tape le plus fort. Le cimetière de Saint-Pierre était un jardin très touffu, en pente, un peu au sud du village, sur la hauteur. La boîte du petit corps était emportée par les parents, qui couraient presque, en cadence, et il y avait, loin quelque part, le fil très ténu d'une musique, – les Martiniquais savent « moduler » des airs immatériels avec des riens, une fourchette qui cogne un coin de table, une corde de violon juste effleurée.

C'est lorsque le père et la mère, dans la pièce de Julius-Amédé Laou, dansent à demi en énumérant les gestes de l'ensevelissement de leur fils, que leur amour, leur douleur, et leur solitude de nègres en France sont perceptibles sous le jour le plus sensible.

Un autre versant de la pièce nous permet d'appréhender les difficultés de la vie des Antillais qui sont venus travailler en métropole. Les frictions entre un musicien noir, sa femme blanche, et un « groupie » blanc qui est devenu un peu son secrétaire-valet de chambre, figurent les frottements du racisme, et les Antillais sont bien placés pour savoir que le racisme, encore et même aujourd'hui, chez nous, reste un feu sous la cendre.

Sanvi Panou, Marie Uta, Jérôme Franc, sont excellents dans ces scènes, mises en scène par Julius-Amédé Laou lui-même.

*« J'espère que cette noirceur est une histoire finie »*, écrivait Voltaire. Non, elle n'en finit pas de mourir, cette noirceur. L'espoir ne suffit pas.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Bastille, 21 heures.



## DANSE

*Trisha Brown à Bobigny*

## Mille et une manières de bouger

*Une danse tonique, intelligente, insaisissable : le mouvement brownien.*

Trisha Brown devait passer au Théâtre de la Ville à 18 h 30, mais la complexité de ses décors ne cadrait pas avec la disposition des éclairages installés pour le spectacle de Carolyn Carlson, en soirée. Elle a dû se replier à la Maison de la culture de *Bobigny, où il faut aller voir son programme*, le plus tonique, le mieux dansé qu'on puisse rêver.

Pendant longtemps, Trisha Brown a été considérée comme une chorégraphe confidentielle. Elle a appartenu dans les années 60, avec Yvonne Rainer et Simone Forti, à l'équipe de la Judson Church, en cette époque d'une quête d'expression minimale. Au Festival d'automne, en 1973, elle évoquait plutôt une sout girl. La structure de ses mouvements, de ses mécanismes, *de ses combinaisons – répétitions*, accumulations, – en survêtement de sport et sans musique, était austère, abstraite. Mais déjà pointait l'humour.

La rencontre avec Rauschenberg en 1979 a été déterminante pour Trisha Brown. *Glacial Decoy*, ballet composé sur des photos projetées du *peintre, dansé dans des robes transparentes*, légères, se révélait très théâtral. La chorégraphe découvrait la scène à l'italienne, dont elle allait entreprendre une investigation fébrile.

On l'a vue se transformer peu à peu en une longue dame brune, sereine et décontractée. Aujourd'hui, à *cinquante ans passés*, elle interprète avec espièglerie un ancien solo : *Accumulation With Talking Plus Water Motor*, où elle mène deux danses et raconte deux histoires à la fois : le public fait un triomphe.



*Stephen Petronio et Randy Warshaw* dans Set and Reset

Trisha Brown a entièrement renouvelé sa compagnie. Elle l'a entraînée durement jusqu'à ce qu'elle s'adapte à ce style « naturel » qui semble improvisé, alors que tout est réglé comme un numéro de trapèze. « *Mes danseurs*, dit-elle, *doivent être pleins de vie, forts, avec un appétit pour bouger, pous s'échapper de l'axe central !* » Ils doivent acquérir la vitesse, l'équilibre, le souffle, pour être capables de maîtriser des parcours complexes, enchevêtrés, tout un jeu d'échanges, d'esquives, de rencontres : le « mouvement brownien », que Trisha définit comme « *une multiplicité de gestes qui se complètent et s'entrechoquent, et finissent par se fondre en un courant fluide* ».

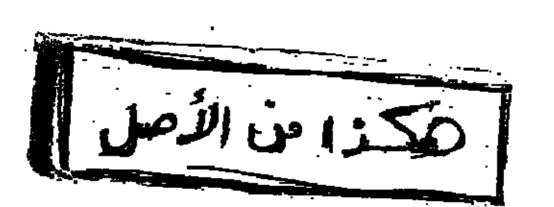
Dans *Set and Reset*, l'énergie se développe selon trois axes dissociés : la musique de Laurie Anderson, rythmée par un tintement obstiné de cloche ; l'environnement de Rauschenberg (trois écrans qui flottent et diffusent des images d'actualité) et en dessous, les danseurs, vêtus de costumes transparents, et qui bougent entre la scène et les coulisses mises à nu. Dans sa dernière création, *Lateral Pass*, les éléments de décor mouvants – de Nancy Graves – modifient constamment l'espace. Sur une musique jazz-cocasse de Peter Zummo (*trombone* et accordéon), la chorégraphie forme une polyphonie de gestes dans des combinaisons baroques, imprévues, inventives. Ainsi, l'un des danseurs, attaché à une corde, joue les piétons de l'air, et, rebondissant dans tous les sens, il perturbe les évolutions du groupe...

Dans ce ballet chatoyant, Trisha Brown a particulièrement gâté les garçons – avec un solo à l'énergie retenue et un pas de trois joliment ouvragé... Il est bon, de temps à autre, de retrouver le plaisir du pur mouvement.

MARCELLE MICHEL.

★ Maison de la culture de Bobigny, *jusqu'au 27 mai 20 h 45. Grenoble, Maison* de la culture les 3 et 4 juin. Théâtre du 8e, à Lyon, 5 et 7 juin.





# CULTURE

## VARIÉTÉS

### Les pérégrinations de Bernard Lavilliers



PATRICK AVENTURIER/GAMMA

## Dernière escale

*Grand reporter en chansons, Bernard Lavilliers raconte dans un nouvel album ses coups de cœur en Amérique latine et en Afrique.*

Bernard Lavilliers a le goût du voyage, particulièrement en Amérique latine et en Afrique. *« Partir*, dit-il, *est une jubilation instantanée. L'aventure, elle est de toutes les couleurs, sublime, animale, redoutable, sournoise. Tu la cherches sans le savoir, tu la trouves sans le vouloir. Je l'aime comme un fou. Elle est là quand les mecs me soupèsent pour comprendre ce que je vaux, ce que je veux, pourquoi je viens. »*

Depuis un an, le chanteur a bourlingué entre Rio-de-Janeiro, Caracas, Mexico, Porto-Rico, New-York, l'océan Indien et Dakar : *« Ce que j'aime, c'est écrire en état d'urgence. Mais ne pas tout dire. La chanson aime le non-dit, le non-lieu et les personnages ambigus. Elle aime le flou, ce qui glisse ailleurs, de l'autre côté de la logique. Et tout à coup arrive un truc superbe, détaillé, sur la manière d'allumer un clope ou de nettoyer une lame de couteau. »*

Le résultat de toutes ces pérégrinations ? Un nouvel album *(Voleur de feu)* (1) enregistré au Tierra Sound Studio de New-York avec Ray Baretto et son orchestre de salsa ; au Kilimandjaro Night Club de Dakar avec N'Diaye Rose et ses cinquante tambours ; au studio Mercadet de Paris avec, entre autres, Janic Top, Serge Perathoner, Pascal Arroyo et Pierre Michelot. Lavilliers raconte les nuits dans les bars de San-Juan, la rencontre en Afrique avec un Massaï et, en Amazonie, avec les *Gentilshommes de fortune*, les milliers et les milliers d'Indiens creusant la mine d'or jusqu'à la mort, accrochés à un rêve fou.

L'album va permettre à Bernard Lavilliers de préparer son nouveau spectacle dans la *Grande Halle de La Villette*, en novembre et décembre prochains. Avec, chaque semaine, de nouveaux invités en première partie : Xalam, Milton Nascimento, N'Diaye Rose et ses cinquante percussionnistes.

CLAUDE FLÉOUTER.

(1) 33 t Barclay.

## Une encyclopédie de la country music

Musique des Blancs du sud des Etats-Unis, la country music reste encore, pour une grande part, le reflet d'une certaine Amérique dont le mythe fut développé au cinéma par le western. Valeurs et coutumes traditionnelles continuent à être célébrées à travers les chansons diffusées à partir de Nashville, incroyable métropole musicale avec ses centaines de studios d'enregistrement et ses seize mille musiciens venus du Texas, de Virginie ou du Kentucky.

Bien entendu, le terme de country music englobe différents styles, du blue grass au country-and-western. Mais il y a une filiation évidente et reconnue entre des « old timers » vivant encore dans les régions montagneuses de l'Arkansas et Waylon Jennings, Jimmie Rodgers et Dolly Parton, Roy Acuff et Hank Williams.

Sous la signature de Michel Rose paraît la première *Encyclopédie de la country music*. Solidement documenté et illustré de photos, l'ouvrage analyse brièvement les grands courants et retrace avec précision l'aventure des musiciens. En passant, il rend justice à de grandes figures cajuns comme celle de Nathan Abshire, l'accordéoniste le plus talentueux, le plus chaleureux que le pays des bayous ait connu.

C.F.

★ Jacques Grancher éd., 190 pages, 130 F.

## CINÉMA

### Mort de l'acteur Gunnar Bjornstrand

L'acteur suédois Gunna Bjornstrand est mort d'une crise cardiaque, le samedi 24 mai. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

∴

Né à Stockholm en 1909, Gunnar Bjornstrand, après des études d'art dramatique au Théâtre royal, devient un acteur de théâtre et se produit sur toutes les scènes suédoises. Dans les années 40, sa renommée lui vaut d'être au cinéma l'interprète de Hampe Faustmann, Alf Sjoberg, Arn Mattson.

Mais c'est dans le cinéma d'Ingmar Bergman qu'il va devenir un personnage de première importance. Après *Il pleut sur notre amour* (1946) qui appartient à la première période « naturaliste » du réalisateur, Gunnar Bjornstrand va être une figure masculine typique de l'univers bergmanien. Dans la comédie : *l'Attente des femmes* (1952), *Une leçon d'amour* (1954), *Sourires d'une nuit d'été* (1955), *l'Œil du diable* (1960) ; dans les œuvres dramatiques graves jusqu'à la noirceur : *la Nuit des forains* (1953), *Rêves de femmes* (1955), *le Septième Sceau* (1957, rôle de l'écuyer du chevalier Max von Sydow), *les Fraises sauvages* (1957), *le Visage* (1958), *A travers le miroir* (1961), *les Communiants* (1963, rôle étonnant d'un pasteur qui perd la foi), *Personna* (1965), *la Honte* (1968), *le Rite* (1969), *Face à face* (1971), *Sonate d'automne* (1978), *Fanny et Alexandre* (1982). Physiquement, les années avaient eu peu de prise sur lui. Gunnar Bjornstrand a tourné également dans les années 60 avec Vilgot Joman, Mai Zetterling et Jan Troell.

J. S.



## MUSIQUE

### « Rake's Progress » de Stravinski, à Lille

## L'enfer selon Altman

*Les données sont toujours spectaculaires, et le néo-classicisme de l'unique opéra de Stravinski, toujours glacé*

L'Opéra de Lille fermera-t-il ses portes après les représentations du *Rake's Progress ?* L'imminence de la menace qui pesait sur lui depuis plusieurs années sera-t-elle assez forte pour permettre de liquider une situation qui n'a que trop duré et de repartir sur des bases nouvelles ? (*le Monde* du 24 mai). On s'en occupe sérieusement, semble-t-il, et le « peut-être » qu'on lit sur le tract distribué à l'entrée par le personnel de l'Opéra laisse au moins penser qu'un espoir subsiste. On en saura davantage dans les semaines ou les mois qui viennent.

En attendant, le spectacle mis en scène par Robert Altman remporte un succès à la mesure des images dantesques que lui ont suggérées les aventures libertines de Tom Rakewell. La représentation commence par la vision assez étonnante d'un grand chaudron vomissant un flot continu de damnés. Car, le programme nous l'apprend, Tom est en enfer et va y revivre les événements de sa vie qui l'y ont précipité... On ne saurait être plus moralisateur, donc fidèle à Hoghart dont c'était le seul but en peignant les étapes de cette chute.

Quitte à montrer ce qu'un libertin devient dans l'autre monde, il aurait été piquant de le faire trôner au paradis, à la droite de ce Dieu mauvais qui a créé le monde et de tels hommes à son image. Mais cette vision passablement hérétique aurait peut-être inutilement choqué les spectateurs de l'université du Michigan où ce spectacle a d'abord été présenté en 1982.

Plus convenu et plus spectaculaire, l'enfer plaît toujours, avec ses monstres aux yeux phosphorescents, ses démons armés de fouets ou jouant de la musique, ses diablesses aux seins nus (postiches), ses grilles infranchissables, ses instruments de torture. En outre, il anticipe sur la maison de fous où le héros terminera son existence terrestre ; aussi, ces damnés déments — en costumes dix-huitième, comme tous les personnages — sont-ils inspirés de Hoghart, assurant ainsi une certaine logique à cette conception passablement décorative de la mise en scène.

Si réservé que l'on soit sur une possible adéquation entre le néoclassicisme glacé de la partition où les airs, longuement développés comme dans *l'opéra seria*, brisent délibérément le rythme dramatique, et ce qui apparaît comme une simple tentative d'animation (voire de réanimation car il y a des passages d'un ennui mortel), on doit reconnaître la qualité du travail réalisé sous la direction de Robert Altman par les chœurs de l'université du Michigan et de l'Opéra de Lille, par les solistes et les machinistes. Tout fonctionne sans accrocs. Le chœur étant en scène du début à la fin, l'œil est sans cesse invité à se poser sur une multitude de petites scènes pittoresques qui se superposent aux aventures des personnages principaux. Tous sont traités avec autant d'esprit que de sensibilité.

L'essentiel n'en reste pas moins la tenue remarquable de la distribution, réunissant autour de Malcolm Walker (Nick), James Schwisow (Tom), Karen Hunt (Anne), Rachel Esso (Baba), John Fryatt (le commissaire-priseur) et Marc Vento (Truelove), notamment. Peter Eötvös accompagne les récitatifs sur un clavecin électronique (DX 7), dont l'amplification grésille joyeusement et dont les effets spéciaux s'accordent davantage à la mise en scène onirique qu'à la volonté du compositeur de renouer avec les signes extérieurs de la convention. C'est là cependant une fantaisie qu'un musicien véritable peut se permettre, surtout lorsque ses qualités de chef d'orchestre ont un effet aussi bénéfique sur les interprètes aux prises avec une partition plus redoutable qu'il n'y paraît.

GÉRARD CONDÉ.

★ Prochaines représentations les 27, 29 et 31 mai.

### Les « Moments musicaux » de La Baule

## Hôtel de l'utopie

*Un nouvel art de faire et d'entendre la musique en communauté. La révélation de deux pianistes à la clé.*

Il y a dix ans, les organisateurs de concerts rêvaient d'asseoir cent mille personnes sur la même pelouse autour d'une intégrale Bach-Stockhausen étalée sur une semaine non-stop. Aujourd'hui, l'idée est toujours de prolonger dans le temps et de déployer dans l'espace le concert, unanimement jugé trop convenu et trop court. Mais le phalanstère a remplacé l'arène : au rêve de fête libératrice, où l'on oublie tout, s'est substituée la conviction que la musique n'a sa place que dans la vie. Comme activité et non comme spectacle. Comme moments à partager par la communauté retrouvée des auditeurs et des interprètes.

Des « Moments musicaux » de La Baule, dont l'un des tout premiers vient de s'écouler ce week-end à l'Hermitage, on pouvait tout craindre. La formule musique-de-chambre-dans-l'hôtel-de-luxe semblait inviter aux mondanités. A l'arrivée, rien de tel. Ces quatre week-ends consacrés successivement à Mozart, à Schumann et Brahms, à Schubert et à la musique française, seront six dès l'an prochain, tous centrés sur une grande capitale, tous marqués par une création, en présence (active) du compositeur. Et puis quoi ? Le château en Espagne. Un piano dans chaque chambre, livré aux amateurs pour jouer dans la compagnie de leur choix, en toute liberté. L'utopie.

Il faut donc venir à La Baule avec *une soif inextinguible de musique* et une curiosité passionnée. Car il faut s'attendre à trois concerts par jour, dont un dès le matin (soit sept heures et plus de musique vivante en quarante-huit heures, plus deux conférences).

L'opération a été soigneusement ciblée par un déviationniste de l'action musicale, expert nantais en salles combles, René Martin, l'« inventeur » des rencontres pianistiques de La Roque d'Anthéron. Les seules annonces publicitaires passées dans deux mensuels spécialisés attirent les quatre cents personnes susceptibles d'occuper les deux cent cinquante chambres pour un prix forfaitaire de 1 250 F par tête (la moitié de ce coûterait ici un week-end sans musique). L'aide de Nuggets, de la Régie Renault, de la chambre de commerce de Nantes, la compréhension d'un grand bureau de concerts assurent la participation, sur la durée, d'artistes cotés. Un directeur d'hôtel (Yves le Naour) accepte de prendre les risques. Son personnel s'entend pour jouer le jeu. Et fouette cocher !...

Au juste, des moments comme ceux-là, à quoi ça sert ? A évaluer cette fois sur pièces, en prenant son plaisir et son temps, l'héritage de Schumann à Brahms. *Du Quintette avec piano* opus 44 du premier au *Quintette avec piano* opus 34 du second, en passant par une ribambelle de sonates, trios, pices ou recueils pour piano, mis à l'épreuve les uns des autres, éclairés par leur proximité, judicieusement rapprochés, savamment commentés (par Patrick Szersnovicz).

Entre interprètes, du coup, c'est la fraternité. Pas question de tirer à soi une couverture aussi bariolée. Outre Augustin Dumay (violon infaillible et lumineux dans une première sonate de Brahms), le Quatuor Talich (plutôt fatigué par une longue tournée, mais quel quintette de Schumann !), Pascal Moragues (jeune clarinettiste qui monte, sonorité un peu verte, superbe phrasé), deux pianistes renversants se partageaient l'affiche.

Faux calme brésilien à la barbe rassurante, conteur serein qu'une bombe ne viendrait pas troubler dans son dialogue avec le clavier, Nelson Freire, quarante et un ans, donne, dans le *Carnaval* de Schumann l'image même de la retenue, de la puissance, de la maturité. Feu-follet hoffmannien à la chevelure de Gorgone, acteur écumant, bouillonnant d'idées, gesticulant, en transes, Jean-Marc Luisada, vingt-sept ans (notre quatrième prix au concours Chopin l'an dernier), éveillerait les imaginations les plus paresseuses dans les *Davidbündlertanze*. Schumann « cérébral » d'un côté, Schumann fantasque et presque baroque de l'autre, également crédibles, également accomplis... Il faut de ces moments pour constater qu'il n'y a pas de vérités dans l'art d'interpréter.

ANNE REY.

★ Prochains week-ends : Schubert (avec, notamment le pianiste Youri Egorov) les 13, 14 et 15 juin. Musique française (avec Michel Dolberto et Vlado Perlemuter) les 26, 27 et 28 septembre. Rens. : 40-60-37-00 ou 40-69-15-97.



### « Fidelio », à l'Opéra de Marseille

## Un message trop oublié

*Reprise d'un hymne à la liberté trop rare sur la scène des théâtres français.*

A travers la nouvelle production de *Fidelio* à Marseille, on retrouve avec joie l'œuvre abrupte de Beethoven, cet unique opéra d'une force et d'une signification presque égales à celles de la *Neuvième symphonie*, qui, depuis huit ans, après les superbes représentations de la Halle aux grains de Toulouse mises en scène par Lavelli, avait à peu près disparu des théâtres français. Comme il est actuel, pourtant, ce message de l'homme et de la femme qui ont conquis la joie et la liberté en passant à travers les ténèbres de l'oppression et du désespoir !

La distribution est dominée par la forte personnalité tragique de Donald McIntyre, qui confère au geôlier Rocco un relief étonnant, et par une Léonore au jeu intense, Sabine Haas, d'une grande présence vocale, même si elle a quelque mal à contrôler les multiples couleurs d'un timbre palpitant, presque trop riche. Anne-Marie Rodde dessine une exquise Marcelline, chantant comme un rayon de soleil, et l'on regrette pour son gentil Jaquino (Gérard Garino) qu'elle refuse de le rejoindre, même quand elle aura compris que Fidelio, son amoureux, est une femme ! Malgré la qualité et la puissance de leurs voix, Robert Schunk (Florestan) et Oskar Hillebrandt (Pizzaro) ont quelque mal à incarner des personnages emblématiques aussi chargés d'humanité, pour le premier, ou de noirceur, pour le second.

A la tête d'un Orchestre de Marseille fort honorable, Janos Furst, en bon chef d'Europe centrale, donne une interprétation solide de la musique. Mais il manque le grand lyrisme beethovénien dans des scènes bouleversantes, comme celle du cachot (prise dans un mouvement trop lent et déclamatoire) ou dans l'immense symphonie chorale de la fin, trop rapide, sèche et anguleuse, malgré l'expression si touchante qu'avait prise les chœurs, excellents, lors de la sublime sortie des prisonniers.

La mise en scène de Jacques Karpo s'établit dans un décor unique de Roger Croizier, une prison moderne de béton, avec des escaliers de fer, que les servantes astiquent assidûment. On aurait souhaité plus d'ombre et de mystère pour le grand air de Florestan dans sa geôle immonde, plus de naturel dans les retrouvailles du mari et de la femme, qui se regardent interminablement pendant que retentit l'ouverture *Léonore nº 3* au lieu de remonter à l'air libre.

Mais l'ensemble est de bonne facture, et, malgré la qualité moyenne de l'interprétation orchestrale, l'émotion passe, ce qui est l'essentiel.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 28 et 31 mai, et le 3 juin (20 h 30).

## EN BREF

### Cabaret : la peur des bombes

Piliers de la nuit parisienne, le Moulin Rouge et le Lido souffrent depuis un mois de la psychose de l'attentat. Traditionnellement, le mois de mai inaugure la pleine saison : les Américains et les Japonais viennent par milliers voir le French Cancan et les Blue Bell Girls. Actuellement, les deux cabarets font à peine des demi-salles et la soirée de la Pentecôte, il y a eu, pour le deuxième spectacle, à minuit, quatre-vingt-dix personnes au Lido et soixante au Moulin Rouge.

Un groupe d'Américains vient d'annuler une soirée prévue au Moulin Rouge pour le début de juillet. Motif : pas question de se retrouver à cinq cents Américains dans une même salle. Le Moulin Rouge tente d'infléchir cette décision en arguant de l'efficacité de sa police privée.

### Le Brésil à Paris

Un festival de musique brésilienne réunira dans la grande halle de La Villette Caetano Veloso, Chico Buarque et Maria Bethania (le 2 juillet), Paulhino da Viola, Gilberto Gil (le 3), Jao Gilberto (le 4), Alceu Valença, Luis Gonzagues le 6, etc.

### Jeune théâtre à Rueil

Jusqu'au 31 mai, le centre culturel Edmond-Rostand, à Rueil-Malmaison, présente, pour la troisième année consécutive, un festival de jeunes compagnies théâtrales. En plus des spectacles, une loterie sera organisée pour le public. Les billets d'entrée, tirés au sort, permettront de gagner une semaine en Grèce pour deux personnes et de nombreuses places pour d'autres spectacles. Renseignements : 47-51-85-45.

# CULTURE

## MUSIQUE

*Concerts à Caen*

# Un auditorium et trois Carissimi

***Concerts, opéras, les salles de musique ne manquent pas à Caen. Les spectateurs sont présents.***

Les événements importants ne sont pas forcément spectaculaires. Imagine-t-on les joies musicales que va prodiguer, dans une ville comme Caen (cent trente mille habitants), l'auditorium de neuf cent quatre places qui est venu accoster il y a un mois et demi au bout du Conservatoire national de région achevé en 1984 ?

L'ensemble, tout près de l'abbaye aux Hommes et de la préfecture, est une réussite. L'auditorium ressemble extérieurement à la fameuse tente de béton du « cirque Karajan », *alias* la Philharmonie de Berlin. A l'intérieur, la salle, bien proportionnée, descend, par une pente ni trop faible ni vertigineuse, vers une large scène ; malgré fauteuils rembourrés et moquette, l'acoustique paraît de premier ordre.

Les Caennais se sont précipités aux neuf concerts d'inauguration, qui réunissaient entre autres Stockhausen, Messiaen, Maria Pires, Didier Lockwood, au point que l'on a laissé nombre de mélomanes à la porte. L'investissement de 24 millions de francs (7 de l'Etat, 4 de la région, 13 de la ville) se révélera donc sans doute un bon placement ; il s'ajoute aux 34,5 millions dépensés pour le conservatoire, qui réunit plus de deux mille élèves.

L'architecte de la ville, M. François Dupuy, a conçu un édifice avec toutes sortes de plans et de décrochements, qui évoquent par endroits les vieilles maisons normandes. La lumière pénètre par mille entrées, les étudiants ont vue sur des prairies, des courts de tennis ou les tours de l'abbaye, chacune des cinquante salles a sa forme propre et l'insonorisation est parfaite.

Ces nouveaux instruments correspondent à la vitalité musicale de la cité, qui dispose déjà d'un beau théâtre et de deux orchestres de chambre, celui de Caen, dirigé par Jean-Pierre Dautel, et l'Ensemble instrumental de Basse-Normandie. Rien d'étonnant, donc, à ce que l'on ait découvert un public nombreux et enthousiaste, mardi et jeudi, à Notre-Dame-de-la-Gloriette, pour un spectacle comprenant trois oratorios de Carissimi.


ENGUERAND

Hervé Lamy dans « Jephté ».

*Jonas, Abraham et Isaac, Jephté* trouvaient un cadre idéal dans cette vaste église jésuite pleine d'envolées, contemporaine de ces histoires sacrées écrites au temps de la Contre-Réforme, pour l'édification de la bonne société, à l'instigation des... jésuites.

La discrète mise en scène de Christian Gangneron renforce l'effet de ces pièces courtes, trois images bibliques de la « victime expiatoire », destinées uniquement à être chantées, mais composées dans un style dramatique grave et intense.

Le jeu hiératique, les beaux groupes, les processions à travers l'église, les gestes chargés de sens, les tableaux frappants (la mer des chœurs qui engloutit Jonas, le petit Isaac sous le couteau de son père, Jephté agenouillé tenant la main de sa fille qui, telle Iphigénie, doit être sacrifiée par lui) incarnent le chant et suppléent notre ignorance du latin.

Et cette musique simple, dépouillée dans les récitatifs, vibrante et efflorescente dans les ariosos ou les chœurs, où Carissimi rejoint Monteverdi et annonce Charpentier, son disciple, nous remplit d'émotion par la nudité et l'absolu de son accent tragique.

Ce spectacle de l'ARCAL (Atelier de recherches et de création pour l'art lyrique), à qui l'on devait déjà l'an passé le ravissant *Ormindo* de Cavalli, est admirablement interprété par un ensemble d'instruments anciens, conduit par Jonathan Darlington, avec Catherine Dune et surtout le ténor *Hervé Lamy*, auxquels viennent se joindre région par région (et c'est l'originalité de cette réalisation) des solistes et des chœurs amateurs qui ont répété longuement à l'avance ; ceux du Petit Concert de Normandie, *dirigé par Robert* Weddle, se sont révélés excellents musiciens et acteurs dans leurs costumes à la Poussin, avec ces gestes si justes et frais en leur apparente gaucherie qu'on voit dans les tableaux de *primitifs*.

**JACQUES LONCHAMPT.**

★ Prochaines représentations : Cherbourg, le 27, et Alençon, le 31 mai. Ce *spectacle, donné auparavant dans le* Centre et en Lorraine, est subventionné par la direction de la musique et la Fondation Paribas.

## ROCK

### *Blow Monkeys à l'Elysée-Montmartre*

Un *premier album épatant (Limping for a Generation),* suivi d'un concert *décevant, c'était il y a un peu* plus d'un an. *Animal Magic,* le second opus des Blow Monkeys est encore meilleur que le précédent, il faut espérer que la scène ne lui sera pas inversement proportionnelle. Il est *clair cependant que* cette musique est façonnée en studio pour l'écoute stéréophonique : les architectures des compositions, tarabiscotées comme des cathédrales d'allumettes, les arrangements baroques (cuivres, violons), les mélodies futées, les interventions affûtées, les audaces de style, toute cette extrême sophistication est forcément émoussée par la prise directe.

Les Blow Monkeys ont un leader en la personne de Robert Howard. Une espèce de dandy complètement mégalo et tout à fait maniaque, plutôt bien fait de sa personne (un peu David Bowie en mal de respectabilité) et visiblement satisfait de l'usage qu'il en tire : l'artiste pose seul sur la pochette du disque (avec, en fond, le *Marat assassiné* de David, excusez du peu) et signe sous le pseudonyme douteux de Dr Robert.

C'est lui qui écrit la totalité (paroles et musique) des morceaux, et l'on sent bien que ça doit chanter compliqué dans sa tête. Un penseur. Il amalgame les influences, décortique les informations pour passer d'un style à l'autre (pop, jazz, gospel, cabaret, folk, rhythm'n'blues) et les soumettre à ses concoctions excentriques. Ainsi, quand il s'attaque à la *soul,* par exemple, c'est pour en prendre la forme et en dénaturer le fond : elle n'est plus faite pour danser mais pour briller. De la *soul* d'appartement, en somme, posée, asexuée, la sueur rentrée et le *feeling* retenu.

Voilà les Blow Monkeys, britanniques jusqu'au bout des guitares – même si Howard, ancien critique de rock, est d'origine australienne et qu'il puise beaucoup chez les Américains – la voix en a le flegme et le ton *détaché, sur des harmonies* revêches. Le tout est astucieux, insolent à force d'être insulaire.

**A. W.**

★ Ce lundi 26 mai à 21 heures à l'Elysée-Montmartre ; le 30 à Montpellier ; *le 31 à Marseille. Disque : Animal Magic* (RCA-Ariola, PL 70910).

### *Hipsway au Palace*

Hipsway va faire un malheur. *C'est dans l'air. Le* choc scénique répond à la fulgurance du premier album, doublon quasi exceptionnel chez un groupe débutant. A Londres, il y a deux semaines, on l'a vu à pied-d'œuvre, menant tambour battant un concert *où dignité et sobriété* rencontraient les pulsions *sensuelles* du *soul* et sa fonction dansante. Le plus court chemin, en somme, entre viscéral et cérébral, dont Hipsway réalise un dosage parfait et inédit en noir et blanc. En rock et funk. Tout dans leur musique est affaire de contrastes : l'électricité sauvage et l'électronique sophistiquée, les guitares hard et la rythmique alambiquée, les riffs syncopés et les envolées lyriques. Jusqu'à la gravité du chant et *les déhanchements coquins* de son responsable.

Un vrai chanteur, celui-là, avec une gueule et un maintien. Déjà une star, même s'il ne le sait pas encore. Ils sont quatre – six pour la scène : chant, guitare, synthétiseurs, basse, batterie, percussions – tous Ecossais de Glasgow (nouveau creuset du rock), la ville de Lloyd Cole, de Simple Minds et consorts. Des Simple Minds qui auraient viré funk, Hipsway *a d'ailleurs quelque chose : les élans* héroïques, la puissance épique. Leur création réconcilie les deux tendances importantes des années 80 : l'ascétisme (versant U2) et la lascivité (option Prince), et les morceaux *en sont le juste compromis* (sans concession ni cabotinage) avec des mélodies immédiates et des constructions complexes. Déjà sur les ondes, bientôt en tête des hit-parades, à ne surtout pas manquer.

**A. W.**

★ Ce lundi 26 mai à 20 h au Palace. Disque chez Phonogram (826821-1).

### *La semaine du mélomane*

L'islam d'Asie vient à nous avec ses musiques à la Maison des cultures du monde (101, bd Raspail, tél. 45-44-72-30). Tour à tour le Pakistan (du 26 au 28), la Turquie (les 29 et 30), l'Indonésie (du 31 mai au 2 juin), la Malaisie (les 3 et 4), Bornéo (du 5 au 7) et l'Inde (du *8 au 10).*

Mais, en même temps, le flamenco règnera au Casino de Paris (du 27 au 31 mai) : guitare, chant, danse, piano, avec Paco de Lucia, José Romero, El *Lebrijano, Matilde Coral et bien* d'autres (tél. 48-74-15-80).

Au TMP/Châtelet, s'ouvre dimanche le 3e Festival international des orchestres, qui réunira quatre grands ensembles, avec *pour commencer l'Orches*tre national de France, dirigé par Neville Marriner (Liszt, Mendelssohn, Beethoven, le 1er juin) et l'Orchestre de la radio de Francfort, dirigé par Eliahu Inbal *dans la 7e symphonie, de Mah*ler (1er-2 juin).

Parmi les récitals, l'exquise Suzanne des *Noces de Figaro,* Kathleen Battle au Festival de Saint-Denis (le 27), une grande pianiste *italienne, Maria Tipo,* dans Bach-Busoni et Scarlatti (Champs-Elysées, le 30 mai), le guitariste John William (Pleyel, le 2) et le retour de Montserrat Caballe (Athénée, le 2).

« Trois folies d'opéra pour trois femmes compositeurs », une affiche alléchante qui vaut le voyage à l'Espace Jacques-Prévert, 134, rue Anatole-France, à Aulnay-sous-Bois (tél. 48-68-00-22).

Isabelle Aboulker, Francine Aubin et Ginette Keller explorent des folies douces ou furieuses, avec la compagnie Alain Germain (les 29, 31 mai et 1er juin).

**J.L.**

# SPECTACLES

# théâtre

## Les salles subventionnées

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15), 20 h 30 : le Bourgeois gentilhomme.

**CHAILLOT** (47-27-81-15). Grand Foyer : 20 h 30 : Récitation-conversations : Lionel Ray.

**BEAUBOURG** (42-77-12-33). Débats/rencontres : 19 h : Claude Minière, « la Mort des héros » ; Cinéma/Vidéo : Vidéo-Information : 16 h : Lieu provisoire, état du texte, de F. Develay ; Minotaure, la revue à tête de bête, de F. Bardet. R. Tuscher : à 19 h : Histoire d'un jour : le 28 mai 1958, de Gaulle au pouvoir ; Vidéo-Musique : 16 h : Marie Stuart, de Donizetti ; à 19 h : les Contes d'Hoffmann, d'Offenbach ; à 20 h 30 : Musique française du vingtième siècle.

**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (42-61-19-83), 20 h 30 : E. Mathis/P. Schreier/G. Wyss.

**THÉÂTRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), 20 h 30 : Ensemble intercontemporain.

## Les autres salles

**AMANDIERS** (43-66-42-17), 20 h 45 : Festival Lycéens.

**CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE** (43-72-00-15), 21 h : les Remplaçants.

**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

**CRYPTE SAINTE-AGNÈS** (47-00-19-31), 20 h 30 : Phèdre.

**DAUNOU** (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut !

**DEUX PORTES** (42-61-24-51), 20 h 30 : Fleur de Swino.

**DIX HEURES** (46-06-07-48), 20 h 30 : la Femme assise ; 18 h : Sentiments cruels ; 22 h : l'Homme de parenthèse.

**FONTAINE** (48-74-74-40), 20 h 30 : les Mystères du confessionnal.

**HUCHETTE** (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : les Mystères de Paris.

**LUCERNAIRE** (45-44-57-34). I. 18 h : Pour Thomas ; 20 h : Rires de crise. II. 19 h : Pardon M. Prévert ; 20 h 45 : Témoignages sur Ballyberg ; 21 h 45 : le Complexe de Starsky. – Petite salle, 21 h 30 : Si on veut aller par là.

**MARAIS** (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.

**NOUVEAUTÉS** (47-70-52-76), 20 h 30 : la Berlue.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.

**THÉÂTRE D'EDGAR** (43-22-11-02), 18 h 30 : Passé composé ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

**THÉÂTRE DU ROND-POINT** (42-56-70-80). – I. 18 h 30 : Jacques le Fataliste. – II. 20 h 30 : Reviens, James Dean, reviens.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40), 20 h 30 : Ariane ou l'Age d'or.

## Les cafés-théâtres

**AU BEC FIN** (42-96-29-35), 20 h 15 : Tohu-Bahut 2 ; 21 h 45 : En manches de chemise.

**BLANCS-MANTEAUX** (48-87-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou II ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : les Pieds nickelés.

**CAFÉ D'EDGAR** (43-20-85-11). I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes. – III. 20 h 15 : Pierre Salvadori.

**ESCALE** (43-54-63-47), 20 h 30 : Ainsi naquit l'ornithorinque.

**PETIT CASINO** (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

**POINT-VIRGULE** (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 . Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Pièces détachées.

## Les chansonniers

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

**DEUX ANES** (46-06-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

## Le music-hall

**BATACLAN** (47-00-30-12), 20 h 30 : Bill Baxter.

**PIGEON DE LA BUTTE** (42-62-57-95), 22 h : J. Dulac et le mime Daniel.

**THÉÂTRE DU MUSÉE GRÉVIN** (42-61-28-50), 20 h : Musiques et chants des cultures régionales de France (entrée libre).

**TOURTOUR** (48-87-82-48), F. Léa.

## La danse

**CAFÉ DE LA DANSE** (43-57-05-35), 20 h 30 : avec R. M. Rilke. Théâtre du son.

**CENTRE MANDAPA** (45-89-01-60), 20 h 45 : Solos sans frontières.

## Les concerts

**Théâtre 13**, 20 h 45 : V. Krpan (Liszt).

**Gaveau**, 20 h 30 : M.P. Siruguet (Brahms, Schumann).

**Athénée**, 20 h 30 : L. Nucci, P. Marcarini.

**Comédie des Champs-Élysées**, 19 h 30 : Ensemble musique oblique, D. Abramovitz (piano) (Poulenc).

**Hôtel Saint-Aignan**, 21 h : A. d'Arco (Chopin, Liszt, Mendelssohn).

**Notre-Dame du Travail de Plaisance**, 59, rue Vercingétorix, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. N. Marriner, Chœurs de Radio-France (Mozart).

**Cité internationale, Grand Théâtre**, 20 h 30 : S.H. Taralagatti (sitar), B.A. Nandanikar (tabla).

## Jazz, pop, rock, folk

**BAINS** (48-87-01-80), 22 h : A. Lacher-Brésil.

**BAISER SALÉ** (42-33-37-71), 23 h : Blue Monday.

**BILBOQUET** (45-48-81-84), 22 h 45 : M. Battlefield.

**CAVEAU DE LA HUCHETTE** (43-26-65-05), 21 h 30 : S. Guérault, B. Vasseur Quintet.

**CITÉ INTERNATIONALE** (45-89-38-69), 20 h 30 : Sh Taralagatti et Banandanikar.

**CITHEA** (43-57-99-26), 19 h 30 : Parfum de femme.

**ÉLYSÉE-MONTMARTRE** (42-52-25-15) : The Blow Monkeys.

**L'HEURE BLEUE** (42-72-95-63), 23 h : Cosmos Calula.

**KISS** (48-87-89-64), 21 h et 23 h 30 : Amar Sundy Band.

**MAISON DES CULTURES DU MONDE** (45-44-41-42), 21 h : A. Parveen.

**MÉRIDIEN** (47-58-12-30), 22 h : O. Peterson.

**MONTANA** (45-48-93-08), 20 h 30 : Trio M. Anconina.

**MONTGOLFIER** (45-54-95-00), 22 h : B. Weston.

**NEW MORNING** (45-23-51-41), 20 h 30 : soirée Amnesty International.

**OPERA NIGHT** (42-77-06-27), 23 h : les Jumeaux et les Gémeaux.

**PALACE** (42-46-10-87), 20 h : Hipsway.

**PETIT JOURNAL** (43-26-28-59), 21 h 30 : Kangourou Swing Orchestra.

**PETIT JOURNAL MONTPARNASSE** (43-21-56-70), 21 h 30 : Y. Julien Big Band.

**PETIT OPPORTUN** (42-36-01-36), 23 h : M. Vander, P. Michelot, B. Lubat.



### Lundi 26 mai

**REX CLUB** (47-93-59-34), The Remplacements.

**SUNSET** (42-61-46-60), 23 h : Joe Lovano.

## En région parisienne

**LE BLANC-MESNIL, Centre Erik Satie** (48-65-44-58), 20 h 30 : Musiques d'Amérique latine.

**BOBIGNY, MC** (48-31-11-45), 20 h 45 : Trisha Brown Company.

**BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB** (46-03-60-44), 20 h 30 : A. Ginappe, K. Enbanks.

**CHATILLON, Théâtre** (46-57-22-11), 21 h : Ubu Roi.

**IVRY, Théâtre** (46-70-15-71), 20 h 30 : Semaine danse interbiennale.

**NANTERRE, Th. des Amandiers** (47-21-18-81), 20 h 30 : Quai Ouest.

# cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

## La Cinémathèque

**CHAILLOT (47-04-24-24)**

14 h 30, Hommage à Alexandre Trauner : Paris mange son pain, de P. Prévert ; Paris la belle, de P. Prévert ; la Kermesse héroïque, de J. Feyder. Séance suivie d'un débat avec Alexandre Trauner.

**BEAUBOURG (42-78-35-57)**

17 h, Cannon films : La nouvelle Major Company : Lemon Popsicle, de B. Davidson ; 19 h, Rétrospective du cinéma vénézuélien : Cain adolescente, de R. Chalbaud.

**SALLE GARANCE**

(Programmation détaillée au 42-78-37-29) ; tlj à 14 h 30 : Vienne et le cinéma 1911-1938 ; tlj à 17 h 30 et 20 h 30 : Le cinéma yougoslave.

## Les exclusivités

**ABSOLUTE BEGINNERS** (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76).

**A DOUBLE TRANCHANT** (A., v.o.) : Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94) ; v.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

**AFTER HOURS** (All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille (43-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-36-30-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

**L'AME SŒUR** (Suis.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**L'ANNÉE DU DRAGON** (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

**L'ATELIER** (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

**L'AUBERGE DU PRINTEMPS** (Chin., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

**L'AVENIR D'ÉMILIE** (All., v.o.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

**LES AVENTURIERS DE LA 4e DIMENSION** (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

**LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE** (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22).

**LES BALISEURS DU DÉSERT** (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

**BERLIN AFFAIR** (v.o.) (*) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

**BIANCA** (It., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

**BIRDY** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; v.f. : Opéra-Night, 2e (42-96-62-56).

**BLACK MIC-MAC** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**BRAZIL** (Brit., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).

**CHÉREAU, L'ENVERS DU THÉATRE** (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

**CHORUS LINE** (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

**CONSEIL DE FAMILLE** (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Grand Pavois (h.sp.), 15e (45-54-46-85).

**DELTA FORCE** (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

**LE DIAMANT DU NIL** (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

**L'EFFRONTÉE** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**L'ÉLU** (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**EN DIRECT DE L'ESPACE** (Fr.) : la Géode, 19e (42-45-66-00).

**FERESTADEH** (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

**LES FOLLES ANNÉES DU TWIST** (franco-algérien) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

**FOOL FOR LOVE** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) , 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Paramount Opéra, 2e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Orléans, 14e (45-40-45-91).

**GARDIEN DE LA NUIT** (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

**GINGER ET FRED** (It., v.o.) : Balzac, 8e (45-61-10-60).

**HIGHLANDER** (Brit., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Lumière, 9e (42-46-49-07).

**L'HISTOIRE OFFICIELLE** (Arg., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

**L'HONNEUR DES PRIZZI** (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

**I LOVE YOU** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 8e (46-34-25-52) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 9e (43-87-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 14e (42-41-77-99).

**INSPECTEUR LAVARDIN** (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

**LE LIEU DU CRIME** (Fr.) Forum 1er (42-97-53-74) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**LA LOI DES SEIGNEURS** (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-40).

**MACARONI** (It. v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**LA MACHINE A DÉCOUDRE** (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 14e (43-26-58-00) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

**MAINE OCÉAN** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

**MAXIE** (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).

**MONEY MOVERS** (*) (Aust., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

**LES MONTAGNES BLEUES** (Sov., v.o.) : Cosmos (h. sp.), 6e (45-44-28-80).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (A., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94) ; v.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**OUT OF AFRICA** (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Colisée, 8e (43-59-29-46)) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**PIRATES** (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; v.f. : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Maillot, 17e (47-58-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**POLICE FÉDÉRALE LOS ANGELES** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

**ROSA LA ROSE, FILLE PUBLIQUE** (*) (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

**RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT** (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

**ROCKY IV** (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

**LA ROSE POURPRE DU CAIRE** (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

**LE SACRIFICE** (Franco-suédois) : (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

**SANS TOIT NI LOI** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**LE SECRET DE LA PYRAMIDE** (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**SHOAH** (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

**SOLEIL D'AUTOMNE** (A., v.o.) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76).

**SOLEIL DE NUIT** (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).

**LE SOULIER DE SATIN** (franco-portugais, v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

**STOP MAKING SENSE** (A., v.o.) : Escurial Panorama 13e (H. sp.), (47-07-28-04).

**SUBWAY** (Fr.) : Marivaux, 8e (42-96-80-40) ; Lincoln, 8e (43-59-29-46).

**SWEET DREAMS** (A., v.o.) : Epée de bois, 5e (43-47-57-47).

**TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE** (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

**TASIO** (Esp., v.o.) : Utopia 5e (H.sp.), (43-26-84-65) ; Républic Cinéma 11e (H. sp.), (48-05-51-33).

**TAXI BOY** (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

**THE SHOP AROUND THE CORNER** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

**TENUE DE SOIRÉE** (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01).

**37°2 LE MATIN** (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-35-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

**TROIS HOMMES ET UN COUFFIN** (Fr.) : Capri, 2e (45-08-11-69) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**LES TROTTOIRS DE SATURNE** (franco-argentin, v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

**ULTRAVIXENS** (A., v.o.) (**) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).

**UNE FEMME POUR MON FILS** (Algérien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

**UN HOMME ET UNE FEMME : 20 ANS DÉJA** (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 14e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 2e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (43-41-77-99).

**20 JOURS SANS GUERRE** (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

**ZONE ROUGE** (Fr.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40).

**Z.0.0.** (brit., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

## Les grandes reprises

**APOCALYPSE NOW** (A., v.o.) (*) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES** (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

**LE BAL** (Fr.-It.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

**LE BATEAU PHARE** (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

**LA BELLE ET LA BÊTE** (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS** (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

**CELUI PAR QUI LE SCANDALE ARRIVE** (A., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

**LE CIEL PEUT ATTENDRE** (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

**LA COCCINELLE A MONTE-CARLO** (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

**COMMENT ÉPOUSER UN MILLIONNAIRE** (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37).

**COUP DE CŒUR** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**CUL DE SAC** (A.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

**LE DERNIER TANGO A PARIS** (Fr.-it., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

**EL NORTE** (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

**LES 10 COMMANDEMENTS** (A., v.f.) : Maxéville, 8e (47-70-72-86) ; Agora, 8e (42-54-76-46).

**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

**LE FAUCON MALTAIS** (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14).

**GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES** (Brit., v.o.) : La Boîte à films, 17e (46-22-44-21) ; v.f. : Capri, 2e (45-08-11-69).

**LES GRIFFES DE LA NUIT** (A., v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

**LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

**LADY ÈVE** (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).

**LA MAMAN ET LA PUTAIN** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

**MANHATTAN** (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Brit., v.o.) : Studio Galande (h.sp.), 5e (43-54-72-71) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-80-00).

**MIDNIGHT EXPRESS** (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

**MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN** (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

**MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL** (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

**NATTY GANN** (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

**ORANGE MÉCANIQUE** (A., v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

**LE PACTOLE** (Fr.) : Le Club, 9e (47-70-81-47).

**PARIS TEXAS** (A., v.o.) : Cinoches (h. sp.), 6e (46-33-10-82).

**PETER PAN** (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Napoléon, 17e (42-67-63-40).

**PORTIER DE NUIT** (It., v.o.) (**) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

**PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI** (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

**RAN** (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**LA ROUTE DES INDES** (Ang., v.o.), Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

**SÉRÉNADE A TROIS** (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

**SOLEIL VERT** (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

**LES SUPER FLICS DE MIAMI** (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

**STRANGER THAN PARADISE** (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

**THAT UNCERTAIN FEELING** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

**THIS IS ARMY** (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).

**TO BE OR NOT TO BE** (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

**UN AMOUR DÉSESPÉRÉ** (A.) : Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).

**UNDERFIRE** (A., v.o.) : La Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

**WITNESS** (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

**WOLFEN** (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

**ZAZIE DANS LE MÉTRO** (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

## Les séances spéciales

**AGENT X 27** (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 18 h.

**L'AUTRE** (A., v.f.) : saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), 21 h.

**CABARET** (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 19 h 45.

**L'ÉTOFFE DES HÉROS** (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11), 18 h 15.

**FRANCES** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85), 21 h 30.

**LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE** (**) (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 20 h 15 + Studio Galande, 5e (43-54-72-71), 18 h 10.

**PARIS, TEXAS** (A, v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82), 21 h 40.

**PINK FLOYD THE WALL** (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), 22 h 20.

**ROCKY HORROR PICTURE SHOW** (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71), 22 h 15.

**TAXI DRIVER** (**) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 22 h 15.

**WITNESS** (A., v.o.), Boîte à films, 17e (46-22-44-21), 18 h.

## Les festivals

**5 FILMS POUR LE PRIX D'UN – VIVE LA REPRISE** (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (47-83-64-66), 17 h 30 : le Saut dans le vide ; 19 h 30 : Colonel Redl ; 22 h 30 : Local Hero.

**BOULEVARD DE L'ÉTRANGE** (films de courts métrages), Panthéon, 5e (43-54-15-04) : le Mauvais Œil, Je reviens de suite, l'Abygène, le Ciel saisi, le Réacteur Vernet, Game over, la Consultation, la Fonte de Barlaeus.

**DANSE A L'ÉCRAN**, Studio 43, 9e (47-70-63-40) : films vidéo sur grand écran.

**KUROSAWA** (v.o.), Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), 16 h 30 : Ran.

**SAINT-GERMAIN DES TOILES** : Olympic, 14e (45-43-99-41), la Collectionneuse.

**SINFONIA FANTASTIQUE** (v.o.), Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) : le Cirque des horreurs ; l'Invasion des profanateurs.

**TARKOVSKI** (v.o.), Républic-cinéma, 11e (48-05-51-33), 18 h 30 : Nostalghia ; 21 h : Andreï Roublev ; 17 h 40 le Rouleau compresseur et le violon + Denfert, 14e (43-21-41-01) ; 21 h 30 : Solaris ; l'Enfance d'Ivan.

**F. TRUFFAUT**, Républic-Cinéma, 11e, (48-05-51-33), + Denfert, 14e (43-21-41-01), 16 h : l'Argent de poche ; 19 h 40 : l'Histoire d'Adèle H.

**VISCONTI** (v.o.), Action Rive-Gauche, 5e (43-29-44-40) : les Damnés.

## LES FILMS NOUVEAUX

**HANNAH ET SES SŒURS**, film américain de Woody Allen (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; St-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 4e (43-35-30-40) ; PLM St-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; (v.f.) : Gaumont Opéra (2 salles), 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01).

**RUNAWAY TRAIN**, film américain d'Andreï Konchalovsky (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; (v.f.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Wepler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

**SALVADOR**, film américain de Oliver Stone (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Mercury, 8e (45-62-75-90) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

## PARIS EN VISITES

**MARDI 27 MAI**

« Les mystères de la rue Mouffetard », 15 h, portail Saint-Médard et « le Père-Lachaise au peigne fin : le Panthéon des peintres et des écrivains de Corot, à Pissarro, de Balzac à Proust », 15 h, entrée principale (Paris et son histoire).

« Le faubourg Saint-Antoine au dix-septième siècle », 14 h 30, métro Ledru-Rollin, sortie rue de Charonne (Mme Leblanc).

« Le vieux quartier Saint-Merri-Quincampoix », 15 h, parvis Hôtel de Ville devant poste (G. Botteau).

« Vieux village d'Auteuil », 14 h 30, métro Eglise d'Auteuil (Les Flâneries).

« La Bourse en activité », 11 h 45, métro Bourse (M. Pohyer).

« Visite concert à la Salpêtrière », 15 h, 47, boulevard de l'Hôpital (Arcus).

« Souvenirs révolutionnaires à la Maison des Carmes », 15 h, 70, rue de Vaugirard (A. Ferrand).

« Nouveaux visages parisiens : le quartier de Polytechnique », 11 h, façade église Saint-Etienne-du-Mont (Mme Allaz).

« L'histoire du palais du Louvre », 14 h 30, métro Louvre, et « Trésors royaux et abbatiaux au Cabinet des médailles », 15 h, 58, rue de Richelieu (Mme Chapuis).

« Les prestigieux tombeaux aménagés sous le dôme de gloire des Invalides », 14 h 45, métro Saint-François-Xavier (V. de Langlade).

« Salons des réceptions officielles de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, 29, rue de Rivoli (I. Hauller).

« De Saint-Séverin et son charnier à Saint-Julien-le-Pauvre », 14 h 30, place Saint-Michel devant fontaine (Approche de l'art).

« Cours et jardins ignorés du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Arts et curiosités).

« Le vieux Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.

## CONFÉRENCES

Hôtel Trianon, 1 bis, rue de Vaugirard, 15 h et 19 h 30, « la Maladie : déséquilibre planétaire ? » (M. Michel Louis, psychologue analyste).

21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, 20 h 30, « la Fin des tsars d'Alexandre II à Nicolas II ».

26, rue Bergère, 19 h 30, « Conscient et inconscient, où est la frontière ? » (M. Swani Devanath Saraswati).

23, quai de Conti, 14 h 45, « La vie et les travaux de M. E. Giscard d'Estaing » (M. Robert Marjolin).

# RADIO-TÉLÉVISION

## VU

### Assiette anglaise

Pendant une semaine, Antenne 2 a rendu visite à l'Angleterre. Les impressions laissées par ces petites vignettes – jamais plus de quatre minutes – en disent long sur les « Rosbifs », vus par les « Grenouilles » ! Portrait plutôt flatteur, dans l'ensemble. L'Anglais typique est excentrique (qu'il soit habillé en chapeau melon ou en punk) et tolérant (il prêche aussi bien Dieu que Mammon au coin des orateurs de Hyde Park). C'est un bon conducteur, qui obéit à la loi (un tiers d'accidents en moins par rapport à la France, et cinq fois moins pour cause d'ivresse). Le policier anglais est toujours admiré, et les enfants lui font confiance, bien qu'il soit de plus en plus souvent armé.

La violence et le racisme augmentent, à cause du chômage (90 % des jeunes de Liverpool) ; et, en même temps, Bradford a élu le premier maire noir de son histoire. La religion peut diviser – le chanteur populaire Cat Stevens est devenu musulman militant – mais la famille royale (même la princesse Anne !) est un facteur d'unité. L'humour, pour finir : la cuisine anglaise s'améliore – grâce notamment au vin (français) et aux restaurants (étrangers). Mot de la fin de Peter Ustinov : *« Les Anglais sont d'éternels enfants qui méritent leur gouvernante : Maggie Thatcher ! »*

ALAIN WOODROW.

## Lundi 26 mai

### PREMIÈRE CHAINE : TF1

**20 h 35 L'avenir du futur : Virus.**
Film japonais de Kenji Fukasaku (1980), avec S. Chiba, C. Connors, S. Faulkner, G. Ford, S. Gillard, O. Hussey.
*A la suite d'un accident d'avion dans les Alpes, un virus mortel se répand en Europe et dans le monde. Protégée par le froid de l'Antarctique, une équipe de savants cherche à survivre. Un sujet passionnant sur le drame des expériences bactériologiques. Mais la version en France a été amputée de quarante-cinq minutes.*

**22 h 30 Débat : Alerte aux rétrovirus !**
*A propos de la découverte il y a cinq ans des rétrovirus humains, dont celui du SIDA. Avec J. Armand, directeur des recherches et applications à l'Institut Mérieux ; le professeur G. Blaudin de Thé, directeur de recherches au CNRS, professeur de santé publique à l'université Harvard, aux Etats-Unis ; le docteur J.-C. Chermann, chef de laboratoire à l'Institut Pasteur, et le professeur D. Stehelin, directeur de recherches au CNRS. Le candide : Line Renaud, fondatrice de l'Association des artistes contre le SIDA.*

**23 h 40 Tennis.**
*Résumé de la journée aux Internationaux de France.*

**23 h 55 Journal.**

**0 h 10 C'est à lire.**

### DEUXIÈME CHAINE : A2

**20 h 35 Les cinq dernières minutes : Un cœur sur mesure.**
Série de C. Loursais, réal. Cl. de Givray. Avec P. Audret, J. Debary, G. Fontanel... (Redif.).
*Un client d'une agence matrimoniale, petit, chauve et peu séduisant, est assassiné. Pour quel motif ? Le commissaire Cabrol enquête.*

**22 h 5 Série documentaire : Le défi mondial.**
D'après le livre de J.-J. Servan-Schreiber, réal. D. Bertolino et D. Creusot.
*N° 4. Les miroirs brisés. Le Nord est-il un modèle pour le Sud ? Trois exemples – le Brésil, le Nigéria, la Chine – montrent les dangers qui guettent le tiers-monde à trop vouloir suivre le système occidental de développement. La leçon géopolitique, administrée magistralement par Peter Ustinov, se laisse regarder avec toujours autant de plaisir.*

**22 h 55 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR3

**20 h 35 Cinéma : On a volé la cuisse de Jupiter.**
Film français de Philippe de Broca (1979), avec A. Girardot, P. Noiret, C. Alric, F. Perrin.
*Mme le commissaire Lise Tanquerelle a épousé son amoureux. Ils font, en Grèce, un voyage de noces mouvementé. Suite carrément parodique – et du coup, on ne fait plus de réserves sur l'adaptation – de* Tendre Poulet. *Audiard et de Broca ont tout inventé.*

**22 h 15 Journal.**

**22 h 45 Tous en scène.**
Magazine du théâtre de P. Laville.
*Au sommaire : Antoine Vitez,* Electre à 20 ans ; *Philippe Caubère,* l'Amour d'Ariane *(Mnouchkine) ; Annie Cordy, comédienne au côté de P. Dux ; Roland Bertin, jouer Jourdain ; le kabuki à Mogador ; l'école Pierre-Reynal.*

**23 h 45 La clef des nombres et des tarots.**

**23 h 50 Prélude à la nuit.**
*Impromptu n° 3, opus 90, de Schubert, par Myriam Birger, au piano.*

### FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

16 h 5, Uniformes et grandes manœuvres, film de R. Le Henaff ; 17 h 25, Actualités de jadis (1942) ; 17 h 45, Loups, bars et cie, la cuisine des marins ; 18 h, Magazine des sports ; 18 h 35, Made in transe ; 18 h 40, Kamikaze impro ; 18 h 55, Croq'soleil ; 19 h, Le 19-20 h.

### CANAL PLUS

20 h 35, Don Camillo, film de T. Hill ; 22 h 40, Les drives de Canal Plus ; 23 h 45, Basket américain ; 1 h 10, la Malédiction, film de R. Donner.

### LA « 5 »

**20 h 30 Les grands films du petit écran : Vision fatale** (2e partie), *(et à 0.15).*

**22 h 15 Série : La cinquième dimension** (et à 2.00).

**23 h 15 Série : Supercopter** (Redif.).

### TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (redif.).

### FRANCE CULTURE

**20 h 30** « Le Télégramme », d'Eulalie et Jean-Jacques Steen. Avec G. Fontanel, R. Crouzet, L. Lévy.

**21 h 30** Latitudes : musique de Mongolie.

**22 h 30** La nuit sur un plateau.

### FRANCE MUSIQUE

**20 h 30** Concert (en direct du Théâtre de la Ville) : « l'Heure des traces », de Dufour, « Improvisations sur Mallarmé I et II », de Boulez, « Oiseaux exotiques », de Messiaen, par l'ensemble intercontemporain, dir. P. Boulez, sol. P. Bryn-Julson, soprano, P.-L. Aimard, piano.

**23 h 00** Les soirées de France-Musique : Eduardo Mata ; à 1 h Bing Crosby et les crooners.

## Mardi 27 mai

### PREMIÈRE CHAINE : TF1

**20 h 40 Les grands écrans de TF 1 : Histoire d'une fille de ferme.**
d'après G. de Maupassant, adapt. et réal. de C. Santelli, avec D. Labourier, P. Le Person, H. Virlojeux... (Redif.)
*Décidément, Maupassant et Santelli sont en vogue à la Une. Cette rediffusion d'un téléfilm qui date de 1973 rappelle l'attachement du réalisateur à l'un des grands de la littérature française. Tiré des* Contes de Maupassant, *ce téléfilm raconte l'histoire de Rose, servante de ferme. Enfant non désirée, soumise au caprice du destin et des hommes. Film noir, pessimiste.*

**21 h 55 Tennis.**
*Résumé de la journée aux Internationaux de France.*

**22 h 10 Série : Les Enfants de la République.**
Quatre émissions d'Hubert Knapp. Réal. Y. Breuil.
*Hubert Knapp est allé chercher ceux, celles, qui sont nés à la charnière des deux siècles, de modestes gens qui ont maintenant quatre-vingt-dix ans et plus. Un travail dans la mémoire, saisi sur le vif de la parole, des gestes. Emouvant, drôle, instructif. Dans cette quatrième et dernière émission, on écoutera des femmes qui vivaient dans les vallées de la soie, du charbon.*

**23 h 5 Performances.**
Emission culturelle de M. Cardoze.
*Au sommaire : La Mecque-sur-Seine (l'Institut du monde arabe) : à propos du spectacle mis en scène par Tilly au Théâtre de La Villette, « les Trompettes de la mort » : La pub fait le mur, ou la publicité réinvestit les murs de la ville.*

**23 h 35 Journal.**

**23 h 50 C'est à lire.**

### DEUXIÈME CHAINE : A2




**20 h 30 Cinéma : la Guerre des boutons.**
Film d'Yves Robert (1961), avec A. Treton, M. Isella, M. Lartigue, F. Lartigue, J. Dufilho, Y. Etievant (N).
*Les écoliers de deux villages voisins sont en guerre. Et s'arrachent mutuellement tous les boutons de leurs vêtements, avant de se battre tout nus. Un film réaliste, dynamique, truculent sans vulgarité, sur le monde de l'enfance campagnarde. Ce film auquel les distributeurs ne croyaient pas et qui sortit, d'abord, à la sauvette remporta un succès triomphal et le prix Jean-Vigo 1962.*

**22 h 10 Mardi cinéma.**
*Pour ses jeux et pour commenter l'actualité cinématographique, P. Tchernia a invité Jane Birkin, François Cluzet, Bernard-Pierre Donnadieu.*

**23 h 15 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR3

**20 h 35 Cinéma : la Femme en ciment.**
Film américain de Gordon Douglas (1968), avec F. Sinatra, R. Welch.
*Un détective privé enquête sur la mort d'une femme retrouvée au fond de la mer, les pieds scellés dans un bloc de ciment. Scénario filandreux, réalisation façon série télé. Même Sinatra est décevant.*

**22 h 10 Journal.**

**22 h 40 Emissions régionales.**
Strasbourg : *Focales et regards* ; Nancy-Reims : *Champlitte* ; Lille-Amiens : *Allégro* ; Rennes-Nantes-Le Mans : *Vent d'ouest* ; Limoges-Poitiers : *Histoires* ; Bordeaux : *Carte de visite* ; Toulouse-Montpellier : *Rugby* ; Marseille-Nice-Corse : *La délinquance* ; Lyon-Grenoble-Clermont-Ferrand : *Contrechamps* ; Rouen-Caen : *Quai du Blues* ; Dijon-Besançon : *Spécial festival vidéo de Montbéliard* ; Paris-Orléans : *Périculture : l'édition.*

**23 h 55 La clef des nombres et des tarots.**

**0 h Prélude à la nuit.**
*Chansons et danses, « Divertissement pour instruments à vent opus 50 » de Vincent d'Indy, par les Philharmonistes de Châteauroux.*

### CANAL PLUS

7 h 35, Cabou Cadin (et à 17 h 10) ; 7 h 55, Feuilleton : Virginia (et à 13 h 30) ; 8 h 25, Poulet au vinaigre, film de Claude Chabrol ; 10 h 5, Document : Long-Bow, un village chinois ; 11 h, Série : Le tiroir secret ; 12 h, Les triplés (et à 19 h 55) ; 12 h 5, Top 50 (et à 18 h 25) ; 12 h 30, Magazine : Direct ; 14 h, Fondu au noir, film de V. Zimmerman ; 15 h 35, Détective, film de J.-L. Godard ; 18 h, Les affaires sont les affaires ; 18 h 55, Maxitête (et à 20 h et 20 h 30) ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 45, Tout s'achète ; 20 h 5, Jeu : Starquizz ; 20 h 35, Hors la loi, film de R. Davis ; 22 h 25, Les Valseuses, film de B. Blier ; 0 h 20, les Chemins de la haute ville, film de J. Clayton ; 2 h 15, Téléfilm : Le fil d'arrivée.

### LA « 5 »

**20 h 30 Feuilleton : Flamingo Road** (et à 0.00).

**21 h 25 Arabesque,** série de suspense (et à 0.55).

**22 h 20 Jonathan,** magazine de l'aventure (et à 1.50).

### TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (redif.).

### FRANCE CULTURE

**20 h 30** Le journal du corps : le renouveau du thermalisme.

**21 h 30** Diagonales, l'actualité de la chanson (France Lea).

**22 h 30** Nuits magnétiques.

**0 h 10** Du jour au lendemain.

### FRANCE MUSIQUE

**20 h 30** En direct du Grand Auditorium : « Quatuor à cordes n° 6 en ut mineur » de Vachon, « Trio à cordes, op. 11, n° 3 » de Pleyel, « Lumine per trio d'archi » d'Anzaghi, « Quatuor à cordes n° 3 en sol majeur » de Boely, par le Trio à cordes de Paris, C. Frey, violon, M. Michalakakos, alto, J. Grout, violoncelle, E. Popa, deuxième violon.

**22 h 30** En direct du Grand Auditorium : œuvres de Chopin, Debussy, Faure, Dutilleux par Cécile Ousset, piano.

**0 h** Les soirées de France-Musique : Poissons d'or.

## TRIBUNES ET DÉBATS

*LUNDI 26 MAI*

– *M. Pierre Joxe,* président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ancien ministre, est « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## MODE

### DU PARC AUX CERFS AU TRIANON

Le château de Vaux-le-Vicomte (Seine-et-Marne) accueille, depuis *le 14 avril,* une *exposition de costumes masculins du dix-huitième siècle.* Des broderies somptueuses en fils d'or ou d'argent se détachent sur le velours noir, ou orangé, la soie cerise, ou bois de rose, la faille puce, le satin marron glacé, le pékin vert d'eau, couleur pêche ou gorge de pigeons, une étonnante palette de *couleurs. Auprès des gentilhommes* de la cour, on peut voir un officier Louis XV en tunique de chamois à brandebourgs en fils d'argent, un précepteur (habit de nakin noir) et son élève (habit rayé orné de boutons de nacre, et des paysans en costumes de toile traditionnels.

★ Tous les jours sans exception de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Vaux-le-Vicomte, 55 kilomètres de Paris, *via* Melun.

## EN BREF

### EXPOSITION

**PLUS VRAI QUE NATURE.** – L'art de la peinture en trompe-l'œil remonte à la Grèce du cinquième siècle avant Jésus-Christ et a servi très tôt pour la décoration de palais et demeures (on en trouve aussi bien à Pompéi qu'à Versailles). Le château de Vascœuil, en Normandie, présente jusqu'au 29 juin dans son exposition « Vascœuil trompe l'œil » une sélection de plus de cent toiles et aussi des céramiques, verreries et objets conçus sur le thème du trompe-l'œil. Plus vrais que nature aussi sont, à 20 kilomètres de là, les 500 automates du Musée des automates et de la galerie Bovary, place Gustave-Flaubert – évidemment – à Ry. 300 de ces figurines animées recréent les scènes principales de « Madame Bovary ».

★ **Château de Vascœuil, ouvert tous les jours de 14 h 30 à 18 h 30. Pour les groupes, visites sur rendez-vous. Tél. : 35-23-62-35.**

★ **Galerie Bovary et Musée d'automates de Ry. Ouvert jusqu'à la fin octobre, samedis, dimanches et lundis : de 11 heures à 12 heures, et 14 heures à 19 heures. En semaine sur demande. Tél. : *35-23-61-44* (M. Burgand).**

### SÉMINAIRE

**DEUS EX MACHINA.** – Les techniques informatiques ont transformé et transformeront encore profondément l'organisation du travail. De plus, fichiers informatisés et cartes bancaires posent le problème du respect des libertés et de la vie privée. Enfin, du fait *d'une informatisation de plus en* plus accrue, les conditions de travail et les relations dans l'entreprise évoluent notablement. L'Institut d'études politiques de Paris organise les 11 et 12 juin un séminaire *« Informatique et droit du travail ».* Parmi les problèmes abordés : le personnel informaticien, leur contrat de travail, les contraintes imposées par la loi Informatique et liberté, les conditions et relations de travail, syndicalisme et informatique en France, informatique et relations du travail à l'étranger.

★ **Renseignements et inscriptions : Service de formation continue de l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.**

### VIE QUOTIDIENNE

**CHOMAGE.** – La maison des chômeurs de Saint-Ouen, 54, rue des Entrepôts, Saint-Ouen, organise les samedis 31 mai, 14 et 28 juin, et 12 juillet, de 10 heures à 12 h 30, une vente de produits en provenance des jardins et basses-cours du Centre d'expérimentation sociale du château de Bais (légumes sans engrais, œufs, *lapins, poulets, canards élevés* selon les méthodes traditionnelles). Le produit de ces ventes ira aux chômeurs du centre de Bais. Une formation de onze jours est également organisée au château de Bais du 20 juillet au 1er août pour instruire les chômeurs de leurs droits, les aider à *régler leur situation avec* l'employeur précédent, et surtout les assurer d'un soutien moral : chaque jour un conseiller sera à leur disposition pour examiner leurs problèmes particuliers, professionnels ou personnels.

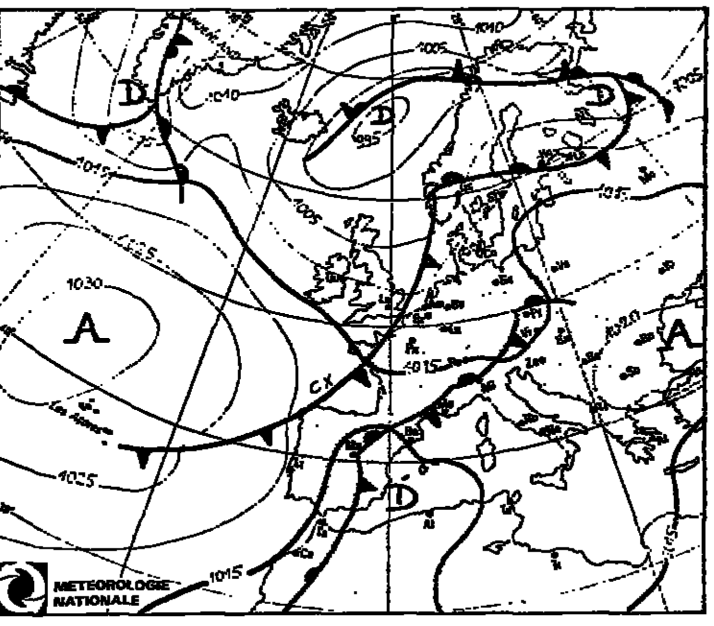
★ **Château de Bais – Centre d'expérimentation sociale du Syndicat des chômeurs, *53160 Bais. Tél.* : 43-02-26-95.**



## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 MAI 1986 A 0 HEURE UTC

PRÉVISIONS POUR LE 28 MAI A 0 HEURE UTC



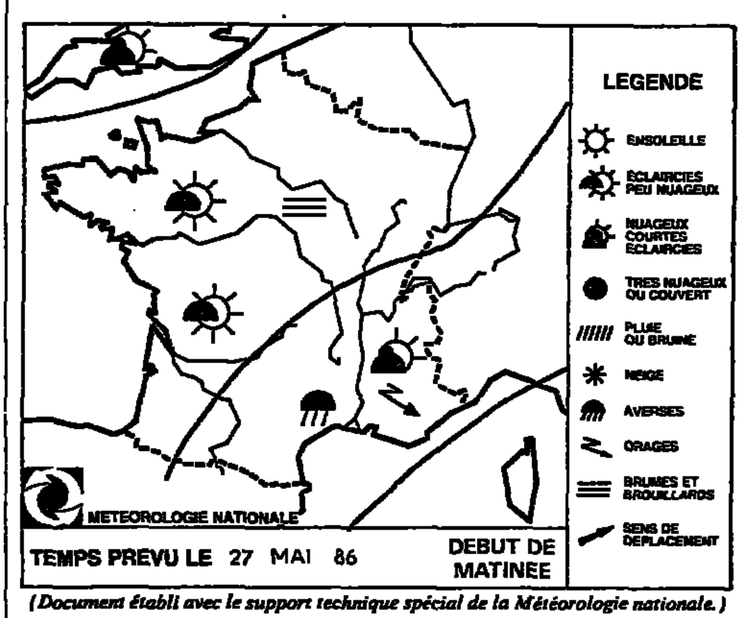

**Evolution probable du temps en France entre le lundi 26 mai à 0 heure et le mardi 27 mai à minuit.**

Une perturbation orageuse remonte d'Espagne à travers le sud-est de la France. Les hautes pressions s'affaiblissent, mais protègent le nord de la France.

Mardi : Sur la moitié Sud-Est, le ciel sera nuageux à très nuageux. Des orages reprendront sur les Pyrénées occidentales, le Massif Central, les Alpes et la Franche-Comté dans la journée. Ils seront moins violents qu'hier mais gagneront en soirée la Provence et la Corse.

Ailleurs le temps sera chaud et bien ensoleillé après dissipation des brumes matinales. En fin d'après-midi le ciel se couvrira sur la Bretagne et les côtes de la Manche. Les températures minimales seront comprises entre 10 et 15 degrés du nord au sud.

*Les* températures maximales seront en légère hausse sur le Nord et l'Ouest, elles seront comprises entre 20 et 25 degrés ; sur la Bourgogne et le Centre-Est, elles atteindront 26 à 28 degrés et seront stationnaires sur la moitié Sud de 23 à 30 degrés. Le vent d'ouest à sud-ouest sera faible sur tout le pays.



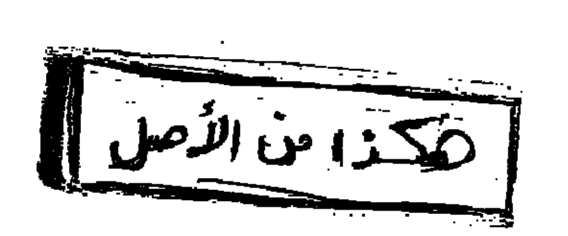

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

**TEMPÉRATURES** *maxima – minima – temps observé*

| Ville | max. | min. | temps |
|---|---|---|---|
| **FRANCE** | | | |
| AJACCIO | 25 | 15 | N |
| BIARRITZ | 25 | 16 | P |
| BORDEAUX | 26 | 15 | C |
| BOURGES | 22 | 11 | C |
| BREST | 17 | 7 | C |
| CAEN | 21 | 7 | S |
| CHERBOURG | 17 | 6 | S |
| CLERMONT-FERR. | 23 | 11 | C |
| DIJON | 23 | 11 | C |
| GRENOBLE St-M-H | 26 | 14 | S |
| LILLE | 22 | 9 | S |
| LIMOGES | 24 | 14 | C |
| LYON | 22 | 12 | N |
| MARSEILLE-MAR. | 28 | 17 | N |
| NANCY | 22 | 7 | P |
| NANTES | 24 | 10 | N |
| NICE | 28 | 21 | C |
| PARIS-MONTS. | 24 | 12 | S |
| PAU | 26 | 16 | C |
| PERPIGNAN | 28 | 17 | C |
| RENNES | 22 | 7 | N |
| ST-ÉTIENNE | 23 | 13 | N |
| STRASBOURG | 23 | 9 | N |
| TOURS | 22 | 9 | C |
| TOULOUSE | 28 | 16 | C |
| POINTE-A-PITRE | 31 | 23 | S |
| **ÉTRANGER** | | | |
| ALGER | 28 | 14 | C |
| AMSTERDAM | 21 | 9 | S |
| ATHÈNES | 27 | 20 | S |
| BANGKOK | 32 | 26 | N |
| BARCELONE | 24 | 17 | B |
| BELGRADE | 22 | 10 | S |
| BERLIN | 20 | 9 | N |
| BRUXELLES | 21 | 11 | S |
| LE CAIRE | 32 | 20 | S |
| COPENHAGUE | 15 | 11 | N |
| DAKAR | 25 | 22 | C |
| DELHI | 40 | 25 | S |
| DJERBA | 26 | 17 | N |
| GENÈVE | 23 | 10 | C |
| HONGKONG | 30 | 26 | S |
| ISTANBUL | 23 | 15 | S |
| JÉRUSALEM | 26 | 13 | S |
| LISBONNE | 24 | 13 | S |
| LONDRES | 16 | 9 | C |
| LOS ANGELES | 26 | 16 | N |
| LUXEMBOURG | 20 | 11 | S |
| MADRID | 33 | 15 | S |
| MARRAKECH | 40 | 23 | N |
| MEXICO | 24 | 12 | P |
| MILAN | 28 | 18 | S |
| MONTRÉAL | 25 | 10 | S |
| MOSCOU | 26 | 12 | C |
| NAIROBI | 21 | 15 | B |
| NEW-YORK | 26 | 16 | S |
| OSLO | 15 | 8 | C |
| PALMA-DE-MAL. | 28 | 15 | S |
| PÉKIN | 25 | 17 | S |
| RIO-DE-JANEIRO | 30 | 22 | S |
| ROME | 29 | 15 | S |
| SINGAPOUR | 30 | 26 | P |
| STOCKHOLM | 18 | 10 | N |
| SYDNEY | 13 | 10 | S |
| TOKYO | 25 | 15 | C |
| TUNIS | 29 | 16 | S |
| VARSOVIE | 17 | 7 | S |
| VENISE | 28 | 21 | S |
| VIENNE | 21 | 9 | S |

| A | B | C | N | O | P | S | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| averse | brume | couvert | nuageux | orage | pluie | soleil | tempête | neige |





هكذا من الاصل



# LE CARNET DU Monde

## Naissances

– **Christian GILAIN** et **Martine UBERSFELD**

sont heureux d'annoncer la naissance de

**Myriam,**

le 13 mai 1986.

62, rue de la Fontaine,
92220 Bagneux.

---

– **Dominique LUDWIG** et **Didier URI** ainsi que Camille

sont heureux d'annoncer la naissance de

**Julien,**

le 11 mai 1986.

267, rue du Faubourg-Saint-Antoine,
75011 Paris.

---

– *Kathleen, née McNulty,* et **Bernard COMPAGNON,**

ont la joie d'annoncer la naissance de

**Robert,**

à New-York, le 18 avril 1986.

502, Ninth Street,
Brooklyn-N.Y. 11215 (EU).
36, rue de Moscou,
75008 Paris.

## Mariages

– M. Bruno Parlier et Mme, née Libiaire Turenne,
M. Jacques Denantes et Mme, née Cécile Gindre,
*font part du mariage de leurs enfants*

**Luc et Pascale.**

Paris, le 24 *mai* 1986.

4, chemin de la Cyprenne,
91400 Orsay.
175, rue de Courcelles,
75017 Paris.

## Décès

– Mme Henri Bornstein,
M. et Mme Benjamin Urbah et leurs fils,
M. et Mme Adrien Bornstein et leurs enfants,
Mme Alfred Bornstein,
Mme Michel Bornstein,
M. et Mme Marius Lubetzki et leur fils,
*M. et Mme Jo Lubetzki,*
Mme Vuillermoz et sa fille,
M. Thadée Struman,
Les familles Orbeck, Lubetzki et Kaplan,
Sa dévouée Mme Pettermann,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Henri BORNSTEIN,**

le 22 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.
Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

---

– **Jacques DECOURCELLE,**
*inspecteur d'académie,*
directeur de l'Office universitaire
*et culturel français pour l'Algérie,*
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,

nous a quittés le 22 mai 1986, à l'âge de cinquante-huit ans.

De la part de
Mme Raymond Decourcelle,
*Mme Jacques Decourcelle, née* Mireille Leprêtre,
M. Régis Marceron et Mme, née Laure Decourcelle, et leur fille,
*Evrard Decourcelle,*
sa sœur, ses frères, belles-sœurs, beaux-frères, neveux et nièces,
M. et Mme Jean Gandois et leurs enfants.

Les Zebboudj, 10, chemin Laperlier,
El Biar, Alger.
8, rue Meissonnier,
*75017 Paris.*

---

– M. Henri Dubief,
son mari,
M. et Mme Jean-Louis Lefaix
et Sylvie,
ses enfants et petite-fille,
*M. et Mme Henri Pastoureau,*
M. et Mme Michel Pastoureau,
*M. et Mme Dominique Ailloud,*
ses beau-frère, sœur, neveux et nièces,
font part du décès de

**Mme Henri DUBIEF,**
**née Lise Level,**
archiviste paléographe,
conservateur honoraire
au cabinet des manuscrits,
administrateur honoraire
de la section de la Seine de la MGEN,
*chevalier de la Légion d'honneur,*
officier des Palmes académiques,

survenu le 19 mai 1986, à la suite d'une cruelle maladie.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

*« Sois sans crainte, crois seulement. »*
(Marc, V, 36.)

Cet avis tient lieu de faire-part.

---

– M. et Mme Raymond Daude,
et Marie-Odile et Natalie,
M. et Mme Francis Lespinasse
et Alain,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean GAGÉ,**
*professeur honoraire*
au Collège de France,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 4 mai 1986, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.
Les obsèques ont été célébrées au temple protestant de Bourg-la-Reine.
L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise.

*« Je suis la Résurrection et la Vie. »*
(Jean, XI, 25-26.)

23, rue de la Roue,
92190 Meudon.

---

– Yvonne Gandur, née Pinton,
son épouse,
Fortunée Gandur,
sa belle-sœur,
Pierre et Josette Pinton,
ses beau-frère et belle-sœur,
Robert Gandur,
son neveu,
ont la douleur de faire part du décès de

**Jacques GANDUR,**
chevalier de la Légion d'honneur,
*croix de combattant volontaire*
de la Résistance,
président d'honneur des Amis du musée
des beaux-arts d'Orléans,

survenu à Orléans, le 17 mai 1986.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

8, rue de la République,
45000 Orléans.

---

– Mme Etta Jasz,
Jean-Pierre et Eva Jasz,
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Eugène JASZ,**

survenu le 18 mai 1986, à Fréjus, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

L'inhumation a eu lieu le 22 mai, au cimetière du Père-Lachaise.

---

– Mme Jean-Marie Pourny,
son épouse,
MM. Pascal et Etienne Pourny,
ses fils
Et toute la famille,
ont la tristesse d'annoncer *le décès de*

***M. Jean-Marie POURNY,***

*survenu* à Beauvais, le 19 mai 1986, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 22 mai à Beauvais.
Cet avis tient lieu de faire-part.

44, rue Bossuet,
60000 Beauvais.

---

– **M. Robert-Jean ROUSSELIN,**
ingénieur du CNAM,

nous a quittés le 20 mai 1986.

Ayons une pensée pour lui.

*261, avenue du Général-Leclerc,*
94700 Maisons-Alfort.

---

La section de Créteil de la Ligue des *droits de l'homme et du citoyen*
a la tristesse de faire part du décès de son président

**M. Robert-Jean ROUSSELIN,**

survenu le 20 mai 1986.

Les obsèques auront lieu le jeudi 29 mai au crématorium des Joncherolles, 95, rue Marcel-Sembat, 93430 Villetaneuse, à 12 h 15.
*Ni fleurs ni couronnes.*

LDH
BP 8, 94011 Créteil, Cedex.

---

– Mme Aymard Sourbet,
M. et Mme Jean-Philippe Sourbet
et leurs enfants Jérôme, Clarisse, Stephan,
Mme Nicole Maurès
et ses enfants Frédérick et Olivia,
ont la douleur de faire part du décès de

***M. Aymard Pierre SOURBET,***
instituteur honoraire,
officier des *Palmes académiques,*

*survenu* le 10 *mai* 1986 dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'incinération a eu lieu dans l'intimité le mardi 13 mai à Bordeaux-Mérignac.

19, rue d'Audenge,
33000 Bordeaux.

## Anniversaires

– Il y a un an,

**Jean-Christophe DANY,**

innocente victime de *« cet essaim de mille riens qui déchirent le cœur »* décida qu'à vingt ans il fallait cesser de vivre.
Nous le pleurons toujours.

J.-P. Dany.

---

– Aujourd'hui

**Yves MAUVAIS**

aurait fêté ses trente-huit ans.

## Messes anniversaires

– Tous ceux qui ont connu et aimé

**Cino del DUCA**

sont priés d'assister ou de s'unir d'intention à la messe qui sera célébrée pour le dix-neuvième anniversaire de son décès, le jeudi 29 mai 1986, à 10 h 30, en *l'église de la Madeleine, place de la* Madeleine, Paris-8e.

De la part de Mme Simone Cino del Duca.

Priez pour lui !

---

– Pour le premier anniversaire du décès de

**Gaston RÉBUFFAT,**

une messe sera célébrée le samedi 31 mai 1986 en l'église Saint-Germain-des-Prés (6e), à 12 h 15, ainsi qu'en l'église de Chamonix (Haute-Savoie) à 20 h 30.

## Services religieux

– La cérémonie du mois du décès de

**Edmond TENOUDJI,**
commandeur de la Légion d'honneur,

sera célébrée le mardi 27 *mai* 1986 à 19 heures à la synagogue de la rue des Tournelles.

## Communications diverses

– La France, l'Allemagne et Tchernobyl. – Le Bureau international de liaison et de documentation (BILD) organise, mardi 27 mai à 18 heures au Sénat, avec le concours de l'Institut Gœthe de Paris, un débat sur le thème : « Après Tchernobyl. L'apocalypse atomique : émotions allemandes et indifférences françaises ? » Doivent y prendre part : *MM. Jacques Julliard, directeur* d'études à l'Ecole pratique de hautes *études en sciences sociales,* Michel Meyer, correspondant d'Antenne 2 à Bonn, Konrad Adam, journaliste de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung,* et Roger de Weck, correspondant de *Die Zeit* à Paris.
Inscriptions à prendre au BILD : 50, rue de Laborde, 75008 Paris, téléphone : 43-87-25-50.

## Avis

– On nous prie d'insérer l'avis suivant :

**Christophe SLUPINSKI,**

a disparu depuis deux mois. Merci à qui peut rassurer ses parents qui l'attendent.

France : tél. : (16) 44-21-40-56.

## Soutenances de thèses

**DOCTORAT D'ÉTAT**

– Université Paris-VII, mardi 27 mai, à 9 heures, salle des Thèses, rez-de-chaussée, tour 25, Mme Colette Hoffsaes : « Les systèmes d'information dans le domaine *médical* ».

– Université Nancy-II, vendredi *30 mai, à 14 h 30, faculté de droit et de* sciences économiques, salle des Thèses, M. Stéphane Pierre-Caps : « Nation *et* peuples dans les Constitutions modernes ».

– Université Paris-X-Nanterre, lundi 9 juin, à 14 h 30, salle de Cours, M. Pierre Haffner : « Le cinéma et l'imaginaire en Afrique noire : essai sur le cinéma négro-africain ».

*Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du* Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 25 mai 1986 :

UN ARRÊTÉ

● Du 22 mai 1986 portant suppression de l'enseignement manuel et technique dans les lycées.

UNE CIRCULAIRE

● Du 20 avril 1986 relative à l'homologation des produits et appareils à usage préventif diagnostique ou thérapeutique.

## LOTO NATIONAL

N° 21 — TIRAGE DU SAMEDI 24 MAI 1986

3 – 23 – 27 – 37 – 42 – 47 – 49

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 28 MAI 1986
ET SAMEDI 31 MAI 1986
*VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR*
LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

N'OUBLIEZ PAS : SAMEDI 31 MAI 1986
***SUPER BONUS DE MAI***

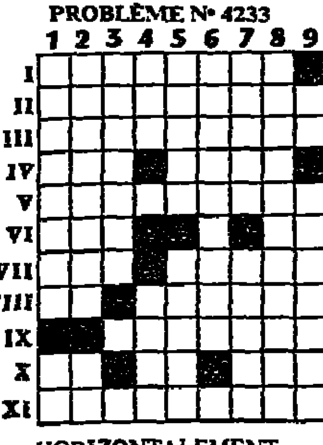
| | NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES | RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F) |
|---|---|---|
| 6 BONS N° | 1 | 7 235 205,00 F |
| 5 BONS N° + complémentaire | 24 | 140 680,00 F |
| 5 BONS N° | 1 234 | 8 595,00 F |
| 4 BONS N° | 73 115 | 145,00 F |
| 3 BONS N° | 1 432 804 | 10,00 F |

***BONUS DU SAMEDI*** 121 334

*3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE :* 10,00 F X 2 = **20,00 F**

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 4233**



HORIZONTALEMENT

I. On y joue avec une bille ou avec une balle. – II. Morceau de peau. – III. Relatif à un segment de droite orienté. – IV. Période de crise passée. Espèce de lustre. – V. Une pression ou une oppression. – VI. Fin de messe. Symbole. – VII. Opère par déduction. Faire des signes pour communiquer. – VIII. Négation. Mot de passe. – IX. Armature des bouchons de champagne. – X. Carré parfait. Possessif. D'un auxiliaire. – XI. Est souvent de la *revue.*

VERTICALEMENT

1. Un conseil qui s'adresse plus particulièrement aux hommes. Demi-journée. – 2. Spécialité de « bouffe ». Abréviation. – 3. Très froissée. – 4. Produit pour boucher. Choc de poids lourds. – 5. Trinque. Jules Romain. – 6. Accident de la circulation. – 7. Se passe sur le drap ou se place sur les couvertures. Canal d'écoulement sur les routes. – 8. Entreprise de démolition. – 9. Article étranger. Va et vient parfois dans le bureau.

**Solution du problème n° 4232**

*Horizontalement*

I. Conservatoire. – II. Adulte. Marraine. – III. Série. Peine. Dan. – IV. Cuspide. Li. Lège. – V. Are. Gin. Légères. – VI. Enée. Arias. – VII. Eu. Bottine. Ur. – VIII. Usurier. Jeûne. – IX. Tir. Agiter. Il. – X. Lie. Etiers. – XI. Tilt. Citrouille. – XII. Amie. Io. MSBS. – XIII. But. Omnium. Etui. – XIV. Alerte. Ore. Rène. – XV. Cesser. Sellerie.

*Verticalement*

1. Cascadeur. Tabac. – 2. Odeur. Us. Limule. – 3. Nurse. Utilités. – 4. Slip. Ebriété. Rs. – 5. Eteignoir. Ote. – 6. Ré. Diète. Ecimer. – 7. Pénétration. – 8. Ame. Gît. Ios. – 9. Taillandier. Ure. – 10. Ornière. Trommel. – 11. Ire. GI. Jésus. – 12. Râ. Leader. Ibère. – 13. Eiders. Elster. – 14. Nage. Uni. Uni. – 15. Ménestrel. Epiée.

GUY BROUTY.

# PRESSE

### LE PROJET DE LOI

## M. Rossinot veut mettre fin à « la liberté surveillée »

M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, a indiqué, le 23 mai, lors de l'inauguration des nouveaux locaux de *l'Est républicain* à Houdemont, dans la banlieue de Nancy, que la future loi sur la presse *« remplacerait »* les ordonnances de 1944 et *« mettrait fin à la législation d'exception pénalisant la seule presse écrite ».* Cette abrogation de la loi du 23 octobre 1984, votée par le Parlement précédent, permettrait à la presse *« d'être une entreprise multimédia ».*

*« L'important est de ne pas faire à la presse écrite une situation contraignante à l'égard des autres supports »*, a souligné M. Rossinot. *« Il n'y aura plus de liberté surveillée par une commission administrative et par l'accumulation de contraintes inutiles (...), mais une liberté de plein exercice dont l'autorité judiciaire redevient la gardienne naturelle »*, a-t-il poursuivi, mettant ainsi en cause la Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse ainsi que les obligations de transparence des capitaux et de respect des seuils de diffusion institués par la loi du 23 octobre 1984.

*« La proposition de loi,* a indiqué enfin M. Rossinot, *crée le cadre juridique, simple, clair, qui devra être consolidé par un volet financier qui fixera la modernisation et la pérennisation des aides à la presse, auquel les professionnels seront étroitement associés. »*

### ÉDUCATION

## Trois directeurs de l'enseignement démissionnent

Trois des quatre directeurs des enseignements supérieurs ont présenté leur démission à M. Alain Devaquet et seront remplacés dans les prochains jours. C'est à un véritable changement d'équipe que va devoir procéder le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur. Les démissionnaires sont MM. Jean-Jacques Payan, directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche, Bernard Decomps, directeur de la recherche, et Olivier Schrameck, directeur des enseignements supérieurs.

Les responsables de ces trois directions avaient été associés étroitement à l'élaboration et à la mise en place de la loi Savary de 1984 sur les universités. La décision du gouvernement de ne pas s'en tenir à des amendements ou à des améliorations de ce texte mais de l'abroger ne pouvait qu'entraîner rapidement le départ de ses principaux artisans. Il était difficilement concevable qu'ils acceptassent de participer à la conception d'une nouvelle loi sur les universités à laquelle M. Alain Devaquet met la dernière main et dont les grandes lignes devraient être connues début juin.

## M. Boissonnot, président de la FNAPEEC

*Réunie en assemblée générale dimanche 25 mai, la FNAPEEC (Fédération nationale des associations de parents d'élèves pour l'évolution de l'enseignement catholique) a élu comme président M. Jean-*Paul Boissonnot, en remplacement de M. Michel Carteau. Considérée *au sein de l'enseignement catholique comme* la fédération des « parents terribles », la FNAPEEC, implantée dans une trentaine de *départements, conteste depuis plusieurs années* le monopole de l'UNAPEL pour la représentation des parents du privé. Ce congrès a *été pour la FNAPEEC l'occasion de faire des propositions sur les* rythmes scolaires : *« Meilleur respect des rythmes biologiques des enfants dans la journée et aménagement de l'année scolaire en périodes égales de sept semaines de classe suivies de deux semaines de congés. »* Toutefois, a précisé M. Jean-Paul Boissonnot, *« si l'étalement des vacances est une nécessité économique, on ne doit pas en faire supporter toute la responsabilité au système scolaire, sachant que seulement la moitié environ des Français partent en vacances ».*

### ESPACE

## Une nouvelle navette américaine

Le président Ronald Reagan devrait annoncer cette semaine la construction d'une nouvelle navette spatiale pour remplacer Challenger, détruite en janvier dernier, apprend-on de source proche de la Maison Blanche. Le calendrier de construction de cette navette – d'un coût d'environ 3 milliards de dollars – fait encore l'objet de discussions. Confrontés à des restrictions budgétaires, les responsables américains se demandent s'ils peuvent étaler sur plusieurs années le financement de ce programme. Ils doivent également préciser le rôle futur des navettes dans le programme spatial américain. – *(AFP.)*

### RELIGION

## Le dalaï-lama à Paris

*Chef spirituel et temporel des cent mille Tibétains en exil en Inde,* le dalaï-lama est arrivé le lundi 26 mai à Paris, pour une visite de trois *jours. La France ne compte qu'une petite communauté de Tibétains* – une cinquantaine de personnes – et cinq à six mille bouddhistes répartis en une vingtaine de centres religieux. Le dalaï-lama se rendra au temple tibétain ouvert l'an dernier dans le bois de Vincennes, et prononcera deux conférences spirituelles ouvertes au grand public : le mardi 27 mai à 19 heures au Palais des sports, sur « La claire *lumière* », c'est-à-dire la nature de l'esprit selon le bouddhisme, et le mercredi 28 à la même heure au pavillon Baltard (Nogent-sur-Marne), sur « La paix dans le monde ». Il devrait être reçu, dans la journée de mercredi, par le premier ministre, M. Jacques Chirac.

*La privatisation de l'audiovisuel*

# La polémique bat son plein après la mise en garde de M. Chirac

Tollé général après les déclarations fracassantes de M. Jacques Chirac, le vendredi 23 mai à Autun, et l'avertissement en forme de menace lancé à l'encontre des journalistes de l'audiovisuel. Même s'il a assuré qu'il n'y aura pas de « *chasse aux sorcières* », le premier ministre, en dénonçant les commentaires « *déformateurs* » et « *trop systématiquement excessifs* », a mis le feu aux poudres.

Dès le samedi matin, les PDG des trois chaînes publiques ont fait front commun : ils rappellent que « *seule la Haute Autorité de la communication audiovisuelle est habilitée à veiller avec eux au bon équilibre de l'information* ».

Prise de position aussi immédiate de la part de Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, qui doit réunir ses « sages » en séance plénière dans la journée de mardi. « *Pour le moins surprise* » par les propos du premier ministre, elle fait remarquer qu'elle n'a pas été saisie d'une plainte ni du gouvernement ni de la majorité, « *ce qui nous est arrivé en d'autres temps* », dit-elle, en ajoutant : « *Personnellement, je n'ai pas noté ce qu'on pourrait appeler un dérapage de l'information. Il est utile de rappeler que la Haute Autorité a, parmi ses missions, celle de garantir l'indépendance et le pluralisme de l'information.* »

Dans le même temps, plusieurs personnalités de l'ancienne majorité ont réagi vivement. M. Georges Sarre, secrétaire national du PS, a décidé, devant cette « *charge brutale* », de saisir officiellement la Haute Autorité afin qu'elle rende publics tous les éléments qui permettront aux téléspectateurs « *d'apprécier* » l'équilibre et la qualité de l'information à la télévision. M. Laurent Fabius, l'ancien premier ministre, a estimé que les propos de M. Chirac sont « *une très bonne démonstration de ce que le libéralisme ne doit pas être* ». M. Jack Lang, ancien ministre de la culture, voit dans cette affaire la volonté du gouvernement d'« *asservir les journalistes* » aux partis de la majorité. Pour M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, « *les mises en garde annoncent les mises au pas* ».

Dans la majorité, on s'est exprimé au plus haut niveau. Alors que M. François Léotard met en cause les « *Tartuffe* » du service public, M. Philippe de Villiers, son secrétaire d'Etat, s'est, lui, voulu rassurant. « *Pas de chasse aux sorcières* », répète-t-il. Toutefois il a insisté sur la nécessité de présenter l'action du gouvernement de façon objective : « *Dans le cas contraire*, a-t-il dit, *la procédure de « déclarations du gouvernement » prévue par la loi de juillet 1982 pourra être utilisée.* »

Pour l'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSJ), « *M. Jacques Chirac jette le masque : rien d'étonnant de la part du chef d'une coalition qui, dans le passé, a le plus longtemps et le plus durement bâillonné l'information* ». Selon cette organisation, qui regroupe les différents syndicats SNJ, CFDT et CGT, « *M. Chirac, farouche partisan du libéralisme cède à ses ultras pour accuser sans preuve, sans citer aucun fait concret* ». L'UNSJ a demandé à être reçue à Matignon pour examiner avec le premier ministre la réalité des accusations formulées.

D'autre part, après les accusations portées par M. Léotard contre des journalistes suspects d'avoir « *joué, en Corse et en Nouvelle-Zélande, contre la France, la collusion avec des puissances étrangères* » (propos parus dans *le Point* du 19-25 mai), le personnel de FR 3 Corse, de RFO et de RFI a vivement réagi. L'intersyndicale SNF, SNJ-CGT, SURT-CFDT des stations a annoncé, samedi 24 mai, que « *plusieurs avocats ont été chargés d'entamer immédiatement des procédures de plainte en diffamation à l'égard du ministre de la culture et de la communication et du journal* le Point ». Elle demande également à la direction de FR 3 Corse de « *saisir d'urgence la Haute Autorité* ». M. Léotard a déclaré qu'il était « *enchanté de cette plainte* » : « *Devant le juge d'instruction*, a-t-il expliqué, *je serai amené à donner quelques indications* ».

ERRATUM. — Dans l'article consacré aux émissions radiophoniques de France-Culture sur le compositeur et romancier américain de Tanger, Paul Bowles (*le Monde* du 22 mai), il fallait lire que celui-ci, quoique « *à l'écart d'aucune mode* (et non pas « *à l'écart des modes* ») *n'est pourtant jamais conformiste* ».

## Le projet de loi prévoit la mise aux enchères de TF1

Le projet de loi sur la communication audiovisuelle soumis depuis la semaine dernière au Conseil d'Etat a déjà évolué par rapport à ses premières moutures (*le Monde* daté 18-19 mai). Ainsi, le texte prévoit pour la vente de TF1 un système complexe d'enchères permettant aux concurrents qui n'ont pas été retenus par la Commission nationale communication et Libertés (CNC) de surenchérir de 10 %. La CNCL recommencerait alors le processus d'attribution.

Le projet de loi donne des précisions supplémentaires sur les obligations imposées aux candidats : pas plus de 30 % du capital dans les mains d'une même personne physique ou morale, pas plus de 20 % pour les capitaux étrangers, maintien de l'intégralité de la zone de diffusion. De plus, la société qui deviendrait propriétaire de TF 1 devrait, dans les six mois, proposer aux salariés de la chaîne d'acheter une fraction du capital.

Le nouveau texte ne prévoit aucune modification du statut de FR 3, ce qui semble indiquer que sa privatisation n'est pas à l'ordre du jour. Les sociétés publiques pourront continuer à bénéficier de ressources publicitaires « *à titre transitoire* », sans que le texte précise la durée de ce délai de grâce. M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a d'ailleurs déclaré ce week-end qu'il fallait renoncer au slogan « *à télévision publique, financement public ; aux télévisions privées, les ressources publicitaires* » pour trouver des formules de compromis.

Télédifusion de France (TDF) et la Société française de production (SFP) seraient transformées en sociétés anonymes. L'Etat pourrait céder toutes les parts qu'il détient dans TDF tandis que le capital de la SFP dans sa majorité pourrait rester public. Radio-France internationale deviendrait une société autonome, entièrement détenue par l'Etat. Son président serait désigné en conseil des ministres, alors que ceux des autres sociétés publiques seraient nommés par la Commission nationale communication et libertés.

Les mandats des présidents de TF 1 et de TDF prendraient fin dès la publication de la loi (ils seraient remplacés par des administrateurs provisoires). Les conseils d'administration des autres sociétés publiques resteraient en fonction jusqu'à la nomination de leurs remplaçants. Le gouvernement n'a pas changé d'avis sur le sort de la « 5 », de TV 6 et des canaux du satellite TDF 1 : concessions et autorisations seraient résiliées dès publication de la loi.

Le projet de loi sera soumis au conseil des ministres le 4 juin. D'ici là, de nouvelles modifications peuvent encore intervenir.

## « Seigneur, sauvez TF 1... »

« *Ne laissez ni casser ni brader une des meilleures télévisions du monde. Ayez la conscience aiguë que vous servez une cause nécessaire.* » L'auteur de ces lignes est... Suisse. Sa lettre est arrivée, il y a quelques jours, à TF 1, adressée au comité *La télé est à vous* (1), au milieu de centaines d'autres venues des quatre coins de la France, et qui s'amoncèlent rue Cognacq-Jay. Les animateurs du comité sont eux-mêmes étonnés du succès de leur démarche.

Tous les téléspectateurs qui ont pris la plume s'insurgent contre les intentions gouvernementales, et la plupart se disent prêts à agir pour « *défendre un patrimoine national qui n'a pas à être vendu* ». Certains proposent « *une grève d'une partie de la redevance* ». D'autres ont glissé un chèque dans leur missive. Très souvent, revient la crainte qu'un tel projet ferait peser « *sur la qualité des programmes et l'indépendance de l'information* ».

Des comités locaux sont aussi en cours de création. C'est le cas à Paris, à Radio-France (La radio est à vous), à Antenne 2, à FR 3... et même dans un quartier du dix-neuvième arrondissement. En province, à La Roche-sur-Yon, fief de M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication, un comité fonctionne déjà sous le nom de TF 1, on t'aime comme tu es. Il rassemble des téléspectateurs de toute la Vendée.

Face à cette avalanche de soutiens et pour répondre au voeu maintes fois exprimé d'une « *mobilisation la plus large possible du public* », le comité La télé est à vous a décidé de s'élargir au plan national. Il a invité à se réunir dans la soirée du mardi 27 mai, l'ensemble des associations, organisations et groupements qui s'estiment concernés par les projets gouvernementaux et qui veulent défendre « *les grandes missions d'une télévision au service du public* ».

Une trentaine de ces organisations ont déjà accepté de se rendre à l'invitation. On y compte, entre autres, la Ligue des droits de l'homme, deux fédérations de parents d'élèves, des associations de Maisons de jeunes et de la culture, mais aussi des fédérations de l'enseignement, du spectacle ou des arts, ainsi que l'Association nationale des téléspectateurs et des auditeurs.

Installés dans un bureau de Cognacq-Jay, les animateurs du comité à TF 1 se relaient pour assurer les permanences. Les lettres les plus marquantes sont lues à haute voix, comme cette prière venue d'un téléspectateur de La Varenne-Saint-Hilaire : « *Seigneur, sauvez TF 1, sauvez le journal de 13 heures, sauvez l'indépendance de l'information, délivrez-nous des capitaux privés, des hommes politiques.* »

Ceux qui écrivent ne se placent pas dans l'optique d'un débat théorique sur les avantages et les inconvénients du privé ou du public. Il s'agit de l'expression d'une relation très affective, très passionnelle avec la chaîne. « *Mettre à terre* » la première télévision née en France, écrit l'un, c'est s'attaquer à un symbole. Pour beaucoup d'autres, la privatisation de TF1 est ressentie comme une remise en cause de l'identité de cette chaîne. Et par voie de conséquence de celle d'Antenne 2.

Le courrier du comité *La télé est à vous* montre l'importance que le public attache à la présence des trois chaînes publiques dans le paysage audiovisuel français, ne serait-ce — cela en étonnera plus d'un — qu'à cause de « *l'émulation* » qui existe entre elles. Apparemment, les téléspectateurs apprécient que les grilles de programmes aient, « *une personnalité très marquée* ». C'est l'occasion pour eux d'avoir des « *rendez-vous* ». Une habitude à laquelle ils tiennent et qu'ils mettent au compte de l'une des « *grandes qualités* » du service public. Cela ne signifie pas qu'ils rejettent l'arrivée de chaînes privées. A condition qu'elles soient nouvelles et qu'elles « *apportent la preuve de ce qu'elles savent faire*.

**ANITA RIND.**

(1) Comité « La télé est à vous », 15, rue Cognacq-jay, 75007 Paris. Tél. : 42-75-12-85 ou 42-75-12-94.

# sports

## RUGBY

# Une finale à l'étouffée

**Pour la deuxième année consécutive, le Stade Toulousain a remporté, samedi 24 mai au parc des Princes, le titre de champion de France en battant 16-6 le SU Agen, au terme d'une finale indécise et décevante. Il a fallu attendre l'ultime minute du match pour assister à un essai marqué en contre par le trois-quart centre toulousain Eric Bonneval. Toulouse s'était déjà assuré le gain de la partie grâce à quatre pénalités de Serge Gabernet (16e minute) et Michel Lopez (37e, 43e, et 70e) contre deux pénalités de l'arrière agenais Philippe Bérot (24e et 52e).**

**Mis KO à la dix-huitième minute dans un choc avec le Toulousain Thierry Maset, et évacué sur une civière, le capitaine d'Agen et de l'équipe de France Daniel Dubroca, a été moins gravement blessé qu'on a pu le craindre. Il devait partir dès ce lundi 26 mai avec le XV de France pour une tournée en Argentine, en Nouvelle-Zélande et en Australie jusqu'au 3 juillet prochain.**

Depuis plusieurs jours, les hérauts du rugby moderne conviaient la France à une fête. Le Stade toulousain, champion du jeu total à la néo-zélandaise, contre Agen, un challenger depuis longtemps converti au rugby de grand large, c'était la promesse d'une finale d'exception. Trente artistes à l'affiche, beaucoup d'internationaux, d'autres qui mériteraient de l'être. Deux styles voisins et détonnants, alimentés par l'obsession commune de faire circuler le ballon. La fête ne pouvait être ratée. Elle le fut pourtant.

Au coup de sifflet final, il ne restait que le résultat, chichement acquis. Les feux de bengale qui rougeoyaient dans les gradins toulousains saluaient le neuvième bouclier de Brennus de l'histoire du club. Bravo ! Dans les gobelets en carton des supporters agenais, les rasades de côtes-de-buzet noyaient l'amertume d'un sacre manqué de si peu. Dommage ! Du match lui-même, les souvenirs sont déjà incertains. On retiendra l'image d'une finale étouffée, après un premier quart d'heure fébrile mais prometteur.

Pierre Villepreux, l'un des entraîneurs du Stade toulousain, se défend d'avoir voulu défendre : *« Nous sommes entrés sur le terrain avec l'envie de jouer un jeu d'attaque. On a essayé d'emballer le match. »* Son compère Jean-Claude Skrela confirme : *« Il est faux de dire qu'on n'a pas attaqué. On a attaqué d'entrée. »* A Agen, la volonté initiale était la même, mais, souligne avec aigreur l'entraîneur Michel Couturas : *« Ceux qui ont les meilleures intentions ne détiennent pas forcément la vérité. »*

A quoi faut-il attribuer ce rendez-vous manqué ? A un vieux contentieux entre deux clubs historiques à peine séparés par quelques méandres de la Garonne ? Les derbies ne sont jamais limpides. A l'opposition de deux styles trop semblables pour bien s'assembler ? *« Il y avait trop de bons joueurs de part et d'autre »*, analyse curieusement Jean-Claude Skrela. Ou bien à cette pathétique dix-huitième minute où Daniel Dubroca, chêne brutalement déraciné, a fait passer un frisson d'angoisse sur le parc ? *« La sortie de Daniel nous a touchés moralement »*, admettait Michel Couturas.

A l'origine de cet accident il y avait pourtant une bonne intention, Toulouse décidant de jouer une pénalité à la main. Mais la charge de Thierry Maset a culbuté le match dans le drame. Un choc inouï, puis un début d'affolement autour du corps inconscient, menacé d'asphyxie de Daniel Dubroca (1). A lui seul, ce long arrêt de jeu n'est pas responsable des maladresses qui suivirent, mais la tension, palpable depuis le coup d'envoi, ne devait plus quitter la finale.

### Des chandelles

Pierre Berbizier, qui venait de jouer les secouristes auprès de son copain, ne retrouva pas sa lucidité. Son vis-à-vis Michel Lopez n'était guère plus inspiré. Les travaux d'Hercule de Karl Janik, le troisième ligne décathlonien de Toulouse, ne connurent pas leurs prolongements habituels tant les lignes de trois-quarts étaient occupées à se neutraliser. Au diable les 10 mètres réglementaires ! Dès qu'un ballon jaillissait d'une mêlée déformée par la passion, il était pourri par la défense adverse. Museau contre museau, les Sella et Charvet, Bonneval et Mothe en oubliaient leur science de l'attaque.

On attendait un feu d'artifice. On eut droit à un rugby aux chandelles. Les grands coups de pied en l'air, expédiés en désespoir de cause, donnaient une saveur irlandaise à la soirée. Regroupements confus, mêlées tournées, combinaisons maladroites, drops ratés, il ne restait que les pénalités accordées par un arbitrage approximatif pour faire évoluer le score. Lentement, petitement (6 à 3 à la mi-temps, 9 à 6 à la cinquante-deuxième minute, 12 à 6 à la soixante-dixième), comme pour exaspérer davantage les deux équipes.

Le seul essai fut à l'image de la rencontre, fruit d'un contre sur une attaque trop à plat des arrières agenais. Ceux-là avaient eu les mêmes occasions sur des maladresses toulousaines, mais ne purent aller jusqu'au bout. Sans doute parce que cette finale, comme le proclamait Guy Basquet, président du SU Agen, était *« une partie de poisse »*.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Le pilier international avait avalé sa langue. Avec difficulté, les médecins purent lui desserrer les mâchoires et retirer la langue du pharynx. Après avoir repris connaissance au bout de dix minutes dans le vestiaire, Daniel Dubroca fut conduit en observation à la clinique de la porte de Choisy, où aucune lésion cervicale ne fut décelée.

## TENNIS

# Terre promise et terre battue

**Quelque 21,5 millions de francs sont en jeu sur les courts de Roland-Garros du 26 mai au 8 juin. Le vainqueur du simple messieurs, dont les favoris sont Ivan Lendl, Mats Wilander et Yannick Noah, empochera 1 397 250 F. La gagnante de la finale du simple dame, qui devrait se disputer cette année encore entre Martina Navratilova et Chris Evert-Lloyd, en dépit de la contestation de Hana Mandlikova et Steffi Graf, recevra 1 278 000 F. Les soixante-quatre éliminés au premier tour toucheront 15 720 F chez les hommes et 11 180 F chez les femmes. Misérables pour les vedettes du circuit, ces bourses sont de véritables pactoles pour les seize qualifiés, hommes et femmes, qui ont gagné leur place dans le tableau final au cours des tournois préliminaires au CASG et au Tir au pigeon (1).**

Ne dites jamais au président du CASG que son club est un véritable marché aux puces. Il en ferait un infarctus, le cher homme. Pourtant, sur ses courts, pendant les quatre jours qui précèdent les internationaux de France, tout le « bric à brac » du circuit mondial est exposé là pour les qualifications. Un ensemble hétéroclite de joueurs sur le retour, de champions en herbe, et d'éternels espoirs s'y disputent seize places disponibles dans le tableau final de Roland-Garros. Et comme il arrive parfois porte de Saint-Ouen – siège des vraies « puces » – qu'un chineur du dimanche acquiert pour une bouchée de pain un tableau de maître, porte d'Auteuil, l'amateur éclairé peut découvrir un Mozart de la raquette.

En 1977, c'était là qu'un jeune Américain, rouquin et plutôt dodu, se qualifiait : un certain Mc Enroe dont le talent ébouriffant a depuis fait couler tellement d'encre. L'année dernière, c'était un Espagnol râblé comme un taureau de combat qui attirait l'œil : Emilio Sanchez. Sur sa lancée, il devait atteindre le troisième tour des internationaux où il résista quatre manches à Mats Wilander, le futur vainqueur. Cette année, on retrouve Sanchez, non seulement qualifié directement pour le grand tableau, mais encore tête de série. Vainqueur des tournois de Nice et de Munich en début de saison, le champion d'Espagne est arrivé à un tel rang grâce à sa performance des internationaux de Rome. Il a éliminé Boris Becker et Mats Wilander pour échouer seulement en finale contre le numéro un mondial, Ivan Lendl. Désormais, Sanchez joue exclusivement dans la cour des grands.

Les qualifications 1986 sont-elles un cru d'aussi bonne qualité ? En tout cas, un Français a vivement impressionné la foule qui se pressait vendredi dans les allées du CASG : Thierry Van den Daele. En une petite heure, il a brisé le rêve de Jacques Hervet : s'aligner au premier tour des internationaux comme en 1983. Pourtant, Hervet a tout fait pour casser la cadence infernale, imprimée aux échanges par le bras gauche de Van Den Daele, allant même jusqu'à l'accuser fielleusement de tricher.

### Pierrot blond

Ceux qui connaissent par cœur le classement national ont immédiatement situé « VDD » : vainqueur du Critérium 85 (championnat de France des deuxièmes séries), il est classé quinzième Français. Mais cette réputation n'a pas franchi les limites de l'Hexagone : n'ayant jamais gagné le moindre point ATP, il était jusqu'alors inconnu au bataillon du Grand Prix.

Quoi de plus normal pour un gamin de quinze-seize ans dira-t-on ? Thierry Van Den Daele a, en effet, la silhouette d'un adolescent en pleine crise de croissance. Avec sa frimousse de Pierrot blond, il trompe bien son monde, car le 27 mai, il doit fêter son vingtième anniversaire. Du même âge, Wilander, qui a quatre titres du Grand Chelem à son palmarès, fait déjà figure de vieux. Peut-on alors classer le Français dans la catégorie des espoirs ? Pourquoi pas !

Il a touché sa première raquette à onze ans. A cet âge, certains gamins, élevés au tennis-biberon, sont déjà de véritables petits « pros », sponsorisés et entraînés comme les grands. Or, pendant deux ans, Thierry a surtout fait des balles avec papa et maman dans la banlieue parisienne. Ce n'est qu'à treize ans qu'il se décide à s'inscrire dans un club. Sans grande conviction. Entre le ballon de foot et la balle de tennis, il hésite. *« C'est à dix-sept ans que je me suis vraiment décidé pour la raquette après une victoire en coupe de la Ligue sur Guy Forget qui allait être champion du monde juniors. C'était bien en tennis que j'étais le meilleur. »* Pas assez bon toutefois aux yeux de l'encadrement fédéral. Après quelques mercredis passés à l'INSEP (Institut national du sport et de l'éducation physique), on ne le retient pas parmi les espoirs. *« On s'entraînait sur surface rapide. Or, je suis plus à l'aise sur terre battue. »*.

Pour continuer, il doit emprunter les chemins vicinaux du tennis. *« J'ai pris un entraîneur particulier avec lequel je travaillais deux heures par jour. Je devais lui reverser 25 % de mes gains. Autant dire qu'il n'a pas fait fortune avec moi. »* Dans ces conditions a-t-il une chance de voir un agent s'intéresser à lui pour gérer sa carrière ? A dix-huit ans, Boris Becker a signé, par l'entremise de Ion Tiriac, un contrat de 175 millions de francs pour porter les chaussures et jouer avec les raquettes Puma. Il a aussi émigré à Monte-Carlo pour fuir le fisc fédéral allemand. A vingt ans, Thierry habite encore au Perreux chez ses parents qui améliorent de plus l'ordinaire de ses contrats avec deux firmes d'équipement et une marque d'appareils photo.

*« L'ambiance du tennis me plaît. C'est pour cela que je me suis accroché. »* Bien accroché apparemment, puisque sa victoire dans le critérium lui a ouvert les portes du nouveau centre d'entraînement national cet hiver. Son directeur, Jean-Claude Massias, estime avoir fait une bonne recrue : *« C'est un garçon qui a des qualités remarquables. En fond de court, il peut retourner dans n'importe quel coin des balles qui lui arrivent à toutes les hauteurs. Il peut encore progresser dans son jeu à mi-court et au filet. Malheureusement, cet hiver, il a joué sur surface rapide où il n'est pas très bon »*.

Dès qu'il a remis les pieds sur terre, Thierry a obtenu de meilleurs résultats. Ainsi, après avoir passé un tour de préqualification et trois tours de qualification dont les deux premiers très accrochés contre Wahlgren et Arrese, il va pouvoir gagner en disputant le premier tour de Roland-Garros la plus grosse bourse de sa carrière : 15 720 francs. *« Et dire que j'ai failli rater tout cela*, dit « VVD » en montrant un gros emplâtre sur la cuisse gauche. *J'ai pris un coup au footabll trois jours avant les préqualifications. Sans les soins de mon père qui est kinésithérapeute, j'aurais dû déclarer forfait. C'est une bonne leçon. »* Il se donne encore trois ans pour en tirer d'autres, c'est-à-dire abandonner ou réussir.

ALAIN GIRAUDO.

(1) CASG : Club athlétique des sports généraux au stade Jean-Bouin, porte d'auteuil, 75016 Paris.

## SPORTS EQUESTRES

# Femmes au complet

*L'équipe de France a remporté*, dimanche 25 mai à Gawler (Australie), la médaille d'argent du championnat du monde de concours complet derrière la Grande-Bretagne et devant l'Australie (troisième). En troisième position, samedi, à l'issue de l'épreuve de cross, les Français ont gagné une place avant même de s'aligner dans l'ultime épreuve de saut, dimanche, car la visite vétérinaire avait causé l'élimination du meilleur cheval néo-zélandais et provoqué ainsi la rétrogradation de la Nouvelle-Zélande de la première à la quatrième place. Ce résultat confirme la valeur de l'équipe française, qui s'était déjà classée deuxième au championnat d'Europe de Burghley (Angleterre) en 1985.

Au classement individuel, la Française Marie-Christine Duroy, sur *Harley*, a terminé quatrième derrière la Britannique Virginia Holgate sur *Priceless* (première), la Néo-Zélandaise Trudy Boyce sur *Mossman* (deuxième) et une autre Britannique, Lorna Clarke, sur *Myross* (troisième). Avec la cinquième place d'Anne-Marie Taylor sur *Justyn Thyme* (Grande-Bretagne), les femmes ont exercé une totale domination sur la compétition, dans une discipline pourtant très exigeante sur le plan physique. Les autres cavaliers français se sont classés douzième (Pascal Morvilliers), quinzième (Armand Bigot), seizième (Thierry Touzaint) et dix-neuvième (Vincent Berthet).

## MOTOCYCLISME

# Lawson, cavalier seul

L'Américain Eddie Lawson (Yamaha) a remporté, dimanche 25 mai, sur le circuit du Nurburgring, le Grand Prix d'Allemagne des 500 centimètres cubes devant l'Australien Gardner (Honda) et son compatriote Baldwin (Yamaha). Souffrant d'une double tendinite au coude et au poignet, Freddie Spencer était encore absent. Il a eu tort. Grâce à sa victoire, Lawson a distancé ses plus dangereux adversaires au classement provisoire du championnat du monde, et Spencer, qui compte faire sa rentrée au Grand Prix d'Autriche le 8 juin, aura du mal à conserver son titre mondial.



EPA-DPA/BILMES.

Auteur d'une course splendide, remontant de la trente-troisième place à la deuxième, le Français Christian Sarron (Yamaha) voyait, à un tour de l'arrivée, ses espoirs s'envoler en même temps que lui. Victime d'une fantastique cabriole à pleine vitesse, le pilote français devait se relever avec une fracture au pied droit.

En 250 centimètres cubes, le Vénézuélien Carlos Lavado (Yamaha) a dominé une nouvelle fois les Allemands de l'Ouest Anton Mang (Honda) et Martin Wimmer (Yamaha), le Français Jean-François Baldé (Honda), auteur d'une remarquable remontée, terminait quatrième.

## AUTOMOBILISME

# *Derniers manèges pour mille chevaux*

**Vainqueur du Grand Prix de Belgique de formule 1, disputé dimanche 25 mai sur le circuit de Spa-Francorchamp, le Britannique Nigel Mansell (Williams-Honda) a pris sa revanche sur le Brésilien Ayrton Senna (Lotus-Renault) que l'avait devancé de 14 millièmes de seconde à l'arrivée du dernier Grand Prix d'Espagne. Les deux pilotes de Ferrari, le Suédois Stéphan Johansson et l'Italien Michèle Alboreto, on pris les troisième et quatrième places devant les Français Jacques Laffite (Ligier-Renault) et Alain Prost (McLaren-TAG-Porsche) qui est désormais devancé par Senna au classement provisoire du championnat du monde des conducteurs.**

**Quelques jours après la mort de l'Italien Elio de Angelis, victime d'un accident lors d'essais privés sur le circuit du Castelet (Var), les représentants de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) on profité du Grand Prix de Belgique pour rencontrer pilotes, constructeur et motoristes afin de débattre des problèmes de sécurité. Un consensus s'est dégagé pour une limitation de la puissance des moteurs de formule 1 à 600 CV. Un comité exécutif extraordinaire de la FISA est convoqué à ce sujet pour le 26 juin.**

Après ses deux succès consécutifs à Imola et à Monaco, Alain Prost abordait le Grand Prix de Belgique avec une grande confiance. Tracé au cœur des Ardennes, le circuit de Spa-Francorchamp, aussi exigeant au niveau de la souplesse et de la puissance des moteurs qu'à celui de l'équilibre des châssis, convenait parfaitement aux qualités des McLaren. Troisième temps des essais derrière le Brésilien Nelson Piquet (Williams-Honda) et l'inattendu Autrichien Gerhard Berger (Benetton-BMW), le champion du monde, qui ne dispose pas de moteur de qualification était d'ailleurs pleinement satisfait. *« Je préfère partir derrière Piquet*, disait-il, *que derrière Berger qui se retrouve pour la première fois sur la première ligne. »*

Cette petite réserve vis-à-vis du benjamin des pilotes de formule I allait se justifier en course. Le jeune Autrichien, attaqué sur sa gauche par Senna, coupait un peu trop le premier virage, une épingle à droite située à 150 mètres après le départ, et heurtait l'aileron avant de la McLaren de Prost. Contraint à un arrêt au stand dès le premier tour, le Français repartait avec 1 minute et 45 secondes de retard sur Piquet. Un retard sur les hommes de tête qu'il conservera presque jusqu'à l'arrivée, même si les nombreuses casses mécaniques de ses adversaires lui ont permis de remonter finalement de la vingt-deuxième à la sixième place.

Parti pour effectuer un cavalier seul, Nelson Piquet, donné grand favori du championnat du monde en début de saison, était contraint à l'abandon, moteur cassé dès le dix-septième des quarante-trois tours. Heureusement pour l'écurie Williams-Honda, Nigel Mansell, victime d'un tête-à-queue alors qu'il occupait la deuxième place, a réussi à revenir sur Ayrton Senna et à profiter des changements de pneumatiques à la mi-course pour prendre la tête et la conserver jusqu'à l'arrivée.

### Hiérarchie fragile

Grâce à Mansell, l'écurie Williams-Honda renoue donc avec le succès qu'elle avait connu au Brésil avec Piquet, mais elle est loin d'exercer la domination attendue. Quatre pilotes différents (Piquet, Senna, Prost deux fois et Mansell) appartenant à trois écuries (Williams-Honda, Lotus-Renault, et McLaren-TAG-Porsche) ont réussi à s'imposer au cours des cinq premiers grands prix. Loin de clarifier les rapports de force pour la suite de la saison, le Grand Prix de Belgique a permis de noter les progrès très prometteurs des Ferrari, de la Benetton-BMW de Berger et même la nouvelle Lola-Ford de Patrick Tambay, cinquième temps des essais libres du matin, mais victime du carambolage du départ.

Cette hiérarchie pourrait se révéler plus fragile encore si le comité exécutif de la FISA, convoqué pour le 26 juin, décidait d'imposer rapidement de nouvelles normes de sécurité. Encore sous le choc de la disparition d'Elio de Angelis, les différentes parties prenantes de la formule 1 ont multiplié les réunions à Spa. Des discussions au sein du conseil permanent des pilotes, de l'association des constructeurs de formule 1 (FOCA), ou entre les motoristes, s'est dégagé un consensus pour limiter la puissance des moteurs à 600 CV.

Si la limitation du carburant à 195 litres cette année a eu des retombées très positives sur la maîtrise de la consommation, en revanche, elle s'est révélée insuffisante pour freiner le développement de la puissance des moteurs dont certains peuvent atteindre 1 200 CV en qualification. Pour ramener et fixer cette puissance à 600 CV maximum, deux solutions techniques sont envisagées : une bride à air qui agirait sur la pression de suralimentation (comme en formule 3) ou une soupape laissant échapper le surplus de gaz sous pression quand cette dernière dépasse le seuil imposé dans le compresseur (comme à Indianapolis et dans le championnat américain).

D'ici au 26 juin, la commission technique de la FISA devra déterminer quelle est la solution la plus fiable et la mieux contrôlable. D'autres mesures pourraient encore être envisagées, comme l'augmentation du poids minimal des monoplaces (540 kilos) afin de renforcer encore leur structure ou des aménagements imposés à certains circuits. Ainsi, la Fédération française du sport automobile a-t-elle décidé, dès le 23 mai, de financer une modification du circuit du Castelet afin de supprimer le « S » de La Verrerie où la Brabham d'Elio de Angelis a quitté la piste.

*Pour imposer ces nouvelles* mesures de sécurité, M. Jean-Marie Balestre, le président de la FISA, a fixé une date-butoir : le 1er janvier 1987. *« Mais*, a-t-il ajouté, *le plus tôt sera le mieux. »*

GÉRARD ALBOUY.

## LES RÉSULTATS

### *Cyclisme*

**TOUR DE LOMBARDIE**

**Septième et dernière étape** *(contre la montre)*. – 1. Bernard Hinault (Fr.), les 41,9 km en 49 mn 58 s ; 2. Herrera (Col.), à 8 s ; 3. Florez, à 1 mn 45 s.

**Classement final.** – 1. Luis Herrera (Col.), 23 h 54 mn 4 s ; 2. Israël Corredor, à 5 mn 26 ; 3. Palacio, à 8 mn 42, (...) 44. Hinault, à 34 mn 48 s.

### *Football*

**COUPE DU MONDE**
*(Match de préparation)*

France et Espoirs mexicains ....... 1-1

### *Jeu à XIII*

**Finale du championnat de France** *(Toulouse)*. – Le Pontet b. XIII Catalan, 19-6.

### *Tennis*

**COUPE DES NATIONS**

**Finale.** – France bat Suède 2-1.

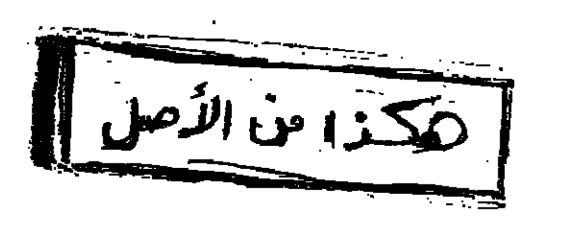
Leconte (Fr.) b. Jarryd (Suè.), 6-3, 3-6, 6-1 ; Wilander (Suè.) b. Tulasne (Fr.), 6-1, 6-4 ; Leconte-Forget (Fr.) b. Wilander-Jarryd (Suè.), 6-3, 2-6, 6-2.

### *Volley-ball*

**Tournoi pré-mondial de Paris.** – France b. Chine, 3-1 (11-15, 15-12, 19-17, 15-11).

# Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde





# Le Monde — L'UNIVERS DE LA GESTION — Le Monde

## Responsable clientèle

**Banque - 300.000 F +**

**Collectivités locales, économie sociale, établissements spécialisés, grands émetteurs** - Une importante banque française, établie de longue date, et possédant un réseau national et international résolument orienté vers le service à l'entreprise et à l'investisseur, recherche le responsable de l'activité commerciale précitée. Il aura pour mission d'accroître la pénétration commerciale des secteurs concernés et de développer les relations bancaires correspondantes dans une optique globale emplois/ressources. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé âgé de 33 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur ou justifiant d'un niveau équivalent, et possédant une connaissance approfondie des produits et services de la banque moderne. Outre son rôle commercial spécifique (montage d'opérations sophistiquées, conseil en placements financiers type SICAV/FCP, crédits spécialisés...), le candidat retenu travaillera en liaison étroite avec les directions financière et de la trésorerie, et devra être à l'écoute de toutes les techniques nouvelles (nouveaux instruments financiers et de trésorerie, marché obligataire...). Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R 9134M, en indiquant votre rémunération actuelle et en mentionnant, éventuellement, le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaiteriez pas être mis en contact.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
*Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA*

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Gestion des crédits immobiliers LT

**Banque - 300.000 F**

Une banque privée à taille humaine, spécialisée dans le crédit immobilier, recherche le responsable de son service "gestion des crédits acquéreurs" (encours de 100.000 dossiers). Basé à Paris et placé sous l'autorité immédiate du directeur du département "crédits aux particuliers", il disposera d'une équipe de plus de 60 personnes et sera assisté d'un encadrement compétent. Il aura la responsabilité globale des relations avec la clientèle et les différents partenaires de la banque pendant toute la durée de vie de chaque opération de crédit, à compter du lancement de la première échéance : recouvrement, gestion des participations, impayés, remboursements anticipés etc... Il devra développer son activité dans l'esprit d'une véritable prestation de services, tant interne qu'externe, et faire preuve notamment d'un sens commercial réel dans le recouvrement des impayés. Cette opportunité ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé ayant acquis une expérience similaire dans un établissement comparable, habitué à travailler dans un environnement informatisé et motivé par une responsabilité de traitement de masse dans un esprit commercial et constructif. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R 9135 M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Important Organisme de Prévoyance recherche

## l'adjoint au responsable de la gestion des assurances collectives

Il sera chargé de contrôler et de coordoner le fonctionnement des secteurs "PRODUCTION" et "COTISATIONS - PRESTATIONS".

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans environ, désireux de mettre ses capacités d'organisation et d'encadrement au service d'une entreprise en pleine expansion, dotée d'une Informatique performante.

Cette fonction nécessite une bonne connaissance de la technique propre aux Assurances Groupe.

Adresser lettre manuscrite, Curric.-Vitae, photo et prétentions sous référ. M.306, à notre Conseil

P.R.Bley




## Responsable des services comptables

**Banque - 300.000 F**

Un important groupe bancaire multinational recherche son responsable des services comptables. Basé à Paris et placé sous l'autorité immédiate du directeur financier, il animera une équipe d'une quinzaine de personnes et aura la responsabilité complète de l'ensemble des opérations comptables de la banque, bilan inclus. Outre les connaissances nécessaires à l'enregistrement des opérations internationales classiques et la pratique des différents états C.B. et banque de France, il devra posséder de solides bases fiscales. En contact permanent avec le département informatique, il devra aussi être à même d'apporter des solutions comptables dans le domaine des nouveaux produits financiers. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre comptable confirmé, possédant une formation supérieure (type ESC + DECS) ou justifiant d'un niveau équivalent, et doté d'une expérience similaire d'au moins cinq ans acquise dans les services comptables d'une banque internationale (idéalement banque d'affaires). La pratique de l'anglais professionnel est indispensable. La rémunération annuelle de l'ordre de 300.000 francs, sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9153M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



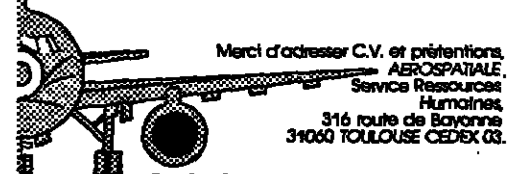
## aerospatiale

**DIVISION AVIONS - TOULOUSE**

## CONTRÔLEUR DE GESTION

Il sera détaché dans un Centre de Production pour en conseiller la hiérarchie sur le plan des choix économiques, améliorer le système d'information entre le Centre et le Service Contrôle de Gestion, contrôler les procédures et suivre les écarts objectifs/réalisations.

De formation Sup. de Co. ou équivalente, il justifiera d'une expérience, dans un poste équivalent, de quelques années au sein d'une grande entreprise de production (si possible mécanique).



Merci d'adresser C.V. et prétentions, AEROSPATIALE, Service Ressources Humaines, 316 route de Bayonne 31060 TOULOUSE CEDEX 03.

Jonction

*Un groupe industriel français (CA : environ 3 Mds FF) fortement* implanté à l'étranger recherche un:

## Credit Manager

Outre la responsabilité du service comptabilité client et contrôle crédit client, son rôle sera de définir des procédures de contrôle de crédit export, d'améliorer les systèmes informatiques du service, d'élaborer une stratégie en matière d'assurance crédit...

Vous avez une première expérience réussie à un poste similaire, vous parlez l'anglais, possédez si possible une bonne connaissance de la grande distribution et une formation supérieure ou équivalent. Le poste est basé à Paris.

Veuillez contacter Charles-Henri Dumon au 19-44-1-831-0431 ou lui envoyer un CV complet, en mentionnant la référence 1093 à Michael Page International, 39-41 Parker Street, Londres WC2B 5LH, Royaume-Uni.

MP
Michael Page International
*Specialists in Finance Recruitment*
London - Brussels - New York - Sydney



## Chefs de mission... managez votre avenir !

**PARIS** — **300.000 +**

**Expert-comptable** ou **mémorialiste**, de formation supérieure, vous possédez une solide expérience et un excellent diagnostic acquis en cabinet (5 à 7 ans). Vous souhaitez maintenant développer votre projet professionnel au sein d'un cabinet français de dimension internationale.

### Les raisons de votre changement

Une formation de haut niveau assurée - Des dossiers d'envergure nationale et internationale - L'application des normes professionnelles les plus élevées - L'esprit d'équipe, l'enthousiasme, la participation aux décisions.

### Les conditions de notre rencontre

Une personnalité affirmée - 30 ans minimum - Un potentiel de communication et de développement - De l'ambition professionnelle.

### Vous êtes décidé ?

Adressez votre dossier à Alain NERVET mandaté par Petiteau Scacchi & Associés membre de Price Waterhouse qui vous recevra en toute confidentialité, *15, rue du Louvre 75001 PARIS. Réf. 191 A.*

**nervet pont** conseil



Curriculum

## Fiscaliste

Au sein de la Direction Financière du Groupe, il traitera plus particulièrement des problèmes fiscaux internationaux. De nombreuses missions à l'étranger sont donc à prévoir.

Après une formation juridique supérieure (option fiscale), une expérience de 3 à 5 ans en entreprise ou en cabinet est indispensable. Une connaissance de la fiscalité anglo-saxonne serait appréciée.

Anglais parlé exigé, allemand souhaité.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser lettre + C.V., sous la *référence* 6/M/069, à **TOTAL CFP** - Service Recrutement Cadres - 5, rue Michel-Ange 75781 PARIS Cedex 16. Réponse et discrétion assurées.




COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

MEDIA PA

Pour faire face a son developpement, le Département Financier *d'une importante banque privee recherche*

## JEUNES COLLABORATEURS HF

**BTS COMPTABILITE OU EQUIVALENT**

A un candidat titulaire d'un BTS comptabilite ou équivalent, nous confierons la gestion administrative et comptable de sociétés *financieres* (SICAV, FCP...).

*Une experience préalable de la fonction serait appréciée. Toutefois,* nous étudierons avec attention les candidatures de débutants.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. en precisant sur l'enveloppe la reference 4160/LM a **MEDIA P.A.** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

## SMAbtp

**1er Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics**

recherche un

## Chargé d'Etudes Statistiques

INGENIEUR GRANDE ECOLE (option statistiques) ENSAE, ISUP... Débutant ou ayant une première expérience, vous participerez, après une période de formation, au sein de l'équipe, à l'élaboration et à la production des tableaux de bord, à l'étude et à la surveillance des risques, ainsi qu'à l'évolution du système d'information.

Adressez votre dossier de candidature complet sous référence CES à Madame VIARD - SMABTP - 114, Avenue Emile Zola 75739 PARIS CEDEX 15.

**Adjoint au responsable de la comptabilité générale**

**GRANDE BANQUE PARIS**

recherche pour sa Comptabilité Générale, un **candidat de formation supérieure :** Grande Ecole de Commerce, Expertise ou équivalent. Expérience professionnelle d'environ 3 années dans le secteur bancaire ou en Cabinet d'Audit sur des dossiers bancaires souhaitée mais non indispensable.

*Il aura à assurer* progressivement la responsabilité de l'établissement des situations réglementaires, des déclarations fiscales et des travaux relatifs à l'établissement du bilan et de la consolidation.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 2126 à

**SOURCES** 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

---

**BANQUE INTERNATIONALE**
**NEUILLY**

recherche pour assister le Responsable de l'Audit Interne

**AUDITEUR CONFIRME** *HF*

- Le candidat devra justifier d'au moins 2 ans d'expérience d'audit,
- il devra assurer : la supervision des travaux courants, la prise en charge directe de missions complexes,
- il aura un rôle d'encadrement et de formation,
- il parle anglais et est diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou équivalent,
- il possède une solide formation comptable,
- ce poste implique des déplacements à l'étranger.

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite *s/réf. 4847,* qui seront transmis par :

*Pierre Lichau S.A. 10, rue de Louvois 75002 PARIS*

---

28 700 PERSONNES - 1 850 AGENCES - 3 000 000 DE CLIENTS

## LES BANQUES POPULAIRES : UN GRAND GROUPE A L'ESPRIT D'ENTREPRISE

**SAINT-ETIENNE**

*Diplômés de l'Université, Droit, Sciences éco ou IAE, vous êtes mobiles et désireux d'élargir vos compétences.*
*La Banque Populaire de la Loire vous offre une solide formation aux métiers bancaires.*
*Vous vous investirez ensuite dans des missions orientées vers le développement commercial et l'exploitation.*

*Réf. SE/LM*

**SAINT DENIS**

*La Banque Populaire de la Région Nord de Paris propose à de jeunes HEC, ESSEC, Ingénieurs TP A & M, des parcours professionnels variés dans des domaines d'application associant le financier et les nouvelles technologies : monétique, banque à domicile...*
*Une formation de 6 mois leur procurera un tronc commun de compétences pour optimiser leur évolution de carrière.*

*Réf. SD/LM*

**NANTES**

*EN BRETAGNE SUD*
*Personnalités pour carrières bancaires*

*Pour devenir conseillers de clientèle, chargés d'études crédits ou auditeurs internes à La Banque Populaire de Bretagne Atlantique. Nous formons des BAC + 2/3 ou des niveaux DECS pour qu'ils évoluent vers des carrières pleines de succès.*

*"L'autrement banque"*

*Réf. NA/LM*

**BESANCON**

*La Banque Populaire de Franche Comté recrute ses futurs cadres supérieurs. BAC + 4 ou ESCAE, vous avez de bonnes bases financières ou de gestion et êtes particulièrement ouverts aux contacts.*
*Une formation intensive axée sur le commercial vous permettra de découvrir la banque et son esprit et de devenir de vrais patrons dans notre réseau d'agences.*

*Réf. BE/LM*

**VERSAILLES**

*La Banque Populaire de la Région Ouest de Paris est une entreprise de 1250 personnes qui bénéficie d'une implantation privilégiée.*
*Elle s'appuie sur les compétences d'hommes ambitieux pour réaliser son Projet.*
*Après une solide formation d'un an, elle propose à des ESCAE ou Universitaires (banque, finance, gestion) d'accéder à des responsabilités croissantes au sein du réseau.*

*Réf. VE/LM*

**NICE**

*La Banque Populaire de la Côte d'Azur est le partenaire de la nouvelle méditerranée en pleine évolution technologique.*
*Pour accroître son capital de compétences, elle recrute des jeunes diplômés : Ecoles de Commerce, Ingénieurs, DESS économie et finance.*
*Prêts à jouer la mobilité géographique et fonctionnelle, vous avez la volonté de participer à la réussite d'une grande banque régionale en plein développement. Alors, nous sommes prêts à vous accueillir.*

LA BANQUE DE LA NOUVELLE MEDITERRANEE

*Réf. NI/LM*

**NIMES**

*La Banque Populaire du Midi mise sur le potentiel et les motivations de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur : BAC + 2 à BAC + 5 pour développer son partenariat avec les différents marchés de la région (particuliers, PME, PML...).*
*Après une formation initiale de 6 mois, ils prendront des fonctions à caractère essentiellement commercial et évolueront selon les possibilités, vers le conseil d'entreprise, la direction ou l'encadrement d'agence.*

*Réf. NM/LM*

**MACON**

*La Banque Populaire de Saône et Loire et de l'Ain est une entreprise dynamique.*
*Partie prenante de la vie économique de sa région, elle relève chaque jour les défis du développement et de la rentabilité.*
*Jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESCAE, Maîtrise Sciences Eco, Droit, venez relever ces défis avec nous !*
*Pour gagner : une formation-action de 18 mois partagée entre le développement commercial, le service crédit et les agences vous sera dispensée avant affectation.*

*Réf. MA/LM*

# *Valorisez votre diplôme en apprenant la nouvelle banque*

*Jeunes diplômés, la Banque Populaire a l'ambition de faire de vous les vrais professionnels de la banque de demain.*
*Les métiers bancaires et financiers changent, s'intègrent dans un environnement concurrentiel. Ils sont à la pointe des technologies nouvelles.*
*Ils nécessitent des compétences à la fois élargies et spécialisées dans des domaines aussi variés que le marketing, la finance, l'informatique, le commercial et le management.*

*Les Banques Populaires sont des entreprises à taille humaine.*
*Jusqu'au plus haut niveau de responsabilités, c'est en restant au plus près de votre clientèle, au service de l'économie de votre région, que vous pourrez construire votre métier et en faire une passion.*
*Lancez-vous dans un grand groupe dont la clé du succès est la qualité des hommes.*

*Adressez votre dossier de candidature, lettre manuscrite + CV, en précisant le ou les références choisies, à Rémi Chevalier, HOMMES ET STRUCTURES, Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131 avenue de Wagram 75847 Paris Cédex 17.*




média-system

**UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.**

---

**COLLABORATEUR ANALYSE ET STATISTIQUES**

**HF**

**Titulaire d'une maîtrise de mathématiques** (BAC + 4) avec orientation statistiques et analyse de données, **vous êtes ouvert à d'autres domaines que les maths et vous souhaitez vous investir dans un secteur en plein développement.** Le CREG, leader dans la monétique et l'un des plus importants établissements financiers spécialisés dans le crédit à la consommation, crée le poste de COLLABORATEUR (homme ou femme) du Département ANALYSE et STATISTIQUES.

Vous avez des notions de programmation dans un langage informatique (BASIC, FORTRAN, PL1...) et vous avez effectué un (ou des) stage(s) en entreprise. Imaginatif et organisé, vous aurez pour mission :

- d'élaborer et mettre en place les calculs de risque préalables à l'acceptation des dossiers de crédit ;
- d'établir l'analyse statistique du comportement de notre clientèle actuelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétent., sous la réf. AS1, au **CREG** - Direction du Personnel - 251, r. du Faubourg-Saint-Martin - 75490 PARIS Cedex 10.

**CREG**

MEDIA BA

---

Nous sommes l'un des premiers groupes français d'entreprise dans le bâtiment, le génie civil et les travaux publics. Fortement décentralisé, nous comptons, à Paris, une direction des relations sociales apportant son concours à toutes nos sociétés. Notre directeur souhaite engager

## le (la) responsable "emplois - gestion des carrières"

Assisté d'une cellule recrutement, venez prendre en charge, vous-même, des missions de recrutement, assurer la gestion dynamique des mouvements de cadres à l'intérieur du groupe entre les filiales, entre la France et l'étranger, en mettant en place les outils nécessaires.

**A 35 ans minimum, vous avez exercé une responsabilité similaire dans l'industrie ou le service et avez l'ambition de valoriser votre expérience dans un groupe prestigieux.**

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4837 LM).



**ALEXANDRE TIC S.A.**
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

*MEMBRE DE SYNTEC*

---

**ORGANISME DE CONSEIL ET DE FORMATION**
leader dans la promotion du MANAGEMENT dans les Organisations Publiques (Etat, collectivités locales, entreprises publiques).
Nous créons un programme

**JEUNES PROFESSIONNELS**

- Vous êtes jeune diplômé d'une grande école de gestion, d'un troisième cycle universitaire ou M.S.T.C.F.
- Vous êtes fortement motivé par le conseil et la formation en management.
- Vous souhaitez vous impliquer dans la dynamisation du secteur public.

**Nous vous proposons :**

- Une formation à nos méthodes en conseil et en formation par un programme d'insertion professionnelle.
- Une intégration, à l'issue de ce programme, au sein de notre groupe.
- Des opportunités de carrière en vous confiant rapidement des responsabilités opérationnelles.

Un dossier complet de présentation et de candidature est à votre disposition :
INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC - MP CONSEIL - PROGRAMME *" JEUNES PROFESSIONNELS "* 14 rue Corvisart - 75013 PARIS

---

**AUDITEURS**

**VENEZ ÉLARGIR VOS COMPÉTENCES ET ÉVOLUER DANS NOTRE GROUPE, AU CONTACT DE LA HAUTE TECHNOLOGIE**

Diplômé (e) d'une Grande École (de Gestion ou d'Ingénieurs) après 2 à 4 ans dans un cabinet d'Audit, vous avez fait le tour des missions classiques et vous souhaitez maintenant :

**Vivre des expériences variées.**
Au sein de l'équipe d'Audit interne, vous le pourrez grâce à la taille du Groupe et à la diversité de ses métiers, qui couvrent tout le champ de l'électronique.

**Utiliser les meilleures techniques de l'audit.**
Notre volonté de décentralisation, l'existence de 200 unités dans le monde, nous contraignent à l'excellence pour coordonner notre gestion, pour gagner et décrocher de grands contrats, comme "Rita" par exemple.

***Et, surtout : innover !***
La haute technologie, l'importance des contrats et la diversité de nos opérations vous obligeront chaque fois à imaginer des procédures originales, à dialoguer, non seulement avec des Gestionnaires mais aussi des Commerciaux et des Ingénieurs.

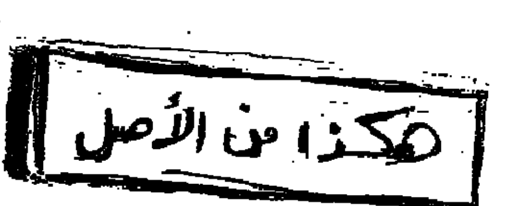
**Vous enrichirez ainsi vos compétences d'auditeurs. Et, placé (e) sur une base de départ stratégique, vous vous préparerez une excellente évolution dans notre Groupe.**

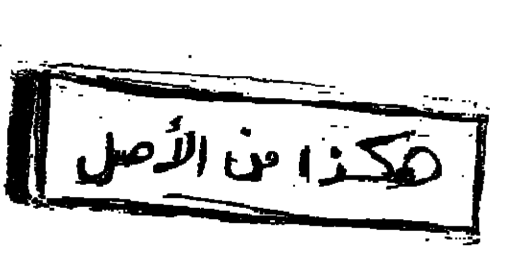
CRÉATIVITÉ SYNERGIE ADAPTABILITÉ

Merci d'écrire à Jacques VAIS – Directeur de l'Audit Interne du Groupe Thomson – 173, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

THOMSON GRAND PUBLIC – THOMSON CSF – THOMSON ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX – THOMSON COMPOSANTS – THOMSON INDUSTRIE INGÉNIERIE **THOMSON**

HAVAS CONTACT



# Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

## Contrôleur de gestion




Nous sommes leader sur le marché de l'assistance en *France et nous recherchons notre Contrôleur de Gestion.*

Rattache au Directeur Administratif, ce nouveau collaborateur sera responsable de l'élaboration et du suivi des budgets, *de la mise en place des tableaux de bord dans les différents secteurs de l'entreprise, (effectif, productivité...)* et des études quantitatives au niveau de la Direction Générale. Ce poste conviendrait à un homme ou une femme, *de formation supérieure (Ecole d'ingénieur + formation économique, ESC...)* et *justifiant* d'une première expérience de la fonction. Notre constant développement nous incite à intégrer un candidat de potentiel, capable de grandir avec nous. Le poste est basé à **Paris 9ème**.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous réf. A 567.85 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

*MEMBRE DE SYNTEC*

---

VOCATION

## Le contrôle de gestion, outil de notre avenir.

NOUS SOMMES UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DE RENOMMEE INTERNATIONALE, LEADER SUR SON MARCHE ET FORTEMENT EXPORTATEUR. NOUS SOMMES AUSSI PARMI LES 50 PREMIERS INVESTISSEURS FRANÇAIS.

■ Le contrôle de gestion est l'instrument de mesure de nos performances industrielles et de notre futur. C'est une fonction importante de notre structure.
Nous créons deux postes directement rattachés au Responsable du Contrôle de Gestion du Groupe dont le Siège est implanté dans une ville universitaire du Centre de la France.

### CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

■ Informateur et Conseil de la Direction Générale, de la *Direction Industrielle et des Responsables de Production*, il aura en charge dans un ensemble d'unités de production très automatisées employant 3 000 personnes à des fabrications de très grandes séries : *l'établissement des budgets et des coûts standards*, le suivi des coûts de fonctionnement et des écarts, l'analyse des prix de revient et de leur évolution. Il interviendra en outre dans les études concernant les coûts de fabrication, *les investissements et la productivité.*
■ Ce poste convient à un diplômé de l'Enseignement Supérieur, Ingénieur de préférence, de 30 ans minimum, ayant une expérience opérationnelle en usine. *Ses qualités de rigueur et de contact seront appréciées.*
Réf. 26M146

### CONTROLEUR DE GESTION DES FILIALES FRANÇAISES

■ Informateur et Conseil de la Direction Générale, il aura la responsabilité du Contrôle de Gestion de *diverses filiales atteignant 400 Millions F de C.A., situées dans plusieurs régions de France.*
■ Il participera à l'élaboration et au suivi de leurs budgets, analysera les résultats en liaison avec ses *correspondants. Poursuivant l'effort d'organisation entrepris*, il devra assurer la cohérence des méthodes et des informations transmises.
■ *Ce poste convient à un diplômé de l'Enseignement Supérieur*, Grande Ecole de Gestion ou Ingénieur + formation Economique, qu'une expérience initiale d'environ 5 ans aura fortement motivé pour aborder cette *fonction très évolutive.*
Réf. 26M147

■ La formation à nos produits et à nos méthodes sera la première étape de l'intégration de ces deux cadres. De plus, notre Groupe offre d'intéressantes possibilités de carrière.
■ Nous vous remercions d'adresser votre dossier en indiquant vos prétentions et la référence choisie, à notre Conseil, Madame VITORGE qui vous garantit une discrétion absolue, VOCATION : 3, rue de Liège 75009 Paris.

ANNE PERRU CONSEIL

---

***MAITRISE DE GESTION, SUP DE CO,... DEBUTANTS***

### *DE LA GESTION A L'INFORMATIQUE :*

## *LA FILIERE UNILOG.*

L'informatique, vous l'avez bien approchée un peu... mais pas assez pour en faire un métier dont vous entrevoyez pourtant tout l'intérêt. Une opportunité ? UNILOG. **Unilog** dont la *formation intensive, reconnue comme l'une* des meilleures dans ce domaine, fera de vous un **ingénieur informaticien** prêt à intégrer une équipe *opérant sur le terrain.*
Mission : conseil et assistance en informatique de gestion sur mini-ordinateurs (BULL, IBM, NIXDORF). Un conseil qui ne s'arrête pas au diagnostic des besoins des entreprises *clientes* mais s'étend à l'assistance active dans toutes les phases d'organisation *ou d'automatisation administrative ou industrielle*, à la mise en route et au suivi.
Progressivement, vous acquerrez les compétences nécessaires pour diriger des projets puis des missions d'audit ou de conseil.
Qui sommes-nous ? en quelques mots...
Un groupe indépendant spécialisé dans l'ingénierie informatique de gestion. *9 sociétés*, 550 ingénieurs-conseil. UNILOG **Minisystèmes** représente une «force d'intervention» de 70 spécialistes. Mais au-delà des chiffres, UNILOG c'est aussi, c'est surtout, un état d'esprit.
*Nos prochaines sessions de formation* démarrent le 4 Août. Il est grand temps d'adresser votre candidature (lettre man., CV, photo) à

**UNILOG** Minisystèmes 9 rue Alfred de Vigny, 75009 PARIS.

MEMBRE DE **SYNTEC** Informatique

***UNE PASSION A PARTAGER***

DESSEIN

---

## Gestion du personnel et informatique

Un atout supplémentaire pour un Responsable du Personnel de demain.

Vous concevez et mettez en oeuvre les outils nécessaires et assurez l'interface entre les utilisateurs de la Direction du Personnel et la Direction Informatique. Vous coordonnez également le suivi des réalisations au niveau de nos différents Etablissements et filiales.
Vous êtes nécessairement diplômé de l'enseignement supérieur et justifiez d'environ cinq années d'expérience réussie dans la fonction Personnel.
*Passionné d'informatique, vous avez une bonne maîtrise de ses applications dans la gestion du* personnel et souhaitez développer vos compétences.
*La latitude des responsabilités qui vous sont offertes, vous ouvre une évolution professionnelle* d'envergure dans un groupe de forte notoriété.

Poste basé en Région Parisienne.

*Merci d'envoyer votre dossier d'étude de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous* réf. 9779/CR à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

*média-system*

---

## Chargé d'affaires en financement de programmes immobiliers

Le Crédit Agricole Ile-de-France c'est aujourd'hui 2200 personnes, 200 agences.
Notre développement notamment dans les opérations de financement de programmes immobiliers nous amène à intégrer un chargé d'affaires.

Vous serez chargé d'analyser le marché de la *zone du programme concerné, d'étudier* et de définir les financements les plus appropriés à la réalisation d'une opération de promotion immobilière.
Vous devez ensuite assurer le suivi commercial, technique et financier jusqu'à son achèvement.

Le bon sens veut que cette fonction soit très évolutive et nous souhaitons rencontrer des profils commerciaux (diplômé ICH apprécié) ayant déjà quelques années d'expérience similaire et des qualités de fin négociateur.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions au Ser*vice du Recrutement sous réf.* M 26, Crédit Agricole Ile-de-France, 26 quai de la Rapée, 75012 Paris.




Le bon sens près de chez vous.

*média-system*

---

## GROUPE DE BANQUES

PARIS - 9e

## RESPONSABLE MOYENS DE PAIEMENT

***HF*** Notre Groupe de Banques recherche son RESPONSABLE DES MOYENS DE PAIEMENT.

**Vous avez :**
- **une bonne expérience des diverses** *interventions d'un cen*tre de traitement de la carte bancaire ;
- **une bonne pratique** des opéra*tions par cartes et des moyens* de paiement électroniques ;
- **des qualités affirmées de contact** (le sens des relations technico-commerciales est important).

**Vous aurez pour mission :**
- d'être l'interlocuteur des Banques ;
- d'accelerer le *développement du* produit cartes et de ses activites périphériques auprès de notre Groupe ;
- *de nous représenter dans les dif*férents groupes de travail.

Merci d'envoyer rapidement lettre manuscrite, C.V., photo et prét., sous ref. MP, à **O.C.B.F. Services** 75, r. Saint-Lazare - 75009 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

---

## adjoint au directeur administratif et financier

**PROCHE BANLIEUE OUEST FF 250.000 ±**

La filiale française d'un groupe anglo-saxon distribuant en France du matériel informatique recherche à travers l'adjoint de son Directeur Administratif et Financier un futur CONTROLLER. Avec un chiffre d'affaires 1985 de *110 millions de Francs (1986 : environ 130), une crois*sance d'environ 40% est prévue ultérieurement.

*Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier*, avec une équipe de 5 personnes, il aura la responsabilité de la comptabilité française et anglo-saxonne, du reporting, de la fiscalité, de la trésorerie, de la paie ainsi que de l'amélioration de tous systèmes existants.

Le candidat, jeune, aura une expérience comptable en univers anglo-saxon avec responsabilité d'équipe. Il devra parler anglais.

*Envoyer C.V. sous réf. 4633-M à I.C.A. 3 rue d'Haute*ville, 75010 Paris, qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising NEW YORK PARIS

---

Société de logiciels en pleine expansion, leader dans le domaine de la CAO, filiale d'un groupe important, recherche un

## ATTACHE AUX DIRECTIONS FINANCIERE, ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE

*susceptible de remplir des fonctions de responsabilité dans le domaine de la gestion.*
Formation Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC...) *option Finance Droit*, des affaires.
Anglais indispensable. Allemand souhaité.



Envoyer lettre manuscrite, CV, photo à DASSAULT SYSTEMES - Nicole MOUZARD - 40, Bld Henri Sellier - 92150 SURESNES.

**dassault systemes**

---

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE PARIS 8me
Filiale d'un groupe international recherche pour son

## DEPARTEMENT DES TITRES

## CADRE CLASSE V ou VI H/F

IL DEVRA :
- superviser les activités Titres,
  - conservation, remises, livraisons, réglements Agents (France et Etranger).
- veiller à la bonne fin des ordres liés à toutes opérations Titres,
- animer, former et motiver une équipe importante (30 personnes).
- participer à la conception et à la mise en place de nouvelles méthodes et procédures.

LE POSTE NECESSITE :
- plusieurs années d'expérience similaire à la fonction,
- des réelles qualités d'animateur.

Merci d'adresser curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 7492 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opera, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

---

## RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE



Société à vocation technologique, spécialisée dans les domaines de l'assainissement radioactif, leader dans son secteur d'activité, recherche :
*UN RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE*
Le(la) candidat(e) sera titulaire d'un diplôme de niveau Bac + 2 *dans* les spécialites Gestion/Finances-comptabilité et justifiera d'une *première expérience réussie au sein d'un ser*vice comptabilité analytique ou industrielle.
*Rattaché(e) au contrôleur de gestion de* l'entreprise, le(la) titulaire du poste devra *prendre en charge* la comptabilite analytique et maîtriser son évolution, suivre et contrôler *les systemes d'information*, participer aux travaux budgétaires et mener des études ponctuelles. Lieu d'attachement : Siege situe en proche banlieue sud (RER).
Merci d'adresser votre candidature s/ref. 7662 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opera, 75040 Paris cedex 01, qui transmet.

CONTESSE

---

Pour assurer le développement de son réseau de succursales et agences
**BANQUE FRANÇAISE PARIS**
recherche

## DIRECTEURS D'AGENCE

**Niveau CLASSE V - VI**

Nantis d'une bonne formation supérieure (de type école supérieure de commerce), ils devront impérativement justifier d'une *expérience* réussie de plusieurs années dans un réseau d'agences et être capables de maîtriser, outre *les problèmes d'encadrement*, les techniques d'exploitation afférentes à une clientèle de particuliers et d'entreprises de bon niveau.
*Ils seront affectés dans une agence de taille moyenne* (7 à 8 personnes) rattachée à une succursale.

## EXPLOITANTS CONFIRMES

**Niveau CLASSE V**

Agés de plus de 30 ans, diplômés d'études supérieures, disposant d'une expérience bancaire de 3 ans au moins de relations avec des entreprises industrielles. Ils seront chargés de créer un portefeuille de clientèle de petites et moyennes entreprises appartenant au secteur technologique.
Les candidats retenus disposeront au sein de la succursale d'une large autonomie dans leur action commerciale.
*Ils seront directement rattachés au Directeur de la succursale.*
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et *prétentions sous réf.* CT 562/04




22, rue Saint Augustin 75002 PARIS.

*MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT*

# Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

## GERANT DE PATRIMOINE

L'Européenne de Banque a une conception exigeante du service aux particuliers. Elle recherche pour sa division de la clientèle privée un cadre bancaire confirmé - classe V - VI.

Il est l'interlocuteur *privilégié d'une clientèle de haut niveau qui souhaite* avoir une gestion individuelle de son patrimoine.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur *justifiant* d'une première expérience significative dans une fonction similaire.

Les conditions offertes sont de nature à motiver une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11/664 D bis à :

**EGOR Banques et Services**
8, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL egor TOKYO

## CADRES COMPTABLES DE HAUT NIVEAU

Le Groupe SNECMA (26.000 personnes - 14 milliards de CA) a su conquérir une position de leader international sur le marché des produits de haute technologie destinés aux industries aéronotiques.

A des gestionnaires ayant un fort potentiel, il propose des postes variés à la mesure de leurs compétences, en organisation et contrôle comptable, en consolidation, en comptabilité générale... aussi bien au siège social (Paris 15ème) que dans ses établissements de la Région Parisienne.

Nous souhaitons rencontrer des diplômés d'une Ecole Supérieure de Gestion + DECS ayant acquis une première expérience professionnelle en cabinet ou en entreprise industrielle.

*Les évolutions de carrière à l'intérieur du Groupe SNECMA sont nombreuses pour des candidats de valeur.*

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11/1296 C à :

**EGOR S.A.**
8, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL egor TOKYO

## LOCAMESURE

**Le numéro 1 européen de la location d'équipements électroniques et informatiques**

*La filiale française (40 millions de CA, 45% de progression par an) d'un groupe international leader sur un marché très porteur recherche son*

## Directeur administratif & financier 270 000 F +

**NOUS VOUS PROPOSONS :**
- de diriger une équipe performante de 10 personnes,
- la perspective d'évoluer rapidement avec nous,
- l'entière responsabilité de votre département comportant des activités informatique et gestion de trésorerie particulièrement importantes.

**VOUS AVEZ :**
- une formation supérieure (le DECS et l'anglais sont des atouts supplémentaires),
- *une première expérience similaire en entreprise,*
- la volonté de travailler en collaboration avec les autres départements.

**Adressez C.V., photo et prétentions chez MERCURI URVAL, 14 bis, rue Daru, 75008 PARIS, en précisant sur la réf. 531264 portée sur la lettre et sur l'enveloppe.**

## Directeur financier adjoint

GEO Ça prima Femme Actuelle Télé Loisirs

Paris - Filiale d'un groupe de renommée internationale, PRISMA PRESSE est devenue en sept ans l'un des leaders de la **Presse Magazine**, grâce à la réussite commerciale de ses titres et à ses méthodes de gestion.
Cherchant à tirer le meilleur parti de cette réussite et d'une situation financière originale, nous renforçons les structures du Département Finance.

Vos missions :
- participer à la définition des options financières de l'entreprise.
- déterminer sa politique fiscale en tenant compte des impératifs du groupe et des spécificités de la Presse.
- superviser les services comptables et financiers (20 personnes) dans un esprit *d'animation et de coopération.*
- proposer les solutions les plus appropriées en matière d'investissement et de financement.

Votre profil :
**Cadre financier de haut niveau**, âgé d'au moins 30 ans, vous possédez une formation supérieure (ESSEC, ESC, IEP...). Vous justifiez d'une expérience qui vous permet de maîtriser tous les aspects de la **gestion fiscale** d'une entreprise à vocation **internationale**; *et de confirmer vos compétences en matière de gestion financière.*
Par votre personnalité et votre rigueur, vous êtes à même de vous intégrer à tout *niveau. Vous parlez couramment* Allemand et Anglais.

G. Raynaud vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite **confidentiellement**, en précisant votre niveau de rémunération actuel, sous la *référence 8608, au 18 avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris.*

GRP Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES



PME représentant en France des groupes internationaux (Scandinavie, U.S.A., Japon) spécialisés dans la fabrication de produits chimiques, matériels et procédés de hautes technologies, recherche son

## DIRECTEUR Comptable et Financier

**DECS et Anglais (parlé, écrit) exigés**

35 ans environ, possédant au moins 5 ans d'expérience à un poste de responsabilité comptable dans une PME d'import et connaissant les mécanismes bancaires et douaniers.
Envoyer C.V., photo et prétentions à
M. Jean ROSSOW - Ets B. ROSSOW et Cie
27, rue La Bruyère, 75009 PARIS.

bleu

## Contrôleur Financier International Adjoint

Un important groupe industriel français (CA: FF4,5 mds) réalisant 40% de son CA à l'étranger où il possède des filiales dans 20 pays recherche un Contrôleur financier international adjoint.

Vous serez le principal interlocuteur groupe des responsables administratif et financier des filiales dans les domaines suivants: comptabilité, reporting, fiscalité, contrôle budgétaire...

Agé d'environ 30 ans, vous possédez une formation supérieure (DECS, école supérieure de commerce ou équivalent), 4 à 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international ou comme auditeur interne d'un grand groupe international. Une bonne maîtrise de l'anglais est impérative et la pratique de l'allemand serait un plus. Le poste nécessite de fréquents déplacements à l'étranger.

**Veuillez contacter Charles-Henri Dumon au 19-44-1-831-0431,** ou envoyer un curriculum vitae complet à Michael Page International, 39-41 Parker Street, Londres WC2B 5LH, Royaume Uni.



Michael Page International
Specialists in Finance Recruitment
London • Brussels • New York • Sydney

## S.A. martin LYON

*LEADER MONDIAL DANS LA FABRICATION*
DE BIENS D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
500 PERSONNES
+ de 500 MF de CA dont 90% à l'EXPORT

Dans le cadre d'un développement important, nous recherchons un

## ASSISTANT DE DIRECTION FINANCIERE ET COMPTABLE

Vous assurerez un rôle d'assistance, de contrôle, d'organisation dans les domaines suivants: méthodes et procédures comptables, bilans, comptes d'exploitation, contrôle de gestion, reporting, consolidation.

Nous proposons ce poste **EVOLUTIF** à un diplômé d'**ECOLE de COMMERCE**, d'**INSTITUT de Gestion**, etc... possédant une expérience professionnelle de 5 ans environ dans des domaines similaires, et une connaissance de l'Anglais ou de l'Allemand.

Ce poste de **CADRE** est basé à **LYON**.

*Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manus., CV, photo et salaire actuel) sous la réf. 318 à :*
***A2M** Martine CORNILLET – Conseil en Recrutement*
*361, rue Garibaldi 69007 LYON – Tél. 78.69.20.95*



*Transitaire international en développement, 80 pers., 100 MF de CA, justifiant d'une notoriété de 30 ans dans son secteur recherche son*

## RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Diplômé d'études supérieures, DECS minimum, vous justifiez d'une expérience comptable confirmée pour maîtriser parfaitement l'ensemble des comptabilités générales et analytiques d'une entreprise informatisée.

Vous souhaitez élargir votre domaine d'intervention, nous vous confierons le management de l'équipe comptable (4 pers.), l'administration du personnel et des services généraux, l'établissement de la paie sur micro-informatique et la gestion de la trésorerie.

Si ce poste varié et susceptible d'évoluer (basé sur **Trappes**, 3/4 heure de Paris en RER) vous motive, merci d'adresser un dossier complet de candidature en indiquant vos prétentions, sous la réf. 519 A, à notre Conseil : PSYNERGIE, 66 Av. Victor Hugo, 75116 Paris.

DESSEIN




## EUREST

Société internationale de restauration, filiale de la **Compagnie Internationale des Wagons-lits,** recherche pour la Région Parisienne un

## Contrôleur de Gestion opérationnel

*Pour assurer le reporting* vers les directions fonctionnelles et exercer un rôle de conseil, d'assistance et de contrôle dans un centre de profit de 150 millions de CA.
Il sera responsable *de la comptabilité informatisée et de la gestion* budgétaire et administrative.

Diplômé d'une **Ecole de Commerce** ou équivalent et/ou DECS, vous êtes débutant ou mieux vous disposez d'une première expérience en entreprise.

Envoyer rapidement lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions à EUREST, Service Recrutement, 14 rue d'Athènes, 75009 PARIS.

DESSEIN

IMPORTANTE CHARTE D'AGENTS DE CHANGE
recherche

## ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ

**2 ans d'expérience minimum**
***pour compléter son équipe d'analystes.***

Ce poste requiert :
- Une formation économique et financière supérieure (bac + 4 ou plus);
- Un esprit de synthèse ;
- De réelles aptitudes aux relations humaines ;
- Le goût du travail en équipe ;
- Une bonne qualité rédactionnelle.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et prét. s/réf. 11 595 à PIERRE LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75002 PARIS qui transmettra.

## GROUPE DE PREMIER PLAN DANS L'IMMOBILIER DE LOISIRS

## RECRUTE POUR SA DIVISION PROMOTION IMMOBILIERE

## UN(E) CONTRÔLEUR DE GESTION

*Profil :* De formation supérieure (Ecole de Commerce), ayant acquis une première expérience de cinq ans dans un cabinet d'audit réputé.

*Mission.* Il (elle) sera Rattaché(e) au Directeur Financier du Groupe, et devra, pour un ensemble de sociétés immobilières, financières, ou prestataires de service :
- Mettre en place un système de reporting
- Participer à l'élaboration et au suivi des budgets
- Effectuer le contrôle de gestion des opérations immobilières en liaison avec les directeurs de programmes.

*Particularités :* Un goût prononcé pour la micro informatique est vivement souhaité.
Il s'agit d'une création de poste, lié à l'important développement du groupe.
Lieu de travail : Paris-Ouest.

Merci d'adresser votre candidature
(lettre + C.V. + photo + prétentions) à
Agence DELIA/REC PV.
16, Rue des Huissiers 92200 NEUILLY

## *Adjoint au responsable de la Comptabilité Générale*

Grande banque Paris recherche pour sa comptabilité générale un candidat de formation supérieure : grande école de commerce, expertise ou équivalent, ayant une expérience professionnelle d'environ 3 années dans le secteur bancaire ou en cabinet d'Audit sur les dossiers bancaires.

Il aura à assurer progressivement la responsabilité de l'établissement des situations réglementaires, des déclarations fiscales et des travaux relatifs à l'établissement du bilan et de la consolidation.

*Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 2113 à*

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

**RÉGION PARISIENNE**
**ENTREPRISE T.P.**
recherche :

## RESPONSABLE FINANCIER

**MISSION :**
Gestions financières et sociales ;
- Relations bancaires ;
- Comptabilité analytique ;
- Maîtrise de l'informatique.

Formation supérieure I.U.T. finances et comptabilité.

***QUALITÉS REQUISES :***
Grande disponibilité.
Sens des responsabilités.
Bon gestionnaire.
*Expérience travaux publics.*

Adresser c.v. et prétentions à O.C.G. Rivallain Conseil au 28, r. de l'Etang-Gommonvilliers, 91430 Igny, qui transmettra.

Banlieue Est, grande société de meubles recherche

## RESPONSABLE

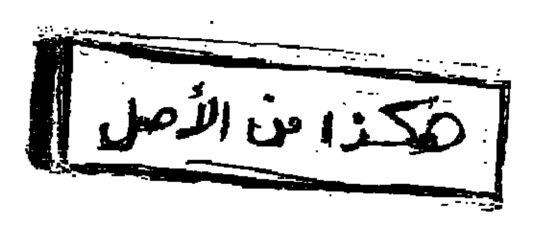
**ADMINISTRATIF ET FINANCIER**
Expérience souhaitée.

*Adresser lettre manuscrite* + c.v. + photo + prét. à CIC DESIGN : 44-51, allée du Closeau, 93162 Noisy-le-Grand Cedex.

**CIMADE**
**Association humanitaire**
**recrute**

**UN COMPTABLE QUALIFIÉ**

Adresser C.V. à M. *HOEFFEL*
CIMADE
176, r. de Grenelle, 75007 Paris.



# L'UNIVERS DE LA GESTION

## responsable SERVICE comptabilité de gestion

*Un GROUPE FRANÇAIS de NOTORIÉTÉ INTERNATIONALE leader sur son marché, recherche pour l'une de ses unités (C.A. de plus d'un milliard de francs) un RESPONSABLE COMPTABILITÉ de GESTION.*

*Rattaché au Directeur de la Gestion, il sera chargé du reporting mensuel (financier comme de gestion), de la centralisation des tableaux de bord des différents services, et de l'établissement des résultats des 15 agences commerciales. Il sera le garant du respect des procédures de contrôle interne, assurera le suivi des prix standard, des écarts sur achats et le contrôle permanent des stocks. A la tête d'une équipe de 4 personnes, il participera directement au fonctionnement de la comptabilité générale et aura à apporter sa contribution à la refonte très prochaine du système informatique.*

*Ce poste – basé à Paris – nécessite à la fois précision, esprit de synthèse, perspicacité, fermeté et aptitude à tenir des délais. Il s'adresse à un jeune DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE GESTION + DESC, de 28 ans au moins, ayant acquis son expérience (4 à 5 ans) dans les services Comptabilité d'une société de type Anglo-Saxon.*

*Les dossiers de candidatures, sous réf. 3205 M – à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par*

DEVELOPPEMENT
*10, rue de la Paix - 75002 Paris*

MEMBRE DE SYNTEC

Bourgogne

## Contrôleur de gestion

*Prendre en charge le contrôle de gestion dans une entité industrielle de la société, fiabiliser les indicateurs économiques et conseiller les hiérarchies dans l'exploitation de ces données.*
*C'est la mission complète que vous propose cette société (1 Md de francs de CA dont 45 % à l'export, 3000 personnes) filiale d'un puissant groupe international et figurant parmi les leaders dans son domaine d'activité : produits de haute technologie.*
*Professionnel confirmé de la fonction (3 ans minimum), diplômé de l'enseignement supérieur (grande école de gestion), vous désirez valoriser vos qualités de rigueur, de pragmatisme et d'efficacité. De bonnes connaissances en comptabilité analytique constituent un atout supplémentaire.*
*Le poste est à pourvoir dans une grande ville universitaire de Bourgogne.*
*Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 5135 B, à Etienne Simonnet, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.*

OC conseil
Ressources humaines
P A R I S L Y O N

AFCOREM

Société industrielle fabriquant des produits de haute technologie, ayant de nombreuses filiales, un chiffre d'affaires d'environ 1,5 Milliard en progression de 15 % par an recherche

## UN CONTROLEUR DE GESTION
**Cadre de haut niveau**

Adjoint au Directeur Financier, il sera responsable du contrôle de gestion de la société mère et du groupe dans sa totalité (gestion prévisionnelle, tableau de bord et rapport de synthèse, contrôle budgétaire). Il animera une petite équipe de cadres.
Ce poste conviendra à un cadre confirmé diplômé d'études supérieures de type HEC ou ESSEC, âgé de 32/38 ans environ et pouvant s'appuyer sur une expérience réussie d'au moins cinq ans de préférence en milieu industriel.
L'anglais est impératif pour ce poste basé à Paris Ouest.

Merci d'adresser CV + photo + lettre man. et prétentions sous réf. 5012 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

DESSEIN

**legrand**

Leader européen de l'appareillage électrique d'installation, C.A. F 4,5 milliards, 30 unités de production recherche un

## adjoint au directeur comptable

**Basé à LIMOGES, ce poste conviendra** à un candidat âgé de 28 ans minimum, de niveau DECS, ayant acquis une expérience de 5 ans en milieu industriel utilisant des systèmes informatisés.

Au sein des services comptables du siège, il sera chargé de l'élaboration des situations mensuelles, de leur présentation et commentaires, de la liaison active avec le contrôle de gestion.

**De réelles perspectives d'évolution existent au sein du groupe pour un candidat compétent et évolutif.**

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) prétentions, sous référence 21.880-M à l'attention de H. CARON



Coopers & Lybrand Associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

## FILIALE EN R.F.A. d'un grand groupe industriel français

**LE DÉPARTEMENT AUTONOME (en forte expansion et faisant du profit) DE CE GROUPE (9000 personnes - 23 usines dans le monde), FOURNISSEUR DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE ET LEADER EUROPÉEN recrute pour son usine (filiale) en RFA à 150 KM DE STRASBOURG**

## Futur DIRECTEUR DE PRODUCTION à Mannheim

**CET INGÉNIEUR DE PRODUCTION FERA LA PREUVE DE SES TALENTS D'ORGANISATEUR DE PRODUCTION ET D'ANIMATEUR DES HOMMES A LA TÊTE D'UN ATELIER DE FABRICATION EN GRANDES SÉRIES. IL SE PRÉPARERA AINSI A ASSUMER RAPIDEMENT DES RESPONSABILITÉS PLUS ÉTENDUES, l'étape suivante devrait normalement être la DIRECTION DE PRODUCTION (350 personnes dans une usine de 450).**

**Challenge passionnant pour**
- un JEUNE INGÉNIEUR diplômé MÉCANICIEN «qui en veut»
- parlant ALLEMAND ou avec sérieuses bases à réactiver
- un HOMME D'ATELIER AYANT DÉJA DIRIGÉ au moins 200 personnes et AIMANT TRAVAILLER EN ÉQUIPE

très important

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détail., photo et rémunér.) sous réf. 8449 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

BRETAGNE

## Jeune Directeur
ADMINISTRATIF ET FINANCIER

COPERS

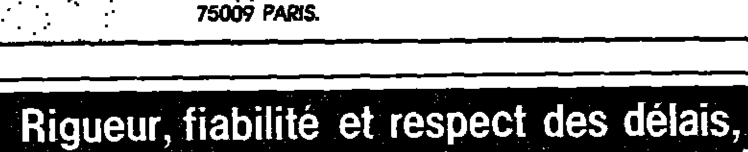
Mettre en place un véritable contrôle de gestion, *prendre en charge* la comptabilité et la gestion du personnel, développer l'analyse des coûts et, à *terme, assurer l'ensemble* de la logistique de notre entreprise, ce sera votre rôle.

Notre entreprise a une solide image dans le secteur mode. Elle emploie 250 personnes et réalise un C.A. de 70 millions. Elle présente d'intéressantes possibilités de réalisation et de développement pour un contrôleur de gestion ou l'adjoint d'un directeur financier, diplômé de Grande Ecole et souhaitant prendre en main l'ensemble de la fonction.

Il fera partie du trio de Direction de l'entreprise et sera pleinement associé à son développement.

Adresser votre curriculum vitae à notre Conseil Philippe GOMBEAUD - COPERS - 1, rue Moncey 75009 PARIS.

MEDIA PA



## Rigueur, fiabilité et respect des délais, ou le challenge d'un «pro» de la finance !

Un rôle à la mesure de votre ambition : mettre vos talents financiers au service du contrôle financier et de la gestion d'une filiale française d'un groupe américain implanté sur toute l'Europe. Société de distribution d'équipements industriels, nous croyons à la performance des hommes efficaces répondant avec rigueur à la fiabilité de leurs responsabilités dans une parfaite harmonie de temps. Nous recherchons notre

## *Assistant Controller*

**VERITABLE ADJOINT DU DIRECTEUR FINANCIER**, vous assurerez des responsabilités tant complémentaires que pluridisciplinaires en matière de SUPERVISION, de REPORTING, de CONTROLE et d'AUDIT.

Exercez votre autorité sur les Services de comptabilité générale, analytique et de contrôle de gestion, tout en intervenant auprès des auditeurs internes et des organismes de contrôle externe.

Après vos études supérieures, vous avez acquis une expérience professionnelle de 5 à 10 années, vous parlez anglais et vous possédez la maîtrise du reporting anglo-saxon. Vos compétences dans l'animation d'une équipe d'au moins 10 personnes sont reconnues.

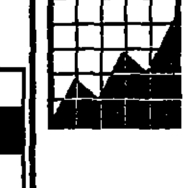
Si vous êtes un homme fiable et responsable, nous vous offrons une carrière évolutive. Votre réussite au sein de notre Société en pleine évolution sera à l'image de votre performance.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 8603 à Serge AUDOUIN

TR Consultants
185, avenue Charles de Gaulle - BP 223
92201 Neuilly s/Seine Cedex

*TR Consultants*







# DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

## directeur département commercial

C.A. de l'ordre de 400 MF

**450.000 +**

*Un important GROUPE FRANÇAIS, bénéficiant d'une image forte due à la qualité de sa gamme de produits, recherche pour l'un de ses Départements spécialisés – s'adressant essentiellement à une clientèle d'Industriels Transformateurs – un DIRECTEUR.*

*Il se verra confier la responsabilité globale du développement de ce Département réalisant plus de 60 % de son C.A. à l'Exportation. Il sera l'interlocuteur privilégié des Clients importants. S'engageant sur des objectifs, il sera responsable de ses résultats. Il animera une équipe d'une trentaine de personnes, composée de Cadres et d'Agents Commerciaux, de Technico-Commerciaux et de Gestionnaires. Son rôle implique de constantes relations avec les Usines du Groupe spécialisées dans la fabrication de ses produits.*

*Ce poste très complet et autonome conviendrait à un DIPLÔMÉ HEC, ESSEC, ESC... âgé de 35/38 ans minimum, ayant une double expérience commerciale internationale et de responsabilité de centre de profit, acquise dans un groupe chimique, textile, papetier, etc. Une excellente connaissance des langues allemande et anglaise est indispensable.*

*Les dossiers de candidatures – sous réf. 3203 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par*

DEVELOPPEMENT
*10, rue de la Paix - 75002 Paris.*

MEMBRE DE SYNTEC

La filiale d'un grand groupe industriel français spécialisée dans le biomédical, recherche un

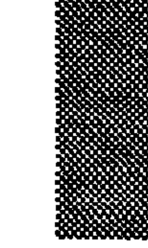
## *Directeur général adjoint*
### *responsable des opérations industrielles*

son rôle sera d'assurer :
- le management de plusieurs unités de fabrication regoupant plus de 500 personnes,
- la gestion des moyens et des coûts (production, conditionnement, logistique de distribution).

- Généraliste dans son approche, il aura une formation scientifique de haut niveau complétée par une solide expérience dans l'industrie, si possible, dans le domaine de la pharmacie ou de la cosmétologie.

Les candidatures s/réf. N/86076 (avec C.V., photo, niveau de salaire) seront étudiées en toute confidentialité par notre Conseil,

Sonia Lipszyc
HAY Managers
13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS



MEDIA PA



## emplois régionaux

# L'UNIVERS DE LA GESTION

**INGENIEUR DEVELOPPEMENT EN BIOTECHNOLOGIE**

Entreprise de la région Alsace - CA 120 MF - 500 personnes - Domaine Biologie - recherche un **Ingénieur Développement** qui sera responsable d'amener au stade de la fabrication les produits issus de son secteur recherche et d'améliorer les protocoles de fabrication des produits existants.

Agé d'au moins 30 ans, il possèdera une solide formation en biotechnologie (Doctorat 3me cycle, Insa, Université de Compiègne, Agro...) et une expérience d'au moins 5 ans dans un domaine similaire.

Merci de nous adresser votre C.V. s/réf. 80699 à CONTESSE PUBLICITE, 5, place du Corbeau, 67000 STRASBOURG.

CONTESSE

---

**TAN SEMITAN**

ENTREPRISE DE TRANSPORT PUBLIC NANTAISE
1000 personnes - croissance en 1985 : + 15%
recherche

**RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION ET DU DÉVELOPPEMENT**

(membre du groupe Direction, il dirige un service de 30 personnes)

**Sa mission**
Pour poursuivre la croissance, il développe l'information et la communication orientées tant vers l'extérieur de l'Entreprise que vers l'intérieur. *Il coordonne également la formation du personnel.*

**Nous souhaitons**
- une formation supérieure : Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent,
- une expérience acquise en Entreprise dans une fonction similaire.

**Nous offrons**
- la possibilité d'exercer de réelles responsabilités dans une ambiance stimulante,
- une rémunération de 200 000 à 240 000 F suivant l'expérience.

Adresser CV et photo récente à SEMITAN - Service Gestion des Ressources Humaines - Gestion des Emplois - 3 rue Bellier - 44046 NANTES CEDEX.

---

Vous êtes actuellement chargé de la

**GESTION DE PORTEFEUILLES COLLECTIFS**

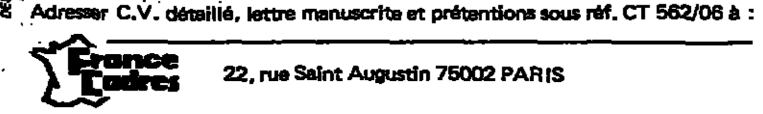
dans une **Banque**, une **Compagnie d'Assurances**, une **Charge d'Agents de Change**, un **Etablissement Financier**.

De formation supérieure, vous avez quelques années d'expérience dans cette activité que vous avez initiée par l'analyse financière.

Nous vous proposons de nous rejoindre. Nous sommes une **BANQUE FRANÇAISE** dont la **vocation financière est reconnue**.

Nous souhaitons compléter notre équipe de gestionnaires de SICAV et FCP par un professionnel qui sera plus particulièrement en charge, pour l'**ensemble de nos portefeuilles**, du secteur **FRANCE** mais de façon non exclusive.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite et prétentions sous réf. CT 562/06 à :



France Cadres — 22, rue Saint Augustin 75002 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

---

**DUOLITE INTERNATIONAL S.A.**

**Nous sommes une filiale de ROHM AND HAAS Company**
(2 milliards de dollars de C.A. 1985)
**qui fabrique et commercialise des résines échangeuses d'ions utilisées dans le traitement de l'eau à usage industriel et dans *différentes applications* (agro-alimentaire, *pharmacie* ...).**

**Notre technologie et la qualité de nos produits nous placent en position de leader sur ce marché en expansion rapide.**

**Duolite International compte 310 personnes, et dispose d'une unité de production à CHAUNY (Aisne) de 240 personnes pour laquelle nous créons le poste de :**

***CONTROLEUR FINANCIER***

Le candidat que nous aurons retenu se verra confier la responsabilité de l'ensemble des activités financières et comptables de l'usine.
En particulier, il concevra et mettra en place des systèmes de contrôle efficaces (comptabilité analytique, élaboration des standards de fabrication, inventaire de production) et participera à la préparation des budgets *d'exploitation et d'investissements.*
Il aura à sa disposition des moyens de traitement informatiques flexibles grâce à un réseau de communication intégré relié à l'ordinateur central du siège (IBM 38). De plus, il jouera un rôle important de conseil auprès des responsables de production.

Vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent et une expérience de quelques années dans des fonctions similaires. Bien sûr, vos connaissances comptables sont bonnes et vous êtes familier avec les normes anglo-saxones et la micro-informatique.

Vous souhaitez concevoir des systèmes, et les mettre en application. Vos qualités de communication vous aideront à réussir dans ce poste (anglais, leadership, esprit d'équipe).

Nous serons heureux de recevoir votre C.V. + photo et prétentions qui sera à adresser au Directeur Adjoint du Personnel

**Société ROHM AND HAAS FRANCE**
**La Tour de Lyon - 185, rue de Bercy**
**75579 PARIS CEDEX 12**

P.R.

---



**Degrémont**

LEADER MONDIAL DANS LE DOMAINE DU TRAITEMENT DE L'EAU
2000 personnes, 2 milliards de CA, implanté ou représenté dans 80 pays recherche

**Jeune Chargé de mission**
POUR SES IMPLANTATIONS A L'ETRANGER

**Mission** : Rattaché à la Direction Financière, il étudie, met en place et assure le contrôle des structures administratives, fiscales et comptables necessaires à l'implantation de la Société dans le cadre de la réalisation des contrats à l'étranger. Il participe à l'elaboration d'opérations financières internationales. Il se deplace a plus de 50% de son temps dans la zone qui lui est affectée (Afrique, Amérique latine).

**Profil** : HEC, ESSEC, ESCP débutants (option comptabilite)

Le poste implique une bonne résistance physique, d'excellentes capacités d'adaptation, un bon sens de la négociation.

L'anglais courant est impératif ainsi que la mobilité géographique.

C'est un poste très formateur offrant une vision d'ensemble de l'entreprise et permettant d'évoluer dans un contexte international.

Merci d'adresser sous réf. 40 : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre conseil STANDARDATA, 128 boulevard Haussmann 75008 Paris.

STANDARDATA

---



**SOREFI**
**Provence - Alpes - Côte d'Azur**

Etablissement financier régional des CAISSES D'EPARGNE de la région P.A.C.A. et Corse, nous recherchons un(e) :

***CHARGE(E) D'ETUDES DE PROGRAMMATION FINANCIERE***
***ENSAE - CENTRALE - MINES***

*La mission de ce nouveau collaborateur rattaché à la Direction de la Planification, comprend :*
- Le suivi et le contrôle des activités de transformation et de programmation financière de l'établissement.
- *La mise au point d'outils prévisionnels et d'aides à la décision tels que* tableaux de bord, budgets, simulateurs...
- La participation à la conception de nouveaux produits financiers d'épargne et de crédit.

A vos qualités de synthèse, votre sens de l'organisation et de la méthode s'ajoutent, pour réussir dans cette fonction d'études :
- Une connaissance pratique des mathématiques financières (des connaissances en calculs actuariels seraient également appréciées).
- Une première expérience en milieu bancaire, Direction Financière d'entreprise.

Enfin, si vous possédez le goût des contacts, vous pourrez évoluer vers d'importantes responsabilités en matière de négociation.

Note sur le poste adressée à tout candidat présélectionné.
Merci d'adresser dossier de candidature,
CV, photo et rémunération actuelle, sous référence 505 M
2, rue de Beausset 13001 *MARSEILLE*.
Confidentialité assurée.

RC RATIO CONSEILS — Jonction

---



## DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

---

**Important Groupement d'Achats spécialisé SPORT**

recherche son

**DIRECTEUR DES ACHATS**

**Le candidat aura pour missions principales :**
- La recherche et la sélection de produits
- La négociation des achats
- *La gestion de son équipe*

Ce responsable aura acquis une expérience réussie de quelques années dans le *domaine ACHATS.*

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Le poste, basé dans la banlieue parisienne, implique quelques déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence 170 à : *PUBLIFOP, 29 Rue Bleue 75009 PARIS qui transmettra.*

---

**BANQUE RÉGIONALE PRIVÉE**
*(SUD-OUEST)*

liée à l'un des premiers groupes bancaires français, renforce son équipe de Direction et recrute un



**CADRE**
**CLASSE VI ou VII - HF**

Au sein d'une banque en développement et a la clientèle diversifiée, il se consacrera, dans un premier temps, a des activités essentiellement *commerciales. Selon ses qualités, ses responsabilités pourront ensuite évoluer* vers un poste de Direction.

Diplômé d'études supérieures commerciales, il a nécessairement une expérience bancaire de plus de 5 années, au cours desquelles il a exercé des responsabilités d'Exploitation, de préférence en Agence.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 5261 à AD'COM, 3 avenue des Ternes, 75017 PARIS qui transmettra.
Discrétion absolue assurée.

AD'COM

---

**De la promotion sur la Côte d'Azur pour un banquier.**

Une banque bien implantée dans son secteur d'activité et en fort développement grâce à une gamme de crédits, placements et services spécifiques et performants, offre de prendre *la direction* de son agence de NICE à :

**Un spécialiste des crédits aux promoteurs immobiliers et aux entreprises.**

Il sera responsable :
- du développement et du suivi d'un portefeuille d'entreprises, de promoteurs, d'organismes professionnels et de particuliers, dans le cadre d'une gestion par objectifs.
- de la maîtrise du risque, avec une délégation de crédit
- de l'animation de son équipe
- de la valorisation de l'image de la banque auprès des pouvoirs publics et des organismes professionnels et bancaires.

Ces missions nécessitent impérativement une expérience commerciale et technique des crédits promoteurs et entreprises, ainsi qu'un grand dynamisme et une formation supérieure.

Ce poste offre l'opportunité de rejoindre *un établissement à taille humaine* où les efforts et résultats individuels sont valorisés. Il présente des perspectives ultérieures d'évolution, dans le réseau ou au siège, pour un collaborateur mobile géographiquement.

*Adresser C.V., lettre manuscrite,* avec classification et rémunération actuelle, prétentions, sous référence 3802M à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

---

**Assistant**
**Systèmes d'Information Marketing**
**construisez votre avenir**

Le GROUPE BRUNO PETIT, un des leaders de la Maison Individuelle, vous offre l'opportunité *de découvrir l'entreprise à travers les systèmes d'information marketing.* Débutant, vous êtes diplômé d'études supérieures, familiarisé avec l'outil informatique et possédé des qualités d'analyse et de rigueur, le GROUPE BRUNO PETIT vous confie la responsabilité des tableaux de bord Marketing de l'ensemble des entités (+ de 20) de la marque.

Vous aurez en charge non seulement le recueil, la mise en forme et l'analyse des informations mais aussi l'amélioration et l'évolution constante des systèmes.

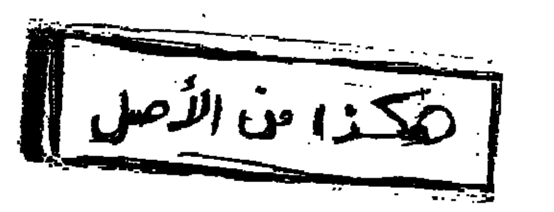
Basé au siège à Meudon, ce poste constitue un excellent tremplin pour découvrir le Groupe et être confronté à la réalité du terrain.

Rejoignez-nous en adressant lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 110 à
**GROUPE BRUNO PETIT - Direction Recrutement - BP 33 - 92190 Meudon.**



GROUPE BRUNO PETIT

SOURCES





# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



SYNTEC

## Directeur des Services Communs

Il y a à SYNTEC, la Chambre Syndicale des Sociétés d'études et de conseils, plus de 300 sociétés adhérentes, trois Groupements rassemblant respectivement les sociétés d'ingénierie, d'informatique (SSII), de conseil, une équipe permanente de 24 personnes et un Comité Directeur... mais une belle unanimité pour demander à l'organisation : économie, compétence et disponibilité !

Le Comité Directeur souhaite faire animer cet ensemble par un DIRECTEUR DES SERVICES COMMUNS.

Vous aurez à tenir deux rôles principaux :

- logistique : les adhérents doivent trouver une chambre syndicale sûre, bien équipée dans des conditions de qualité et de coût exemplaires,
- coordination : vous dirigez les Services Communs, vous êtes au courant des activités des Groupements, vous faites des propositions au Président et au Comité Directeur, vous animez les Commissions et mettez en œuvre tous moyens propres à favoriser l'action professionnelle commune.

Alors, c'est sûr, vous connaissez bien l'entreprise et son environnement. Vous avez géré, dirigé, compté et vous aimez par dessus tout communiquer. C'était votre job quand vous étiez Secrétaire Général, Directeur Administratif et Financier ou Directeur Général d'un centre de profit. *Et ce sera un apport décisif pour* la réussite de votre nouvelle mission à l'Organisation des sociétés du "tertiaire supérieur".

Merci de l'intérêt que vous nous manifestez en adressant votre dossier à SEFOP sous référence SY 559 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides. 75001 Paris. — MEMBRE DE SYNTEC —

---

GROUPE DE P.M.E.
leader dans l'éclairage photo/vidéo, solidement implanté en France et à l'étranger depuis plus de 30 ans
recherche

## directeur général commercial

*Sa mission comportera* la direction et l'animation de l'équipe de vente, la coordination production-vente, la définition et la mise en route de la stratégie marketing, ainsi que les contacts personnels *avec les gros clients* et les importateurs étrangers.

Ce poste convient à un cadre de haut niveau, 30 ans minimum, attiré par un challenge où il devra totalement s'impliquer, ouvert à l'esprit scientifique, *avec si possible, de bonnes notions* en informatique et en gestion.

La connaissance des milieux professionnels de la photo ou du cinéma serait un atout. Excellente maîtrise de l'anglais *indispensable.*

Rémunération départ non inférieure à 300 000 F.

Merci d'écrire avec CV et photo sous réf. D175 à
**PAJ Conseil,**
**8, avenue de Camoëns, 75116 PARIS**

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Lion Publicité

---

## Directeur commercial

**300.000 F**

**Produits industriels - Télécommunications** - Cette filiale de deux groupes multinationaux de premier plan étudie, fabrique et commercialise des produits de grande technologie destinés principalement à l'industrie des télécommunications. Elle recherche son directeur commercial. Sous l'autorité du directeur général, et membre du comité de direction, il effectue des offres aux clients, *gère les commandes et les stocks et assure la promotion de l'entreprise. Assisté* par une équipe de 4 personnes, il joue un rôle charnière entre les services techniques, les clients et l'administration publique qui lui permet d'animer la réflexion marketing de la société. Ce poste peut s'adresser à un responsable commercial confirmé ou représenter une opportunité d'évolution pour un ingénieur d'affaires ou cadre *commercial. Idéalement ingénieur électricien en télécommunications, âgé d'au* moins 35 ans, il a une bonne pratique de l'anglais, l'expérience de la commercialisation de produits techniques et des relations avec l'administration publique. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience, sera de l'ordre de 300.000 francs. Ce poste est basé en grande banlieue ouest de Paris. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence *A/2769M.*

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
*Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA*

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

---

## Exporter la beauté c'est un travail de professionnel

Vous le savez bien, vous qui fréquentez ces marchés dits "du luxe", les signatures les plus prestigieuses ont besoin, à l'étranger, des commerciaux les plus performants.

Pour nous, l'exportation c'est plus de 45% du chiffre d'affaires réalisés dans le monde entier (ou presque) par un réseau de représentants, d'agents et par nos filiales (USA et UK). Nous voulons faire mieux encore.

Vous prenez en *mains la direction de cet ensemble : étude des marchés, mise en place et contrôle de la politique de distribution*, choix, formation et animation de l'équipe. Vous êtes responsable de vos résultats devant le Directoire. Vous voyagez la moitié de votre temps.

A terme, et pour suivre votre réussite, c'est un véritable poste de Directeur Commercial (France et Export) que nous vous proposons.

Pour l'heure, vos études, votre culture, votre expérience ont fait de vous un homme de commerce international, un patron. Votre éducation, vos goûts, vos connaissances peuvent vous attirer plus particulièrement vers nos produits.

NOUS SOMMES LES TISSUS MANUEL CANOVAS.

Nous avons confié à SEFOP le soin de cette recherche, nous vous remercions d'adresser à ses consultants votre dossier et vos références (MCE 562 M).

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris. — MEMBRE DE SYNTEC —

---

## DIRECTEUR TECHNIQUE PRODUCTION

FAÇONNAGE — RELIURE

Filiale d'un grand groupe européen regroupant une centaine de PME/PMI, nous concevons, fabriquons et vendons des agendas, articles millésimés, scolaires, etc...

Nous investissons en lignes de façonnage performantes et mettons en place des systèmes modernes de planifications et de gestion de production informatisés.

*Nous recherchons l'Ingénieur, au fait des techniques de façonnage* ou de conditionnemment automatique, qui saura mener à bien l'évolution *engagée tant du point de vue technique et gestion* que du point de vue humain.

Encadrer, animer, comprendre, former, faire évoluer 130 personnes, implique une volonté de réussite facilitée par une expérience probante d'encadrement et des qualités naturelles de management. Il s'intégrera à une équipe de direction jeune, dynamique et engagée.

Ce poste peut être une étape dans une carrière évolutive au sein du groupe.

Merci de faire parvenir votre candidature, sous référence 70334 M, à notre Conseil Michel BARBEY qui vous documentera avant de vous rencontrer.





13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

---

*Paris*

## *Jeune directeur du personnel*

*Rattaché au Directeur Général, prendre en charge l'ensemble de la fonction (recrutement, formation, relations sociales, administration...); proposer les actions requises, apporter conseil et appui aux hiérarchiques, animer l'équipe en place, (10 personnes) dans une optique générale de réactualisation de la fonction.*

*C'est la mission que vous propose l'un des leaders de l'ingénierie à l'export, (500 personnes) pour son siège social à Paris.*

*Diplômé d'Etudes supérieures juridiques, votre expérience de 7 ans environ de chef du personnel généraliste s'est déroulée de préférence dans un des domaines de l'Entreprise Générale ou de l'Ingénierie avec une forte dominante indispensable d'activité à l'exportation. Aujourd'hui vous souhaitez «faire le pas» et prendre progressivement en mains un poste en plein devenir.*

*Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 1114 A à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.*

OC conseil
Ressources humaines

P A R I S L Y O N

AFCOREM

---

# emplois internationaux . emplois internationaux . emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

---

## Trader

## En Obligations Françaises

**GOLDMAN SACHS**, une des toutes premières banque d'investissement américaine recherche un jeune trader spécialiste du marché obligataire français.

Un diplôme de l'enseignement supérieur, une expérience des marchés obligataires, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais sont nécessaires.

Le poste sera basé à Londres et impliquera d'importantes responsabilités.

Une période de formation à New York est à prévoir.

Votre curriculum vitae est à envoyer à:
Elizabeth Clarke,
Goldman Sachs Intl. Corp.
5 Old Bailey, London EC4M 7AH
GRANDE BRETAGNE





---

SOCIETE FRANCAISE
BIENS D'EQUIPEMENT - MATERIELS DE TRANSPORT
C.A. 1 milliard F. - 50% Export
recherche

## INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL USA

**Le poste :**

- Promotion de produits et suivi d'affaires et de commandes aux USA.
- Ceci implique des contacts avec :
  - la clientèle aux *niveaux commercial*, technique et financier,
  - les consultants, sous-traitants et fournisseurs,

dans *l'analyse et le suivi de projets*, d'appels d'offres, de remises d'offres et de *négociations.*

- Intégré au plan logistique dans une *structure d'accueil implantée aux USA* Côte Est, il dépend d'un Département *produits de la Direction Générale* en France.

**Le candidat :**

Formation ingénieur, de préférence *mécanicien* ou électromécanicien,

- expérience industrielle appréciée,
- *anglais courant indispensable,*
- goût de l'expatriation, disponibilité et *autonomie nécessaires,*
- esprit de synthèse.

Après une formation en France, il sera basé aux USA, avec déplacements ponctuels vers la France.

Ecrire avec CV et prét. sous réf. 7691 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

---

Lib. pap. cadx à Mayotte rech. cadre expér. gest. lib. pap., contrat expat., logt équipé sur place, voiture. Adr. cand., C.V., photo, prétent. sous n° 7298
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

---

O.N.G. recrute pour longue période

**COORDINATEUR**

Important projet de développement Afrique de l'Ouest. Expériences similaires néces. Dépl. et séjours sur place. Envoyer C.V. et rémunération souhaitée sous n° 7292 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, r. de Monttessuy, Paris-7°.

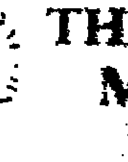
---

L'université de Lausanne ouvre une inscription pour un poste de
PROFESSEUR ORDINAIRE de LINGUISTIQUE et PHILOLOGIE ESPAGNOLES

Titre exigé : doctorat ès-lettres, doctorat d'Etat ou publications importantes, habilitation.

Entrée en fonctions : 1er septembre 1987.

Les lettres de candidature avec c.v. et liste des publications (en 5 ex.), doivent parvenir avant le 14 juin 1986 au doyen de la faculté des lettres, bâtiment central, 1015 Lausanne (Suisse). Téléph. : 46-31-25.





## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

# Ingénieur qualité
**Ouest-Atlantique**



Jeune société spécialisée dans la fabrication de pièces mécaniques complexes destinées à l'aéronautique, employant 500 personnes et mettant en œuvre une *large gamme de méthodes de fabrication* très avancées, concourant à un haut niveau de qualité, recherche un ingénieur mécanicien qui, intégré au département qualité composé de 60 techniciens, sera placé auprès du responsable du département. Il se formera aux techniques et procédures propres à la société. Il interviendra dans le respect des délais et dans le contrôle de l'ensemble des coûts de l'assurance qualité sur lequel il se penchera particulièrement. Il participera à la sensibilisation à la qualité. Ce poste s'adresse à un ingénieur mécanicien âgé de 30 ans *minimum*, possédant une expérience de la fabrication et notamment une bonne connaissance des techniques d'usinage et si possible de la mécano-soudure (TIG, faisceau d'électrons, plasma). Ce poste nécessite une bonne pratique de l'anglais et doit permettre à un responsable de valeur d'élargir ses responsabilités au sein de cette société. Le salaire de départ sera *fonction des compétences* acquises. *Ecrire à N. ELTCHANINOFF* en précisant la référence A/1402M.

MEMBRE DE SYNTEC



1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.82
*Offres PA Minitel* : *36.14.91.66* code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

# *Faites mousser les ventes dans le Nord !*

**Européenne de Brasseries** SEB

Le rapprochement structurel et technique de la Société Européenne de Brasseries (1,7 Milliards de F de CA) avec les Brasseries Kronenbourg lui a permis d'élargir son organisation et ses moyens de production à un puissant ensemble industriel, de premier rang en Europe. Ses marques Kanterbraü, Gold, Tourtel, Valstar, Chopp, Canada Dry, font d'elle *le n° 2 français de la bière.*

### Jeune Chef des Ventes

Le Nord, leader en consommation de bière, sera votre terrain d'action, pour gagner, au sein de notre Direction Régionale, votre challenge de Chef des Ventes.

ESC ou Maîtrise, après 2 ou 3 ans de vente chez un leader de la grande consommation, vous êtes *prêt à sauter le pas pour prendre en main l'animation* et la formation d'une équipe de 5 responsables de secteur sur le Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne et Ardennes.

Pédagogue, vous aurez à coeur de valoriser l'expérience de votre équipe par votre maîtrise des techniques de vente. Excellent négociateur, vous assurez les contacts directs avec les clients régionaux.

*Ce poste tremplin, au sein du réseau alimentaire* (grande distribution) permettra à votre potentiel de s'épanouir dans une Direction Régionale des Ventes, chez SEB ou dans le groupe BSN.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. P 15 M, en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cédex 08.

BSN GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



## emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)



# THE INTERNATIONAL MONETARY FUND

has a career opening
at its Washington Headquarters for an

# INTERPRETER-TRANSLATOR

Candidates must be able to interpret from English and Spanish into French (and, if possible, from French into English), and to translate from English into French. Candidates must have French as their mother tongue and a thorough knowledge of Spanish and English. They must have a university degree and/or professional work experience in conference interpretation and in translation. Additional academic qualifications and/or experience in economics or law will be particularly useful. Translation work will account for a major share of the duties in the Fund; accordingly, qualified candidates will be required to take a translation test as well as an interpretation test.

Salary will be commensurate with academic qualifications and experience. The Fund offers attractive fringe benefits, including annual leave (home leave every two years), family and education allowances, retirement scheme, and health and life insurance.

Candidates should send a copy of their curriculum-vitae *within four weeks of the publication of this* announcement to:

Recruitment Division
International Monetary Fund
Washington, D.C. 20431.

# *MISSION DE CONFIANCE POUR CANDIDATS AU SUCCÈS*

**THOMSON SEMICONDUCTEURS :** un taux exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes de valeur et en moyens de production, une expansion internationale confirmée par le rachat des actifs de MOSTEK (U.S.A.) devront nous conduire à réaliser notre ambition : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990.

Nous cherchons aujourd'hui à intégrer des candidats à fort potentiel susceptibles d'optimiser notre performance et de se préparer à devenir ainsi des

## *RESPONSABLES DE HAUT NIVEAU*
*(X, Centrale, Arts et Métiers, HEC, INSEAD...)*

Dans un premier temps, pendant une mission de plusieurs mois, au point névralgique de l'organisation, *vous testerez vos capacités d'observation, votre créativité et votre pragmatisme.* La qualité des résultats que vous obtiendrez constituera un tremplin pour des fonctions de responsable *dans le domaine du marketing, du planning ou de la production.*

Cette mission s'adresse à des diplômés de Grandes Écoles à fort potentiel, débutant ou ayant une première expérience (1 ou 2 ans) et maîtrisant la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., prétentions) à THOMSON COMPOSANTS
Direction des Ressources Humaines – 101, boulevard Murat, 75116 PARIS.

**THOMSON SEMICONDUCTEURS**

HAVAS CONTACT

# JEUNES DIPLOMES D'ENVERGURE
## la Banque a besoin de vous !

Sup de Co, Universitaires du 3e Cycle, Ingénieurs, vous cherchez à faire vos preuves vite et bien.

Vous vous sentez très concernés par une approche commerciale et cela ne vous empêche pas d'être doué en gestion. Analyser les besoins d'un client (particulier ou entreprise), inventer des solutions, en négocier la mise en œuvre. *Gagner la course avant les concurrents. En même temps devenir un professionnel.*

Vous le pouvez, dans nos équipes. Après une formation opérationnelle d'un an, ce sera la première responsabilité comme Adjoint au Directeur d'une Agence puis la **Direction d'une agence**. Puis... à vous la course.

**C.I.A.L. - Groupe CIC**
Grande Banque interrégionnale de l'Est (Alsace - Lorraine - Franche-Comté) - 150 Agences - 3 000 personnes.

*Si vous vous sentez motivés par cette opportunité, alors adressez votre C.V. détaillé + photo, sous référence 4299, à* notre Conseil

MEDIA PA.

**managing** 40, rue du Tivoli 67000 STRASBOURG

# ETATS-UNIS

En 1 an, notre STRUCTURE AMERICAINE est passée de 6 à 20 personnes, et après WASHINGTON, nous avons ouvert ATLANTA.

Aujourd'hui NOTRE EXPANSION permet une TROISIEME IMPLANTATION et pour la réaliser nous avons besoin d'un

## HOMME DE CHALLENGE

**SBM** INFRA-RED HEATING INC

Filiale d'une Société Française travaillant dans 30 pays, NOTRE DEVELOPPEMENT s'est réalisé grâce à nos hommes, à la qualité de nos produits et à un marketing percutant.

Ainsi, notre Directeur U.S. souhaite s'adjoindre un

# SALES MANAGER MIDDLE WEST
*Minnesota - Iowa - Illinois - Indiana*

Ayant déjà vécu une EXPERIENCE AMERICAINE, ou AMERICAIN connaissant déjà notre langue, vous êtes un BATTANT et un homme d'OBJECTIFS qui saura DIRIGER et ANIMER une équipe de 5 à 8 personnes.

Votre SALAIRE sera ATTRACTIF, composé d'un FIXE et d'un INTERESSEMENT lié à vos RESULTATS.

Votre RESIDENCE se situera à votre choix dans une grande ville du MIDDLE WEST ou à CHICAGO.

Les ENTRETIENS auront lieu en FRANCE et aux ETATS-UNIS.

Adresser lettre manuscrite + C.V. en français - photo et salaire actuel sous la Réf. 2405 M.

CONSEIL EN RECRUTEMENT **RESULTATS**

7, place Darcy - BP 1388 - 21051 DIJON Cedex - FRANCE

**VISTA**

## Premier service télématique aquitain

Le développement de nos activités nous conduit à valoriser l'équipe de journalistes créatifs et graphistes chargée du journal télématique.
Nous recherchons des COLLABORATEURS MOTIVÉS comme nous par le travail d'équipe et le développement d'un nouveau média.
Des COLLABORATEURS PASSIONNÉS comme nous par le *traitement — original — de l'information et par la conception* de services nouveaux.
Expérience appréciée.
*Adresser C.V. détaillé et prétentions* à ATLANTEL
94, cours Alsace-Lorraine, 33000 BORDEAUX.

**ACADÉMIE DE LYON**
recherche
un diplômé de l'Université ou d'une école d'ingénieur pour occuper un emploi

## D'INGÉNIEUR CONTRACTUEL

au Centre Informatique.

Pour tout renseignement téléphoner au 80-30-13-79.

**District urbain de Nancy**
recrute

**UN CHARGÉ DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

par voie de concours sur titres. Adresser candidature + C.V. à M. le Président du District Urbain de Nancy, 4, r. Albert-Ier à 54600 Villiers-les-Nancy avant le 8 *juin* 1986. 83-28-53-85.

Société niçoise électronique recherche INGÉNIEUR D'AFFAIRES, domaine transmissions péritéléphonie, mini. 5 ans exp. Ecrire c.v. Havas 06072 Nice Cedex, B.P. 346, *réf.* 0471.

# ALSTHOM
**APPAREILLAGE ELECTRIQUE DEPARTEMENT H.T.**

**LYON** **1600 PERSONNES**

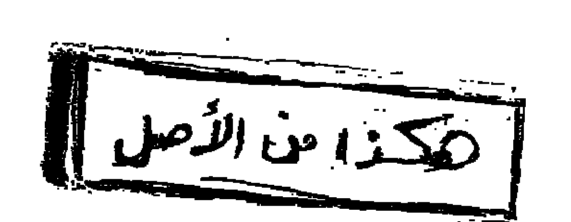
## CHEF DU SERVICE AFFAIRES SOCIALES

Il est auprès du Directeur de cet important Etablissement, l'élément moteur d'une politique dynamique des affaires sociales.

Les tâches principales sont bien sûr le recrutement, la gestion prévisionnelle et administrative, l'étude des rémunérations, la formation, les relations avec les partenaires sociaux, mais aussi tous les facteurs d'amélioration des outils de la *communication.*

Nous recherchons donc un professionnel de la fonction ; il est *de formation supérieure* et il a déjà fait la preuve de ses qualités dans un poste similaire.

*Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé sous référence 4635-M à MAMREGIES 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.*





# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Chef de zone Export

KUMAGERS · JOUSSE

L'exportation représente 35 % de notre activité : c'est une priorité ! Notre diffusion est largement internationale (4 filiales européennes, 30 agents et représentants), et notre notoriété confortable sur le marché du sportswear de la femme et de l'enfant ! Au sein de la Direction export, nous créons un poste de chef de zone : ce nouveau collaborateur devra effectuer une analyse fine pays par pays de notre implantation (positionnement de nos produits, distribution...) puis participera à la mise au point et à l'application de notre politique de développement. Ce poste conviendrait à un jeune candidat, de formation économique supérieure (HEC, ESC...), parlant couramment anglais et si possible allemand et passionné par notre univers ! Une première expérience de marketing opérationnel ou de vente serait un plus, mais nous sommes également très ouverts à ceux qui ont le goût et la disponibilité pour démarrer leur carrière avec nous ! De belles opportunités existent pour se réaliser dans notre équipe. Le poste est basé à **Cholet (Maine et Loire)** et nécessite 50% de temps de déplacement.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous réf. A 561.86 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

---



KAESER COMPRESSEURS

Siège à Lyon

Filiale française de KAESER KOMPRESSOREN GmbH, un des constructeurs les plus importants de compresseurs à vis et à piston, 30 % du marché en RFA, c.a. France, environ 100 MF.

En 1986, pour faire face à notre expansion et au développement des différentes gammes, nous accentuons notre pénétration sur le marché en consolidant notre réseau de vente.

recherche :

## Responsables Régionaux

directement rattachés à la Direction commerciale

Paris - Caen - Lille - Strasbourg - Bordeaux - Nantes - Marseille

**PROFIL :**

- Niveau BTS, DUT mécanique, électromécanique commerciale ;
- Expérience dans le négoce de biens d'équipements ;
- Connaissance de la distribution industrielle appréciée ;
- Connaissance machines tournantes.

**MISSION :**

- Organisation, animation et développement du réseau commercial existant et à créer.

*Adresser c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions à Kaeser Compresseurs, B.P. 35, 69513 Vaulx-en-Velin, à l'attention de Monsieur CARMÉ.*

---

– notre métier la communication pour l'emploi

## Valorisez avec nous votre première expérience réussie du service

Membre de l'un des premiers groupes français de communication, leader dans notre spécialité, nous étendons notre implantation nationale et recherchons pour l'agence que nous créons à **Strasbourg** un

### CHEF DE PUBLICITE

Il est à ce titre responsable de la commercialisation de nos services auprès des entreprises de la région et, dans ce cadre, il anime et supervise l'activité de l'équipe.

- d'excellentes qualités relationnelles,
- une capacité d'écoute et un esprit de synthèse bien développés,
- une très bonne aptitude à rédiger

sont les qualités qui lui permettront d'évoluer vers une fonction de direction.

Une formation BAC + 4 et deux ans d'expérience professionnelle lui assurent une bonne connaissance de l'entreprise et, ajoutées à son enthousiasme et à son dynamisme, seront les atouts de sa réussite.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé et d'une photo sous Réf. n° 70503/M à notre Conseil qui vous garantit son entière discrétion.

Staff Consultants

32, Allée de la Robertsau 67000 Strasbourg.

STRASBOURG PARIS LYON NEW-YORK

---

Au sein d'un grand groupe industriel, notre établissement lyonnais regroupe plus de 1 000 personnes qui collaborent dans des domaines de pointe.

Accompagner la croissance et conduire les mutations qui résultent, en matière d'emploi, de l'évolution très rapide de la technologie et de nos marchés sera la mission de notre

## RESPONSABLE EMPLOI ET FORMATION

- Vous exercerez la responsabilité générale de la gestion de l'emploi : recrutements dans des spécialités techniques, mobilité interne, contrats de travail, travail précaire, suivi de l'emploi.
- Vous proposerez également et mettrez en oeuvre les plans de formation des unités.

Agé de 30 ans au moins, une expérience de plusieurs années de la fonction personnel au sein d'un grand groupe industriel vous a permis d'acquérir une connaissance approfondie du recrutement et des politiques de formation.

Merci d'adresser votre candidature avec CV, sous réf. 356 M, à Média-System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

---

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CHARLEVILLE-MEZIERES

## CHEF DU SERVICE FORMATION



Créé il y a dix ans, le Service Formation constitue, par son rayonnement, un pôle de formation essentiel dans les Ardennes. Il emploie une dizaine de collaborateurs et s'associe le concours de nombreux intervenants. Ses actions se répartissent entre la direction de deux écoles de type Bac + 2 (l'Ecole de Commerce et de Gestion et l'Ecole Supérieure d'Informatique et de Gestion) et le Centre d'Etudes des Langues. A cet ensemble, s'ajoutent les stages de formation permanente et continue ainsi que l'antenne de Capacité en Droit. Pour diriger ce service, nous voyons une personne diplômée de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce par exemple) pouvant se prévaloir d'une expérience professionnelle confirmée impliquant des compétences d'animation. Ses caractéristiques personnelles sont celles d'un pédagogue, homme de Développement et de Relations Publiques doublé d'un bon gestionnaire. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous la Réf. 770.



à C.A.P. Recrutement

BP.301 - 08105 CHARLEVILLE-MEZIERES

---

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN AUVERGNE

Banque Populaire Auvergne et Corrèze

**NOUS AVONS** de grandes ambitions et voulons plus encore que par le passé :

- Accélérer notre développement ;
- Etre une banque qui compte dans sa région (Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Cantal, Corrèze);
- Anticiper les évolutions de notre métier.

***NOUS VOULONS RENFORCER*** nos moyens et recherchons des **collaborateurs (H.F.) pour :**

**notre réseau :**

- **DIRECTEUR D'AGENCE :**
- **ADJOINTS aux DIRECTEURS D'AGENCE :**
- **CHARGES DE RELATIONS TOUTE CLIENTÈLE.**

**Nos services du siège social :**

- **JURIDIQUE, CONTENTIEUX :**
- **CONTROLE DE GESTION, etc.**

**NOUS DEMANDONS :**

- Dynamisme ;
- Aptitudes commerciales ;
- Capacité à animer ;
- Expérience bancaire confirmée ou récente ou jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.

**SI VOUS VOULEZ** vous associer à nos ambitions, écrivez-nous, nous serons heureux d'examiner votre candidature.

Classification et rémunération seront fonction de l'expérience.

Candidatures manuscrites accompagnées d'un c.v. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions à adresser à :

Direction des Relations Humaines
BANQUE POPULAIRE AUVERGNE ET CORRÈZE
18, boulevard Jean-Moulin, 63002 Clermont-Ferrand Cedex.

---

## Canon

### PHOTO – CINÉMA – VIDÉO

Leader sur le marché de l'image, commercialisant des produits à la pointe des technologies électroniques, nous recherchons pour les zones :

- NORD-EST/CENTRE-EST ;
- SUD-EST/MÉDITERRANÉE/MIDI-PYRÉNÉES ;
- NORD/NORD-OUEST.

### 3 ATTACHÉS COMMERCIAUX

Leur mission consistera à visiter systématiquement la clientèle susceptible de diffuser notre gamme d'appareils photo ou vidéo et à en assurer, auprès d'elle, une promotion active.

Si vous avez environ 28 ans, un bon niveau d'études secondaires, une première expérience du contact clientèle (deux ans), un sens inné de la négociation, une personnalité dynamique et autonome, nous vous invitons à rejoindre notre force de vente.

Nous vous offrons une rémunération motivante (fixe + prime/objectif), un régime de remboursement de frais approprié avec mise à disposition d'un véhicule société.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo à :
PH. GRILLON, Direction des opérations
CANON FRANCE PHOTO CINÉMA S.A.
30, boulevard Vital-Bouhot,
92521 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex.

---

## Jeunes Managers

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (École Supérieure de Commerce).

Vous possédez une ou deux années d'expérience de la fonction commerciale.

Comme nous, vous le savez, seul un travail sur le terrain, en contact avec le marché et les hommes qui font les ventes, est efficace.

Comme nous, vous avez compris l'importance stratégique du développement régional.

Le Directeur de notre activité «Maison Individuelle» recherche ses trois assistants directs. Les candidats retenus effectueront auprès de lui, pendant une année environ, des missions d'assistance, de contrôle et de conseil dans toutes les régions de France. Ils seront appelés ensuite à prendre la direction d'un centre de profit dans la région de leur choix.

Après quelques années, le GROUPE MAISON FAMILIALE leur permettra de faire évoluer leur carrière dans des domaines aussi passionnants et différents que la finance (FICOFRANCE), l'assurance (SOCIAFRANCE) ou l'hôtellerie internationale situés dans le triangle d'or à PARIS.

Si vous souhaitez faire évoluer votre carrière de manière diversifiée, sans changer nécessairement d'employeur, avec une rémunération très motivante directement liée à vos résultats personnels, adressez votre candidature (C.V. + photo + prétentions) à :
Jean-François DUFORT -
GROUPE MAISON FAMILIALE -
15, rue de Marignan - 75008 PARIS.

Groupe Maison Familiale

MEDIA PA

---

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE PRIVÉE (PARIS)
*filiale d'un grand groupe industriel français*

recherche pour son

### SERVICE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

## UN OPÉRATEUR MULTI-MARCHÉS

(TRÉSORERIE, CHANGE, OBLIGATIONS)

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po-Ecofi, Sup de Co ou équivalent) ayant une première expérience réussie sur l'un des marchés ci-dessus, vous élargirez progressivement votre savoir-faire sur l'ensemble des marchés financiers en rejoignant une équipe jeune et innovatrice. Une réussite dans ce poste ouvrira une évolution de carrière attrayante au sein du groupe.

*Envoyer c.v., photo, lettre manuscrite à LA PUBLICITÉ FRANÇAISE, 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS. (s/n° 21 519, réf. à porter s/enveloppe) qui trans.*

---

**I.M.C. Informatique Méthodes Conseil**
filiale du groupe SETAM (2 500 personnes)
recherche pour renforcer son potentiel de développement logiciels en informatique industrielle

## UN CHEF DE PROJETS

(réf. 1347)

## UN INGENIEUR LOGICIEL

(réf. 1348)

La connaissance du système d'exploitation XENIX ou UNIX, de l'assembleur 68000 et du langage C sont nécessaires.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence du poste choisi à
Mr Philippe CHEVRETEAU - I.M.C.
38/40, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

Pierre Lichau S.A.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes l'une des Institutions Financières parmi les plus connues en France.
Dans le cadre de notre expansion, nous créons un nouveau poste et recherchons pour notre siège à Paris un

## ingénieur "scientifique" informaticien

« Vous êtes SUPELEC ou similaire, vous êtes débutants, mais vous êtes informaticien, ou vous avez quelques années d'expérience et (INDISPENSABLE) vous connaissez l'environnement IBM et la Recherche Opérationnelle vous intéresse. Notre proposition pourrait bien vous convenir.

Nous avons besoin de votre esprit scientifique et de votre savoir faire de l'informatique pour développer des modules de gestion dont nos gestionnaires ont besoin pour gérer les milliards dont nous sommes responsables vis-à-vis de nos clients.
Nous offrons une rémunération motivante, une ambiance de travail jeune et dynamique, une grande autonomie et surtout la possibilité d'influencer de grandes décisions.

Merci d'envoyer votre C.V., photo et salaire actuel, sous référence 4630-M à Mamrégies qui transmettra. »




3 RUE D'HAUTEVILLE, 75010 PARIS

---

# Crédit Mutuel

## Le développement de notre banque a besoin de vos compétences

Le CREDIT MUTUEL est un ensemble de banques régionales coopératives. Non-centralisation et autonomie sont les principes essentiels de son organisation.
La CONFEDERATION NATIONALE, organe central, a pour mission, dans ce cadre, d'apporter conseils et recommandations pour le suivi général et le développement de ces groupes régionaux et de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre des moyens destinés à favoriser leur bon fonctionnement.
Le service "DEVELOPPEMENT-CONTROLE", dont nous vous proposons de prendre la responsabilité, est un des instruments privilégiés chargés de cette mission auprès des groupes régionaux, particulièrement ceux dont le développement est le plus récent :
- Mission d'analyse et de synthèse pour porter un diagnostic sur le fonctionnement, l'activité et les résultats des groupes et fournir à la Direction Générale les éléments d'appréciation nécessaires.
- Mission de contact pour améliorer la connaissance des hommes et des organisations,
- Mission d'assistance et d'intervention enfin quand il s'agit de proposer des actions et le cas échéant, de les piloter.

C'est un travail riche mais délicat, de compétence et de relations humaines qui suppose que vous sachiez d'expérience ce qu'est la direction d'une équipe, l'organisation d'un réseau et le développement en milieu concurrentiel. Alors sans doute avez-vous entre 30 et 40 ans et une formation supérieure type Ecole de Gestion, Sciences-Po.
Vous connaissez suffisamment le terrain et les hommes pour distinguer très vite les problèmes essentiels et vous aimez convaincre.
Merci de prendre à votre tour, l'initiative d'une rencontre en adressant votre dossier à SEFOP sous référence MU 561 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris. MEMBRE DE SYNTEC

---

RADIALL — *Société de composants électroniques leader européen dans sa branche d'activité.*

*Notre rapide développement nous conduit à renforcer nos structures et à intégrer au sein de notre Bureau d'Etudes Connecteurs Optiques :*

## 1 INGENIEUR D'ETUDES

***Profil :***
- *Formation mécanique, électromécanique*
- *connaissances souhaitées en électronique et en optique*
- *Anglais courant nécessaire.*

***Mission :***
- *Responsabilité d'une ligne de produits.*

*Nous vous proposons l'opportunité d'une carrière évolutive au sein d'une entreprise performante.*

*Votre courrier avec photo et salaire actuel, nous précisera votre intérêt pour ce poste sous la réf. D523 à KRENO Consultants 32, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.*

KRENO Consultants

---

## informatique... départ pour une carrière

# JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES
## GESTION OU SCIENTIFIQUE

commencez votre carrière comme

# analystes / chefs de projet

Selon vos compétences et affinités, vous trouverez ensuite de nombreuses possibilités d'évolution de carrière dans les différentes branches du Groupe, en France et à l'étranger.




Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence 910 à SAINT-GOBAIN INFORMATIQUE Les Miroirs Cédex 27 - 92096 Paris La Défense.

---



emplois régionaux emplois régionaux




## L'ensemble de la fonction... pour un Chef de Personnel d'envergure

Entreprise industrielle appartenant à la convention collective des industries de la Chimie, en forte croissance (500 personnes, + de 50 % du C.A. à l'exportation), nous recherchons notre Chef de Personnel.

Au sein de la Direction Générale, vous animerez en toute autonomie, l'intégralité de la fonction : les relations paritaires, les relations internes, le suivi et l'application de la législation sociale et, bien sûr, la gestion d'un personnel très diversifié.

Homme de terrain, vous avez au moins 35 ans, une expérience confirmée de la fonction personnel en milieu industriel et des compétences reconnues en droit du travail. Ferme et diplomate, votre sens des relations humaines vous permettra de participer activement au maintien des bonnes relations sociales dans notre Société.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. C/PER/LM, à notre Conseil, Didier LESUEUR, qui vous garantit une discrétion absolue.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

---

## jeune "pro" marketing-publicité

**safim** la Société Anonyme de la Foire Internationale de *MARSEILLE* gère le PARC des EXPOSITIONS et organise les Foires Internationales, les Salons Professionnels, les manifestations Grand Public, les Congrès...
Sous l'autorité du Directeur Commercial, ce jeune Responsable réalisera les Etudes Commerciales, les différentes enquêtes, l'estimation des marchés potentiels, la définition des cibles de prospection...
Il actualisera et améliorera les FICHIERS Commerciaux à l'aide d'un matériel informatique performant. Interlocuteur de l'AGENCE de PUBLICITE, il suivra avec beaucoup de rigueur les PLANS MEDIA, la conception et l'impression des Brochures, les Campagnes d'Affichage, prévus pour chaque manifestation, en contrôlant de très près les budgets alloués.
Agé de 28 ans, de Formation Supérieure Commerciale ou Economique, vous avez une pratique des Etudes de Marchés et si possible du *Marketing Direct*. Vous SAVEZ REDIGER. Vous êtes méthodique, dynamique, disponible aux autres, et vous avez de l'aisance dans les négociations techniques.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + photo, et salaire actuel, sous Réf. M 6053, à Marie-Françoise LAUTREC LEPY " Division Recrutement " 35 rue des Couteliers, 31000 TOULOUSE. Discrétion absolue assurée.

marie-françoise lautrec lepy
Conseiller d'Entreprise. Toulouse

---

Entreprise Travaux Publics
recherche

## RESPONSABLE TRAVAUX TERRASSEMENT

(INGÉNIEUR OU CONDUCTEUR TRAVAUX PRINCIPAL)
Pour important chantier autoroutier.
Région RHONE-ALPES.

Ecrire avec C.V. sous nº 7.295 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

---

# La banque se modernise pour répondre aux défis de demain.

NOUS SOMMES UN ORGANISME BANCAIRE FORTEMENT IMPLANTÉ DANS UNE RÉGION AGRÉABLE DE L'OUEST DE LA FRANCE ET NOUS RECRUTONS :

## ORGANISATEUR CONFIRMÉ

Capable d'analyser finement les situations existantes - entraîné au dialogue constructif - habitué à animer des séances de travail intra et inter-services - rigoureux, il a pour objectif de rendre moderne et efficace un travail de plus en plus orienté vers l'utilisation constante des outils *informatiques*.
Ce cadre (H-F) âgé de 35 à 45 ans pourra nous présenter une expérience probante à finalité similaire acquise dans le tertiaire ou l'industrie.
Merci d'adresser votre candidature avec CV, photo et prétentions à notre Conseil : Michel ORHON, CeTe, BP 54, 44803 St Herblain Cedex, sous la réf. 515.

PUBLICITE

---

Groupe bancaire Alsace
recherche

- **INGÉNIEURS INFORMATICIENS**
- **ANALYSTES PROGRAMMEURS**

NIVEAU MIAGE
pour participer aux développements « MICRO-INFORMATIQUES ».

Veuillez adresser candidature avec C.V. détaillé et prétentions sous nº 7 297 M – *le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.*

---

*Pour faire face à son expansion, le département international de* LAROUSSE *recrute 2 CADRES*

## ASSISTANT D'ÉDITION *HF*

**Sa mission :**
- Participer à la conception, la réalisation et le suivi des éditions d'ouvrages de français langue étrangère (FLE).
- Appuyer les directeurs de zones pour la promotion pédagogique de ces ouvrages et assurer le contact avec les partenaires étrangers.
- Coordonner le travail des secrétaires d'édition.

**Son profil :**
- Maîtrise de Lettres au minimum
- Anglais lu, écrit et parlé indispensable.
- Expérience minimum de 3 ans dans l'enseignement du français langue étrangère.
- Disponibilité pour des déplacements.

*(référence DIL 01)*

## SECRÉTAIRE D'ÉDITION *HF*

**Sa mission :**
- Assurer la préparation et la mise au point rédactionnelle des manuscrits
- Suivre toute la réalisation des ouvrages jusqu'à leur parution
- Etablir et suivre les plannings.

**Son profil :**
- Licence de Lettres
- Anglais ou espagnol indispensable.
- Expérience de 3 ans minimum dans la fonction et dans le livre scolaire.

*(référence DIL 02)*

*Merci d'adresser lettre + C.V. + photo + prétentions en précisant la référence du poste à* LAROUSSE - Direction du Personnel 17, rue du Montparnasse 75298 Paris cedex 06.

---



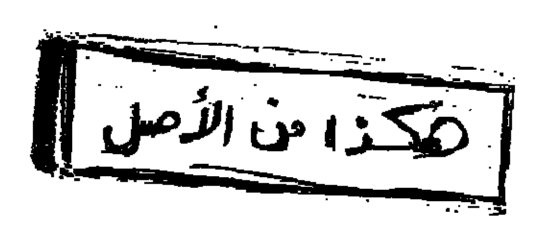

Créée en 1975 nous sommes une Société de Conseil dont les activités d'organisation, d'informatique et d'ingénierie d'entretien se développent fortement auprès de l'Administration et des collectivités.
Pour poursuivre notre croissance, nous recherchons un jeune

## Ingénieur commercial top niveau

**300 000 +**

Pour PARIS et la Région Parisienne nous vous confierons la responsabilité d'une clientèle auprès de laquelle vous devrez, après une analyse des besoins, proposer et négocier un ensemble de services complets dans les domaines de l'organisation et du développement de logiciels spécifiques.
De formation supérieure scientifique ou commerciale, vous possédez une expérience réussie du commercial et une forte motivation pour les problèmes d'organisation et d'informatique des collectivités et des entreprises.
Vous souhaitez aujourd'hui élargir vos responsabilités au sein d'une entreprise à taille humaine, qui vous offrira des possibilités de travail autonome et rémunérateur (fixe important + intéressement).
Adressez votre candidature (CV et photo) à
*Objectifs Conseil - 160 rue de Bagnolet - 75020 Paris.*

SOURCES



هكذا من الأصل





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

## INDUSTRIE ET EDITION

# Un commercial performant

### *pour développer de nouveaux produits de communication*

**Une société d'Edition, filiale d'un groupe multimédias de taille internationale met en place de nouveaux produits de communication qui associent étroitement l'entreprise industrielle et commerciale, et l'Edition.**

Dans cette perspective un poste intéressant et évolutif est offert à un Responsable Commercial de bon niveau.

**Sa mission :**
Recherche de partenaires de forte notoriété : firmes industrielles, sociétés de service, organismes scientifiques et instituts techniques.

**Son profil :**
De formation supérieure, il devra disposer d'environ 5 ans d'expérience de vente et communication.
Le candidat idéal aura géré des budgets importants au sein d'une agence de publicité.
Une habitude des négociations avec des responsables de haut niveau dans les milieux industriels est indispensable ; la connaissance du monde de l'édition serait un atout.

**Poste à Paris.** **Rémunération motivante.**

**Ecrire en précisant prétentions sous réf. DN 505 AM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

## *Etudes et conseils pour les collectivités locales*

# Responsable d'affaires

### très bon niveau

**UNE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSEILS, faisant partie d'un grand groupe français leader dans son domaine,** recherche un Ingénieur d'Affaires capable :
- d'animer une équipe d'ingénieurs d'études,
- de négocier les contrats et d'entretenir des relations avec les clients.

*Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, ayant assumé des responsabilités de chef de projet ou de chef de mission dans un grand cabinet conseil et ayant l'habitude de travailler avec des collectivités locales.*
Il témoignera de bonnes capacités de synthèse, de sens du dialogue et d'un réel potentiel d'évolution.
S'il en a le profil et la motivation, il pourra accéder ensuite à des responsabilités de direction de centre de profits.

**Poste à Paris.**

**Ecrire sous réf. CM 504 CM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris




PUBLIPANEL

# Responsable juridique

**La holding d'un groupe industriel et commercial (800 personnes - CA 700 millions) elle-même rattachée à de puissants groupes financiers, recherche son Responsable Juridique.**

Membre du Comité de Direction, il sera chargé :
- des problèmes juridiques de la holding : assemblées et conseils (une dizaine de sociétés), préparation des contrats de fusions, cessions, prises de participations...,
- de l'assistance aux filiales en matière de brevets, contrats commerciaux (y compris leasing, crédits bails), contentieux,
- de la gestion du personnel de la holding (20 personnes) et de l'assistance aux filiales en matière de droit social.

Ce poste de confiance implique :
- une maîtrise de droit (+ DES droit des affaires apprécié),
- 10 à 15 ans d'expérience acquise en cabinet ou dans une société renommée, avec une dominante droit des sociétés et droit commercial et de bonnes bases en droit social,
- des qualités marquées de rigueur et de contact.

**Poste à Paris.** **Rémunération : 300.000 F.**

**Ecrire sous réf. NX 514 AM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Dans le cadre de notre activité SYSTEMES DE COMMUNICATION (150 personnes), nous proposons à un

# *ingénieur confirmé*

*de prendre en charge la commercialisation de nos* produits télématiques.

Une expérience d'au moins trois ans dans le service en informatique et dans la commercialisation de produits logiciels sera appréciée.

Il lui sera confié :
- la prospection de secteurs de clientèle,
- la négociation de contrats de licence,
- le suivi de la clientèle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M265 à Groupe SYSECA, Direction du personnel, 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD CEDEX




SYSECA (300 MF de CA, 850 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

# Pour un professionnel de l'énergie
# Diriger notre service thermique

Société Immobilière, à structures décentralisées et réparties sur le territoire national, nous gérons près de 75 000 logements.
L'incidence sur les charges locatives des coûts thermiques (chauffage, eau chaude sanitaire) suppose une conception et une exploitation performantes de nos installations, donc un service fiable et la recherche de procédés nouveaux.
Au siège, à la tête de notre service "Thermique & Acoustique" :
- vous conseillez et assistez les responsables de nos filiales sur les projets de construction et de réhabilitation, tant au plan des solutions techniques que de la rentabilité des investissements correspondants,
- vous analysez et suivez les coûts d'exploitation énergétiques des installations existantes et proposez les mesures correctrices,
- vous intervenez, ouvert et critique, en matière d'innovations en avançant des propositions concrètes.

De formation supérieure technique (Génie climatique, thermique industrielle...) et depuis plusieurs années dans une entreprise spécialisée (bureau d'études, exploitation...) ou un Groupe Immobilier, vous savez ce que signifie "économiser l'énergie" et connaissez parfaitement les techniques de chauffage.
Ce poste est basé à PARIS.
SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous référence STH 558 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris. — MEMBRE DE SYNTEC —

# Une réalité ... "l'esprit d'équipe"

*D'après photo de P. Plisson*

*Voilier sponsorisé par Bull, "L'esprit d'équipe" a participé avec brio à la Course autour du monde. C'est aussi le concept grâce auquel Bull a obtenu de si bons résultats en 1985. Le numéro un de l'informatique française offre des conditions d'évolution de carrière réellement larges et variées à de*

## *jeunes diplômés*

*Chez nous, chaque ingénieur développe sa propre personnalité et son propre savoir-faire en débutant par des métiers tels que*

### *ingénieur commercial*
### *ingénieur technico-commercial*
### *ingénieur de support maintenance*
### *ingénieur formateur*

*Bull offre les moyens, la structure, la dynamique et la formation qui permettent de faire de vous, un professionnel rapidement destiné à des fonctions à responsabilités élargies.*

*Merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant le métier choisi sous référence 232 M à :*
*Boris Resnikow*
*Bull S.A. - Recrutement*
*78/80, avenue Galliéni*
*93174 Bagnolet*

**REJOIGNEZ UNE EQUIPE QUI GAGNE**

Bull

MONETIQUE
TELEMATIQUE
INGENIERIE INFORMATIQUE
PARIS

# QUI INNOVE ?

***OUI** à l'innovation si elle nous permet de poursuivre notre* rythme de croissance élevé (+ 40 % par an).
***OUI** à l'innovation si elle favorise l'épanouissement* de nos collaborateurs dans un climat d'entreprise privilégié.
***OUI** à l'innovation si elle participe à notre volonté d'entreprendre* et de réaliser des projets ambitieux.
***OUI** à l'innovation si elle est conciliable avec nos impératifs* de fiabilité.
**OUI**, la SEGIN sait tirer le meilleur parti des technologies nouvelles.

**INGENIEURS pensez AFFAIRES**

Conseiller les Directions Informatiques sur les évolutions technologiques (ingénierie bancaire, carte à mémoire, réseaux locaux, systèmes experts) pour leur apporter des solutions personnalisées. Vous êtes diplômé Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, possédez une culture élargie en architecture informatique (IBM, DEC, BULL...) et reconnu pour vos talents de négociateur et de conseil dans la gestion de grands projets. **Réf. 603**

**INGENIEURS pensez MARKETING**

Explorer, détecter, analyser les pistes nouvelles de développement en termes de technologie, de marchés ou d'activités, évaluer les opportunités France et Export et proposer des scénarios de diversification. Vous êtes Ingénieur Grande Ecole et, à 27 ans, avez une première expérience marketing ou développement commercial. **Réf. 601**

*Pour prendre place au sein de la SEGIN qui sait identifier et reconnaître les talents,* merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. sous la référence du poste concerné *à Jean-Paul FRAY - Directeur des Ressources Humaines - SEGIN - Z.I., rue de la Pointe* - 59113 SECLIN.




MEDIA PA

# Partagez notre ambition informatique

SEMA-METRA est l'un des premiers groupes européens d'ingénierie informatique au service des grands comptes privés et du secteur public. Notre Division Ingénierie de Systèmes Techniques s'est spécialisée en réalisations industrielles et projets de haute technologie. *Notre expansion nous amène à rechercher :*

## Responsable commercial

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce. Vous avez une première expérience significative de la vente de prestations intellectuelles au cours de laquelle vous avez prouvé votre efficacité personnelle. Vous développerez votre portefeuille clients pour conforter, avec nos équipes, notre position de leader dans les domaines scientifique, industriel et militaire.

Si vous êtes séduit par la dynamique des marchés du futur et la qualité de l'environnement humain, venez vous associer à notre politique ambitieuse de développement en adressant votre dossier de candidature à E. PICARD - réf. 10717/M -

SM SEMA-METRA 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

MEMBRE DE SYNTEC

# ASSISTANT (E) DE DIRECTION

**(CADRE)**

*COMMERCE INTERNATIONAL*

**150.000 F PAR AN**

*Le Directeur Général du Commerce International d'un très grand groupe de distribution français (C.A. 30 Milliards dont 35 % réalisés à l'étranger) recherche pour PARIS, son Assistant(e). Il lui confiera la préparation de ses dossiers et l'organisation de ses rendez-vous, voyages et réunions avec les Directeurs étrangers.*

*La personne retenue possèdera une formation supérieure au niveau ESCAE ou Sciences Eco, parlera français, anglais et italien (ou espagnol) et aura au moins 30 ans. Elle aura déjà réussi dans un poste similaire et saura faire preuve d'autonomie et d'initiatives.*

*Envoyer dossier de candidature sous n° 40103 à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS. – Réponse et discrétion assurées.*

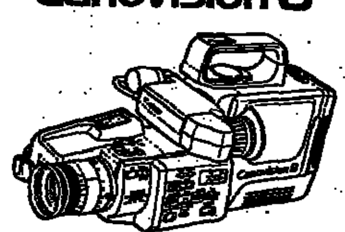
HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

## CANON
**photo - ciné - vidéo**
RECHERCHE
pour son département vidéo grand public
UN
### RESPONSABLE NATIONAL DES VENTES

**MISSION :**
- Implanter nationalement et promouvoir son dernier-né :

**Canovision 8**



- Diriger et animer une force de ventes.

**PROFIL :**
- Age : 35 ans environ ;
- Formation : études supérieures (de préférence école commerciale), anglais *exigé* ;
- Ancienneté : 5 ans expérience dans ventes biens de loisirs ou produits consommation durable ;
- Bonne connaissance circuits de distribution spécialisés et modernes.

**RESPONSABILITÉ :**
- Participe à la définition des objectifs de vente de sa gamme de produits ;
- Est directement responsable de la réalisation de ces objectifs et de la mise en œuvre des opérations promotionnelles ;
- Supervise, anime et contrôle une équipe de 4 à 5 AC ;
- Assure la coordination avec les différents services fonctionnels de l'entreprise.

**RÉMUNÉRATION :**
- Motivante, fonction de l'expérience ;
- Remboursement des frais professionnels et mise à disposition d'une voiture société ;

**STRUCTURE HIÉRARCHIQUE :**
- Rend compte au directeur des opérations.

Poste évolutif dans une activité en pleine expansion pour candidat de valeur.

*Adr. dossier candidature (lettre, man. + c.v. + photo), à Ph. GRILLON CANON PHOTO - CINÉ - VIDÉO, 30, bd Vital-Bouhot, 92521 NEUILLY-S/SEINE Cedex.*

---

**Un important groupe du secteur tertiaire, leader dans son domaine (CA supérieur à 3 milliards) plusieurs filiales à l'étranger, recherche son**

## Responsable gestion prévisionnelle des ressources humaines

Ses principales missions concerneront plus particulièrement les cadres France et étranger (450 cadres dont 150 expatriés).

Rattaché au Directeur des Affaires Sociales du Groupe, il sera chargé de mettre en place et de faire vivre une gestion prévisionnelle de personnel participative et efficace :
- analyse des besoins et des postes,
- gestion de la mobilité interne et recrutement,
- développement des actions de formation en fonction d'une gestion prévisionnelle des carrières.

**Son profil :** Formation supérieure juridique, Sciences Po., HEC, ESSEC ou équivalent (une formation complémentaire en gestion de personnel et l'utilisation de l'outil informatique seraient appréciés).

Le titulaire du poste devra disposer d'environ 5 ans d'expérience similaire au sein d'un groupe important comportant des cadres expatriés et mettant en œuvre des techniques modernes et informatisées de gestion des ressources humaines.
La réussite à ce poste et ses perspectives d'évolution implique des qualités de rigueur, de contact ainsi qu'un goût des réalisations concrètes.

**Poste à Paris.**

**Ecrire sous réf. EO 506 AM**
**Discrétion absolue**

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris




---

**Valeo**

**Premier fabricant français d'équipements automobile, partenaire reconnu des constructeurs mondiaux - 28.000 personnes - CA 12 milliards de francs - 50 % à l'exportation.**

Au sein du département mathématiques appliquées et informatique de la DIRECTION DES ETUDES AVANCEES, VALEO propose deux postes à des ingénieurs, ayant 1 à 2 ans d'expérience ou débutants, de haut niveau scientifique et technique et de formation ECP, Mines, ENSTA, Doctorat en mathématiques appliquées...

### • Ingénieur d'études mathématiques appliquées et informatique

Il participera à la conception ou à l'optimisation des produits, en liaison avec les ingénieurs des services techniques.
Son activité concernera des domaines techniques variés (mécanique, vibrations, thermique, électromagnétisme). Il mettra en œuvre toutes méthodes relevant des mathématiques ou de l'analyse numérique : éléments finis, numérisation d'équations différentielles, optimisation, intelligence artificielle...

**référence MW 513 AM**

### • Ingénieur d'études applications d'informatique technique et systèmes

Il sera chargé :
- de définir et/ou optimiser les structures et procédures d'exploitation des systèmes informatiques utilisés pour le calcul scientifique,
- de gérer les principaux systèmes (notamment VAX 8600),
- de développer des applications sur mini-ordinateur,
- d'assister les utilisateurs.

**référence LV 512 AM**

**Postes : proche banlieue nord Paris.**

**Ecrire en précisant la référence**
**Discrétion absolue**

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

---

## MEDIANE
**PARIS CENTRE**

**Conseil et réalisation multimedias "CLES EN MAIN"**, filiale d'un grand Groupe de Presse, développe ses activités et cherche un (e)

### RESPONSABLE CLIENTELE

Il ou elle prendra en charge la démarche commerciale : négociation et établissement des contrats, coordination et suivi de la réalisation.

**Clientèle :** Editeurs de Presse, Entreprises, Grandes Administrations, Associations Interprofessionnelles.

32 ans minimum, diplômé études supérieures, au moins 5 années d'expérience dans la vente de services, il ou elle doit être familiarisé (e) avec le monde de la Presse et avoir le goût du challenge, un fort esprit d'initiative et la volonté de réussir dans une petite équipe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 443-M à

**Elisabeth et Didier French**
Conseils d'Entreprise
17, rue Mirabeau - 75016 Paris

---

## *Gérer un important portefeuille d'obligations*
### *dépassant 6 milliards de francs*

**Un puissant groupe de sociétés d'assurances à forme mutualiste poursuit sa forte expansion et sa diversification.**

Le Département Financier assure la gestion de fonds importants, tant en actions qu'en obligations diversifiées géographiquement.
Afin de renforcer les structures de ce département, nous recherchons un Cadre Financier fort potentiel, chargé de la gestion d'un important portefeuille essentiellement en placements obligataires France.
HEC, Sciences PO, ENSAE, ACTUAIRE, le titulaire du poste devra disposer d'une expérience de deux ans minimum acquise au sein d'une banque, d'une compagnie d'assurances ou auprès d'un agent de change.

L'importance et le développement du groupe peuvent favoriser une intéressante évolution de carrière.

**Poste à Paris.**

**Ecrire sous réf. AI 395 AM**
**Discrétion absolue**

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

---

## Responsable des affaires juridiques
### France

***Puissant groupe industriel de dimension internationale,* nombreuses filiales recherche pour sa Direction Juridique, son Responsable des Affaires Juridiques France.**

Au niveau du Groupe le titulaire du poste sera en charge des différents aspects juridiques français : droit des sociétés, droit des affaires, droit commercial, contrats...
Ce juriste de haut niveau, de formation supérieure Docteur en droit ou Maîtrise + DESS ou DEA, devra disposer d'une expérience d'environ 8 ans acquise au sein d'un grand groupe industriel ou cabinet spécialisé de forte notoriété.
Une compétence plus particulièrement marquée en matière de structuration de groupes et sociétés (rapprochements, fusions, apports...) est nécessaire.

**Poste à Paris.**

**Ecrire sous réf. *KU 511 AM***
**Discrétion absolue**

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

---

# FORMATION COMMUNICATION

Important groupe européen intervenant dans les secteurs de pointe, notre effectif en *France est de 3.000 personnes. Pour les services du siège - 580 personnes dont* 30 % de Cadres et Ingénieurs - nous recherchons

**CHARGE DE LA FORMATION ET DE LA COMMUNICATION INTERNE**

Après une étude approfondie des objectifs de la Direction Générale et du recensement des attentes du personnel, le titulaire du poste participera à l'élaboration du plan directeur de formation à trois ans et proposera un plan détaillé à court terme.

Par la qualité des relations qu'il saura créer, il motivera Cadres et collaborateurs à la *formation dans leur spécialité et recherchera*, avec l'appui du DRH dont il dépendra, les meilleurs intervenants extérieurs.

Dans le domaine de ses compétences, il animera lui-même certains stages. Homme de communication et de réflexion il étudiera et mettra en place ultérieurement un processus d'information devant faciliter les relations à l'intérieur du groupe.

Nous souhaitons intégrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une première approche de cette fonction. Il devra posséder une réelle ouverture d'esprit pour animer, catalyser, en faisant preuve d'un bon sens pratique. *Parler l'anglais* (l'allemand serait un plus) est indispensable.
Le poste est basé à Paris.

*Si cette proposition vous intéresse, merci d'envoyer votre dossier* de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 827 M à Michel Dussault qui vous garantit une totale confidentialité.
**KEY MEN**
**10 rue de Rome - 75008 Paris**




---

I N G E N I E U R S
CENTRALE MINES A et M ENSIC ECOLES SUP. D'ELECTRICITE

## FUTURS CADRES DIRIGEANTS

Important Groupe Industriel Français - **11 usines en France et aux Etats-Unis** - nous connaissons une expansion constante et nous recherchons nos futurs cadres dirigeants.

A 30 ans environ, Ingénieur de formation - **Centrale, Mines, Arts et Métiers, ENSIC, Ecoles Supérieures d'Electricité** - peut-être avez-vous déjà fait vos preuves au cours d'une première expérience dans l'industrie.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui vous souhaitez valoriser, au-delà de vos compétences, votre **fort potentiel**. En effet, ce sont vos *qualités personnelles* - rigueur, ambition, mobilité - qui détermineront votre réussite au sein de notre groupe.

Après une courte période d'intégration, vous prendrez des responsabilités opérationnelles importantes.

*Très vite, vous saurez saisir les réelles* opportunités de carrière qui se présenteront à vous, en France et aux Etats-Unis, dans un groupe tourné vers l'avenir et lui a toujours su mettre en avant le dynamisme de ses collaborateurs.

*Si ces perspectives vous intéressent, merci* d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre man., C.V. et photo (exigée), *s/réf. 4137/LM, à*

**MÉDIA PA.**
**9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra**

---

*Notre Société est* **FILIALE ILE-DE-FRANCE** de l'un des premiers groupes français de **CONSTRUCTION**.
Pour faire face à son très fort développement et mieux gérer ses ressources humaines, elle crée la fonction de :

## CHEF DE PERSONNEL

**Profil :** environ 35 ans, diplômé de **l'enseignement supérieur** (maîtrise en droit souhaitée), **professionnel confirmé** de la fonction personnel, justifiant d'une *expérience réussie, de préférence dans le* ***milieu Bâtiment***, *maîtrisant* **l'ensemble des domaines d'intervention** de cette fonction.

**Mission :** rattaché à la Direction Générale, il participera à l'élaboration de la *politique sociale et salariale, assurera la gestion dynamique des ressources* humaines (recrutement, formation et information), l'administration du personnel et les relations avec les partenaires sociaux. Bien au fait de la réglementation sociale, il jouera un rôle de **conseil** vis-à-vis de la Direction.

**Nous offrons :** une rémunération attractive selon expérience, une réelle possibilité d'évolution de carrière au sein du Groupe pour tout candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. + prét. + enveloppe à votre adresse, s/réf. CC/LM2, à

**michel jouhannaud conseils**
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

MÉDIA PA.

---

**Association de Formation pour Adultes**
recherche
pour devenir formateurs à plein temps ou à mi-temps dans un de ses Centres situé à 75012 PARIS,

**TECHNICIENS(NES) EN :**
- Electronique
- Automatisme
- Informatique industrielle
- Analyse-programmation

**Expérience industrielle exigée : 5 ans au moins.**

**Formation : BTS ou DUT ou AFPA niveau 3**

**La rémunération annuelle de début : 180 K F** *(pour un plein temps)* **est en rapport avec les exigences.**

**Les formateurs travaillant en équipe auront en charge la formation complète de futurs(es) techniciens(nes) dans les domaines cités.**

**Adresser C.V. détaillé à :**

**CENTRE SUZANNE MASSON**
**Richard PERROT**
**41, av. du Dr Arnold-Netter 75012 PARIS**

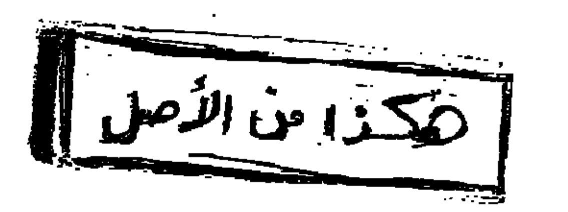
---

**CHEF DE PRODUIT SENIOR**
(FOOD-COSMETIQUE-LESSIVIER).
S'IL EST URGENT DE DONNER UN COUP D'ÉCLAT À VOTRE CV, NOUS AVONS UNE BELLE OPPORTUNITÉ À VOUS PROPOSER.

VOUS POUVEZ EN TOUTE CONFIANCE ADRESSER VOS COORDONNÉES SOUS N°5011 A L'AGENCE DESSEIN, 15 RUE DU LOUVRE 75001 PARIS QUI TRANSMETTRA.



DESSEIN



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

## *INGENIEURS DEBUTANTS (X, Ponts, Mines, Centrale...) PRENEZ VOS RESPONSABILITES... OPERATIONNELLES*

SGD

SAINT-GOBAIN DESJONQUERES (3000 personnes, 1,5 milliard de francs de CA dont 50 % à l'exportation), Société de la branche conditionnement en verre du Groupe SAINT-GOBAIN (l'un des premiers groupes *industriels du monde*), souhaite intégrer deux ingénieurs généralistes débutants à fort potentiel.

Nous concevons, réalisons et commercialisons principalement des emballages en verre creux destinés à la pharmacie et la parfumerie. Nous évoluons dans un contexte d'industrie lourde où des *investissements considérables de modernisation ont été réalisés. De telles conditions imposent* une gestion rigoureuse et des hommes hautement qualifiés et motivés.

Après une période d'intégration pendant laquelle vous prendrez la responsabilité de différents services opérationnels, nous vous confierons l'ensemble de la production de l'une de nos usines.

Vous avez les qualités d'un homme de terrain et le potentiel d'un dirigeant. Vous parlez couramment anglais et vous acceptez la mobilité géographique nécessaire à votre évolution.

Alors, si vous souhaitez nous rejoindre, merci d'adresser lettre de *candidature. C.V. complet, photo* et rémunération actuelle sous référence M 40/212 AX à :

**EGOR TECHNOLOGIES**
19, rue de Berri - 75008 PARIS




PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

---

L'ÉQUIPE

## Adjoint du Directeur technique

Pour faire face à notre expansion et à nos futurs projets de développement, nous cherchons un adjoint à notre Directeur Technique. Sous l'autorité de celui-ci, il aura pour mission de coordonner l'*ensemble des activités de fabrication de notre quotidien et de nos magazines. Il aura aussi sous sa* responsabilité l'organisation et la gestion des différents ateliers.
Cette création de poste s'adresse à un candidat très confirmé, d'un bon niveau de formation technique, *justifiant d'une expérience similaire dans la presse quotidienne ou périodique, et ayant* des connaissances informatiques. Des qualités de gestionnaire, d'organisateur, d'animateur, et une grande disponibilité sont requises. Merci d'adresser lettre man., CV détaillé et prétentions sous *réf. 1164/M à Michèle RUDLOFF Sélé-CEGOS - Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.*

Membre de Syntec

PUBLIVAL — sélé CEGOS

---

CG

Société d'économie mixte de conseil et réalisation dans le secteur rural (300 personnes) recherche un(e)

## RESPONSABLE DU PERSONNEL GESTIONNAIRE ET HOMME DE COMMUNICATION *H/F*

Progressivement vous prendrez la responsabilité complète de l'ensemble de la fonction personnel : Administration, gestion, formation, relations avec les partenaires sociaux et communication, le DAF coordonnant l'*ensemble.*
Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (spécialisation : gestion du personnel - droit du travail), vous avez acquis au moins 5 ans d'expérience à un poste de généraliste dans la fonction. Gestionnaire avisé(e), vous *êtes très familiarisé(e) avec l'outil informatique.*
Homme ou femme de communication et de négociation, votre forte personnalité et votre charisme devront asseoir votre crédibilité auprès d'interlocuteurs de tous niveaux et de disciplines différentes (dont plus de cent *ingénieurs).*
Pour ce poste, basé dans le **MIDI-PYRÉNÉES**,
Anne LAHAYE étudiera confidentiellement votre candidature
que vous voudrez bien adresser, s/réf. 640, à :

SCA Perspectives 59, rue de Chateaudun, 75009 Paris

---

## responsable du service automatisation et informatique industrielle à serete

SERETE (800 personnes) est leader sur le marché de l'Ingéniérie de Systèmes en France. *Nos spécialistes conçoivent et réalisent des projets technologiques parmi les plus ambitieux* auprès de clients exigeants dans des secteurs très diversifiés de l'industrie :

***Systèmes de stockage automatisés - lignes d'assemblage - contrôles de procédés industriels et tertiaires***

Pour consolider son avance Serete renforce son équipe d'encadrement de haut niveau et recherche, pour prendre la direction de son Service Automatisation et Informatique Industrielle, un Ingénieur Automaticien disposant d'une large expérience des secteurs industriels et tertiaires, capable d'animer techniquement et d'encadrer un service très performant et *dynamique. Il participera au développement de la productique à Serete.* Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 86.38-M à Serete, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75013 Paris.




---

## ingénieur projets logiciels

***(5 ans d'expérience en temps réel)***

Serete Ingéniérie, leader sur son marché, recrute pour consolider son avance, un Ingénieur de Projets Logiciels dont la mission sera la conception, la maîtrise et la réalisation des affaires qui lui seront confiées en Informatique Industrielle. Votre connaissance des méthodes de développement de logiciels, votre motivation à participer à la *mise en route* de systèmes informatisés sur sites vous permettront d'acquérir à Serete une expérience approfondie et très diversifiée. Merci d'adresser votre candidature à SERETE, Service du Recrutement, *86 rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13, sous référence 86.62-M*




---

## Lettre ouverte à un auditeur.



Madame, Monsieur,

Après vos études supérieures effectuées dans une école de gestion de premier plan, assorties d'un DECS, d'un 3ème cycle *ou d'un MBA*, vous avez dirigé vos premiers pas vers un Cabinet d'Audit, pour y acquérir une bonne formation et vous ouvrir à la vie professionnelle.

Vous avez maintenant 2 à 3 ans d'expérience diversifiée dans l'audit comptable *ou d'organisation* et vous vous interrogez *sur votre évolution future.* Vous vous demandez si vous devez continuer dans l'audit ou si au contraire vous allez vous engager dans une responsabilité opérationnelle immédiatement.

L'OREAL a sans doute une réponse à vos interrogations et vous propose une *solution de transition* enrichissante. *Tout d'abord, vous passez 2 à 3 ans à l'audit* opérationnel appliqué à l'ensemble des activités marketing, commerciales, industrielles et financières des filiales du Groupe (plus de 200 dont 60 à *l'étranger). Vous pourrez ainsi vous intégrer*, connaître l'entreprise et parfaire votre formation. Ensuite, vous prenez des responsabilités effectives dans le commerce, la gestion ou la finance.

Si vous êtes décidé à vous investir avec vigueur dans votre vie professionnelle, vous pourrez alors évoluer dans les différentes affaires de la société dont le développement s'accentue.

Si vous êtes intéressé(e), nous vous proposons d'écrire sous réf. 9797 à la Direction des Relations Humaines de L'OREAL, 41 rue Martre 92117 CLICHY Cédex, en joignant un curriculum vitae.

En espérant avoir le plaisir de vous rencontrer prochainement, croyez, Madame, Monsieur, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.



L'ORÉAL

*LA VOLONTÉ DE LA PERFORMANCE*

---

## BOSSARD CONSULTANTS

Cabinet de conseil en management, leader sur son marché, recherche :

**JEUNES DIPLOMÉS**

Polytechnique, Central, HEC... attiré par le métier de conseil, disponible dans toute la France.

**SPÉCIALISTE GPAO, MAO**

Diplomé d'une grande école, ayant une expérience d'au moins 2 ans dans le conseil ou l'industrie.

Philippe GIRAUD recevra vos lettres manuscrites et photo au :
12 bis, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX CEDEX

---

JEUNE INGENIEUR MECANICIEN AM, ENI, ENSI, INSA

*Dans le cadre de ses projets orientés vers l'amélioration de la productivité et la mise en place d'activités nouvelles dans ses usines,*

**3M FRANCE** recherche pour son département **INGENIERIE**

## UN INGENIEUR PROJETS

**Missions :**

- Etude et réalisation de projets d'équipements automatisés de production comprenant : études *techniques, évaluation des coûts,* élaboration du cahier des charges, suivi de la réalisation et de la mise en service, gestion financière des projets.
- *Basé à notre siège social, il aura de* fréquents contacts avec nos usines de Beauchamp (95) et nos fournisseurs.

**Profil :**

- **Formation supérieure ingénieur mécanicien.**
- Bonne connaissance de l'anglais.
- Aptitude au travail en équipe.

Adresser curriculum vitae, photo et *prétentions à Monique GERMAND, sous* la réf. MMG/69, à **3M FRANCE** - Division des Ressources Humaines - Boulevard de l'Oise - 95006 CERGY-PONTOISE Cedex.

3M

MEDIA PA

---

## INGENIEUR TEXTILE

### Prenez la direction de notre unité de tissage industriel

- *Une position incontestée de* **spécialiste européen** dans le domaine du tissage industriel.
- **Un savoir-faire technologique** et la volonté d'être toujours *à la pointe de l'innovation.*
- La chance de se situer sur un marché **très porteur** tant en France qu'à l'étranger.

Autant de facteurs de nature à motiver notre **DIRECTEUR d'unité industrielle.**

***Votre profil** : 35 ans minimum,* diplômé d'une Ecole d'Ingénieur Textile, possédant **l'expérience du tissage de fibres synthétiques** et la capacité de superviser un atelier de 50 personnes. Connaissance de la micro-informatique de gestion appréciée. Anglais parlé souhaitable.

***Votre mission** sera double :*
- **la responsabilité technique** de l'unité de production qui *devra toujours rester aux avant-postes de* l'évolution technologique ;
- **la responsabilité** *commerciale* du développement des applications dans les secteurs industriels du tamisage et de la filtration.

Véritable « **PATRON DE PME** », vous rendrez compte de votre mission à la Direction Générale, en *termes de rentabilité et développement.*

**Poste basé en région Nord France** (120 km de Paris).

Si vous êtes attiré par cette CREATION DE POSTE autonome et évolutif *au sein d'un Groupe* (500 personnes, C.A. : 500 MF), leader sur son marché, vous adresserez lettre manuscrite + C.V. + *prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence TR/LM1*, à

michel jouhannaud conseils
*40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS*

MEDIA PA

## SAINT GOBAIN EMBALLAGE

## *PILOTEZ UN PROJET INDUSTRIEL D'ENVERGURE*

### INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN (AM, ICAM, ENSEEIHT,...)

Le matériel que nous installerons fin 1987 modifiera considérablement notre process industriel. Nous devons donc préparer dès aujourd'hui l'arrivée de cet outil qui engage en partie l'avenir économique de notre groupe.

Nous vous confierons la responsabilité des études d'installation, du montage, du démarrage et de l'exploitation de l'ensemble du projet. A l'issue de cette mission vous serez prêt à prendre des responsabilités en exploitation dans l'une des nombreuses usines du groupe.

Vous avez valorisé votre formation théorique par 2-3 ans d'expérience professionnelle acquise en B.E., en entretien, *en travaux neufs ou en production. Vous possédez* de bonnes notions d'électronique appliquée. L'hydraulique et les systèmes de commande informatisés ne vous sont pas inconnus. Vous parlez couramment anglais et vous êtes mobile. Nous vous offrons une carrière à la mesure de vos ambitions et de la *taille de notre* groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 40/212 AZ à :

**EGOR TECHNOLOGIES**
19, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

**egor**

---

**Nous sommes une entreprise située à Paris parmi des leaders dans un secteur très porteur. Nous sommes en rapide expansion et afin d'assurer cette expansion nous avons créé un nouveau département et recherchons un**

## jeune responsable du centre de profit

### INGENIEUR OU HEC, ESSEC, ESC

« Age minimum 27 ans, il aura quelques années d'expérience dans le domaine financier (Contrôle de gestion, Audit, Direction Administrative/Financière ou similaire) lui permettant une vue globale de l'entreprise. Il aimerait utiliser cette expérience financière comme tremplin afin d'étendre son rayonnement vers le marketing.

*Dépendant de la Direction Générale, il prendra en charge le développement* de ce nouveau département tout en profitant de la synergie des autres départements. Il devra posséder l'esprit d'un Chef *d'Entreprise. Il sera un gestionnaire par formation et expérience* et un homme de marketing par vocation.

Nous offrons une rémunération motivante, une grande délégation, une formation à nos produits et à nos méthodes et d'excellentes possibilités de carrière dans une entreprise dynamique.

*Merci d'envoyer votre C.V., photo, salaire actuel, sous réf.* 4625-M à Mamrégies qui transmettra. »

*Mamrégies*

3 RUE D'HAUTEVILLE, 75010 PARIS

---



## Grindlays Bank s.a.

a member of the A.N.Z. Group
implanté dans 45 pays du monde

dans le cadre de ses activités à PARIS
recherche

**POUR GÉRER ET DÉVELOPPER NOTRE CLIENTÈLE ENTREPRISES**

## 2 EXPLOITANTS CONFIRMÉS H/F

**POUR GÉRER ET DÉVELOPPER *NOTRE CLIENTÈLE PRIVÉE***

## 1 EXPLOITANT CLIENTÈLE PRIVÉE H/F

**Si vous êtes :**
- de formation supérieure,
- bilingue anglais/français,
- mobile.

**Si vous avez :**
- une expérience réussie de 3-4 ans dans la fonction,
- 28 ans minimum.

**Si vous souhaitez :**
- développer vos connaissances,
- rentabiliser votre investissement,
- rejoindre une équipe dynamique.

**Nous offrons :**
de réelles possibilités d'évolution aux Professionnels motivés.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé, photo et prétentions à :
Bernard ROUX - GRINDLAYS BANK S.A. - 7, rue Meyerbeer, 75009 PARIS.

---

## L'EUROPE POUR CHAMP D'ACTION
## RELEVEZ LE CHALLENGE

Cette société américaine solidement implantée aux USA et bénéficiant d'une image forte due à la qualité de sa gamme de logiciels (SGBD, langage de 4ème *génération...) couvrant l'ensemble* des besoins de gestion des entreprises grandes ou petites, crée sa filiale en France et en recherche le **FUTUR PATRON.**

Ce poste intéresse un **COMMERCIAL** âgé d'environ 35 ans, possédant une solide formation de base *et justifiant d'une profonde connaissance du marché* des logiciels en général et de la gamme WANG en particulier. Il se verra confier la responsabilité globale du développement et de l'animation de cette filiale, mettra progressivement en place les structures et les hommes qui assureront sa croissance sur le marché français d'abord, puis en Europe francophone. Par ailleurs, son expérience concrète et réussie de la vente lui permettra d'approcher directement les grandes sociétés pour en devenir l'interlocuteur privilégié.

Seul responsable devant la maison-mère, il s'engage à atteindre les objectifs fixés en commun et à lui rapporter annuellement ses résultats. Sa rémunération sera à la hauteur de ses ambitions : 400.000 F la première année. Bien sûr, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Si vous avez un tempérament d'entrepreneur, relevez ce challenge complet et *évolutif en écrivant, sous référence* 5311, à HYPERBOLE 86, rue de Richelieu 75002 PARIS, qui transmettra tout en vous assurant la plus grande confidentialité.

---

# NOUS RECRUTONS LES MEILLEURS ET NOUS SAVONS LES GARDER

### MINES, ESCP, SUP'ELEC, GRENOBLE, HEC, PONTS, AM, ESSEC, TOULOUSE, SCIENCES-PO, TP.

A la Lyonnaise, les "anciens" sont nombreux. Sélectionnés à partir de leur excellente formation de base, ils ont été recrutés pour la grande qualité et l'équilibre de leur personnalité. Ils ont su actualiser et élargir leurs connaissances et faire face à toutes les situations.
*Aujourd'hui, nous proposons aux plus jeunes de les rejoindre à un moment où le groupe connaît un développement* nouveau et accroît son implantation internationale.

## Contrôle financier

*La Direction Financière recrute 2 jeunes Cadres Financiers à fort potentiel possédant déjà une première expérience leur ayant* permis d'acquérir de solides connaissances en gestion d'entreprises.
Ils seront plus particulièrement chargés d'un groupe de Filiales et leur rôle sera celui de conseiller et d'animateur.
Ils devront auprès de ces sociétés :
- assurer le contrôle financier permanent,
- les assister au niveau de l'organisation comptable, de l'arrêté des bilans, de l'établissement des plans et des budgets,
- effectuer des études économiques et financières en vue d'acquisition ou de rapprochements.

Référence FP 507 AM

## Consolidation

La Direction Financière recrute pour le service chargé d'établir les comptes consolidés du groupe (183 sociétés) un jeune cadre débutant issu d'une grande école de gestion (option finance-comptabilité).
Les travaux qui lui seront confiés seront l'occasion d'acquérir une expérience significative en matière de consolidation, de budget et de prévisions.
*Par la suite d'autres affectations permettront une évolution intéressante au sein du groupe notamment dans le secteur de l'assistance et du contrôle des filiales.*

*Référence HR 508 AM*

## Distribution d'eau potable

La Direction de l'Eau recrute des Ingénieurs débutants (première expérience appréciée) pour leur confier des responsabilités *dans les domaines de la production, de la distribution de l'eau potable* et du traitement des eaux usées :
- étude et réalisation de travaux d'extension de réseaux et/ou d'installations de traitement,
- définition de programmes de traitement de l'eau potable ou des eaux usées,
- *contrôle du bon fonctionnement des usines de traitement,*
- surveillance et entretien de réseaux
- relations avec les collectivités locales et les administrations.

Ces postes sont à pourvoir dans toute la France. Par la suite la mobilité intelligente est la loi commune ; elle est à l'origine de carrières dynamiques (en France ou à l'étranger) qui permettent à chacun de trouver sa meilleure place.

Référence IS 509 AM

## Contrôle de process

*La Direction de l'Eau renforce le département Informatique Industrielle de la Direction Régionale Parisienne Ouest, en recrutant* un Ingénieur possédant 3 à 5 ans d'expérience en informatique et micro-informatique industrielles, process contrôl et automates programmables.
*Le poste proposé comporte les missions principales suivantes :*
- automatisation d'usines de traitement d'eau, de stations de pompage, de systèmes de transmission de données. Cette responsabilité générale recouvre la conception, la maintenance et l'évolution des processus et des procédés,
- gestion de bases de données techniques,
- animation d'une équipe d'une dizaine de techniciens ; intégration et formation des nouveaux,
- conseil externe (France et étranger),
- veille technologique.

Ce type de fonction connaît *actuellement un développement* évident au sein de notre société dans la mesure où *elle* permet d'atteindre un haut degré de fiabilité dans le fonctionnement de nos installations ; c'est une exigence fondamentale du service public de la distribution de l'eau potable.

Référence JT 510 AM

Nous avons demandé au Cabinet **ETAP** de nous aider à repérer parmi les jeunes diplômés intéressés par ces postes, les candi*dat(e)s ayant fait preuve dans le cours de leurs études et à travers leur première expérience d'un esprit d'entreprise supérieur à la* moyenne, d'une grande capacité à établir des relations efficaces et un sens du "terrain" leur permettant de construire des solutions adaptées. Ces candidats ont déjà eu des contacts prolongés avec l'étranger (formation complémentaire, coopération...) et pratiquent un anglais courant. Les dossiers de candidatures (avec prétentions) sont à adresser, en précisant la référence du poste, à :
ETAP 71, rue d'Auteuil - 75016 Paris.

***La Lyonnaise des Eaux (15 milliards de** francs de CA - **dont près de 30 % réalisé à l'étranger*** **- 35 000 personnes) est spécialisée dans la gestion des services : traitement et distribution d'eau, collecte et traitement des déchets, distribution d'énergie, gestion de réseaux de chaleur, services funéraires, réseaux câblés.**

PUBLIPANEL



lyonnaise des eaux

---

**Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.**

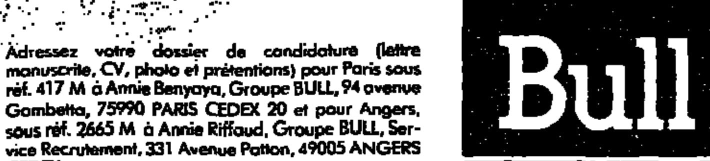
## FONCTION ACHATS
## BULL ENGAGE
## DES INGENIEURS AXÉS QUALITE
## (PARIS-ANGERS)

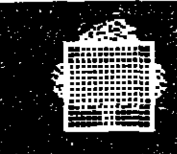
Votre diplôme d'ingénieur (Supelec, Centrale, A & M...) *complété si possible par un cycle de gestion, votre maîtrise de la* langue anglaise vous offrent un nouvel axe de développement de carrière : la fonction Achats.

Pour conquérir des marchés nouveaux dans le monde informatique, notre volonté est d'aller toujours plus loin dans la qualité de nos achats, élément clé de notre stratégie industrielle. Avec nous vous développerez des méthodes modernes d'achats (analyse industrielle, étude des prix de revient, homologation des fournisseurs) dans un seul but : le zéro défaut.

Vous êtes prêt à vous battre avec nous sur la qualité.
Notre esprit d'équipe vous motive.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) pour Paris sous réf. 417 M à Annie Benyaya, Groupe BULL, 94 avenue Gambetta, 75990 PARIS CEDEX 20 et pour Angers, sous réf. 2665 M à Annie Riffaud, Groupe BULL, Service Recrutement, 331 Avenue Patton, 49005 ANGERS CEDEX.



SOURCES

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

**LES EDITIONS DALLOZ**
recherchent un

## Juriste de Droit Pénal

*Nous recherchons pour notre* encyclopédie un juriste confirmé à qui nous confierons la *responsabilité* des cinq *volumes relatifs au* droit pénal.

Ce rédacteur juridique assure non seulement la préparation technique mais aussi le travail de recherche et de documentation ; il suit l'évolution législative, jurisprudentielle et doctrinale du droit pénal.

*Vous avez un DEA de droit privé et une bonne* expérience professionnelle acquise soit en Cabinet, soit à la cour de cassation. Vous connaissez bien le droit pénal.

Vous souhaitez intégrer une équipe hautement *spécialisée* qui vous formera longuement à sa technicité.

Le salaire proposé motivera un cadre de très bon niveau.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV + *salaire actuel*) à notre conseiller Roland CHABRIER sous réf. M 122.

**orgnicar** 13, rue Royale 75008 Paris

# INGÉNIEUR COMMERCIAL

### SECTEUR SERVICES ET PRESTATIONS EN LOGICIELS

**DÉCISION INTERNATIONAL S.A.**, implantée en France et aux Etats-Unis est spécialisée dans la conception et le développement de logiciels de haute technologie pour tous les secteurs de pointe de l'industrie française.

**SA RÉPUTATION.**
L'efficacité et la qualité : une très grande rapidité de réaction aux sollicitations de ses clients.
Un esprit d'équipe développé : DÉCISION INTERNATIONAL considère ses collaborateurs comme son atout le plus important.

**NOUS RECHERCHONS** pour la Direction Opérationnelle de Paris, le responsable du secteur vente de services et de prestations en logiciels. Une réussite rapide dans cette activité conduira son responsable à un poste de Direction.

**VOUS ÊTES** un homme de terrain, ambitieux, vous avez un diplôme d'ingénieur ou une formation *universitaire, vous avez au moins quatre ans* d'expérience dans ce domaine.
Nous attendons votre C.V. (avec photo) sous la référence REC à :

**DÉCISION INTERNATIONAL.**
Direction du Personnel. 112, rue de Paris 92100 BOULOGNE.

*Des hommes au cœur de l'intelligence informatique.* **DECISION INTERNATIONAL**

Stag

## *Êtes-vous motivés par les technologies avancées ?*

Etablissement d'Etat, spécialisé dans les domaines de la propulsion navale, nous devons réaliser une nouvelle génération de matériel. Nous sommes ainsi assurés d'une charge d'études et de travaux importante. Etalé sur plusieurs années, ce programme fait appel à des *techniques de pointe* très avancées et nous amène à renforcer nos structures. Nous recherchons des

## Jeunes ingenieurs à fort potentiel

Intégrés au sein d'équipes d'ingénieurs très performants, vous pourrez aussi participer à des programmes techniques d'ensemble, intellectuellement très motivants. Vous pourrez, selon vos goûts et capacités personnelles, vous spécialiser dans des domaines plus précis (mécanique, hydraulique, suspension élastique, etc.) et acquérir ainsi un niveau de compétences reconnu que facilitera le développement futur de votre carrière.

Merci d'adresser *votre dossier de candidature* à notre Conseil, Dante FRANCESE, s/réf. 535, à CAPFOR - B.P. 846 - 11, boulevard Guist'hau - 44020 NANTES Cedex 01.

**CAPFOR**

MEDIA PA

## Groupe industriel français
## 30 filiales dans 12 pays
## C.A. consolidé : 3 milliards F

**DONT 1/3 AUX USA-CANADA**
**CASH-FLOW : 7,1 %**
**Recrute pour son Siège en Grande Banlieue O. PARIS**

## JURISTE D'AFFAIRES
## Chef du Sce Juridique

### L'ouverture du poste

**Dépendant du Directeur Financier et Juridique, IL PRÉPARERA PERSONNELLEMENT LES CONTRATS DU GROUPE POUR LA FRANCE ET L'ÉTRANGER ET PARTICIPERA A LEUR NÉGOCIATION, en matière commerciale et tout particulièrement de CESSIONS ET *D'ACQUISITIONS D'ENTREPRISES, domaine dans lequel le Groupe* est très actif. Assisté de deux collaborateurs, il aura la responsabilité du Contentieux, des Assurances, de l'Immobilier et du Droit des *Sociétés de l'ensemble des Sociétés du Groupe en France.***
**Il remplira pleinement son rôle fonctionnel de Conseil et de négociateur, capable d'effectuer la synthèse entre les aspects économiques et juridiques des questions traitées.**

### Son titulaire

***Du niveau DOCTORAT DE DROIT PRIVÉ avec si possible, un com*plément économique (IAE, IEP Ecofi,...), il parle et écrit l'ANGLAIS COURAMMENT. Il a au moins 10 ans d'EXPÉRIENCE EN DIRECTION *JURIDIQUE de grande Entreprise et/ou, de préférence, en* CABINET D'AVOCATS INTERNATIONAUX.**

**S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8456 à**




**TEXTUEL**

*RECHERCHE*

### JOURNALISTE (25-30 ans)

*ayant expérience presse grand public et/ou formation* école de journalisme. Il ou elle assurera enquêtes, reportages, et suivi de réalisation de journaux clés en main. Envoyer lettre manuscrite + CV + choix d'articles à Fabienne Waks, 28, bd Poissonnière 75009 Paris.

### DIRECTEUR ADJOINT (28-35 ans)

pour coordonner l'ensemble des réalisations de l'agence, animer une équipe, assurer un suivi de la clientèle. Il ou elle doit posséder une solide *expérience d'animation d'équipe, le goût des* responsabilités et un bon sens commercial. Ses qualités : dynamique, concret, contact facile, rigueur financière. Envoyer lettre manuscrite + CV + photo à Marianne Théry, 28, bd Poissonnière 75009 Paris.

Textuel est une équipe d'une dizaine de personnes — journalistes pour la plupart — qui conçoit et réalise des journaux clés en main. Nos interlocuteurs réguliers sont : nos clients, nos fournisseurs techniques, pigistes rédacteurs et photographes, directeurs artistiques, maquettistes. Textuel appartient au groupe de communication CPM.

## Développez et communiquez notre projet d'entreprise

### Responsable de la formation et de la communication interne.

*De par votre expérience, vous êtes reconnu comme un homme de* personnel. Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière.
Au sein de la Division du Personnel et des Relations Sociales, dans le cadre de notre projet d'entreprise, vous prenez en charge la formation auprès des différentes directions ; vous favoriserez ainsi la réflexion sur les problèmes de développement du personnel (*appréciation, mise en oeuvre d'actions de formation et animation*).
En outre, votre mission vous conduira à développer nos outils de communication interne.
Diplômé d'Etudes Supérieures I.E.P. ou 3[e] cycle, vous avez une première expérience significative de la fonction.
Votre autorité naturelle et vos capacités de contact vous permettront de réussir au sein de notre équipe et d'évoluer dans un environnement dynamique.
La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 4644 M, V.A.G France,
Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 62,
02600 Villers-Cotterets.




V.A.G France

**BANQUE PARIS**
pour son Service Juridique

# *Rédacteur juridique confirmé*

**Contrat à durée déterminée à compter du 1[er] Juillet 1986.**

**Le poste :** • analyse juridique des dossiers (crédits aux promoteurs immobiliers, crédits acquéreurs), rédaction des actes, contrôle des garanties.
• relations avec les notaires et les promoteurs.
**Le profil :** • licence de droit privé ou équivalent.
• connaissance du droit immobilier et expérience professionnelle (environ 2 ans) obligatoire, acquise dans une activité similaire ou chez un notaire.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à *Média-System*, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, sous réf. 9834 précisée sur l'enveloppe.

## avec la C.A.O. d'autres perspectives à votre carrière

Agence Moseliers

Notre entreprise, qui se veut à la pointe de l'efficacité dans son secteur d'activité, le B.T.P., souhaite mettre en place et développer l'outil Conception Assistée par Ordinateur. Pour ce faire, elle cherche à engager rapidement son **«Monsieur C.A.O.»**.
*Il sera jeune, ingénieur Supelec,* Centrale, Ponts...ou ESTP, ouvert aux techniques nouvelles.
*Il aura déjà des notions d'informatique* et quelques années d'expérience en production et étude de projets, soit dans l'industrie, *soit mieux*, dans le B.T.P.
Les capacités de notre entreprise et l'avenir de la C.A.O. fourniront au candidat recruté l'opportunité de donner d'autres perspectives à sa carrière.
Les lettres de candidature accompagnées d'un C.V. détaillé seront à adresser à **l'Entreprise RAZEL Frères,** Le Christ de Saclay, *B.P. 109 - 91403 ORSAY Cédex.*




Société de recherche du Groupe Synthélabo
*recrute pour son département Secrétariat*
Général et Programmes

# *Traducteur* HF

Le candidat *sera* chargé de la traduction de français en anglais de textes scientifiques de haute technicité afférents à tous les domaines de l'industrie pharmaceutique. Il *devra* :
• être de langue *maternelle anglaise*.
• posséder une expérience professionnelle en qualité de traducteur *scientifique (salarié ou indépendant)* dans l'industrie pharmaceutique.
• avoir dans la mesure du possible la pratique d'une ou plusieurs autres langues étrangères.
• connaître le traitement de texte serait un atout supplémentaire.
*Le salaire proposé pour ce poste, auquel la société attache une* grande importance, sera fonction de l'expérience.
Lieu de travail : *Paris 13[e]*.
Merci d'envoyer lettre manuscrite et CV en précisant sur l'enveloppe la référence 4723, à Média-System,
2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui *transmettra*.



média-system

## Recherche Foncière et Développement Paris et Région Parisienne 2 postes à créer

De formation supérieure, vous avez acquis idéalement une expérience d'au moins cinq ans *de foncier et/ou monteur d'affaires* dans l'immobilier privé *sur* Paris et Région Parisienne. En contrepartie d'un fort engagement, vous recherchez une évolution justifiée.
*Deux clients de notre* Cabinet *vous offrent des postes :*
**FONCIER tous produits** (Réf. 66 7307 M)
**RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT** (Réf. 16 7309 M)
*Pour recevoir le descriptif détaillé de votre choix, ou simplement vous faire* référencer au Cabinet, merci d'adresser votre candidature, sous référence choisie, à *François CORNEVIN*.



**EQUIPES ET ENTREPRISES**
*11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 42.93.18.72*

**UN GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL**
souhaite recruter

## deux cadres de *niveau* classe V ou VI

ayant acquis au cours des 5 à 7 dernières années de leur carrière une bonne expérience des opéra*tions et du crédit, pour leur confier dans un* premier temps le suivi général des relations avec certaines filiales étrangères du Groupe.

Une réussite *dans ces postes de* «Chargé de territoire» débouche normalement sur l'octroi de responsabilités attrayantes dans une *filiale*.

Une solide formation, universitaire (HEC - IEP ou équivalent) ou bancaire (ITB - CESB) la maîtrise de l'anglais, le goût des voyages et l'acceptation d'affectuer une partie de sa carrière à l'étranger sont des conditions nécessaires.

Les candidats intéressés doivent adresser leur CV ainsi qu'une photo sous référence 1492/MI à M. PONTHIEUX - 4, Square Auguste Renoir 75014 PARIS *(qui transmettra)*.

### Finance, Comptabilité, Fiscalité... et Search
### *Un trèfle à quatre feuilles ?*

*Ernst & Whinney* est l'un des tout premiers réseaux d'Audit et de Conseil, avec plus de 24 000 collaborateurs établis dans plus de 75 pays. Le Conseil en Organisation connaît une *forte progression*, avec actuellement 2 000 consultants dans le monde. En France, le Conseil en Recrutement de Cadres Financiers fait partie de nos domaines d'intervention *privilégiés et* l'expansion de cette activité nous conduit à rechercher

## un Consultant à fort potentiel

pour participer aux missions de recrutement de Cadres Comptables et Financiers confiées à notre Cabinet, avant de prendre *en charge progressivement* la responsabilité de ses missions et le développement de clientèle.

Nous *recherchons* un candidat âgé d'environ 28 ans, ayant une excellente formation comptable, financière et fiscale, acquise en cabinet d'expertise comptable ou d'audit, ou au *sein d'une Direction* Financière d'entreprise.

Le dynamisme, l'esprit d'équipe, le goût des contacts et la pratique de l'*anglais* faciliteront votre intégration au sein de notre équipe. Une première expérience du recrutement de cadres serait un atout supplémentaire.

Si notre proposition vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre man., CV, prét.) s/réf. C0602 à ERNST & WHINNEY *Conseil*, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris. Vous pouvez aussi obtenir des informations supplémentaires auprès d'Hervé Cochelin, Responsable de cette activité, *en téléphonant au* 45 62 24 24.




**Ernst & Whinney Conseil**

IMPORTANTE SOCIETE DE COURTAGE D'ASSURANCES

*Un métier d'avenir ;*

# REDACTEUR HF

**Nous sommes l'un des tout premiers cabinets de courtage d'assurances européens.**

Nous recherchons, pour notre service coordination des affaires des filiales françaises de multinationales étrangères, un REDACTEUR.

**Votre profil :**
- Titulaire d'un BAC + 4 ou + 5 (type DESS, DEA,ISG...),
- parfaitement bilingue (anglais),
- prêt à s'investir ; doté d'un bon esprit d'analyse, de synthèse et d'un sens affirmé des relations technico-commerciales.

**Votre mission :**
En relation constante avec les maisons-mères étrangères, vous serez *l'interlocuteur primordial des sociétés dont vous aurez la charge d'études.*
Lieu de travail : Paris.
Des déplacements fréquents et courts sont à prévoir.
*Vos qualités personnelles et votre réussite à ce poste enrichissant vous permettront d'évoluer au sein de votre fonction.*
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, s/réf. PHT/LM, au Service du Personnel

**FAUGERE ET JUTHEAU**
13, rue de la Ville-l'Evêque - 75008 PARIS.

MEDIA PA

---

**BANQUE INTERNATIONALE**
**située à Paris**
**recherche**

## JEUNE CADRE IMMOBILIER

**diplômé Ecole de commerce ou Sciences Po.**

- Expérience 2 à 3 ans en milieu bancaire ou promoteur indispensable pour assurer la responsabilité intégrale du suivi des risques depuis le contact initial.
- Parfaite maîtrise de la langue anglaise exigée.
- Perspectives de développement de carrière intéressantes au sein d'un groupe dynamique pour candidat d'envergure.

Env. C.V. et prétentions sous réf. 7 309 M au MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e, qui trans.

---

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

## *ingénieurs informaticiens*

GROUPE SYSECA

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, *Maîtrise...*

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :
- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M275 à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, *Bureaux de la Colline*, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (300 MF de CA, 850 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

---

Laboratoire Pharmaceutique

en plein essor, filiale d'un groupe américain crée le poste de

## Responsable des études de marché et de la planification

Rattaché au Directeur du Marketing et assisté de 2 chargés d'études, il est responsable de la planification stratégique. Il assure le contrôle de gestion de la Direction du Marketing. Il a en charge les études de marché tant qualitatives que quantitatives, études ponctuelles et prospectives. Il est responsable de la gestion de son propre budget. Ce poste très attractif s'adresse à un candidat de formation HEC, ESSEC, Sup de Co ou équivalent, disposant d'une solide expérience *des études marketing et de la planification, soit dans l'industrie Pharmaceutique ou dans l'industrie Cosmétologique ou Alimentaire. Une bonne pratique de l'informatique est nécessaire. L'anglais est demandé.*

ENJEUX — Entrez en contact s/réf. 2211M avec ENJEUX 20 rue de l'Hôtel de Ville 92200 NEUILLY que nous avons chargé de cette recherche.

*PUBLIVAL*

---

Un organisme technique relevant du Ministère de la Défense, situé en proche banlieue parisienne, offre à des ingénieurs, de nationalité française et en début de carrière, de valoriser leur formation et leurs aptitudes dans un environnement particulièrement ouvert aux techniques de pointe.

Il recherche :

## 2 INGÉNIEURS DE FORMATION ÉLECTRONIQUE GÉNÉRALE

(une très bonne maîtrise de la langue anglaise est demandée pour l'un des postes). Réf. 1.

## 1 INGÉNIEUR DE FORMATION ÉLECTRONIQUE - INFORMATIQUE Réf. 2.

Ces postes supposent une bonne capacité d'analyse et de synthèse, des qualités de rigueur et de curiosité technique, le goût des contacts humains.

*Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo, sous nº 7.291*
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

---

## JEUNE CADRE COMMERCIAL
### DIPLOMÉ D'ÉCOLE SUP. DE COMMERCE

Vous recherchez une première expérience particulièrement formatrice qui vous assurera des perspectives intéressantes dans votre vie professionnelle.

Vous êtes attiré par la négociation à haut niveau, avec la volonté de réussir.

Le groupe DAFSA KOMPASS, leader sur le marché de l'information économique, financière et boursière, vous confiera

- La vente de ses produits d'études auprès de secteurs financiers et industriels ;
- *L'analyse en permanence des besoins du marché en vue de développer les produits existants.*

L'autonomie de la fonction, le salaire motivant, le poste particulièrement polyvalent sont de nature à intéresser un candidat de valeur.

DAFSA KOMPASS vous remercie d'adresser votre lettre et c.v. au Service du Personnel, 7, rue Bergère, 75009 PARIS.

---

SOCIÉTÉ RECHERCHE :

## TRÉSORIER H./F. RAPPORTANT AU CONTROLEUR

- Responsable de la trésorerie en date de valeur *(francs uniquement)*.
- Responsable du suivi des comptes clients.
- Responsable de la comptabilité trésorerie.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une bonne formation comptable (type BTS de comptabilité) avec une première expérience de suivi de trésorerie en valeur).

*RÉMUNÉRATION : 110 000 F +.*
LIEU DE TRAVAIL : Neuilly.

Envoyer c.v., photo et lettre manuscrite au MONDE PUBLICITÉ, nº 7 311 M, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

---

## Communication d'entreprise

Diplômé I.E.P., Celsa ou équivalent, vous avez acquis de bonnes connaissances économiques et possédez une première expérience professionnelle, de préférence dans le domaine de l'information écrite.

Au sein de la Direction de la Communication, vous serez chargé de :
- la rédaction et de la réalisation des publications d'information interne,
- des relations avec les journalistes de la presse économique, et vous participerez au développement des nouveaux supports de communication.

Pour réussir dans ce poste, il est indispensable d'avoir de grandes *qualités de rédaction et le souci de la rigueur de l'information.*

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 374 à Michel HERTH, CNCM, Direction des Relations Humaines, 88, rue Cardinet 75017 Paris

**Crédit Mutuel**

CURRENT LIEN

---

ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE GESTION ET DE PROMOTION IMMOBILIERE SITUE EN ILE DE FRANCE

*offre à un(e) jeune*
*E.S.C. ou équivalent*

ayant 2 années d'expérience professionnelle acquise si possible en organisme collecteur du 1 % patronal d'aide au logement le poste de :

## CHARGÉ D'ETUDES 1%

Après avoir acquis une parfaite connaissance des contraintes juridiques et réglementaires comme du champ de prospection offert, vous élaborerez, développerez et mettrez en œuvre les outils de promotion et de gestion correspondants. C'est ainsi que, par la maîtrise des relations avec les C.I.L., les entreprises et les collectivités locales, vous assurerez le développement de la collecte du 1 %.
Cette création de poste au sein d'un organisme en pleine expansion représente une opportunité riche d'avenir pour une forte personnalité.

*Merci d'adresser votre dossier de candidature, s./réf. 86.34 à notre conseil qui vous garantit une totale discrétion.*

FRANCOIS REBOUD & CIE CONSEILS EN RECRUTEMENT 9, rue Thiers - 51100 REIMS

---

**Centre hospitalier et de recherche**
banlieue sud PARIS
recherche pour son
SERVICE D'ÉLECTRONIQUE

## TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN DIPLOMÉ

BTS ou DUT même débutant pour participer au sein d'une équipe à la maintenance *et au développement des appareils médicaux.*
(Le parc comprend une centaine d'appareils.)

*Envoyer candidatures, c.v. détaillé et prétentions sous nº 7 289 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.*

---

**NATIONAL ADVANCED SYSTEMS**
**premier fournisseur mondial d'ordinateurs compatibles**

POUR FAIRE FACE A SON EXPANSION (50 % PAR AN)
RECHERCHE

## INGÉNIEURS D'AFFAIRES GRANDS COMPTES/GRANDS SYSTÈMES

pour vendre tous les modèles de la GAMME XL, ordinateurs compatibles d'un niveau de performance inégalée (15 à 90 Mips).

- Base : Paris.
- Rémunération annuelle : 800 KF +.
- Avantages sociaux des plus intéressants.

SI VOUS ÊTES :
- *Diplômé d'une grande école* ;
- Sur un territoire Grand Compte depuis plusieurs années ;
- Titulaire d'au moins 5 clubs ;
- Sensible à l'avance technologique d'Hitachi ;
- Désireux d'être enfin votre propre maître et de travailler dans un environnement dynamique (minimum de contraintes).

Nous vous proposons le territoire et la rémunération que mérite votre ambition.
Envoyer c.v. à Madame MOURGAND, N.A.S., 11, boulevard Pershing, 75017 PARIS.

---

## *Jeune concepteur-rédacteur, trempez votre plume dans le marketing financier*



Crédit aux particuliers, produits financiers, notre société est l'une des premières du marché dans ses deux activités. Depuis 2 ans vous maniez avec talent verbes et mots, accroches et sous-titres pour faire de vos campagnes de marketing direct des succès de remontées pour vos clients si vous êtes en agence spécialisée, ou pour votre entreprise si elle fait partie des grandes de la VPC.

Chez nous, comme **concepteur rédacteur unique**, vous valoriserez les différents messages produits de l'entreprise et ceux de nos clients distributeurs (lettres, plaquettes, dépliants, presse...) dans le cadre d'une petite équipe de communication de 4 personnes.

Jamais vissé à votre fauteuil, votre job au contraire très mobile vous offrira de nombreux contacts tant en interne qu'avec les plus grandes enseignes nationales.

Pour vous faire un dossier très solide et promouvoir des produits particulièrement performants, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 2128 à

**SOURCES** 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

---

**REVUE DE VULGARISATION SCIENTIFIQUE FILIALE D'UN GROUPE DE RENOMMÉE INTERNATIONALE**

recherche

## CHEF DE PUBLICITÉ

de formation universitaire,
il justifie d'au moins deux ans d'expérience de la vente d'espace presse en agence ou au support.

Merci de bien vouloir adresser lettre manuscrite + c.v. + prétentions à :
Mme GARNIER, 8, rue Férou, 75006 PARIS.

---

Organisme administratif, social et financier Paris, 3 000 personnes

recrute

## CONTROLEUR DE GESTION

(Maîtrise de gestion, maîtrise sciences économiques, option gestion, E.S.C., H.E.C...).
Ce cadre de la direction de l'organisation et traitement de l'information dirigera les travaux de définition et de mise en œuvre du dispositif de contrôle interne de gestion.
Une première expérience constituerait un atout supplémentaire.

*Adresser lettre manuscrite + c.v. et prétentions à : Monsieur le Directeur du Personnel, URSSAF DE PARIS, 3, rue Franklin, B.P. 430, 93518 MONTREUIL Cedex.*

---

Institut supérieur privé recherche pour classes préparatoires. ENSEIGNANTS CONFIRMÉS de haut niveau, mathématiques, histoire économique, langue anglaise. Ecrire à Gravitation, réf. M/5, 15, rue Fénelon, 75497 Paris Cedex.

---

Groupe de formation Melun, RECHERCHE SEPTEMBRE 86

**PROFESSEURS**

COMMERCE INTERNATIONAL, ACTION COMMERCIALE, ANGLAIS, diplômes sup. + exp., c.v. + photo sous nº 855, Havas, 77007 Melun.

---

ASSOCIATION GESTIONNAIRE de Foyers d'hébergement *pour travailleurs immigrés,* recherche pour ses foyers

## 2 CHEFS DE CENTRE ADJOINTS ET 4 CHEFS DE CENTRE

ayant le sens du contact.
Gestion informatisée.

Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable. Envoyer c.v. *détaillé*, lettre manuscrite et photo ainsi que prétentions, à ADEF, 16, rue du Plâtre, 75004 Paris.

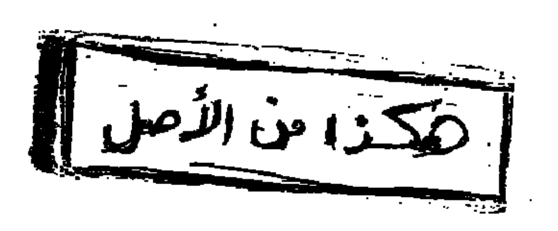
---

Afin de faire face à l'importance de notre parc immobilier locatif et à son fort développement nous recherchons un :

## *Attaché de Direction 180.000 F +*
### *Responsable de la gestion du patrimoine*

Sous l'autorité du Directeur Général, du Directeur Technique et en relation avec les services comptables (informatisés), il aura en charge le contrôle budgétaire, la gestion et le suivi d'un parc de 6.000 logements. Expérience professionnelle d'une dizaine d'années, sens aigu de la rigueur, esprit d'initiative, diplomatie et goût pour la communication (préparation et tenue de réunions) sont les atouts de base pour ce collaborateur courageux et disponible qui aura l'autorité nécessaire pour superviser une quarantaine de personnes.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite à SCIP Consultants - 124, Bd. de la République 92210 ST-CLOUD. Secret absolu.



# OFFRES D'EMPLOIS

## PSYCHOLOGUE VACATAIRE

*SITB, importante société de services et d'ingénierie informatique, (600 personnes), leader sur le secteur BANQUE-FINANCE, recherche pour assister le service recrutement une psychologue vacataire*

*Vous avez une première expérience du recrutement si possible dans l'informatique.*
*Vous êtes disponible* ***immédiatement*** *afin de collaborer à* ***temps partiel*** *pour quelques mois à diverses recherches d'informaticiens, de jeunes ingénieurs diplômés, etc..*

*Merci d'adresser votre candidature avec prétentions, sous réf. P 686 M, à SITB, 137 Bd Voltaire, 75011 Paris ou téléphoner à Mme Peronnin ou Mme Théron au 43.56.00.00.*

SITB GENIE INFORMATIQUE




1983 · Le **CERAM** crée, au sein de la technopole de Sophia Antipolis, le **CERICS** 1er Centre Européen de Génie Logiciel, en association avec **BULL**, l'**INRIA** et le soutien de l'**Agence de l'informatique**
1985 · Le **CERAM** lance un Programme Européen de Management des Technologies de l'Information
1986 · Dans le cadre de ce développement, nous procédons aux recrutements suivants

### DIPLÔMÉS GRANDE ECOLE

X, HEC, SUPELEC, CENTRALE, ESSEC, MINES, ESCP,...
ou universitaires de même niveau

Le Département Informatique du **CERAM** et de grandes entreprises du secteur informatique offrent à une trentaine de diplômés du second cycle de l'enseignement supérieur des Bourses d'études leur permettant d'accéder aux fonctions de **CHEF DE PROJET** en conception, mise en place et gestion des systèmes d'information au plus haut niveau. Neuf mois de formation intensive permettent d'obtenir un **M.S.** en Management des Technologies de l'Information

Demander un dossier de candidature et d'information au
**CERAM - Département Informatique**
B.P. 20 · Sophia Antipolis · 06561 VALBONNE Cedex
Tél. 93 95 45 45

SOPHIA ANTIPOLIS

---

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE-DE-FRANCE
recherche pour LABORATOIRE DE CHIMIE

### TECHNICIEN CHIMISTE

Soumis à l'agrément ministérie
- BTS ou DUT.
- Minimum 25 ans.
- + de 3 ans d'ancienneté.
- Nationalité française.
- Permis de conduire VL.
- Exp. appréciée dans CPG HPLC, AA, etc.

POUR PRÉLÈVEMENTS D'ATMOSPHÈRE DANS USINES ET ANALYSES EN LABORATOIRE.
Adresser c.v. détaillé avant le 3 juin à Monsieur le Chef du personnel de la CRAMIF 17-19, rue de Flandre, 75954 PARIS Cedex 19.

---

La Mission Locale recherche pour 3 jours/sem. à durée déterminée (1 an, renouvelable)

### H ou F

pour documentation/information avec ou sans diplôme, *mais première expér. souhaitée.* Connaissance du dispositif jeunes (emploi, formation, ...), rigueur, qualités rédaction et présentation, goût travail en équipe indispensables.
Salaire mensuel brut : 3 843 F + avantages divers.

Env. C.V. + lettre + photo à la Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes de Créteil, Rue Maurice-Déménitroux, 94000 CRÉTEIL avant le 22-05.

---

ASSOCIATION CULTURELLE DE TOURISME
recherche pour son service édition

### ASSISTANT(E) DE RÉDACTION

ayant la pratique de la conception et de la réalisation de brochures tourisme.
Sachant rédiger. Connaiss. géographiques souhaitées.
Disponible en juillet-août.

Envoyer C.V. avec photo sous nº 7306 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

SOCIÉTÉ ÉDITION SCIENTIFIQUE EN PLEIN EXPANSION cherche

### COLLABORATEUR DYNAMIQUE

ayant l'exp. de l'édition de la librairie scientifique pour poste de chef des ventes. Anglais parlé et écrit souhaité. Sens du contact humain, aptitude au travail en équipes nécessaire. Poste offrant de larges possibilités d'évolution. A pourvoir mi-août 1986.

Env. lettre manus. + C.V., photo et prétentions sous nº 7287,
*LE MONDE PUBLICITÉ*
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

## LA DIRECTION FINANCIÈRE D'UN GRAND ORGANISME PUBLIC

recherche
pour son service d'études économiques

### UN STATISTICIEN-ÉCONOMÈTRE DE HAUT NIVEAU

spécialiste de la réalisation et de l'exploitation d'enquêtes.
Le candidat animera une équipe de statisticiens et d'informaticiens et gérera un budget important.
Poste de responsabilité, expérience confirmée indispensable.
Formation d'origine : X, ENSAE, ECP...

Les réponses sont à envoyer à l'adresse suivante :
B.P. 20, tour Maine-Montparnasse
pièce 2216, 33, avenue du Maine,
75755 Paris Cedex 15.

---

RENTRÉE 1986
collège privé, rég. parisienne banlieue Ouest
recherche

### 1) 2 PROFESSEURS DE MATHÉMATIQUES

ayant bonne expérience tous niveaux.

### 2) PLUSIEURS ÉDUCATEURS-SURVEILLANTS D'INTERNAT

*Env. let., c.v. s/réf.* 70 248 HAVAS CONTACT, 1, pl. du Palais-Royal, Paris-1er, qui tr.

---

*Suite développement école d'ingénieurs région parisienne* recherche

### ENSEIGNANTS-PERMANENTS VACATAIRES-CONFÉRENCIERS

en : Maths, Physique, Physique des semi-conducteurs.

Electronique : basse fréquence, hyper-fréquences.

*Microprocesseurs et* Informatique industrielle.

Informatique : réseaux, *systèmes d'exploitations, architecture,* intelligence artificielle, conduite de projets génie logiciel.

Ecrire avec c.v. à P. LICHAU S.A. s/réf. 10 768, 10, rue de Louvois, 75002 PARIS *qui transmettra.*

---

WESTERN DIGITAL recherche

### INGÉNIEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX EXPÉRIMENTÉS

*Western Digital,* leader dans les domaines communication de données et gestion de mémoire *de masse, étoffe son équipe* parisienne...
Les commerciaux recherchés auront fait leurs preuves *dans la vente de périphériques* aux grands comptes et doivent maîtriser l'anglais (prévoir déplacements *France + étranger).*

Envoyer votre c.v. à WESTERN *DIGITAL (France)*
12, rue Auber, 75009 PARIS.

---

Important établissement enseignement supérieur commercial privé reconnu par l'Etat
Paris
cherche à pourvoir

1) Postes de

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET DIRECTEUR DES ÉTUDES

Emplois à plein temps.
*Nécessité* exp. enseignement et/ou formation, autorité, grande disponibilité, sens de l'organisation et de la commu*nication pour coordination* activités pédagogiques et administratives et encadrement nombreuses *activités associatives.*

2) ASSISTANT

*Département informatique.*
*Niveau maîtrise informatique et gestion.*
Poste à temps complet.

Adresser c.v., photo, lettre man., prétentions s/nº 7 286
LE MONDE PUBLICITÉ,
*5, rue de Monttessuy, Paris-7e.*

---

Groupe de Presse spécialisé dans les nouvelles technologies de l'information cherche

### JEUNE JOURNALISTE

pour couvrir secteur EAO, vidéodisque, CD-ROM.

Adr. C.V. et prétentions à : Mme LE GALL
10, rue Danielle-Casanova, 75002 PARIS.

---

IMP. GROUPE ALIMENTAIRE recherche

### COLLABORATEUR

*Le titulaire du poste sera âgé* de 30 ans maximum
Niveau d'étude BTS/DCES
Expérience des problèmes *comptables et fiscaux des* entreprises
Il aura pour rôle la tenue de la comptabilité et le contrôle budgétaire des Ets
Des missions d'audit pourront lui être confiées.
Son entière mobilité lui permettra au sein du groupe d'accéder à un poste de responsable administratif en Province
Dynamisme et esprit d'équipe sont indispensables
Ecrire avec C.V. et prét. à l'attention de M. Serge BUFFETAUD 15, rue *Croix-des-Petits-Champs* 75001 Paris.

---

Nº 1 du secteur rech. pour *développer ses agences Paris* CONSEILLERS CCIAUX H ou F
- sens des relations publiques,
- possib. d'évolution rapide,
- *rémunération motivante.*

Tél. pour R.V. : 45-53-91-30.

---

# formation professionnelle formation professionnelle

Jeunes diplômés, Cadres, Ingénieurs débutants, demandeurs d'emploi

## IBIA

VOUS PROPOSE UN STAGE DE

## Formation à la micro-informatique pour cadres

**Objectif :**
- Maîtriser les principaux concepts et outils de la micro-informatique pour l'utiliser dans votre profession.

Durée du stage : 3 mois (dont un stage en entreprise).
Participation aux frais : 4.800 F
*Début du stage : 20 Mai 1986 -* ***Recrutement immédiat***

Renseignements : IBIA Michèle ZILBERMAN - 33, Boulevard Gouvion Saint-Cyr, 75017 PARIS
Tél. : **45.72.02.08**

BC

---

## Optimiser la Gestion de Production un nouveau séminaire ESCP

*1986 : les technologies évoluent. La gestion de production aussi...*

Une grande école de gestion et des professionnels de haut niveau proposent un programme complet permettant de confronter l'expérience diversifiée des participants et de traiter les nouvelles méthodes en gestion de production et l'apport informatique : • politique et stratégie en production • organisation de la production • ordonnancement • optimisation du flux de produits • production flexible • gestion de la production • gestion des ressources humaines.
10 modules de deux jours tous les 15 jours à partir du 7/10/86 pour des cadres concernés par la production.
*Diplôme STEGE : délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.*

groupe escp
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Renseignements : Mme BESSONNEAU - ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS - 79, avenue de la République - 75543 PARIS CEDEX 11 - Tél. (1) 43 55 39 08

Organisation et Publicité

---

## UNIVERSITÉ LYON-I

**FORMATIONS DIPLOMANTES ET RÉMUNÉRÉES (*) EN *PRODUCTIQUE* :**
informatique industrielle, CFAO, GPAO, automatisation, robotique :

- Pour ingénieurs et maîtrises scientifiques : l'option CFAO du DESS « MÉTHODES MODERNES DE LA PRODUCTION ».
- Pour techniciens supérieurs en Génie Mécanique ou Électrique : le diplôme d'« AGENTS DE DÉVELOPPEMENT EN PRODUCTIQUE ».

Dépôt des candidatures avant le 20 juin 86.
Téléphone : 78-89-98-74.

(*) *pour salariés en CIF et demandeurs d'emploi* avec plus de 3 ans d'expérience professionnelle.

---

## INSTITUT PORTUAIRE

TRANSPORT/EXPORT

### Deux formations pour des métiers qui bougent

**CESTIP/CESTEX**

Niveau 3ème cycle

du 6 Octobre 1986 au 30 Juin 1987

**I.P.E.R. I.P.E.X.** 1, rue E. Zola 76600 LE HAVRE

ipex

INSTITUT POUR L'EXPORTATION

---

# secrétaires secrétaires secrétaires

Important groupe industriel recherche pour assister son **Président Directeur Général**

## SECRETAIRE DE DIRECTION

**Bilingue anglais**
**Statut cadre**

En relation avec les cadres dirigeants du groupe et les interlocuteurs extérieurs (clients, prescripteurs, organismes et administrations) elle gère les *priorités* à donner aux relations avec le P-DG. Elle assure le contrôle et la répartition des flux d'information.
Elle organise différentes réunions. *Bien entendu,* elle *assure également* le secrétariat classique.

*Nous souhaitons rencontrer* une personne qui, à l'âge de 35-40 ans a acquis une expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire.
Sa vivacité d'esprit, sa rigueur et son sens relationnel sont des atouts déterminants.

Pour ce poste basé à proximité de Versailles, merci d'adresser *C.V., lettre de motivation*, photo et rémunération actuelle sous la référence M 40/1121 C à :

**EGOR S.A.**
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

---

Important groupe industriel recherche pour sa direction générale

### SECRÉTAIRE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS

Vous aurez pour mission, outre le secrétariat classique, le suivi *de dossiers importants.*

De formation supérieure, vous avez 30 ans environ et vous *justifiez d'une expérience réussie.* La connaissance de l'utilisation de la micro-informatique serait un atout supplémentaire.

Vous avez une excellente présentation, le sens des relations et du contact. Vous êtes disponible et discrète.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, c.v., photo exigée et prét. sous réf. 4 134/M à MÉDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

---

BIAT TRADUCTION recherche DACTYLO AUDIO langue maternelle anglaise, pour traitement de textes. Formation assurée. Envoyer c.v. BIAT, 71, r. Fondary, 75015 Paris

---

CAISSE RÉGIONALE *D'ASSURANCE MALADIE* D'ILE-DE-FRANCE
recherche

### SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

TRILINGUE FRANÇAIS *ALLEMAND, ANGLAIS.*
BTS ou diplômes équivalents. Candidatures à adresser à Monsieur le Chef du personnel, 17-19, *rue de Flandre,* 75954 PARIS Cedex 19.

---

### MAISON D'ÉDITION

PARIS-VIe
(théâtre, musique, cinéma)
recherche

### SECRÉTAIRE

(homme ou femme)

motivé et imaginatif, avec sens financier et organisateur. Allemand lu et parlé indispensable, anglais souhaité.

Env. lettre manuscrite avec c.v. et photo sous nº 7 290
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

# propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'Etranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291-09 PARIS CEDEX 09.

*Les emplois offerts par la Fonction Publique dans toute la France sont nombreux et variés* (P. et T., SNCF, Police, EDF-GDF, Armées, Préfectures, Mairies, etc.) demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (D 14) B.P. 402-09 PARIS.

---

# DEMANDES D'EMPLOIS

Vous êtes :
- Une PME/PMI solidement implantée sur son marché ;
- Votre C.A. et vos résultats se développent ;
- Pour poursuivre *votre expansion,* vous souhaitez vous appuyer sur un homme de confiance ayant vocation à PRENDRE UNE PARTICIPATION dans votre entreprise ;
- Vous cherchez votre futur :

## DIRECTEUR GÉNÉRAL

*Cet homme jeune, formé aux techniques américaines de management, possède une solide expérience de l'entreprise industrielle et commerciale. Si affinités, il peut être votre homme.*
Contacts directs, intermédiaires s'abstenir.

Ecrire sous le nº 7 307.
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

### J'ÉTOUFFE DANS LA GRANDE BOUTIQUE

(UNE BANQUE A DÉNATIONALISER)

### DONNEZ-MOI DE L'AIR

38 ans.
- Une formation supérieure.
- *Une expérience* d'encadrement (6 ans, 40 personnes).
- Un savoir-faire bancaire exhaustif en commerce extérieur (9 ans).
- Un talent de formateur (7 ans).
- Une pratique de l'organisation et du dialogue avec les informaticiens, les utilisateurs et les différents partenaires d'un projet (3 ans, 5 projets).
- *Un goût éprouvé de la rédaction.*
- Mon allemand va de soi, mon anglais est opérationnel.

Ecrire sous le nº 7 305 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

INGÉNIEUR ENSAIS 45 ans, opt. méc. + form. compl. gestion, ayant exercé 20 ans en entreprise de génie climat. dont 10 ans en posit. de direction. *Très sérieux, très dynamique,* sens de la négociation, ch. situation à haute responsabilité. Libre immédiat. Et. ttes prop. *Ecrire sous le nº* 7 304 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

H. 31 ans, DUT, 9 ans expérience en chimie fine (labo + dev.), sens resp. et contacts clients. Bonnes notions informatique, ch. poste en rapport. *Ecrire sous le nº 7 283*
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

DIRECTEUR TECHNIQUE
38 ans, ing. chim. + IAE + informatique. Exp. en rech. développ. contrôle qualité, prod. développ. technique. Secteurs : parachimie, consommables bureautique et informatique, grande distribution bricolage, conditionnement. Fabrications pet. à gdes séries. Gest. informat. de PMI de 20 à 500 pers. Rech. direction-développement gestion dans Sté en expansion. *Ecrire sous le nº 7 284*
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

Femme 40 ans, chef de produits, responsable d'un des premiers groupes américains de la vente par correspondance haut de gamme, spécialisé dans lancement produits : bijoux, prêt-à-porter F./H., cuir, recherche poste cadre sur Paris. Libre de tout engagement le 1-9-86. *Ecr.* nº 7 916 Contesse Publicité, 20, avenue de Opéra, 75001 Paris.

---

*H. 33 ans, doctorats de psychopatologie,* d'anthropologie et de science politique (IEP, Paris), arabe, allemand courants, *exp. rédaction (plusieurs* livres parus), marketing, journalisme, disponibilité et sérieux. Etud. ttes propos. M. CHEBEL, *1, r. du Roi-Doré, 75003 Paris.*

---

Formateur 27 ans. DEFA, 4 UF-BAFD, *brev. sport., exp. enseign.,* CVL, formateur, BAFA coordinat. MPT, connais., gestion vidéo tourisme recherche *poste responsabilité Ile-de-*France et Haute-Savoie.
Ecrire sous le nº 7 303 M
LE MONDE PUBLICITÉ
*5, rue de Monttessuy, Paris-7e.*

---

CADRE COMPTABLE
40 ans, actuellement en POSTE (comptabilité générale informatisée), gestion prévisionnelle, toutes déclarations fiscales et sociales. 10 ans d'expérience dans la distribution des non-ferreux solides connaissances de l'outil informatique et bonne compétence en fiscalité, entend trouver rapidement Paris ou banlieue Sud, nouvelle équipe ou valoriser sa technique et son sens de l'animation.
*Ecrire sous nº 7301 M*
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

### SECRÉTAIRE DU PRÉSIDENT

bilingue anglais, sténo.
Excellente présentation et expér. Ecrire sous nº 7 310 LE MONDE Régie Presse, 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

---

### TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN

parlant anglais, espagnol, italien, spécialisé télécommunica*tion, cherche emploi France ou* étranger, disponible 1-09-86. Ecrire HAVAS nº 198 581, 34063 MONTPELLIER CEDEX.

---

Je repars en Nouvelle-Calédonie. Etudie toutes propositions pour NOUMÉA. Exclusivité *mandat.,* invest. B.P. 6, Condé 02330, 23-82-40-04.

---

J.H. 36, Marocain, études sup. (Sorbonne), DEA, exp. prof.
- Enseig. économique : 4 ans.
- Trad. arabe/franç. : 3 ans.
- Formation adultes : 2 ans.

Ch. place tps partiel de secteur enseignement ou commerce international, 48-59-29-69 rep.

---

MÉDECIN
34 ans, chef service important LAM, CES, médecine travail, *CES climatologie et hydrologie,* acupuncture, homéopathie, *cherche emploi salarié,* axe Grenoble-Genève.
Ecrire sous le nº 7 275
LE MONDE PUBLICITÉ
*5, rue de Monttessuy, Paris-7e.*

---

Homme 28 ans, tourneur P2, 4 ans, expérience *sur tour vertical,* cherche emploi à partir de septembre. Tél. 39-89-03-97.

---

Bilingue français - hongrois ch. place commerce ou tourisme Téléphone : 37-83-75-39.

---

# L'immobilier

## appartements ventes

### 4e arrdt

#### NOTRE-DAME

Très bel imm. p. de taille LUXUEUX STUDIO et 2 P. SUD. Px élevés just. MATIGNON GMA 45-58-86-96.

### 5e arrdt

CONTRESCARPE imm. ancien 1er ét., refait studio, cuis., bns. 338 000, 43-54-02-01.

### 15e arrdt

Imm. récent 3e s/cour et jdin, 4 p, 105 m² à rafraîchir. S/pl. le 27-5 avec MATIMO, 11 h à 17 h. 25, rue Frémicourt.

### 16e arrdt

Métro JASMIN
*standing, récent, 5e étage,* BEAU STUDIO avec balcon, soleil, 579 000, 45-77-74-38.

### 17e arrdt

#### PRÈS PARC MONCEAU

GRAND 3 P. STANDING + chbre service, 46-27-91-41.

COURCELLES
Beau studio, kitchenette, dche, w.-c., 6e ét., asc., bel imm. GARBI 45-67-22-88.

#### RUE DU PRINTEMPS

EXCEPTION. 3 P. terrasse sud, cave, parkg. 47-42-08-00.

## appartements achats

Recherche 1 à 3 p. PARIS préfère RIVE GAUCHE, avec ou ss travx. PAIE CPT chez notaire, 48-73-20-67 même le soir.

## domaines

Part. vd Eure 5 ou 12 ha de bois Beaumont-le-Roger, 16 000 F l'ha. BENARD 33-56-82-65.

## immobilier information

Vous cherchez à louer un appt. Vous souhaitez rénover le vôtre. L'APPEL 75 assoc. loi 1901 permet en centralisant l'information pour ses adhérents (bourse d'échanges locataires, propriétaires, administrateurs, groupement d'artisans, centrale d'achat, conseils juridiques), de développer l'entraide au logt. Ecrivez : 7, rue Sainte-Anne, Paris-1er
ou téléphonez-nous au 42-60-22-30.

## locations non meublées demandes

### Paris

#### EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 PARIS, recherche en location ou à l'achat APPTS DE GRANDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de sociétés multinationales.
TÉL. : 45-62-78-99.

### Région parisienne

Pour cadres et employés mutés IMPORTANTE BANQUE recherche STUDIOS, 2, 3, 4 ET 5 PIÈCES. Tous quartiers Paris ou banlieue. Villas 45-04-48-21 à partir de 9 h 30.

## locations meublées offres

### Paris

JOURNÉE, SEMAINE, MOIS. Studios stdg Tél., TV, linge. Rés. Courcelles, 47-37-59-19.

## locations meublées demandes

### Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris recherche *du STUDIO au 5 pièces.* LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades 45-26-18-95.

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 45-26-18-95.

## maisons individuelles

FONTENAY-AUX-ROSES
Maison 4-5 pièces, jardin 500 m², garage, agrandissement possible, 45-07-66-16.

## propriétés

POUR ACHETER SANS COMMISSIONS
ts biens immobiliers, ttes rég. informations gratuites IVS. Immobilier service 67-49-02-22.

20' PTE BERCY VILLECRESNES. SUP. PPTÉ PARC 2 113 m², triple séj., 4 ch., cuis., tt cft, 240 m² hab., terrasse, s. billard, ss-sol complet, grenier aménag., 1 985 000 F. MAS IMMOB. 43-45-88-53.

## bureaux

### Locations

SIÈGE SOCIAL PARIS-8e
TÉLEX/SECRÉTARIAT
**AGECO 42-94-95-28**
(stationnement aisé).

**BUREAUX ÉQUIPÉS**
DE 15 A 250 m² STANDING
**OUVERT 24 H/24**
Locat. courte ou longue durée. Tous services : Tél., télécopie, télex, restaurant, parkings, secrétariat, tél. personnalisé.
**ACTE 43-80-90-20.**

DOMICILIATION DEPUIS 90 F/ms
ST-HONORÉ Tél. 42-66-84-91.
PARIS-12e Tél. 43-40-68-50.
CONSTITUTION SARL 2 000 F HT.

Votre adresse commerciale ou
**SIÈGE SOCIAL**
bureaux, secrétariat, télex
**CONSTITUTION STÉS**
Prix compétitifs. Délais rapides.
**ASPAC 42-93-60-50 +.**

**ÉTOILE**
**BUREAUX**
MEUBLÉS
TRÈS HAUT NIVEAU
SALLES DE RÉUNIONS
DOMICILIATIONS
SECRÉTARIAT TÉLEX
TÉL. (1) 47-27-15-59.

**SIÈGE SOCIAL**
Secrétariat + bureaux neufs. Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICE
Champs-Elysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

**ÉTUDE LODEL**
Viagers, 35, bd Voltaire
75011 PARIS. 43-55-61-58.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
**DOMICILIATIONS**
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
**43-55-17-50**

## locaux commerciaux

### Locations

**R. DE RENNES, 300 m²**
pl.-pied à neuf, 1 600 F le m².
EMBASSY 45-62-62-14.

Le Monde

# ECONOMIE

## La suppression de l'autorisation administrative de licenciement

**Propulsée au premier plan de l'actualité sociale, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement comporte tous les ingrédients pour alimenter mauvaises querelles et faux débats.**

**Techniquement, le dossier n'est pas aussi déterminant qu'on feint parfois de le croire. Les résultats à en attendre apparaissent aléatoires, si même ils ne présentent pas quelques dangers sérieux. Pour le climat social, les effets peuvent en être désastreux.**

**Les conditions sont réunies pour faire de cette question peu probante le champ clos d'un affrontement « théologique ». Trop de symboles, et des raisons psychologiques, y concourent.**

***En même temps,* ce changement de la législation sociale pourrait signifier une rupture plus profonde. Les rapports réciproques entre l'entreprise et ses salariés vont s'en trouver modifiés. La suppression de l'autorisation administrative de licenciement peut coïncider avec l'émergence d'une autre idée de l'entreprise moderne.**

**Il s'agirait alors d'une révolution culturelle, rejetant au musée certaines préoccupations nées avec la dernière guerre et qui faisaient partie de l'héritage gaulliste.**

### *Autour d'un débat théologique*

LA suppression de l'autorisation administrative de licenciement vaut-elle tout le tapage qu'elle provoque ?

Sûrement pas, si l'on accepte de se demander simplement si la procédure actuelle a empêché, ou pas, les licenciements de nature économique.

En revanche, il faut certainement répondre par l'affirmative si l'on considère l'*évolution des rapports* sociaux dans l'entreprise. Sous-jacente, se pose en effet la *question de la modernisation économique*, indissolublement liée à l'urgence de la modernisation *sociale. De ce point de vue*, l'affaire devient beaucoup plus compliquée, jusque dans ses conséquences les plus inattendues, et les affirmations péremptoires ne suffisent pas.

Une fois de plus, les symboles encombrent le raisonnement. Bonnes ou mauvaises, les décisions sont surdéterminées par les comportements, parfois irrationnels, qu'elles provoquent. Ce qui crée les conditions d'un débat presque théologique.

Dans la réalité, il y a eu quatre cent quarante mille licenciements économiques au cours de l'année 1985, et l'on estime que ce niveau *record sera dépassé en 1986.* Toutefois, et malgré son importance jamais démentie depuis le début de la crise, le volume des licenciements *économiques entre pour* une faible proportion (10 %) dans les motifs de départ d'une entreprise *et, par conséquent, dans les* moyens dont peut user un employeur pour ajuster ses effectifs. Les départs volontaires ou les démissions, les préretraites et les fins de contrat à durée déterminée, par exemple, lui *permettent* plus facilement, en fait, d'atteindre l'objectif recherché.

Ensuite, ces licenciements économiques ne sont pas tous décidés dans les mêmes conditions. Un tiers intervient après un règlement judiciaire ou un dépôt de bilan, l'administration, dans ce cas, étant informée mais n'ayant pas à accorder une quelconque autorisation, automatiquement acquise (1).

Mince affaire, la suppression de l'autorisation administrative ne serait rien si elle ne provoquait, en chaîne, d'autres réactions et ne laissait prévoir certaines conséquences. Mais les données, parfois contradictoires, sont difficiles à apprécier. Peut-on imaginer par exemple que, en cas de suppression d'emplois, un chef d'entreprise n'ait, par pure précaution, à s'imposer un temps de concertation avec ses salariés ?

Soucieux du climat social, il accordera un délai d'accoutumance ou, au mieux, tentera d'aboutir à des solutions acceptables par la voie de la négociation. En revanche, on sait que, si tous les employeurs pratiquaient un « ajustement immédiat », deux cent mille emplois seraient supprimés la première année et que l'on enregistrerait cent mille chômeurs supplémentaires...

A moins donc de retenir cette hypothèse, hautement explosive sur le plan social, il faut croire qu'un certain degré de politique contractuelle s'avère indispensable dans l'intérêt de tous, la question étant de savoir à quel niveau *elle se situe et avec qui elle se pratique.*

De ce point de vue, plusieurs difficultés apparaissent rapidement, qui mettent en évidence le particularisme français. L'absence ou la faiblesse de la représentation du personnel dans les petites entreprises (délégués du personnel, comité d'entreprise) limitent les chances d'une consultation et d'une concertation réelle. La quasi-inexistence de sections syndicales, toujours dans ce cas, prive les salariés d'une éventuelle compétence extérieure, si ce n'est d'une autorité. Cela présente l'inconvénient, comme on le voit avec le projet actuel du gouvernement, d'entraîner des inégalités de traitement selon la taille des entreprises et, donc, d'élargir le fossé entre des salariés.

Certains trouvent là l'une des raisons qui justifient la loi à son origine, tandis que d'autres y voient l'une des causes du maigre développement du syndicalisme français, étiolé sous la domination d'une importante production législative ou réglementaire. En Allemagne, où ils sont puissants, les syndicats disposent d'une capacité reconnue de négociation et même d'un droit de veto sur les licenciements, tant qu'un accord n'est pas intervenu *(voir page ).*

En France, où ils n'ont ni la même *tradition ni les mêmes* moyens, les syndicats sont incapables de jouer un tel rôle, et, d'une certaine façon, la loi vient par défaut se substituer à leurs insuffisances. Les textes, votés par le Parlement, tiennent lieu de béquille.

La fin du contrôle administratif pourrait créer une situation plus libérale qu'en Allemagne (puisque n'existeraient pas, ou plus, ni la contrepartie syndicale ni la protection légale), mais on pourrait tout aussi bien imaginer que la suppression s'accompagne d'un développement simultané d'un pouvoir syndical, fort et responsable. Rêveries ? Utopie ? Selon la façon dont sera résolu ce problème, la nouvelle loi inaugurera de nouveaux rapports sociaux ou ajoutera au déclin du mouvement syndical.

*Certes, il est prévu que des* négociations s'ouvrent d'ici à l'été pour préciser les procédures et les *moyens de contrôle d'un plan* social, mais il est peu probable qu'elles permettent d'aller au-delà. *Il serait, en effet, étonnant* que, dans le climat présent, la délégation patronale se soucie *d'aider à la mutation du syndicalisme.* Il serait surprenant qu'on favorise son entrée dans les petites entreprises *ou, encore, que l'on* juge nécessaire l'apparition de nouveaux militants syndicaux, *davantage préparés à la concertation.*

De telles contreparties ne sont sûrement pas au programme.

**ALAIN LEBAUBE.**

*(Lire la suite page 41.)*

FRANCHEMENT JE M'ÉTAIS PAS APERÇU QUE C'ÉTAIT COMPLIQUÉ D'ÊTRE LICENCIÉ !?

ANPE

PESSIN.

(1) Un deuxième tiers, qui provient des entreprises licenciant moins de dix salariés, fait l'objet d'une instruction rapide, l'inspecteur du travail disposant de sept jours (renouvelables une fois) pour l'accepter ou le refuser. Un dernier tiers correspond aux licenciements collectifs de plus de dix salariés où la procédure offre trente jours de délai à l'administration.

#### La situation actuelle

| | Licenciement de moins de 10 salariés sur une période de 30 jours | Licenciement de plus de 10 salariés sur une période de 30 jours |
|---|---|---|
| Pouvoirs de l'administration | – Réalité du motif économique (1) | – Réalité du motif économique<br>– Vérification de la procédure de concertation<br>– Portée des mesures de reclassement et d'indemnisation |
| Délai de réponse | – 7 jours (renouvelable une fois) | – 30 jours |

(1) Dans le cas de licenciements de moins de dix salariés intervenant dans une entreprise employant plus de 10 personnes, la consultation des représentants du personnel est obligatoire.

#### Les délais conventionnels de consultation

| | ENTREPRISE DE PLUS DE 50 SALARIÉS | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Licenciement conjoncturel | | Licenciement structurel | | |
| | 10 à 100 salariés | Plus de 100 salariés | 10 à 199 salariés | 200 à 299 salariés | Plus de 300 salariés |
| Délai de consultation prévu avant saisie de l'inspection du travail par l'accord « sécurité-emploi » de 1969-1974 (1) ................ | 15 jours | 1 mois | 1 mois | 2 mois | 3 mois |

(1) Ces délais s'ajoutent au délai de réflexion de l'inspection du travail. Après accord, certaines branches professionnelles ont prévu des délais plus longs.

PRÉLÈVEMENT LIBÉRATOIRE A 33 % OU AVOIR FISCAL A 100 %

## *Quelle justice fiscale pour les dividendes ?*

*L'inventeur de la TVA face au trio industriels, actionnaires, obligataires.*

par MAURICE LAURÉ (*)

LES difficultés des entreprises à se procurer des fonds propres ont disposé les esprits, au cours des dernières années, en faveur de l'allégement de la fiscalité des dividendes. Logiquement, l'on a songé tout d'abord à supprimer le double emploi entre l'impôt sur les sociétés et l'IRPP (impôt sur le revenu des personnes physiques) : c'est ce que permettrait le remplacement de l'avoir fiscal à 50 % par l'avoir fiscal à 100 %, de manière à rembourser la totalité de l'impôt sur les sociétés au lieu de la moitié seulement.

Mais le ralentissement de l'inflation a, ces temps derniers, rendu enviable l'option pour un prélèvement libératoire de l'IRPP, au taux de 26 %, *telle qu'elle est ouverte* aux personnes physiques en ce qui concerne les coupons d'obligations, qui sont des titres dont le taux d'intérêt réel est devenu substantiel. Cependant, le taux de 26 % est *trop bas pour être utilisé en matière* de dividendes. Appliqué, en effet, à des bénéfices distribués augmentés de moitié *par l'avoir fiscal à 50 %,* il équivaudrait à un impôt de 39 % sur ces bénéfices, si bien que le fisc devrait rembourser *à tout coup* 50-39 = 11 % du bénéfice distribué. Cet inconvénient n'existe pas pour les obligations, *malgré le taux de* 26 %, car l'avoir fiscal (le remboursement de la retenue à la source) *n'est que de 10 % pour cette catégorie de titres.*

*C'est ainsi qu'est née* l'idée d'instituer un prélèvement libératoire au taux de 33 % sur les dividendes. *En effet,* l'application de ce taux à 1,5 fois le dividende conduirait à un impôt de 50 %, précisément égal à l'avoir fiscal. De la sorte les comptes seraient soldés entre le contribuable et le fisc, sans versement de part ni d'autre. Toutefois un taux de 33 % aurait désavantagé les actions face aux obligations, si ces dernières étaient restées soumises au taux de 26 %.

Comment, dès lors, aurait-on espéré que les capitaux s'orientent vers les fonds propres plutôt que vers les emprunts ? C'est pourquoi *d'aucuns* ont proposé d'élever de 26 % à 33 % le taux du prélèvement libératoire des obligations, en même temps que l'on instituerait un régime de prélèvement libératoire au même taux de 33 % en faveur des actions.

Cette suggestion semble avoir bénéficié d'un sentiment favorable, au *ministère des finances,* avant même les élections de mars dernier. Une telle conception allait en effet de pair avec *la politique d'unification* des marchés des capitaux : un premier pas, même, fut franchi en *substituant* au taux *antérieur* de 46 % du prélèvement libératoire sur les intérêts des créances un taux de *33 % en faveur des nouveaux titres* de créances négociables créés par la loi du 14 décembre 1985 (billets de trésorerie, *certificats de dépôt,* bons IFS...).

En fait, le climat général d'excitation créé par l'unification des marchés des capitaux inclinait à tout considérer sous l'angle cambiaire. *L'on a trop eu tendance à oublier* que derrière les titres négociables se cachent des réalités vivantes. Le *récent choc boursier qui a été* la conséquence de l'annonce du réaménagement du régime fiscal des *SICAV à court terme a bien montré* qu'il est moins facile d'harmoniser sur le taux élevé que sur le taux *bas. Or il n'y a pas de point commun* entre, d'une part, un actionnaire qui expose son capital, accepte *un revenu aléatoire, mais* est copropriétaire de biens réels, et, d'autre part, un obligataire qui a *droit à un revenu fixe, mais subit* la dépréciation de la monnaie. L'argent, enfin, n'a pas la même uti*lité pour une société, suivant* qu'il lui parvient par l'émission d'actions ou d'obligations.

### Un retour aux sources

Un retour aux sources s'impose. *J'ai, pour ma part, procédé à une étude doctrinale intitulée « Le trio entreprises-actionnaires-obligataires sous les feux croisés du fisc et de l'inflation » qui vient de* paraître dans la revue *Banque.* Cette étude m'a conduit à constater que le seul régime fiscal capable d'éviter la surtaxation des actions tout en respectant les exigences *psychologiques et sociales du système de l'impôt sur le revenu était* celui de l'avoir fiscal à 100 %.

*Je ne me propose pas de reprendre ici cette étude. Je vais, simplement,* partir des deux propositions en présence (prélèvement libératoire de 33 % et avoir fiscal à 100 %) en les examinant sous l'angle de leur adéquation à l'objectif économique de la réforme, *d'abord,* puis sous l'angle de l'adéquation aux finalités du système fiscal.

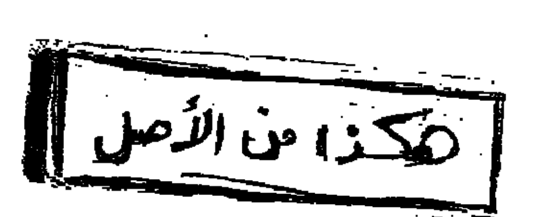
Le principal objectif économique de la réforme est d'aider les entreprises à disposer de davantage de fonds propres. Or, de ce point de vue, ni le prélèvement libératoire à 33 % ni l'avoir fiscal à 100 % ne sauraient être des mesures en définitive efficaces. En effet, l'analyse des disciplines de sagesse qu'il faut suivre pour le financement des sociétés prouve que celles qui deviennent puissantes ne peuvent en général le devenir que par accumulation de réserves et non par *émission d'actions.* Cela provient tout simplement de ce que les réserves n'exigent pas de rémuné*ration.*

Au contraire, les procédés de financement qui impliquent des rémunérations finissent par se contrarier eux-mêmes : plus une société émet, plus il faut qu'elle rémunère et, donc, plus il faut qu'elle émette.

*(Lire la suite page 41.)*

(*) Président-directeur général de la Société française des Nouvelles Galeries réunies, ancien président de la Société générale.





*La suppression de l'autorisation*

## La tactique de M. Séguin

CONFRONTÉ à la difficulté d'avoir à tenir une promesse électorale des plus contestées, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a vite mesuré les risques de sa position.

Tout d'abord, il s'est efforcé de dédramatiser un sujet sensible pour une large partie de l'opinion, comme en font foi de *nombreux sondages. D'où la* référence aux *« effets pervers »* de l'autorisation administrative de licenciement qu'il convenait seulement de supprimer. A la même époque, et tout aussi rassurant, M. Jacques Chirac, premier ministre, se plaisait à répéter que le dossier était *« un mythe »* et s'évertuait à en diminuer l'importance.

Pourtant, l'un et l'autre étaient attendus sur ce point devenu trop significatif à bien des égards. Il leur fallait tout à la fois profiter de l'effet *d'annonce et éviter d'envenimer* un climat social, jusqu'ici léthargique.

*Les événements, plus encore* que la volonté politique, ont finalement décidé de la méthode à employer, telle qu'elle est apparue au conseil des ministres du 14 mai. Faussement surprises ou véritablement interloquées par une manœuvre à laquelle elles *n'avaient pas voulu croire, ou* bien qu'elles n'avaient pas su contrer à temps, les organisations syndicales en ont très vite éprouvé de l'amertume, voire de la colère. Un pacte tacite de non-agression a été rompu dans des conditions qui augurent mal de l'avenir.

Manifestement, et dans *l'intention de donner des gages* à un patronat aussi gourmand *qu'impatient, M. Séguin a dû* faire pencher la balance en faveur des thèses libérales. Puis, beaucoup plus prudent, il s'est efforcé, lors de la présentation de son dispositif, de rétablir l'équilibre. C'est alors que, par des *phrases sibyllines*, bientôt confirmées par Matignon, il a laissé entendre que les chefs de petites entreprises devaient se garder d'abuser de la liberté qui leur était accordée pour six mois. Au vu de leur attitude, *qui ferait l'objet d'une « observation attentive »,* il pourrait décider de revenir aux dispositions antérieures ou à un système contraignant.

*De façon tout aussi allusive,* le ministre des affaires sociales et de l'emploi a également souhaité souligner que son jugement dépendrait de la capacité du patronat à tenir ses promesses sur l'emploi. N'est-ce *pas M. Yvon Gattaz, président* du CNPF, qui avait affirmé, en *juillet 1984, en commentant* les résultats de l'enquête PRAGMA, que la suppression de l'autorisation administrative de licenciement pourrait permettre la création de 367 000 emplois supplémen*taires en dix-huit mois ?*

Tactiquement, le rappel de ces affirmations correspond *bien à la manière habile* de M. Séguin. On peut même se demander si, pour ce faire, il n'a pas recueilli l'assentiment des organisations syndicales (FO et CFDT plus certainement que la CFTC), qui auraient dû se *contenter, faute de mieux,* d'une assurance du ministre, s'engageant à sévir en cas d'excès patronaux.

Après tout, et les uns et les autres pourraient se satisfaire de voir M. Yvon Gattaz devenir une victime expiatoire, puisque *personne* ne s'illusionne vraiment sur les effets à attendre *pour l'emploi. Le président du* CNPF, déjà en difficulté au sein de son organisation en raison de l'opposition de plusieurs fédérations patronales et de la rivalité ouverte de M. Yvon Chotard, pourrait, le cas échéant, faire *figure d'accusé.*

A. Le.

## Une révolution culturelle

SI, historiquement, l'autorisa*tion de licenciement date* de la loi du 3 janvier 1975, *au moins dans sa forme actuelle,* son origine est plus ancienne. Son existence apparaît comme l'aboutissement d'une évolution qui trouve sa justification dans les difficultés économiques des années *30*, les conditions exceptionnelles dues à l'Occupation puis à la situation de l'immédiate après-guerre.

Ce n'est pas par hasard si la législation et la réglementation de 1945, relatives au contrôle de l'emploi, soumettent déjà à une déclaration ou à une autorisation administrative tout mouvement d'emploi. Il y a, certes, dans les dispositions générales introduites par une ordonnance du 24 mai 1945, un souci immédiat – celui d'imposer une régulation de la main-d'œuvre nécessaire à la reconstruction économique, – mais également la volonté d'établir un autre rapport entre l'entreprise et ses salariés.

Les effets politiquement *néfastes de la crise et du chômage* ont laissé des traces. La Résistance, déjà, *le général de Gaulle*, à son tour, veilleront à ce que, sur le terrain social, ne se produise aucune rupture.

Cette idée, encore présente aujourd'hui, y compris dans le vieil objectif de la participation, sera en quelque sorte favorisée par la longue période de croissance qui s'ouvrait. Non seulement elle paraîtra indispensable, et justifiée par les résultats économiques, mais socialement supportable.

Tout cela explique l'attitude du *gouvernement et de la majorité* parlementaire, lors du débat à l'Assemblée nationale à la fin de 1974. Il ne faisait alors aucun doute, pour M. Jacques Chirac, premier ministre en exercice, comme pour M. Michel Durafour, son ministre du travail, que la loi en discussion venait parachever l'œuvre entamée trente ans plus tôt mais tombée en désuétude. Mieux, ils avaient le sentiment de terminer un édifice typiquement gaulliste où les obligations faites aux travailleurs *seraient équilibrées par les* devoirs auxquels les employeurs *devaient se soumettre.*

Avec le recul, il est bien sûr *facile de gloser sur le* caractère parfaitement anachronique d'une *telle démarche à pareil instant.* Ce monument n'était-il pas achevé au moment même où la logique qu'il supposait était mise à mal dans les faits ? Le premier choc pétrolier venait de faire sentir ses premiers effets sur l'économie française, confrontée à la montée du chômage.

Plusieurs autres raisons, conjoncturelles, expliquent cet apparent décalage entre la réalité et l'environnement législatif. D'abord, les partenaires sociaux avaient élaboré un *« dispositif contractuel particulièrement développé »*, concrétisé par l'accord national interprofessionnel du 10 février 1969. Complété par plusieurs accords de branche, cet accord *« sur la sécurité de l'emploi »* (1) instituait des procédures de consultation du comité d'entreprise, prévoyait des délais de réflexion préalable à la décision du chef d'entreprise et fournissait des garanties diverses aux travailleurs menacés.

### Reclassement

Le premier texte conventionnel devait être complété par un avenant, signé le 21 novembre 1974 (2), qui améliorait sur plusieurs points l'accord initial. Il définissait l'obligation d'un *« plan social »* de reclassement, élaboré avant *toute* mesure de licenciement, et renforçait les pouvoirs des commissions paritaires de l'emploi.

Enfin, et pour ajouter aux raisons avancées alors, ces mêmes partenaires sociaux avaient, par un autre accord paritaire en date du 17 octobre 1974, institué la règle de l'indemnisation à 90 % de son salaire brut antérieur, et ce pendant un an, pour tout salarié licencié pour une cause économique et non reclassé.

Ainsi, plusieurs éléments ont-ils joué qui amenaient les pouvoirs publics à préciser le dispositif. Tandis que la longue marche de la politique contractuelle produisait une réglementation certainement tardive – ce qui montre bien la responsabilité des syndicats et *plus encore du patronat dans les* dispositions présentes, – la même recherche de l'aménagement conventionnel, nécessitée par les premières attaques d'un chômage peu admis à l'époque, conduisait à adopter un système de protection sociale aussi avantageux que coûteux.

Dès lors, et en emboîtant le pas aux partenaires sociaux, le gouvernement ne pouvait faire moins que de s'aligner sur ce qui semblait avoir l'aval de l'opinion. Et il le fit avec d'autant plus de bonne grâce que cela correspondait à ses propres traditions confortées par une directive européenne applicable à partir de février 1975. *« L'objectif fondamental du projet est de réduire, dans toute la mesure du possible, les incidences des mesures de licenciement projetées »*, déclarait l'exposé des motifs accompagnant la future loi. Les mesures, ajoutait-on, *« auront pour effet de différer les licenciements jusqu'au terme des procédures prescrites ».*

*« Eviter les licenciements collectifs hâtifs, inciter les entreprises à une meilleure gestion prévisionnelle de leur personnel dans une optique prospective de l'emploi, permettre une meilleure préparation des mesures de reclassements, protéger les travailleurs et réduire les coûts sociaux et humains qui découlent de tout licenciement, mais en préservant l'indispensable mobilité de l'emploi, tels sont les objectifs de ce projet de loi »*, était-il affirmé en conclusion.

*« Il définit aussi un certain nombre de garanties fondamentales propres à éviter ou à limiter les licenciements et à sanctionner les licenciements irréguliers »*, précisait M. Michel Durafour devant les députés. La loi, ajoutait-il, *« répond clairement à l'idée que la responsabilité de l'employeur ne s'arrête pas à la porte de son établissement ni au moment où les contrats sont rompus ».*

A ces motifs louables, venait s'adjoindre une ultime raison aujourd'hui privilégiée dans l'argumentaire de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : l'allocation de chômage fixée à 90 % du salaire faisait courir un risque financier aux caisses de l'UNEDIC. L'abus éventuel du licenciement économique justifiait un contrôle, le risque étant en outre de voir des employeurs se débarrasser à bon compte de leur personnel en faisant supporter le coût des licenciements non justifiés par la collectivité.

Quelque dix ans plus tard, alors que les lois Auroux ont, de leur côté, ajouté des moyens nouveaux pour les salariés, la procédure d'autorisatiton administrative de licenciement est davantage mise en cause dans sa pratique quotidienne que dans sa fonction légale. Il n'empêche, et au-delà du débat, que sa disparition n'intervient pas à n'importe quel moment. Elle signifie, et à titre symbolique, la *rupture* intervenue entre une certaine idée de l'entreprise, cultivée surtout depuis la guerre, et le fonctionnement réel de l'activité salariale dans l'économie moderne.

Avec retard, on met donc la loi en accord avec les pratiques de l'époque, et sans doute avec les mentalités, pour le plus grand bienfait d'une nouvelle culture de l'entreprise. Et cela, *quitte à* renier ce qui justifiait les épousailles inlassablement poursuivies depuis trente ans. L'entreprise de demain, si elle doit naître de cet abandon, s'éloignera aussi d'une tradition peut-être propre à la France et au gaullisme. Avec le temps, on s'apercevra que ce changement aura été plus important que l'enjeu admis par les actuelles polémiques.

A. Le.

(1) Sous ce titre, l'accord a *été signé* par le CNPF, le CGPME, côté patronal, et par la CFDT, la CFTC, la CGC, la CGT et FO, coté syndical.

(2) L'avenant a été signé par le CNPF d'une part, la CFTC, la CGC et FO, d'autre part.

## RFA : l'appréciation des tribunaux

UN licenciement ne peut pas être *« injustifié socialement »* ; telle est *la limite, à la fois brève et* imprécise, que le législateur a imposé en Allemagne fédérale au droit de licenciement. En cas de désaccord, il appartient aux tribunaux du travail de trancher. L'administration n'a elle-même pas à intervenir, y compris en cas de licenciements collectifs. *Ceux-ci doivent seulement lui* être signifiés avec un certain délai, généralement d'un mois.

Les *rares exceptions* à la règle générale concernent les entreprises de cinq salariés ou moins, ainsi que les six premiers mois d'un contrat de travail, pour lesquels aucune contrainte spéciale n'est prévue.

Ce système confère un rôle central aux comités d'entreprise et aux tribunaux du travail, qui sont composés de juges professionnels, contrairement aux prudhommes français. Les comités d'entreprise ont à être informés dans tous les cas de licenciement des raisons de l'employeur. En cas de licenciements collectifs justifiés par des raisons économiques, il leur appartient de négocier avec l'employeur un plan d'accompagnement social. Celui-ci est obligatoire en cas de licenciement d'au moins six personnes dans les entreprises employant *de vingt à soixante salariés*, d'au moins trente-sept personnes dans les entreprises de soixante à deux cent cinquante salariés et d'au moins soixante personnes dans les entreprises de plus de cinq cents personnes.

En cas de désaccord, il est fait appel à une instance de conciliation composée à parts égales de représentants de l'employeur, du personnel et d'un président neutre. *Celle-ci* doit prendre en compte à la fois le sort individuel des salariés licenciés et les capacités économiques de l'entreprise.

Dans les cas de licenciements individuels, le comité d'entreprise sert en quelque sorte de première instance de conciliation, s'il y a contestation entre l'employeur et le salarié. Il a dans *tous* les cas à être informé par l'employeur des raisons du licenciement. En cas d'échec, le salarié a trois semaines pour porter plainte devant le tribunal du travail, auquel l'entreprise devra faire parvenir l'avis du comité d'entreprise.

### Multiplication des recours

Alors que de tels arrange*ments internes à l'entreprise* étaient largement la règle en période de plein emploi, les recours aux tribunaux se sont en revanche multipliés ces dernières années avec l'accroissement du chômage. En 1985, le tribunal fédéral du travail de Kassel, dernière instance d'appel, a eu à lui seul à connaître mille sept cents affaires nouvelles.

La multiplication des conflits a poussé les employeurs et les syndicats à vouloir clarifier les incertitudes de la législation. Celle-ci précise en effet seulement qu'un licenciement n'est pas justifié socialement *« s'il n'est pas occasionné par des raisons liées à la personne ou au comportement du salarié ou par d'impérieuses nécessités économiques qui s'opposent au maintien de l'emploi du salarié »*, ce qui laisse la porte ouverte à bien des interprétations.

*Le tribunal fédéral* a d'ailleurs confirmé l'année dernière le rôle essentiel de la justice en matière de licenciement en confirmant le droit des salariés à être maintenus à leurs postes de travail tant que la procédure engagée n'a pas abouti. Cette possibilité était inscrite dans la loi, mais *elle ne s'appliquait que très rarement* en raison de certaines restrictions largement interprétées jusque-là au bénéfice des employeurs, ce qui leur permettait de jouer sur la durée pour décourager d'éventuels plaignants. La durée moyenne d'une procédure en appel devant le tribunal fédéral est à *elle seule* d'un an et sept mois. La décision *du tribunal de Kassel a*, on s'en doute, fait l'effet d'une révolution en matière de licenciement.

A moins de remettre profondément en cause le système existant, le *gouvernement fédéral*, qui souhaite lui aussi donner *plus de souplesse aux entreprises*, a, de fait, des moyens d'intervention limités. Il a pu néanmoins faire adopter l'année dernière une modification de la législation ayant pour effet d'accroître le nombre de salariés *à partir duquel un plan d'accom*pagnement social est obligatoire en cas de licenciements collectifs et de faciliter les contrats à durée déterminée.

Toute entreprise a désormais le droit jusqu'au 1er janvier 1990 d'offrir à un nouveau salarié un premier contrat d'une durée limitée jusqu'à dix-huit mois. *Les nouvelles entreprises* de moins de vingt salariés sont, en outre, autorisées désormais à conclure des contrats d'embauche de deux ans. Cette mesure est allée de pair avec un renforcement de la protection pour les salariés *à temps partiel*, dont les droits ont été alignés sur ceux des contrats de travail normaux.

HENRI DE BRESSON.



## La loi et sa pratique

DERNIÈRE des études en date sur le fonctionnement réel de l'autorisation administrative de licenciement, l'enquête publiée par le ministère du travail en mars dernier (*le Monde* du 11 mars) confirme ce que de précédents travaux avaient déjà démontré. A savoir que la procédure n'a pas tous les effets négatifs qu'on veut bien lui prêter.

Sur le nombre de demandes déposées en 1985 auprès de l'inspection du travail, 13 % ont été totalement refusées, et l'on estime entre 75 % *et* 80 % le taux des licenciements accordés puisqu'il faut tenir compte des refus partiels. Quand on leur a refusé les *licenciements demandés, totalement* ou partiellement, 43 % des *entreprises ont abandonné leur* dossier.

Dans la plupart des cas (60 %), les rejets de l'administration sont justifiés par l'absence ou l'insuffisance du plan social d'accompagnement. Pour 9 %, ils sont dus à la volonté de licencier du personnel protégé par un mandat de représentation. Quant au motif qui est à l'origine de la critique la plus entendue – la vérification de la réalité de la cause économique, – il intervient pour 25 % seulement dans les cas de refus.

### Manœuvres dilatoires

L'autre reproche tient aux délais accordés à l'administration, *ou, plutôt*, aux manœuvres dilatoires employées pour retarder la date de prise d'effet du délai de réflexion. Tandis que les employeurs protestent à ce sujet, l'administration fait valoir qu'une meilleure présentation des dossiers et une plus grande concertation éviteraient bien des ennuis.

Là encore, l'enquête du ministère ramène le débat à de plus justes proportions. 75 % des dépôts officiels d'une demande sont précédés de contacts informels. 46 % des dossiers obtiennent une *réponse immédiate*, et 4 % se voient opposer un refus partiel correspondant au cinquième du volume des licenciements demandés.

Dans leur majorité (58 %), les délais sont compris entre vingt et trente jours, sauf pour les refus partiels. En moyenne, il faut compter un mois pour *que* la procédure soit achevée.

*Quant* aux défaillances d'entreprises dues aux retards, elles relèveraient pour l'essentiel de la fiction. Six mois après l'examen de la demande, 76 % des entreprises sont encore en activité et 28 % ont même présenté une demande d'autorisation préalable pour de nouvelles embauches.

Pour les opposants à cette procédure, ces données ne sont pas convaincantes. Pour leur part, ils mettent en avant l'*« inhibition »* provoquée chez les chefs d'entreprise, peu décidés à embaucher s'ils ne sont pas assurés de pouvoir licencier. Ils attendent *« un effet psychologique »*, favorable à l'emploi, de la suppression de l'autorisation administrative. A l'appui de leur thèse, ils se réfèrent à un sondage d'opinion réalisé par l'Institut Pragma, et commandé par le CNPF, démontrant que les employeurs prévoyaient d'embaucher 367 000 personnes en dix-huit mois si le *« carcan »* n'existait plus.

D'autres études, économétriques celles-là, n'aboutissent pas aux mêmes conclusions, loin s'en faut. Basées sur des données macro-économiques, et non sur des déclarations d'intention, ces analyses sont très convergentes, qu'elles émanent de l'OFCE, de GAMA ou de de l'IPECODE. Les sureffectifs présents dans les entreprises, du fait de l'autorisation administrative, étaient compris entre 60 000 et 80 000 à la fin de 1985. Tous estiment que, dans un premier temps, son abolition se traduira par des suppressions d'emploi et une augmentation du chômage.

En 1990, selon l'OFCE, on retrouvera le niveau d'emploi de 1985, le chômage étant plus élevé de 50 000 d'ici trois ans. Les estimations des autres instituts ne sont pas réellement divergentes. *« L'enjeu n'est donc pas avant tout économique »*, note l'OFCE, qui, ainsi, accrédite la dimension psychologique du débat.

A. Le.

*administrative de licenciement*

# Autour d'un débat théologique

*(Suite de la page 39.)*

Au lieu de cela, il est plus vraisemblable que la négociation entre partenaires sociaux aboutisse à une remise en cause, totale ou partielle, des accords paritaires signés en 1969 et en 1974 sur la sécurité de l'emploi.

Il est possible notamment que soient revus les délais conventionnels de consultation ou de réflexion qui entraîneront, à leur tour, la révision des délais accordés dans les branches professionnelles (jusqu'à six mois dans la chimie). De même, les notions de licenciement économique pour une cause conjoncturelle ou structurelle pourraient être abandonnées. En plus de ces conséquences, sûrement malheureuses pour l'avenir de la politique contractuelle, la suppression de la loi aura d'autres effets, à peine secondaires.

Par exemple, l'aspect financier ne sera pas négligeable. Jusqu'à présent, les différentes études d'experts s'accordaient à reconnaître que l'existence de la loi avait pour résultat d'abaisser le niveau des indemnités de licenciement, plus faibles en France que dans les pays étrangers. Cela risque fort de changer, la prime de dédommagement prenant le relais de l'assurance.

Les employeurs auront en outre à se prémunir contre l'éventualité d'*un jugement qui pourrait* leur être défavorable. En cas de licenciement abusif, en effet, les tribunaux *attribuent* des *indemnités* qui ne sont jamais inférieures à six mois de salaire...

C'est d'ailleurs sur le plan judiciaire que la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, effective et immédiate *« à titre transitoire »* pour les départs de moins de dix salariés, peut apparaître comme une véritable bombe à retardement et, pourquoi pas, se transformer en catastrophe. Tout d'abord, et ironie de l'affaire, ce sera désormais au juge ou au conseiller prud'homal de se prononcer au fond, c'est-à-dire sur la réalité du motif économique invoqué, quand un salarié licencié après un entretien préalable individuel contestera *« le motif réel et sérieux »* justifiant la rupture de son contrat de travail. En fait, seront-ils plus compétents que l'inspecteur du travail ?

Ensuite, et c'est l'un des fondements du droit du travail, le pourvoi en justice n'ayant pas d'effet suspensif, le licencié devra malgré tout quitter l'entreprise et découvrira vite qu'il ne peut prétendre à sa réintégration. Non seulement il sera tenté de poursuivre son employeur, ce qui aura pour effet d'encombrer les juridictions, mais cela pourra exacerber les conflits sociaux longs et passionnés.

Toutefois, on ne pourra observer les conséquences ultimes de ce processus avant un délai de deux ans au minimum. Si, pendant les six mois qui viennent (au cours desquels les licenciements de moins de dix salariés ne sont pas soumis au contrôle administratif mais aux règles du licenciement individuel), les employeurs abusaient des facilités qui leur sont *accordées, ils ne comprendraient* leur erreur qu'au terme de toute cette procédure.

On découvrirait alors tous les désagréments d'une période laxiste avec les procès en quantité, les additions lourdes à supporter et, pourquoi pas, les imbroglios insolubles. Qui, *par exemple*, paierait les indemnités dues à ces créanciers prioritaires que sont d'*anciens salariés si, entre-temps*, l'entreprise avait disparu ?

La liberté, un moment accordée, aurait alors été chèrement payée. Si, comme on peut le penser, la satisfaction de la demande patronale ne présente pas tous les avantages dont elle est parée dans *les discours, la victoire obtenue* pourrait se retourner contre leurs auteurs, pris au piège. A moins *qu'ils n'aient voulu démontrer* avec vigueur que les temps ont changé et entrepris de prouver à treize *millions* de salariés *qu'ils* étaient désormais vulnérables, déstabilisés et, pourquoi pas, précarisés dans leur emploi, *ils* auront encouru pour peu de choses bien des dangers – dont celui, présent dans tous les esprits, de réveiller pour la droite l'équivalent de la guerre scolaire pour la gauche.

ALAIN LEBAUBE.

## Le schéma retenu

L'AUTORISATION administrative comprenant plusieurs éléments, M. Séguin a pris soin de distinguer ce qui devait être revisé de ce qu'il fallait maintenir ou renégocier.

La loi de 1975 instituait trois fonctions au contrôle de l'inspecteur du travail : les procédures de concertation et de consultation, l'existence et la *portée d'un plan social d'accompagnement* et, enfin, la réalité du motif économique invoqué.

Le premier projet de loi adopté par le conseil des ministres du 14 mai porte sur ce dernier point. A compter de la promulgation du texte qui devrait intervenir avant l'été, l'administration ne vérifiera plus le motif économique et, accessoirement, n'aura plus à délivrer *d'autorisation préalable pour les* entreprises qui, ayant pratiqué un licenciement collectif, veu*lent réembaucher dans les* douze mois suivants.

Pour les deux autres points, le *ministre demande aux partenaires sociaux de négocier entre* eux ou même de prévoir de nouvelles *contreparties pouvant se* substituer à la suppression de l'autorisation administrative. Un second projet de loi s'inspirera de l'accord intervenu ou, dans le cas contraire, définira lui-même les nouvelles règles. Il est entendu que, en tout état de *cause*, l'ensemble de la procédure administrative instituée par *la loi de 1975 disparaîtra au* 1er janvier 1987.

Tel qu'il est conçu, le *schéma retenu a une conséquence immédiate*. Les licenciements de moins de dix salariés, dans les entreprises *qui ne sont* pas soumises à la consultation des représentants du personnel, ne feront pas l'objet d'un contrôle administratif. Les employeurs seront débarrassés d'une contrainte, et l'on espère que l'*« effet psychologique »* sera atteint.

Toutefois, et en raison de la législation, ces salariés se trouveraient dans une situation de *« vide juridique »*, sans protection sociale d'aucune sorte. C'est pourquoi, et en l'attente du second projet de loi, il a été décidé que, *« à titre transitoire »*, on appliquerait à ces licenciements économiques la *procédure qui prévaut pour les* licenciements individuels.

Pendant les six mois à venir, chaque *salarié licencié* sera donc convoqué, par lettre recommandée, pour un entretien *individuel préalable. Il lui sera* alors notifié le motif *« réel et sérieux »* de la rupture de son *contrat de travail et, en conséquence*, il aura la possibilité de se pourvoir en justice s'il considère *son licenciement abusif.*

A. Le.

# Quelle justice fiscale pour les dividendes ?

*(Suite de la page 39.)*

La seule manière de donner de la solidité à une société, c'est-à-dire de protéger les fonds propres par des réserves suffisantes, est d'éviter de trop distribuer de bénéfices.

Voilà, du reste, qui est rassurant et qui va dans le sens d'une bonne répartition des tâches et des charges dans l'économie. C'est par le succès économique, c'est en obtenant des rémunérations suffisantes grâce à la qualité de ses fabrications ou de ses services, qu'une société renforce ses fonds propres. De la sorte, les sommes encaissées le sont en fonction de la *qualité effective des services* rendus. Ce ne serait pas le cas s'il suffisait, pour réunir ces sommes, *d'émettre davantage d'actions*, grâce à un privilège fiscal qui ne pourrait être institué qu'en aggravant d'autres impôts.

La nature des choses veut donc que les seules mesures fiscales saines pour concourir éventuellement au renforcement des fonds propres sont celles qui, intervenant au niveau de la société, laissent davantage d'argent dans les caisses de cette dernière. Ce peuvent être la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés ou bien encore l'accélération des amortissements. Ce peut être aussi l'avoir fiscal à 100 %, lequel permet à la société de ne décaisser que la moitié de la somme qui constituera le dividende de l'actionnaire (impôt compris) au lieu des deux tiers de la somme lorsque l'avoir fiscal est à 50 %.

C'est pourquoi, dans les grandes nations industrielles, l'on relève des réductions de taux de l'impôt sur les sociétés, des amortissements accélérés, des amortissements au-delà de 100 %... mais pas de prélèvement forfaitaire *libératoire* de l'impôt sur les revenus, en ce qui concerne les dividendes. Certains pays exonèrent *à l'impôt sur les sociétés* les bénéfices distribués : cela équivaut exactement, sauf exception *particulière* (les années sans bénéfice imposable), à l'avoir fiscal à 100 %.

## Le principe de la solidarité

N'importe quel impôt ne peut pas être utilisé pour n'importe quelle incitation. Il ne suffit pas, en effet, de diminuer les prélèvements afin de favoriser ce que l'on veut favoriser, mais il faut encore que la diminution ainsi instituée soit compatible avec la philosophie sociale qui a inspiré la structure de l'impôt. Cela est particulièrement important lorsqu'il s'agit de l'impôt général sur le revenu, puisque cet impôt ajoute au rôle de pourvoyeur de ressources celui de rendre effective une solidarité de la part des plus aisés à l'égard des moins aisés.

Certes, il existe des exonérations à l'impôt général sur le revenu. Il y a aussi des placements déductibles de l'assiette de cet impôt. Mais la logique veut, et l'expérience vérifie, que de telles exceptions au principe de la solidarité ne sont tolérées qu'en faveur de placements risqués : le caractère hasardeux de ces placements est alors une autre manière, pour les plus aisés, de rendre un service à la collectivité. C'est le cas, traditionnellement, des obligations à taux fixes, qui sont exposées aux aléas de l'inflation. Cela a été le cas, tout récemment encore, de la souscription d'actions dans des hôtels à édifier aux Antilles, ou dans *des sociétés de production cinématographique.*

Nous avons connu, avec les en*gagements d'épargne à long terme*, des dispositions qui exonéraient d'IRPP les dividendes de n'importe *quelle action. Nous avons connu* aussi, avec la loi que M. Monory a fait voter en 1978, des dispositions *qui autorisaient à imputer* l'achat d'actions sur les bases d'imposition à l'IRPP. Mais, dans l'un et l'autre cas, ces mesures étaient subordonnées au respect de l'engagement de maintenir sur une longue durée l'effort d'investissement accompli : cet assujettissement était la contrainte, le service rendu à la collectivité, service qui légitimait l'exception accordée. En outre ces dispositions ne pouvaient jouer qu'à l'intérieur de plafonds. Or, ce ne serait pas le cas d'un *prélèvement libératoire* à 33 % : les personnes aisées pourraient en jouir sans limitation, et *elles n'auraient, en échange*, aucune contrainte de fidélité.

L'avoir fiscal à 100 % ne prête *pas à ces objections. En effet, pour* un dividende déterminé, il est le même pour tous les contribuables. Donc les *personnes aisées*, dont le taux d'assujettissement à l'IRPP est élevé, devront encore payer de l'impôt malgré l'imputation de cet avoir sur leur impôt global. Au contraire, les personnes les moins aisées, qui seront passibles d'un IRPP inférieur à l'avoir fiscal, percevront un remboursement. On *retrouve*, dans de tels mécanismes, l'aspect démocratique dont s'inspiraient les mesures Monory, et qui est bien nécessaire pour qu'un retour aux finalités sociales de l'impôt n'aboutisse pas, un jour, à balayer le système institué dans un moment d'enthousiasme.

En allant au fond des choses, on aperçoit que la compatibilité d'un avoir fiscal à 100 %, avec les finalités sociales de l'IRPP provient de ce que cette mesure fait partie du champ de l'impôt sur les sociétés et non pas du champ de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

En effet, l'impôt sur les sociétés, bien qu'il soit un impôt sur des bé*néfices, n'a pas le caractère définitif* d'un impôt sur le revenu. Seules les personnes physiques ont des re*venus.* L'impôt *sur les sociétés est un impôt d'attente*, un impôt technique, demandé aux sociétés afin de *tenir* lieu des recettes d'impôt sur le revenu des personnes physiques tant que l'on ne sait pas encore à quelles personnes physiques, et quand, iront finalement les bénéfices, et donc de quelle manière ils auront à être taxés.

Mais une fois que l'attribution du bénéfice à des personnes physiques est décidée, par le vote d'un dividende, il est naturel de retirer l'impôt d'attente, puisque l'IRPP va être prélevé : tel est bien l'objet de l'avoir fiscal à 100 %. C'est pourquoi cette disposition, qui n'a rien à voir avec une exonération à l'IRPP, mais qui est l'annulation d'un impôt technique temporaire, et qui évite à la société de prévoir un dividende plus élevé, comme c'est le cas avec l'avoir fiscal à 50 %, ne présente pas les inconvénients que nous avons relevés à *l'encontre du* prélèvement libératoire à 33 %.

## Privatisation

Nous *n'avons* traité que le problème d'aider les sociétés à se fortifier en fonds propres. Nous n'avons *pas abordé* le problème de favoriser l'achat, par de nouvelles couches d'actionnaires, de titres de sociétés *déjà financièrement* assises et dont il faut renouveler l'actionnariat : c'est, actuellement, le problème de *la privatisation.*

Alors, certainement, il est imaginable de faire appel, *parce que c'est à titre temporaire et exceptionnel*, à l'incitation puissante de mesures d'allégement à l'IRPP. Encore faut-il *se garder, en pareil cas*, de tout excès. Il faut avoir soin de créer une motivation dans la masse des *contribuables plutôt que de favoriser* quelques élus de la fortune.

MAURICE LAURÉ.

هكذا من الاصل



## La chronique de Paul Fabra

# La Bourse, le rêve et la paix

Si, dans son volume, sa composition et sa fonction, le marché boursier français se rapproche – il en est encore très loin – d'un état qu'on pourrait, pour un grand pays capitaliste et industriel, qualifier de « normal », ce retour en force des valeurs mobilières à la fois comme moyen essentiel pour les sociétés (et aussi pour l'Etat, mais cela est moins nouveau) de lever des fonds et comme placement privilégié pour les particuliers s'effectue dans un climat de dangereuse spéculation et de confusion, comme en témoigne l'évolution récente de la cote, caractérisée la semaine dernière par une baisse de quelque 6 % effaçant en moyenne les gains des trente jours précédents.

Dans un monde où les facteurs d'indétermination abondent, on comprend que les professionnels de la prévision que sont les financiers soient enclins à faire grief au gouvernement si celui-ci, par ses hésitations, ses déclarations ou son action ondoyante ajoute si peu que ce soit, mais inutilement, à l'incertitude. Il faut toutefois tenir compte de l'émotivité propre à ce milieu qui le conduit à attacher à la notion de « confiance », sans chercher à en définir ni les limites ni les responsabilités partagées qu'elle implique, une importance disproportionnée.

Entre l'analyse et l'interprétation subjective, la frontière est floue, et le procès d'intention n'est pas toujours loin. Dans de telles conditions, qui ne sont pas propres à la France, l'exercice de la parole, pour les hommes du pouvoir, n'est pas une tâche facile. Tous n'ont pas la suprême habileté d'un Paul Volcker, dont les propos sibyllins jetés en pâture au marché sont, selon les circonstances et l'effet recherché, chargés ou dénués de sens. Nos jeunes ministres, surtout lorsqu'ils se flattent d'être libéraux, autrement dit, dans la France d'aujourd'hui, quasiment amoureux de l'idée qu'ils se font d'une économie de marché, n'ont pas ces subtilités ni cette expérience.

Il aura suffi, par exemple, la semaine dernière, que le ministre du budget, dans un élan de bonne intention, déclare, à la sortie du conseil des ministres, que, les taux « réels » français étant désormais au niveau des taux allemands, les conditions sont réunies pour une reprise des investissements, pour que les boursiers réagissent négativement. Comme dit l'un d'eux, l'un des plus doués : « Pour un homme de marché, un taux qui ne doit plus baisser ne peut que remonter. » Il en résulta un grand malaise sur le marché des obligations.

Il y a sans doute un élément de vérité dans l'idée que le gouvernement, n'ayant pas cru bon de jouer jusqu'au bout, comme il aurait sans doute pu et dû le faire, la baisse des taux, se trouve gêné pour bien faire comprendre ses intentions. Cependant, Edouard Balladur, en annonçant le 15 mai la réduction des taux administrés et un certain nombre d'importantes mesures de libéralisation concernant le contrôle des changes et le domaine financier, a clairement montré quelles étaient les siennes. On ne peut non plus reprocher à un gouvernement de se poser les questions que tout le monde se pose ni de ne pas offrir de réponses précises quand il n'y en a pas.

Ce qu'on doit attendre de lui, c'est de prendre la mesure des risques encourus. Ils sont considérables et l'obligent à agir avec beaucoup de doigté. La « plate-forme pour gouverner ensemble » du RPR et de l'UDF proposait parmi les mesures prioritaires à prendre en cas de victoire aux élections du 16 mars « une remise en ordre de la fiscalité de l'épargne assurant sa neutralité », ce qui signifiait, dans l'esprit de ceux qui faisaient cette recommandation, l'atténuation, sinon la suppression, du privilège dont jouissent les détenteurs d'obligations, grâce au prélèvement libératoire de 26 % en vertu duquel ils échappent à la progressivité de l'impôt, quel que soit le niveau de leurs revenus, pour les intérêts qu'ils touchent sur leurs titres.

Cette disposition avait été prise du temps où l'inflation réduisait à rien, voire à moins de 0 (les intérêts ne compensant pas l'érosion du principal due à la dépréciation monétaire), les revenus à attendre d'un placement obligataire. La hausse des taux et, à sa suite, la désinflation ont conjugué leurs effets pour modifier du tout au tout les données du problème.

Les obligataires ont connu en France depuis 1982 (aux Etats-Unis, depuis 1980) une période faste qui continue encore. Est-ce à dire que le moment est bien choisi pour assurer la « neutralité » en question ? Une chose est certaine : le régime fiscal actuel est inadapté et le sera de plus en plus si, comme on peut l'espérer, la désinflation débouche (à travers, probablement, de nouvelles épreuves) sur une plus authentique stabilité. Mais le capital et l'endettement, fût-il à long terme, sont deux sources distinctes de financement qu'on veut à tort confondre. C'est pourquoi le concept de « neutralité » est à revoir, et notamment les solutions auxquelles on avait d'abord songé pour la réaliser, à savoir l'assujettissement tant des intérêts des obligations que des dividendes à un prélèvement libératoire majoré (autour de 33 %), ou bien la déductibilité des dividendes, assimilés à des « charges », de l'assiette de l'impôt.

Une autre considération, circonstancielle mais importante, doit être prise en compte : on ne peut jouer sur l'idée qu'on pourrait, à la faveur d'une réforme fiscale, obtenir un transfert d'épargne du marché obligataire vers le marché des actions. Si celui-là était frappé aujourd'hui, il est probable que celui-ci, loin d'être le bénéficiaire d'un moindre engouement envers les obligations, serait lui-même touché, étant donné le niveau des cours sur les actions cotées à la Bourse de Paris.

En moyenne, les actions des sociétés françaises capitalisent dix-sept fois et demie leurs bénéfices. C'est un multiple élevé, pas autant que celui qu'on relève à New-York, mais supérieur au PER (Price Earning Ratio ou coefficient de capitalisation) allemand. Il est vrai que ce dernier, qui était encore de l'ordre de 12 à 13 il y a deux mois, chiffre traditionnellement considéré sur les places européennes comme raisonnable, a beaucoup augmenté depuis lors, se rapprochant du PER français.

La prudence voudrait, théoriquement, qu'on n'achète que des titres dont la capitalisation (nombre de titres en circulation multiplié par leur cours) est inférieure à la valeur des actifs de la société dont ils représentent le capital. C'est la relation inverse qui prévaut aujourd'hui dans beaucoup de cas. « Le marché avait commencé à rêver, dit un professionnel réputé [qui sans doute pris ses positions à la Bourse], attention au cauchemar qui pourrait s'ensuivre. »

Voilà le climat dans lequel se prépare la privatisation qui devrait être la plus énorme opération de l'histoire de la Bourse française si le gouvernement, comme on a de bonnes raisons de le penser, entend tenir ses promesses sur ce chapitre essentiel de son programme. Impressionnée par la tournure qu'a prise la cohabitation au cours de ces derniers jours, la Bourse a immédiatement réagi en baisse. Les périodes politiquement difficiles sont en France le plus souvent accompagnées d'une chute des cours dont savent profiter ceux qui gardent leur sang-froid (les professionnels ne voulant en général se souvenir que de leurs bonnes fortunes, rares sont ceux qui rappellent avec une sorte de gourmandise qu'en juin-juillet 1981 le PER ne dépassait pas 7, la capitalisation des meilleurs titres de la cote étant à cette époque quatre à cinq fois inférieure à celle d'aujourd'hui).

Ce qui faciliterait le plus à terme l'action du gouvernement serait qu'intervienne, à condition qu'il ne prenne pas l'allure d'un vote de défiance, un réajustement des cours d'ici aux premières dénationalisations. La suite des opérations pourrait se voir compromise si les souscripteurs du début, ayant acheté très cher (en espérant, bien sûr, de nouvelles hausses), devaient essuyer de lourdes pertes.

Dans le rapport annuel qu'elle vient de publier (*le Monde* du 21 mai), la COB rappelle l'extraordinaire progression des émissions pendant l'année écoulée, phénomène qui, on le sait, s'est poursuivi depuis le début de cette année. Certes, les émissions d'obligations se sont taillé la part du lion. Mais il faut noter que, sur un total en données brutes (c'est-à-dire sans soustraire les remboursements) de 389,9 milliards d'émissions (+ 30 % par rapport à 1984), les augmentations de capital ont représenté 73,2 milliards (+ 50 %). Ce dernier chiffre peut paraître faible puisqu'il ne constituait que 2,8 % de la capitalisation boursière de la fin de l'année. Ce pourcentage est toutefois, pour la première fois, supérieur à la moyenne constatée dans la CEE (2 %).

Sur la base de ces chiffres, on s'aperçoit que les émissions de valeurs mobilières sont égales à environ 10 % du PNB. Il faut remonter à 1930, et, au-delà, à 1913, la dernière année du capitalisme tranquille, sans inflation, sans dépression et sans contrôle, pour retrouver un taux comparable (1). Pendant les années intermédiaires, les émissions de valeurs mobilières ont joué un rôle beaucoup moins important. En 1938, par exemple, elles ne représentaient plus que 3,1 % environ du PIB, le pourcentage était de 3,7 % en 1964 ; il n'était encore que de 5 % en 1980.

Cependant, la répartition des émissions est aujourd'hui bien différente de ce qu'elle était il y a cinquante-six ans, et plus encore de ce qu'elle était à la veille de la première guerre mondiale. En 1913, les emprunts de l'Etat ne formaient que 6 % à 7 % du total, contre le quart aujourd'hui. Les entreprises du secteur privé (qui comprenait, il est vrai, les chemins de fer, les compagnies de gaz et d'électricité, les mines, etc.) absorbaient 60 % environ du total, le reste étant représenté par le volume très important des émissions étrangères. Les seules émissions d'actions et de parts de SARL atteignaient près de 30 % du total en 1913 contre 18 % aujourd'hui. Pour retrouver une situation comparable à celle du capitalisme stable du passé, il faudrait que les augmentations de capital soient actuellement de l'ordre de 150 milliards de francs.

Au vu des malheurs qui se sont abattus sur la France et l'Europe au lendemain de ce qui peut apparaître rétrospectivement comme l'âge d'or du capitalisme, on peut se demander s'il est sage de chercher à recréer les conditions de sa restauration. N'en déplaise à Lénine, il n'est pas besoin d'évoquer le système économique pour expliquer l'agressivité qui allait précipiter les plus riches nations les unes contre les autres.

Un illustre professeur avait dit, en septembre 1914 : « La guerre ne pourra pas durer plus de quelques semaines, par impossibilité de la financer. » D'une certaine façon il avait raison : le marché du capital, et donc le capitalisme au sens propre du mot, ne peut plus fonctionner si les dépenses improductives de l'Etat absorbent plus qu'une fraction minoritaire de l'épargne. Ce n'est qu'au terme d'une longue période de paix que le marché financier peut à nouveau aujourd'hui espérer jouer le rôle principal pour financer l'économie.

(1) *La croissance française, un essai d'analyse économique sociale de l'après-guerre*, Jean-Jacques Carré, Paul Dubois, Edmond Malinvaud. Le Seuil, 1972.

# économie

## REPÈRES

### Dollar : stable à 7,26 F

Sur des marchés des changes très calmes, surtout avec le chômage des places de Londres et de New-York, le dollar est resté stable, lundi 26 mai, à 2,28 DM, à 7,26 F et à 169,75 yens, consolidant son avance de la semaine dernière. Les opérateurs jugent possible une avance du billet vert aux environs de 2,30 DM, seuil de résistance.

### Produits industriels : hausse de la consommation des ménages en avril

La consommation des ménages français en produits industriels a connu, en avril, une forte hausse, par rapport au mois précédent, qui a touché l'ensemble des secteurs à l'exception du textile-cuir, indique l'INSEE. En francs constants (1970) et en données corrigées des variations saisonnières, la consommation s'est élevée, en avril, à 21,21 milliards de francs, soit une augmentation de 3 % par rapport à mars.

## ÉNERGIE

L'ÉVOLUTION DES PRIX DU PÉTROLE

### Vive le baril à 15 dollars !

Heu-reux ! Passé le premier choc, le monde de l'énergie, un temps dérouté par la chute des cours du pétrole, commence à faire ses comptes. Et s'aperçoit, petit à petit, qu'un prix d'équilibre situé entre 15 dollars et 20 dollars le baril ne serait pas si catastrophique que ça et présenterait même certains avantages.

Curieusement, alors que, il y a six mois, lorsque le baril valait encore près de 30 dollars, un *« effondrement »* en dessous de 20 dollars faisait figure d'apocalypse, ce nouveau prix cible apparaît désormais raisonnable et, en tout cas, peu susceptible *de bouleverser de fond en* comble la scène énergétique. Il est vrai que, entre-temps, les cours ont frôlé fin mars 10 dollars, niveau jugé pour le coup « catastrophique ». Une stabilisation autour de 18 dollars pour quelques années serait vécue aujourd'hui comme une bénédiction !

Représentants des consommateurs ou des entreprises intéressées à la production d'énergie, tous les participants au colloque organisé le 21 mai par la Société des ingénieurs de France sur *« le nouveau paysage pétrolier et énergétique »* sont ainsi tombés d'accord : au-dessus de 15 dollars/baril, ça va ; en dessous, bonjour les dégâts !

Pour les pays producteurs, et notamment l'Arabie saoudite, véritable *« juge de paix du marché »*, qui a *« délibérément provoqué l'effondrement »* récent des cours, cette zone de prix – de 15 à 20 dollars – correspond à la meilleure stratégie économique possible à moyen et lont terme, a expliqué M. Capron, directeur général de Technip, et ancien directeur des hydrocarbures au ministère de l'industrie. C'est à ce niveau que le royaume peut *« assurer la pérennité de ses débouchés tout en optimisant sa rente minière »*. Il n'a d'ailleurs guère le choix : laisser tomber les prix beaucoup plus bas, à quelques dollars par baril, éliminerait certes les producteurs concurrents, notamment en mer du Nord, mais ruinerait aussi la plupart des pays de l'OPEP. Les faire remonter nettement au-dessus réduirait à terme le marché du pétrole.

*Il y a donc de fortes chances que* les prix du brut restent au cours des cinq prochaines années dans cette plage, avec toutefois de fortes oscillations, au gré des saisons, des problèmes techniques, politiques, etc.

Du côté des pays consommateurs, une stabilisation à ce niveau serait favorable, à court comme à moyen terme. Dans les douze pays de la CEE, a expliqué M. Guibal, chef de la division des politiques énergétiques de la Commission européenne, un prix de 15 dollars aurait des effets positifs immédiats, sur l'inflation, la croissance et même sur le taux de chômage, sans pour autant compromettre gravement à moyen terme l'indépendance énergétique.

#### Un prix intelligent

Selon les conclusions d'une étude récente de ses services, un maintien des prix du brut à ce niveau pendant cinq ans n'aurait *« qu'un effet assez limité sur la consommation énergétique et les sources d'approvisionnement de la CEE d'ici à 1990 »*. La production *« indigène » ne* diminuerait pas, les gisements pétroliers et gaziers de la mer du Nord n'étant pas affectés à ce niveau de prix. La consommation globale d'énergie, elle, n'augmenterait au pis que de 3 %. En revanche, des glissements s'effectueraient d'une énergie sur l'autre. Le charbon verrait notamment sa demande réduite de 8 % à 13 %, tandis que les ventes de pétrole augmenteraient de 5 % à 10 %.

Résultat : malgré une physionomie énergétique assez peu bouleversée, les importations nettes de pétrole de la Communauté augmenteraient plus que prévu : de 6 millions de barils par jour,elles passeraient, en 1990, à 8 millions de barils par jour environ, au lieu de 7 millions si les prix du brut étaient restés voisins de 27 dollars par baril.

Pour M. Guibal, *le* prix de *15* dollars est donc en quelque sorte un prix intelligent, qui sans chambouler les pays consommateurs ni les pousser à prendre des mesures spécifiques (taxation), donnerait à l'OPEP des débouchés supplémentaires d'environ 1 million de barils par jour.

Quant aux entreprises intéressées à la production d'énergie, cette perspective n'a pas semblé non plus les effrayer outre mesure. Gaz de France s'est mis en position, grâce à sa stratégie d'approvisionnement international, de pouvoir soutenir durablement la concurrence avec toutes les autres énergies, quel que soit leur prix, a assuré M. Cousin, de GDF. EDF, de son côté, a indiqué qu'il faudrait, pour que le choix du nucléaire soit remis en cause dans l'exploitation au jour le jour des centrales électriques, que les prix du fioul lourd baissent encore de plus de moitié (à 260 F/t contre 760 F actuellement).

Quant aux programmes futurs, c'est-à-dire le choix des centrales à construire, le nucléaire « passe » encore avec un pétrole à *15 dollars*, mais pas beaucoup en dessous. A 10 dollars le baril, il ne serait pas plus rentable de construire une nouvelle *centrale nucléaire. Mieux vaut* faire tourner une centrale au fioul existante, même pour une utilisation en base, c'est-à-dire toute l'année (1), a révélé M. Bergougnoux, d'EDF.

#### Ecouler la production

Les charbonniers, bien qu'à l'évidence les plus exposés, ont eux aussi montré un bel optimisme. D'une part, a expliqué M. Coiffard, responsable des études à Charbonnages de France, une bonne moitié de la consommation et de la production mondiale de charbon échappe à la concurrence des produits pétroliers. D'autre part, les prix d'équivalence entre le fioul et le charbon dans les centrales électriques (70 % de la demande de charbon dans les pays développés) se situent précisément à 15 dollars par baril pour les installations existantes et à 20 dollars pour *les unités à construire. Enfin, même* si les prix du brut tombaient au-dessous de ces seuils, les capacités de réaction de la filière charbon restent importantes : baisse des coûts de transports, ou de la fiscalité dans les pays producteurs, gains de productivité, nouvelles techniques permettant d'utiliser les énormes réserves de charbon sulfureux, etc.

Restent les compagnies pétrolières. Le chute des prix, même à 15 dollars, fragilise le secteur, c'est évident. Les compagnies ne seront plus toutes logées à la même enseigne, a expliqué M. Capron. Récompensées, les « vierges sages » (Exxon, BP, Shell, Amoco et Kuwait Petroleum Cie) : elles ont su garder un endettement mesuré et sont aujourd'hui *« à l'affût pour racheter quelques dollars ce qui hier en valait au moins dix »*. Punies les « vierges folles », qui surendettées sont en position de faiblesse.

Mais à toute chose malheur est bon, et les compagnies pétrolières pourraient aussi globalement tirer profit de la situation, du moins celles qui ont gardé un secteur d'aval (distribution) important. Le problème aujourd'hui, a souligné M. Capron, n'est plus de produire mais d'écouler. C'est vrai aussi pour les pays producteurs. Contraints de maintenir envers et contre tout un niveau minimal de revenus, un certain nombre de pays, membres ou non de l'OPEP, vont donc, nécessité faisant loi, *« réviser leur attitude à l'égard des compagnies pétrolières et leur consentir de meilleurs termes en contrepartie d'une plus grande stabilité de leurs enlèvements »*.

Tout va bien donc. Sauf dans le parapétrolier. Les fournisseurs des compagnies pétrolières seront les principales victimes de la chute des prix. C'est justement l'un des rares secteurs où la France avait réussi à se hisser au deuxième rang mondial...

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Compte tenu de l'importance du parc nucléaire français, une partie des centrales ne sont utilisées d'ores et déjà que pour des durées plus réduites, ce qui compromet lourdement la rentabilité du nucléaire et élève le seuil d'équivalence.

#### Selon Cheikh Yamani
#### « ENTENTE TOTALE » AU SEIN DE L'OPEP

Le comité ministériel de l'OPEP, réuni du 23 au 25 mai à Taif, en Arabie saoudite, a permis de dégager *« une entente totale »* entre ses membres, a déclaré Cheikh Yamani, le ministre saoudien du pétrole.

Formé le mois dernier lors de la conférence générale, ce comité a été chargé de rapprocher les positions des pays membres et de prendre contact avec les pays non membres. Cheikh Yamani, dans une déclaration au quotidien saoudien *Okaz*, a déclaré qu'aucune conversation n'a pu être ouverte avec la Grande-Bretagne, mais qu'il avait obtenu, en revanche, une réaction favorable de pratiquement tous les autres pays. Au total, *« il y a des indices indiquant qu'une collaboration entre pays membres et pays non membres de l'OPEP est possible »*, a-t-il estimé. Les résultats du comité seront présentés lors de la prochaine conférence générale, le 25 juin à Brioni, en Yougoslavie.

*« L'OPEP est en droit d'obtenir ses droits de production sur le marché international »*, a poursuivi Cheikh Yamani, et l'Organisation *« s'emploie actuellement à augmenter sa production »*. Le ministre saoudien s'attend, en ce qui concerne les prix du brut, à une hausse avant la fin de l'année. – *(AFP.)*

## SOCIAL

### Quand l'INSEE et l'UNEDIC examinent l'effet statistique des mesures contre le chômage

Deux analyses convergentes *récentes* font avec *précision* le point sur une question toujours discutée : comment les chiffres du chômage peuvent-ils traduire une amélioration quand le nombre des emplois continue de diminuer ? La première étude a été réalisée par l'INSEE (1), la seconde a fait l'objet d'une note de service statistique de l'UNEDIC sur l'effet des mesures de lutte contre le chômage.

La baisse du chômage en 1985, dit l'INSEE, est due *également* aux *« mesures institutionnelles »*, autrement dit au traitement social. On a aussi observé des modifications dans les comportements d'activité des jeunes – avec l'allongement de la scolarité – ou des femmes, qui retardent leur entrée sur le marché du travail. Les TUC (190 000 à la fin de 1985), les stages de formation en alternance (75 000 au cours de l'année) ont joué leur rôle, aux côtés des dispositifs plus anciens tels que les stages seize-dix-huit ans, dix-huit-vingt-cinq ans, les contrats d'adaptation et de formation ou encore de l'apprentissage.

Les aides à la formation des chômeurs de longue durée (50 000) ont connu le succès, tout comme les aides au *retour* pour les travailleurs immigrés (15 000). Même les aides à la création d'entreprise par les chômeurs participent *de ce mouvement.* 70 000 personnes en ont bénéficié en 1985, contre 35 000 en 1984. Certes, observe l'INSEE, 15 % des entreprises créées en 1984 avaient cessé leur activité avant la fin de l'année, mais 57 % existaient toujours à la fin de 1985 et, selon une enquête plus ancienne, 30 % d'entre elles avaient procédé à l'embauche d'au moins un salarié.

En outre, on estime à environ 65 000 le nombre de chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans ou de plus de cinquante-sept ans et demi, selon les cas, qui ont volontairement demandé à être dispensés de la recherche d'un emploi et ont donc été rayés des listes de l'ANPE. Parallèlement, grâce à l'informatisation de ses services, l'ANPE a été *délestée* de *« plusieurs dizaines de milliers »* de chômeurs qui figuraient parfois indûment sur les listes.

Selon ses propres estimations, l'UNEDIC fait état de données et de chiffres comparables. Alors que, en 1985, les ressources en main-*d'œuvre progressent naturellement* de 190 000 personnes, *« les statistiques observées et cumulées des demandeurs d'emploi et des actifs occupés aboutissent à une observation de moins de 190 000 »*, écrit l'UNEDIC, qui note que *« l'écart à expliquer sur la seule année 1985 est donc de 380 000 »*.

Où les trouver ? Parmi les jeunes employés en TUC d'abord (187 000 en un an), qui, s'ils ont *contribué à diminuer sensiblement* le nombre d'inscrits à l'ANPE, n'ont pas eu d'influence sur le chiffre des chômeurs indemnisés, cette catégorie des TUC *« étant par définition peu bénéficiaire d'indemnisation »*. Ensuite, viennent les immigrés ayant profité de l'aide au retour (15 000 par an) et les chômeurs envoyés en stage de formation (75 000 par an). Il faut encore compter les chômeurs âgés dispensés d'une recherche d'emploi et *« radiés des statistiques »*, évalués à 65 000 pour 1985 et qui seraient 100 000 désormais.

Enfin, la généralisation de la gestion informatisée des demandeurs d'emploi produit *« un abaissement artificiel du niveau des inscrits d'environ 40 000 sur l'année 1985 »*, les chômeurs n'ayant pas actualisé leur situation à la fin d'un mois donné devant être réintégrés le mois suivant.

A. Le.

(1) Etude dont nous avons rendu *compte* (*le Monde* du 14 mai) pour la partie consacrée à l'analyse de la situation de l'emploi.

### La patronat chrétien se félicite de la reconnaissance de la légitimité de l'entreprise

De notre correspondant

Metz. – *« L'entreprise est une personne morale. Elle a droit à un certain respect. Moins que celui qui est dû à une personne humaine. Mais on ne peut la traiter comme une balle de ping-pong au gré des nationalisations, dénationalisations, des grèves abusives ou des actions inconsidérées »*, a déclaré M. André Courtaigne, réélu pour deux ans président du Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprises françaises (CFPC). En clôturant les seizièmes assises nationales de ce mouvement, qui se sont tenues du 23 au 25 mai à Metz, M. Courtaigne a affirmé : *« Nous ne sommes qu'à l'aube de l'ère de l'entreprise. »*

Décidé à *« oser pour servir »*, le CFPC a choisi de ne pas s'en tenir au discours, suivant le conseil pressant du Père Robert Phalip, conseiller spirituel national des patrons chrétiens. Une cinquantaine d'expériences présentées au cours de ces trois journées de réflexions le prouvent aux yeux des responsables du mouvement. Ainsi chef d'entreprise de vingt salariés qui, compte tenu du thème des assises, avait décidé d'embaucher deux personnes supplémentaires, et s'est engagé à faire plus en *« donnant priorité à un jeune, à un handicapé »*.

Les patrons chrétiens, qui se définissent comme tiraillés entre deux pôles – *« Dieu et l'homme, la liberté et la solidarité, l'Evangile et l'économie »* – entendent répondre aux trois défis que leur a lancés le Père Joseph Wresinski, fondateur ATD-quart-monde : ne pas se sentir quitte parce que l'on paie les cotisations sociales, s'engager pour former des jeunes et accueillir les plus démunis. Tout en rappelant le droit au travail de chacun, il a lancé : *« Osez, vous êtes accompagnés par le Christ qui a pris tous les risques. »*

Souhaitant par ailleurs vivre en harmonie entre leurs pôles de tensions, les patrons chrétiens appellent à l'ouverture et à la réconciliation. *« Le temps n'est plus*, affirme leur président, *où nous avions à nous justifier de l'accusation d'exploitation. Débarrassons-nous du complexe de culpabilité dont on a voulu nous charger. La culpabilité n'est pas une vertu, c'est une maladie paralysante. »*

JEAN-LOUIS THIS.

● **Les syndicats de l'ANPE s'inquiètent.** – Dans l'attente de la réforme de l'ANPE prévue dans la plate-forme du gouvernement RPR-UDF, les syndicats FO, CFDT et CGT s'inquiètent des propos tenus par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, et surtout par M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat *(le Monde* du 17 mai). Soulignant dans un communiqué que *« les organisations syndicales de l'ANPE, malgré leurs demandes respectives, n'ont toujours pas été reçues »*, les trois organisations estiment que *« la réforme à venir ne peut qu'amplifier le traitement inégalitaire des chômeurs, voire la mise en tutelle politicienne de nos services »*. *« Le projet gouvernemental veut procéder à un véritable étranglement de l'ANPE, dont seront victimes d'abord les chômeurs »*, déclarent la CFDT, FO et la CGT, qui mettent en cause *« la démagogie dénonciatrice »* de certains jugements sur l'activité de l'Agence.

● **Grève d'avertissement bien suivie à la SNIAS.** – La grève d'« avertissement » de deux heures, organisée, le 22 mai, dans tous les établissement de l'Aérospatiale (quarante-deux mille salariés) pour protester contre la non-application intégrale de l'accord salarial, a été suivie, selon FO, par près de 60 % du personnel et par 35 % à 40 % selon la direction (près de 50 % à Toulouse). FO parle de « succès » pour ce mouvement qui était soutenu par la CGT et la CFDT. Elle indique que *« le premier résultat de cette action est la convocation d'une réunion paritaire le 29 mai »*.

● **Piquet de grève à RVI-Blainville.** – Un piquet de grève de militants CGT a interdit, le samedi 24 mai, l'accès de l'usine RVI de Blainville (Calvados) aux salariés appelés pour des heures supplémentaires, 40 % seulement des 350 salariés concernés étaient présents. Le Syndicat CGT entend protester contre le recours aux heures supplémentaires après seize jours de chômage technique depuis le début de l'année. Selon la direction, le fait est dû aux délais de programmation incompressibles. La CGT compte renouveler son action samedi prochain 31 mai : 500 salariés devraient ce jour-là faire des heures supplémentaires. L'usine de Blainville construit surtout des camions de moyen tonnage (15-17 tonnes).

## BANQUES

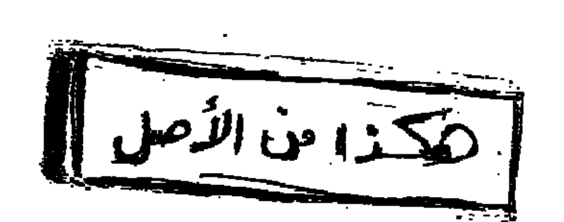
### M. Auberger va remplacer M. Huchon à la direction du Crédit agricole

*Le directeur général* de la Caisse nationale du Crédit agricole, M. Jean-Paul Huchon, va être « démissionné » *et* remplacé à ce poste par M. Bernard Auberger, aujourd'hui directeur à la Société générale. Cette nomination devrait intervenir au prochain conseil des ministres. Le remplacement de M. Huchon, auquel pour l'heure il n'est pas proposé d'autre poste, est le premier changement d'importance, à caractère politique, depuis le début de la cohabitation. Il intervient au moment où les négociations sur la « désétatisation » de la Caisse nationale, annoncée par le ministre de l'agriculture, sont engagées. M. Guillaume voulait imposer à ce poste M. Lucien Douroux, directeur de la caisse d'Ile-de-France, homme du sérail des organisations agricoles, mais devant l'opposition de plusieurs caisses régionales et celle de l'administration des finances le gouvernement a préféré choisir un inspecteur des finances.

[Né en 1946 à Paris, M. Jean-Paul Huchon est administrateur civil, ancien élève de l'ENA. Après avoir été, depuis 1971, chef de bureau, chargé de l'agriculture à la sixième sous-direction du budget, il devenu en mai 1981 directeur de cabinet de M. Michel Rocard, d'abord au ministère du plan et de l'aménagement du territoire, puis à l'agriculture. Il était directeur général de la CNCA depuis le 9 janvier 1985. Il est également le premier adjoint de M. Rocard à la mairie de Conflans Sainte-Honorine.]

[Né en 1937, M. Bernard Auberger, *ingénieur civil des mines*, ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances, a été attaché financier à l'ambassade de France aux Etats-Unis, de 1972 à 1974, directeur du cabinet de M. Henri Torre, secrétaire d'Etat chargé du budget auprès du ministre de l'économie et des finances (février-mai 1974), directeur de la production et des échanges au ministère de l'agriculture de mars 1975 à avril 1980. *Entré, alors, à la Société* générale, où il a bénéficié d'une promotion rapide, M. Auberger était, depuis mai 1983, directeur des agences de Paris et de province.]





هكذا من الاصل



# CONJONCTURE

## L'or « anonyme » reste un placement sans éclat

Le retour à l'anonymat sur l'or, effectif depuis le jeudi 22 mai, ne fournit pas pour autant au métal fin un label de placement sûr et rémunérateur. Alors que le lingot s'échangeait en mars 1985 à 98 000 francs (en moyenne), il ne valait plus en mars dernier que 78 000 francs. Ce repli d'environ 20 % traduit la chute du dollar intervenue entre-temps. Mais, exprimé en monnaie américaine, le prix de l'once d'or est passé, sur la même période, de 303 dollars (avec un dollar à 10,11 francs) à seulement 346 dollars (avec un dollar à 6,97 francs), soit une remontée nominale de 14,2 %.

Autrement dit, le mécanisme naguère observé, suivant lequel une chute du dollar entraînait une appréciation au moins équivalente du prix du métal jaune, a cessé de fonctionner. La désinflation mondiale et la baisse des prix pétroliers ont ôté à l'or sa spécificité de valeur « refuge », au moment où il affrontait la concurrence de nouveaux produits financiers (obligations) rendus attrayants par le reflux des taux d'intérêt.

L'or tend à devenir une matière première comme une autre, dénuée de référence psychologique et soumise au jeu classique de l'offre et de la demande. Dans les années 70, cette question de l'équilibre du marché apparaissait secondaire dans la formation des cours. Seules comptaient les motivations « sécuritaires » des investisseurs, en quête de placements imperméables à l'inflation et au flottement des monnaies.

La banalisation actuelle de l'or le rend moins sensible aux tensions économiques et politiques internationales (il a peu réagi au récent bombardement américain en Libye). Le voici davantage exposé aux risques réels de déséquilibre entre la production et la consommation. *« Tant que le cours du lingot se maintiendra au-dessus du seuil de rentabilité des mines – entre 275 dollars et 300 dollars l'once, – les capacités de production continueront de se développer, notamment en Amérique du Nord »*, estiment ainsi les analystes du bureau d'études Metals and Minerals à Londres. D'ici deux ans, l'Australie, les *Etats-Unis, le Canada et la* Papouasie-Nouvelle-Guinée verront leurs extractions progresser respectivement de 54 %, 49 %, 27 % et 60 %.

L'accident de Tchernobyl rend de surcroît possible une intensification des ventes d'or soviétique pour financer d'éventuels achats supplémentaires de céréales. L'an dernier, l'Union soviétique a déjà presque doublé ses exportations de métal jaune (de 120 tonnes à 225 tonnes), selon les estimations de la Banque Montagu. Au cours des deux premiers mois de 1986, elle aurait vendu 50 tonnes, soit un rythme annuel de 300 tonnes, afin de compenser la chute des revenus tirés du pétrole et du gaz. La marge de manœuvre soviétique sur les métaux précieux se limite, en outre, à l'or, car Moscou conserve jalousement son platine. Utilisé comme catalyseur, ce métal, associé au rhodium et mélangé à 890 °C à l'ammoniac, permet, en effet, l'obtention d'acide nitrique puis d'ammonitrate. L'usage du platine pour la fabrication d'engrais (entre autres emplois) impose aux Soviétiques de réduire leurs ventes aux seuls pays de l'Est. Agriculture oblige.

Si la consommation de métal jaune reste soutenue – industrie, bijouterie, thésaurisation, – elle paraît cependant insuffisante pour absorber l'offre potentiellement disponible. *« Il n'y a pas que l'argent dans la vie... il y a l'or aussi »*, a pu écrire un auteur avec humour (1). Mais les marchés contrarient cet idéal doré : les cours du lingot sont ternes ; même anonyme, l'or est, pour l'instant, un placement sans éclat.

ÉRIC FOTTORINO.

(1) *Georges Bourdoisean, cité par* Yvon Samuel dans *les Milliardaires*, Editions Carrère.

### PÊCHE

## Course poursuite entre un navire canadien et deux chalutiers espagnols au large de Terre-Neuve

Quatre fonctionnaires canadiens chargés du contrôle des pêches qui avaient arraisonné le 24 mai deux chalutiers espagnols – à l'extérieur de la zone économique canadienne – ont été retenus à bord contre leur gré. Les contrôleurs faisaient partie de l'OPANO (Organisation des pêches pour l'Atlantique du Nord-Ouest) et ont demandé aux capitaines espagnols – qui faisaient route vers l'Europe, de se détourner et de revenir à Saint-Jean de Terre-Neuve. L'OPANO reprochait à ces deux chalutiers d'avoir enfreint, il y a quelques jours, la réglementation canadienne des pêches, ce que les capitaines ont contesté.

*Rattrapés par un navire garde-côte,* les deux chalutiers espagnols *ont été contraints de rebrousser chemin* vers le Canada et de libérer les contrôleurs, après une course poursuite de près de trois jours.

Le ministre canadien des pêches et océans, M. Tom Siddon, a annoncé, le 25 mai à Montréal, « *un renforcement* » de la surveillance de la zone des 200 milles au large des côtes du Canada, à la suite de l'incident canado-espagnol. « *Nous ne tolérerons pas que les efforts, et en certains cas les sacrifices, des pêcheurs canadiens pour assurer le succès de la gestion* [des ressources du Canada dans sa zone des 200 milles] *soient bafoués par une aussi flagrante violation des droits souverains de notre pays* », a-t-il déclaré. – (*AFP.*)



# AFFAIRES

### ENTREPRISES

## Cosmétiques : Pierre Fabre au Japon

L'entreprise pharmaceutique Pierre Fabre SA manifeste des ambitions internationales affirmées. Née en 1961 à Castres, la ville du fondateur, cette société, qui emploie deux mille six cents personnes, a déjà réussi une implantation de taille à Barcelone, dans cette Catalogne qui tantôt fait rêver, tantôt effraie les responsables économiques de Midi-Pyrénées. Elle vient maintenant de prendre pied dans le mythique Japon, par le biais d'une société, Pierre Fabre Japon Kabushiki Kaisha, créée en *joint venture*. C'est le groupe japonais Shiseido, spécialisé également dans les produits pharmaceutiques et cosmétologiques, qui s'est prêté à cette opération. Dans la nouvelle société – Pierre Fabre Japon, – au capital de 100 millions de yens (1 yen = 4,2 centimes), le groupe nippon détient 51 % des parts, mais la présidence est française. L'annonce officielle de l'opération a été faite à Castres le 22 mai. Dès le mois d'octobre, la nouvelle société devrait importer au Japon les produits fabriqués à Castres par le groupe français, cosmétiques naturels qui seront commercialisés auprès du grand public chez les détaillants, dans les drugstores et les magasins spécialisés dans la vente de produits importés. La société s'est fixé pour objectif un *chiffre d'affaires* de 3,5 milliards de yens à l'horizon 1990. – (*Corresp.*)

### Informatique : « feu vert » de la justice pour l'OPA de Burroughs sur Sperry

Le ministère américain de la justice a donné son accord à un éventuel rachat du groupe informatique Sperry par son concurrent Burroughs. En 1913, Burroughs, à l'époque très puissant dans le secteur de la mécanographie, avait signé un accord qui donnait aux autorités judiciaires un droit de regard sur toutes les acquisitions de la compagnie. Ce dispositif est toujours en vigueur et un « feu vert » de la justice était donc nécessaire pour le rachat de Sperry. Au début de la semaine passée, Sperry a refusé l'OPA de 4 milliards de dollars lancée par Burroughs et a même rompu toutes les conversations engagées entre les états-majors, jugeant la proposition insuffisante. Mais, selon différentes sources, les contacts auraient été renoués en fin de semaine.

### Total réduit de 25 % ses investissements pour 1986

La CFP (Compagnie française des pétroles) s'adapte à son tour à la baisse des revenus, consécutive à la chute des cours du brut. Plusieurs semaines après l'autre compagnie pétrolière, ELF, la CFP vient d'annoncer une réduction de 25 % de son *budget d'investissement* pour 1986, qui sera désormais compris entre 12 milliards à 15 milliards de francs, alors qu'il était prévu entre 15 milliards et 19 milliards de francs, quand le dollar était à 8 F et le baril à 25 dollars. C'est surtout l'activité exploration et production qui sera touchée. Le budget raffinage-distribution, lui, sera très peu affecté, le secteur ayant été déjà très largement restructuré les dernières années.

● *Le départ d'Afrique du Sud des sociétés américaines s'accélère.* – *Trente-huit* entreprises américaines ont cessé leurs activités en Afrique du *Sud* en *1985*, et dix autres se préparent à en faire autant avant la fin de *1986*, indique un rapport de l'Institut de recherche Investor Responsability Research Center (IRRC). Un désinvestissement qui va s'accélérant et touche un nombre croissant de grandes entreprises comme General Electric, Bell et Howell, PepsiCo. Parallèlement, vingt-six des cent cinq plus grandes banques américaines ont supprimé, l'an dernier, tout nouveau crédit aux *entreprises ou au gouvernement de* Pretoria et, désormais, cinquante-*cinq d'entre elles ont expressément* décidé d'interdire les prêts à l'Afri*que du Sud.* La portée des pressions anti-apartheid aux Etats-Unis ne peut être sous-estimée, comme vient de le prouver la décision de General Motors de ne plus vendre de véhicules à la police et à l'armée sud-africaines. Une décision, annoncée le 23 mai par le président-directeur général du constructeur automobile lors de l'assemblée annuelle des actionnaires, qui n'empêchera pas le géant américain de poursuivre ses autres activités en Afrique du Sud.

# AGRICULTURE

## Accord franco-chinois sur la recherche agronomique

**La France et la Chine ont signé à Paris, le vendredi 23 mai, une convention dans le domaine de la recherche agronomique. Les deux organismes concernés sont l'Académie des sciences agricoles de Chine, représentée par son président, le Pr Lu Liangshu, et l'Institut national de recherche agronomique, représentée par son président, M. Jacques Poly. Cette convention, d'une durée de quatre ans, prévoit des programmes de recherche conjoints dans les domaines de la lutte biologique, de l'amélioration de la qualité des blés, des cultures maraîchères, de la microbiologie des sols, de l'agrométéorologie et de l'économie rurale. Cette convention se situe dans le cadre des accords scientifiques et techniques signés le 21 janvier 1978 entre les gouvernements des deux pays. A ce titre d'ailleurs, une collaboration était déjà engagée, dans le domaine de la recherche animale notamment. C'est ainsi que, depuis bientôt six ans, l'INRA se livre à des expériences de croisements de porcs français et chinois (meishan), ces derniers étant beaucoup plus prolifiques et rustiques. Autre exemple : près de Pékin, on étudie le comportement de porcs français élevés à la chinoise.**

## Porcs maigres à l'essai

De notre correspondant

Pékin. – Shunyi, dans la banlieue de Pékin, abrite une originale coopération franco-chinoise dans le domaine de l'élevage. En effet, dans la porcherie de Shunyi, experts chinois et français se sont livrés à *une expérimentation* comparée de reproducteurs porcins sélectionnés selon les méthodes respectives des deux pays. Le ministère chinois de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et la société Huadu de Pékin d'une part, et l'association Sino-France élevage (1) de l'autre, ont conclu un accord pour produire des porcs à la viande moins grasse, comme le demandent désormais les consommateurs chinois.

Soixante-dix porcs français (soixante femelles et dix mâles) de race Large White sont arrivés en mars 1984. Ils ont été élevés parallèlement à un nombre identique de « noirs de Pékin », race rustique, elle-même issue de croisements avec des espèces européennes, mais plus grasse (en moyenne 60 % de gras). Après les mises bas de l'hiver, un mâle et une femelle de chaque portée ont été sélectionnés, engraissés, logés, élevés et soignés à la française ou à la chinoise. Ces derniers, moins nourris, soignés de manière plus rudimentaire et sevrés plus tard, ont cependant résisté à peu près aussi bien que leurs congénères. Ils ont été abattus à 92 kilos. On a calculé alors l'épaisseur du gras, la qualité de la carcasse et le rendement.

Cette coopération exemplaire, puisque les deux parties en ont partagé les frais – le ministère français de l'agriculture fournissant en outre une subvention et un VSNA (volontaire du *service national actif*), – devrait permettre aux sociétés d'élevage françaises de mieux comprendre les besoins locaux et de proposer des solutions d'ensemble aux problèmes que connaît une agriculture chinoise qui entend développer l'élevage au fur et à mesure de l'augmentation du niveau de vie de la population.

Des dindes ont déjà été vendues aux Chinois, qui ne connaissaient pas ce volatile. A la suite de la signature d'accords vétérinaires, Pékin peut acheter en 1986 des bovins à la France, comme elle l'a déjà fait en RFA, aux Pays-Bas ou au Danemark.

M. Mei Keyi, l'agronome chinois de Shunyi, est très satisfait de cette coopération, et surtout de la possibilité d'effectuer des croisements qui s'adaptent très bien. Il veut combiner la prolificité et la résistance des porcs chinois au rendement français. Les Chinois envisagent d'ailleurs la création d'une race obtenue par hybridation. Les méthodes modernes intéressent M. Mei, mais il estime qu'elles ne peuvent s'appliquer qu'à des élevages de grande envergure, encore rares dans un pays où chaque famille élève ses propres porcs et volaille.

*« Les paysans aiment ces porcs croisés, plus maigres et qui grossissent vite »*, ajoute-t-il, tout en regrettant que les pattes des porcs étrangers soient *« trop faibles »*. Mais, espère-t-il, cela devrait s'arranger avec les croisements.

PATRICE DE BEER.

(1) L'association Sino-France élevage, 17, boulevard des Belges, 69006 Lyon, regroupe une vingtaine de sociétés bancaires, vétérinaires, d'alimentation du bétail ou d'équipement, de *reproducteurs ou d'embryons*, sous la coordination de Rhône-Poulenc.

# ÉTRANGER

SELON L'OCDE

## L'Espagne doit faire preuve d'« audace » face au chômage et à l'inflation

S'ils escomptent de nouvelles améliorations cette année, les experts de l'OCDE illustrent par une terminologie qui leur est inhabituelle l'ampleur des problèmes économiques qui restent à résoudre en Espagne : *les dirigeants de Madrid* sont appelés à lutter *« avec opiniâtreté »* contre les déficits budgétaires et à faire preuve d'*« audace »* dans la recherche de solutions au chômage, à l'inflation et au protectionnisme *« plus aigus qu'ailleurs »*.

La croissance, 2 % en termes réels en 1985, sans doute 3 % cette année, et la persistance d'un excédent confortable de la balance des paiements courants, 3 milliards de dollars l'an dernier, masquent en effet des résultats jugés pour le moins *« mitigés »*. La reprise de la confiance et avec elle celle des investissements, comme des entrées *nettes de capitaux sont à mettre* à l'actif de la politique économique du gouvernement. Mais, si la demande intérieure a progressivement pris le pas *sur* les exportations comme moteur de l'activité, ce phénomène recouvre une progression du revenu des ménages, dont une bonne part est due à un dérapage des salaires de 9 % en 1985. Conjugué à un autre dérapage, celui des déficits budgétaires qui se sont creusés à 5,75 % du PIB contre 5 % en 1984. Cette évolution n'a pas permis de réduire suffisamment l'inflation, qui a atteint 8,1 % l'an dernier, soit à peine moins qu'en 1984.

Dans le même temps, le chômage s'aggravait pour toucher 22 % de la population active, un niveau record reflétant pour une part les réductions d'effectifs décidées dans le cadre des plans de reconversion industrielle mis en place pour améliorer la compétitivité de l'Espagne à la veille de son adhésion à la CEE.

Cette situation est d'autant plus délicate que, si l'OCDE décèle des signes encourageants sur le marché du travail, elle n'envisage pas de baisse sensible du chômage en raison notamment du faible taux d'activité dans un pays où le nombre de candidats à l'emploi devrait croître rapidement. Continuer de lutter contre *l'« extrême rigidité des salaires »* en allant au-delà des dispositions prises ces derniers mois pour assouplir les règles régissant le travail à temps partiel ou les contrats à durée limitée paraît essentiel aux auteurs du rapport. En dépit de l'opposition très forte que de telles décisions pourraient provoquer, ils recommandent de rendre plus faciles les licenciements, en allégeant les *« coûts financiers »*.

Accroître l'efficacité du marché des capitaux, peser plus fermement sur les salaires par une politique des revenus, abaisser les cotisations patronales à la Sécurité sociale, qui restent parmi les plus élevées d'Europe, plutôt que de réduire l'impôt sur les revenus, autant de propositions qui, pour l'OCDE, s'imposent pour permettre aux Espagnols de mener à bien une difficile politique d'ajustement. Au moins l'Espagne devrait-elle bénéficier dès 1986 d'une *« considérable amélioration des termes de l'échange d'environ 10 % »*, grâce à la baisse du prix de l'énergie et du dollar, et voir son déficit commercial se réduire de près d'un quart pour s'inscrire à quelque 3 milliards de dollars en 1986. Une tendance qui pourrait être confortée l'an prochain si l'amélioration du climat international ne sert pas de prétexte à un relâchement de l'effort d'assainissement de l'économie.

## M. Nickson, nouveau président de la Confédération de l'industrie britannique

M. David Nickson (cinquante-six ans) succède à Sir James Cleminson à la présidence de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) *pour deux ans. Président des brasse*ries Scottish and Newcastle, M. Dickson a annoncé qu'il plaiderait auprès des chefs d'entreprise en faveur d'une moindre progression des salaires, actuellement deux fois plus élevée que l'inflation. La hausse des prix étant retombée à des niveaux jugés raisonnables (3 % en rythme annuel), le nouveau président du CBI préconise notamment la conclusion d'accords salariaux sur deux à trois ans pour éviter la surenchère annuelle traditionnelle. Originaire du nord de l'Angleterre, le nouveau président du CBI entend également œuvrer pour un meilleur équilibre entre *« la relative prospérité du Sud-Est et la récession du nord des îles britanniques »*. Le CBI, qui regroupe environ 250 000 entreprises représentant la *moitié* de la main-d'œuvre britannique, recherche également un nouveau directeur général pour remplacer Sir Terence Beckett, ancien président-directeur général de Ford Grande-Bretagne, qui va prendre sa retraite.

# TRANSPORTS

## LE PS DÉNONCE LA LIBÉRALISATION DE LA DESSERTE AÉRIENNE DES DOM.

Le Parti socialiste dénonce, dans un communiqué, la nouvelle politique d'assouplissement de la desserte aérienne des départements d'outre-mer décidée par M. Jacques Douffiagues, ministre délégué chargé des transports. Celui-ci souhaite autoriser, en 1987, tous les vols charters vers les DOM, à condition que les compagnies exploitantes acceptent un cahier des charges les obligeant à supporter une partie du trafic de pointe.

*« Ces propositions consistent, dans les faits, à substituer au système bâti autour du service public une déréglementation dont les conséquences ne peuvent être que très néfastes »*, déclare le PS. Selon les socialistes, pour aboutir à une réduction du prix du billet d'avion, la nouvelle politique détériorera sensiblement le service à la clientèle : *« dégradation de la sécurité, diminution des vols en périodes creuses, diminution de la qualité du service à bord et, à terme, augmentation des tarifs pour compenser l'absence d'autofinancement des nouvelles compagnies »*.

Le PS estime que la majorité réalise les projets les plus dangereux de son programme électoral et qu'elle entreprend le démantèlement de l'organisation du transport aérien français.

# FAITS ET CHIFFRES

### CEE

● **Les céréales communautaires n'ont pas encore de prix officiels.** – La Communauté européenne n'a pu adopter formellement les règlements communautaires sur les céréales, l'Italie ayant demandé que ses petits producteurs soient exemptés de la taxe de coresponsabilité pour la prochaine campagne, en raison de difficultés administratives. Les ministres de l'agriculture en discuteront les 26 et 27 mai prochains. Les prix garantis des autres produits pour la campagne 1986-1987, fixés lors du dernier marathon fin avril, ont été officialisés le 14 mai à Bruxelles.

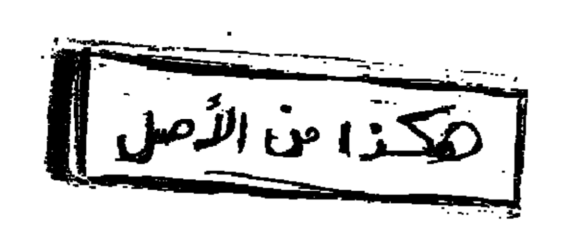
### Social

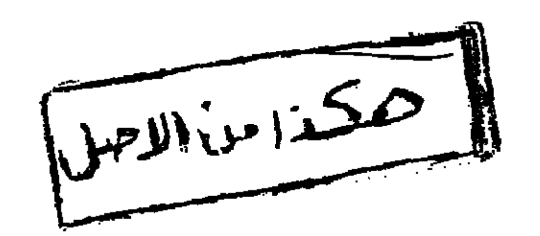
● ***Paimpol, ville morte.*** – *Le* glas a sonné vendredi après-midi 23 mai sur Paimpol (Côtes-du-Nord), où commerces, banques, administrations, étaient fermés et les écoles désertées pour protester contre la fermeture, à la rentrée prochaine, de l'Ecole nationale de la marine marchande (ENMM), établie dans la ville depuis le début du siècle. Cette fermeture a été décidée par le secrétaire d'Etat à la mer, M. Ambroise Guellec. Pour le maire de Paimpol, M. Max Querrien (PS), la fermeture de cette école, qui recevait environ deux cents à deux cent cinquante élèves selon les années, est une *« véritable catastrophe économique »* dans une région déjà durement touchée par le chômage.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS










# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SCAC

M. Jacques Dupuydauby, président-directeur général, a réuni le conseil d'administration le 21 mai à la suite de la prise de participation majoritaire de la société SOFICAL, filiale de Bolloré-Technologies, dans le capital de la SCAC, intervenue à l'issue des négociations menées avec les deux actionnaires majoritaires de celle-ci, l'ALSPI et Suez international, qui détenaient respectivement 25,95 % et 25,75 %.

M. Jacques Dupuydauby, prenant acte de ce changement de majorité, a remis au conseil sa démission de ses mandats de président-directeur général et d'administrateur.

*Le conseil d'administration* de la SCAC est désormais ainsi constitué :

- M. Vincent Bolloré,
- M. Christian Blankaert ;
- M. Michel-Yves Bolloré ;
- M. Francis Bouygues ;
- M. Dominique Châtillon ;
- M. Eric Dufoix ;
- M. Philippe Malet ;
- M. Sébastien Picciotto ;
- la Société alsacienne de participations industrielles ALSPI, représentée par M. Jacques Bagory ;
- la société Bolloré-Technologies, représentée par M. Jean-Guy Le Floch.

*Le conseil d'administration a nommé* M. Vincent Bolloré, président-directeur général.

Sur proposition de M. Vincent Bolloré, le conseil a reconduit M. Christian Blanckaert, administrateur, dans ses fonctions de directeur général.

*Le conseil d'administration et* M. Vincent Bolloré ont tenu à rendre hommage à M. Jacques Dupuydauby et à M. Christian Blankaert pour l'action menée au cours des années difficiles qui viennent de s'écouler, durant lesquelles ils se sont employés, au moyen d'une gestion rigoureuse et en menant à bien des négociations délicates, à résoudre avec une efficacité exemplaire les problèmes du groupe.





L'Assemblée générale de SOVAC, réunie le 22 mai 1986 sous la présidence de M. Michel David-Weill, a approuvé les comptes de l'exercice 1985 qui lui ont été présentés par le directoire.

Les financements nouveaux consentis en 1985 par l'ensemble des sociétés du groupe s'élèvent à 14,7 milliards de francs, en augmentation de 14 % par rapport à l'exercice précédent mais seulement de 11 % par rapport à 1983. L'exercice 1984 avait en effet été marqué par un faible développement des financements nouveaux de l'ensemble des filiales de SOVAC et un fléchissement de l'activité de celles de CREDIPAR.

Les encours gérés par ces mêmes sociétés au 31 décembre 1985 atteignent 35,2 milliards de francs, en progression de 10 % par rapport à fin 1984 et de 19 % par rapport à fin 1983.

### Comptes consolidés

Les encours consolidés du groupe au 31 décembre 1985 s'élèvent à 26,8 milliards de francs, contre 24,2 milliards de francs au 31 décembre 1984.

Part des tiers incluse, les résultats d'exploitation nets consolidés s'élèvent à 392 millions de francs, auxquels s'ajoutent 24,2 millions de francs de résultats hors exploitation.

**Part des tiers exclue, les résultats d'exploitation nets consolidés s'élèvent à 332,2 millions de francs, auxquels s'ajoutent 24,5 millions de francs de résultats hors exploitation. Ces résultats consolidés d'exploitation sont en progression de 6 % par rapport à 1984 mais de près de 21 % par rapport à 1983.**

**Par action SOVAC, le bénéfice d'exploitation s'élève à 83 F, sa progression étant la même que celle des résultats nets d'exploitation consolidés, part des tiers exclue.**

### Résultats sociaux

Le bénéfice net d'exploitation de SOVAC après impôt s'élève à 212 927 143 F, contre 166 737 485 F en 1984. A ce bénéfice d'exploitation s'ajoutent des plus-values nettes à long terme de 8 352 201 F (contre 8 786 547 F en 1984) pour former un bénéfice total de 221 279 344 F.

L'Assemblée générale a décidé de distribuer un dividende net par action de 21 F, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 10,50 F. La distribution nette globale s'élève ainsi à 84 000 000 F, contre 73 200 000 F pour l'exercice précédent, le solde étant affecté aux réserves.

∴

L'Assemblée générale a également nommé Monsieur Dominique de La Martinière en qualité de censeur.

∴

Au cours de l'Assemblée, il a été précisé que l'activité du groupe avait marqué un progrès au cours des quatre premiers mois de l'exercice 1986 ; les financements distribués par SOVAC et l'ensemble de ses filiales directes et indirectes ont en effet atteint 5,5 milliards de francs, en augmentation de 18 % par rapport à la période correspondante de 1985. La progression des encours consolidés, par rapport au 30 avril 1985, a été voisine de 10 % ; celle des résultats consolidés de l'exercice en cours devrait être du même ordre.



## GROUPE DES ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

Siège social : 87, rue de Richelieu 75002 Paris

Le Conseil d'administration de la Société centrale des assurances générales de France s'est réuni le 23 mai 1986 sous la présidence de M. Michel Albert.

Il a examiné et arrêté les comptes de l'exercice 1985.

En 1985, le chiffre d'affaires des AGF a atteint 17,941 milliards de francs, en augmentation de 14,8 % par rapport à 1984.

Cet accroissement provient principalement de la forte progression (24,7 %) du chiffre d'affaires d'AGF Vie, qui atteint 8,495 milliards.

La Compagnie IART a poursuivi sa politique de reconquête de parts de marché, notamment vers les particuliers. En automobile, cette action s'est appuyée sur une « hausse zéro » des tarifs pour la totalité de la clientèle. Grâce à cet effort, le parc assuré a recommencé à croître (4 %).

| Primes émises (en millions de francs) | 1984 | 1985 | Variation |
|---|---|---|---|
| AGF VIE | 6 813 | 8 495 | 24,7 % |
| AGF IART | 8 817 | 9 446 | 7,1 % |
| TOTAL | 15 630 | 17 941 | 14,8 % |
| TOTAL CONSOLIDE MONDIAL DU GROUPE AGF | 18 411 | 21 000* | 14,1 % |

* Provisoire

Le bénéfice des AGF en 1985 a atteint 1,267 milliard, en progression de 45 % par rapport à l'année précédente. Le bénéfice d'exploitation de 247 millions est moins élevé que celui de l'année précédente (470 millions) pour des raisons de caractère général venant de l'assurance dommages (gel de février, pertes en réassurance).

| Résultats d'exploitation (en millions de francs) | 1984 | 1985 |
|---|---|---|
| AGF VIE | 48,7 | 51,3 |
| AGF IART | 421,8 | 196,3 |
| TOTAL | 470,5 | 247,6 |

| Bénéfice net (en millions de francs) | 1984 | 1985 |
|---|---|---|
| AGF VIE | 548,6 | 780,3 |
| AGF IART | 325,0 | 487,1 |
| TOTAL | 873,6 | 1 267,4 |

Le Conseil d'administration propose à l'assemblée générale de fixer le dividende à 90 F par action (plus 45 F d'avoir fiscal) contre 61,40 F en 1984 (soit une augmentation de).

| Dividende (en francs) | 1984 | 1985 |
|---|---|---|
| Dividende net | 61,40 | 90,00 |
| Avoir fiscal | 30,70 | 45,00 |
| *Dividende global* | 92,10 | 135,00 |

Enfin, pour tenir compte de la valeur atteinte par le titre et favoriser sa diffusion dans le public (25 % des actions sont cotées à la Bourse de Paris), le conseil a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire pour diviser l'action par dix.

| Cours de l'action (en francs) | 1984 | 1985 |
|---|---|---|
| Plus bas | 340 | 890 |
| Plus haut | 974 | 5 440 |
| 31 décembre | 910 | 5 440 |

• Les 1 600 agents généraux
• *Les réseaux commerciaux et les représentants des AGF dans plus de 50 pays mettent leur expérience à votre service.*

# MARCHÉS FINANCIERS

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

| ACTIF | Au 14 mai |
|---|---|
| 1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER | 417 883 |
| dont : | |
| Or | 210 163 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 125 239 |
| ECU | 65 275 |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 17 203 |
| 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR | 33 613 |
| dont : | |
| Concours au Trésor public | 25 640 |
| 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT | 171 224 |
| dont : | |
| Effets escomptés | 80 310 |
| 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM | 64 537 |
| 5) DIVERS | 9 973 |
| Total | 697 231 |

| PASSIF | |
|---|---|
| 1) BILLETS EN CIRCULATION | 208 283 |
| 2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS | 13 079 |
| 3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC | 88 582 |
| 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS | 95 341 |
| dont : | |
| Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves | 37 331 |
| 5) ECU A LIVRER AU FECOM | 62 893 |
| 6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR | 242 868 |
| 7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE | 3 129 |
| 8) DIVERS | 13 273 |
| Total | 697 231 |

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1985

| | 16 mai | 23 mai |
|---|---|---|
| Valeurs franç. à revenu variable | 152,6 | 143 |
| Valeurs industrielles | 147,4 | 137,2 |
| Valeurs étrangères | 105,6 | 109,7 |
| Pétrole-Énergie | 148,2 | 138,9 |
| Chimie | 139,5 | 132,7 |
| Métallurgie, mécanique | 159,7 | 143,8 |
| Électricité, électronique | 148,1 | 132,8 |
| Bâtiment et matériaux | 168,6 | 154 |
| Ind. de consommation non alimentaire | 143 | 135 |
| Agro-alimentaire | 137,7 | 132 |
| Distribution | 140,7 | 133,6 |
| Transports, loisirs, services | 158,3 | 143,6 |
| Assurances | 189,7 | 186,5 |
| Crédit banque | 199,3 | 179,4 |
| Sicomi | 133,6 | 129,5 |
| Immobilier et foncier | 144,9 | 138,8 |
| Investissement et portefeuille | 167,8 | 159 |
| **Base 100 : 28 décembre 1984** | | |
| Valeurs françaises à revenu fixe | 111,8 | 111,3 |
| Emprunts d'État | 108,6 | 108 |
| Emprunts garantis et assimilés | 113,4 | 112,7 |
| Sociétés | 109,9 | 110,2 |
| **Base 100 en 1949** | | |
| Valeurs françaises à revenu variable | 3 456,3 | 3 238,9 |
| Valeurs étrangères | 3 393,9 | 3 526,7 |
| **Base 100 en 1972** | | |
| Valeurs françaises à revenu variable | 498,6 | 467,3 |
| Valeurs étrangères | 459,1 | 476,9 |
| **Base 100 : 31 décembre 1980** | | |
| Indice des valeurs françaises à revenu fixe | 128,57 | 127,9 |
| Emprunt d'État | 124,12 | 123,4 |
| Emprunts garantis et assimilés | 130,82 | 129,7 |
| Sociétés | 127,7 | 128,05 |
| **COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 408,6 | 385,8 |
| Produits de base | 268,1 | 248,9 |
| Construction | 371,1 | 347,7 |
| Biens d'équipement | 385,4 | 352,6 |
| Biens de consom. durables | 481,2 | 447,7 |
| Biens de consom. non durables | 454,2 | 433,8 |
| Biens de consom. alimentaires | 383,3 | 368,3 |
| Services | 357,1 | 342 |
| Sociétés financières | 687,9 | 654,2 |
| Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger | 350,1 | 328,2 |
| Valeurs industrielles | 365,3 | 342,1 |
| **BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 308,5 | 302,4 |

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**HAUSSE DU BÉNÉFICE DES AGF.** – *Le bénéfice du groupe des Assurances générales de France a progressé de 45 %, en 1985, à 1,267 milliard de francs. Le chiffre d'affaires des AGF s'est élevé à 17,941 milliards de francs, en hausse de* 14,8 % sur 1984. Un dividende de 90 F par action sera proposé aux actionnaires (plus 45 F d'avoir fiscal), contre 61,4 F *en 1984, soit une augmentation de 46 %.*

**NSM OBTIENT UN SIÈGE AU MATIF.** – La Banque de Neuflize-Schlumberger-Mallet a formé avec la charge Nivard Flornoy et la Banque générale du Phénix un GIE en vue d'exploiter en commun un siège de négociateur compensateur au MATIF.

**VALEURS MOBILIÈRES : ABATTEMENT À 8 000 F POUR LES ISOLÉS AGÉS.** – Dans le cadre des discussions sur le collectif budgétaire à l'Assemblée nationale (*le Monde* du 24 mai), le gouvernement a approuvé un amendement visant à porter de 5 000 F à *8 000 F le montant de l'abattement global* sur les revenus de valeurs mobilières pour les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans.

### INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

| | 22 mai | 23 mai |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 147,1 | 142,5 |
| Valeurs étrangères | 107,4 | 109,5 |

### Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

| | 22 mai | 23 mai |
|---|---|---|
| Indice général | 391,4 | 385,8 |

### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 26 mai ....... 7 1/4 %

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 23 mai | 26 mai |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 169,2 | 169,7 |

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| 3 % | 36 90 | 1 932 |
| 5 % | 65 80 | 1 534 |
| 3 % amort. 45-54 | 78 | 2 433 |
| Emp. 7 % 1973 | 7845 | ... |
| Emp. 8,80 % 77 | 122 95 | 0 024 |
| 9,80 % 78/93 | 108 65 | 8 484 |
| 8,80 % 78/86 | 101 16 | 3 938 |
| 10,80 % 79/94 | 109 | 7 752 |
| 13,25 % 80/90 | 111 55 | 12 887 |
| 13,80 % 80/87 | 108 40 | 8 318 |
| 13,80 % 81/89 | 114 90 | 4 877 |
| 16,75 % 81/87 | 111 25 | 11 748 |
| 16,20 % 82/90 | 126 40 | 5 814 |
| 16 % juin 82 | 127 20 | 15 299 |
| E.D.F. 7,8 % 61 | 155 | 5 053 |
| E.D.F. 14,5 % 80-92 | 117 10 | 12 871 |
| Ch. France 3 % | 164 80 | ... |
| CNB Bques janv. 82 | 103 50 | 4 225 |
| CNB Paribas | 106 | 4 225 |
| CNB Suez | 106 | 4 225 |
| CNI janv. 82 | 103 70 | 4 225 |
| CNH 10,80% déc.85 | 119 30 | 3 897 |

## BOURSE DE PARIS Comptant — 23 MAI
Cours relevés à 17 h 34

### Actions au comptant

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Aciers Peugeot | 486 50 | 481 40 o |
| A.G.F. (St Cent.) | 9410 | 9050 |
| André Roudière | 292 | 293 20 |
| Applic. Hydraul. | 614 | 615 |
| Arbel | 142 50 | 140 |
| Astorg | 268 80 | 275 |
| Avenir Publicité | 1790 | 1881 |
| Bain C. Monaco | 563 | 562 |
| Banque Hypoth. Eur. | 505 | 510 |
| B.G.L. | 451 | .... |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| M. H. | 100 | 100 |
| Métal Déployé | 451 | 466 |
| Mors | 214 | .... |
| Naval Worms | 139 80 | 134 20 o |
| Navig. (Nat. de) | 146 | 145 |
| OPB Paribas | 455 | 452 |
| Optorg | 205 | 213 20 |
| Origny-Desvroise | 310 | 315 |
| Palais Nouveauté | 1070 | 1027 |
| Paribas-CIP | 1050 | 1010 |
| Paris France | 315 | 316 |
| Paris-Orléans | 368 70 | 354 o |
| Part. Fin. Gest. Im. | 1872 | 1797 |
| Pathé-Cinéma | 312 | 312 |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Gulf Oil Canada | 80 20 | 84 40 |
| Honeywell Inc. | 535 | 548 |
| Hoogovens | 250 | .... |
| I. C. Industries | 327 | 335 |
| Int. Min. Chem | 236 | 241 |
| Johannesburg | 615 | .... |
| Kubota | 14 50 | 14 20 |
| Latonia | 281 | 281 |
| Mannesmann | 700 | .... |
| Midland Bank Plc | 60 | 57 |
| Mineral-Ressourc. | 60 50 | .... |
| Noranda | 93 80 | 95 |
| Olivetti | 49 20 | 51 50 |
| Pakhoed Holding | 162 50 | 170 |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] |

### Étrangères

[illegible]

### SECOND MARCHÉ

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Patemelle-B.D. | 4220 | .... |
| A.G.P. S.A. | 1650 | 1650 |
| Alain Manoukian | 710 | 700 |
| Asystel | 349 | 345 |
| BAFIP | 932 | 932 |
| B.I.P. | 1225 | 1436 d |
| Bolloré Technologies | 917 | 930 |
| Calberson | 845 | 821 |
| Cardif | 2045 | 1980 |
| Cap Gemini Sogeti | 2140 | 2115 |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Métallurg. Minière | 197 50 | 195 |
| M.M.B | 760 | 730 |
| Navale-Delmas | 747 | 746 |
| Om. Gest. Fin. | 387 | 385 |
| Petit Bateau | 275 60 | 250 |
| Petrofigaz | 990 | 998 |
| Rasal | 980 | 980 |
| St-Gobain Emballage | 1418 | 1380 o |
| S.C.G.P.M. | 228 | 225 |
| Sema-Metra | 973 | 980 |
| S.E.P. | 1700 | 1632 o |
| S.E.P.R. | 1531 | 1526 |
| Sofibus | 279 | 317 d |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] |

### Hors-cote

[illegible]

### SICAV 23/5

| VALEURS | Émission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| [illegible] | [illegible] | [illegible] |

## Règlement mensuel
Cours relevés à 17 h 34

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + – |
|---|---|---|---|---|---|
| 1610 | 4,5 % 1973 | 1600 | 1600 | 1600 | + 0 06 |
| .... | C.N.E. 3% | .... | .... | .... | .... |
| 1131 | B.N.P. | 1133 | 1130 | 1130 | – 0 26 |
| 1270 | C.C.F. | 1276 | 1295 | 1295 | + 1 48 |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + – |
|---|---|---|---|---|---|
| 320 | Elf-Aquitaine | 321 | 308 | 303 | – 5 60 |
| 310 | – (certific.) | 311 | 297 | 290 | – 6 75 |
| 2100 | Epeda-B-Faure | 2100 | 2050 | 2050 | – 2 38 |
| 2640 | Essilor | 2640 | 2650 | 2580 | – 2 27 |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + – |
|---|---|---|---|---|---|
| 565 | Ford Motors | 585 | 582 | 582 | + 3 |
| 73 | Freegold | 72 60 | 73 15 | 72 20 | – 0 55 |
| 92 | Gencor | 92 | 92 90 | 92 90 | + 0 97 |
| 560 | Gén. Electr. | 564 | 574 | 574 | + 1 77 |
| 475 | Gén. Belgique | 477 | 463 | 464 | – 2 72 |
| 565 | Gen. Motors | 545 | 568 | 585 | + 7 33 |
| 48 | Goldfields | 48 50 | 48 20 | 48 10 | + 1 23 |
| 43 | Gd Metropolitain | 44 | 44 20 | 44 20 | + 0 45 |
| 62 | Harmony | 61 90 | 64 30 | 64 80 | + 4 68 |

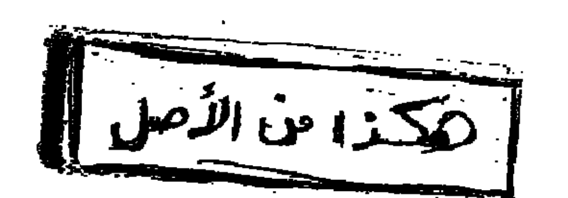
| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + – |
|---|---|---|---|---|---|
| 173 | T.D.K. | 173 | 175 | 174 50 | + 0 86 |
| 17 50 | Toshiba Corp. | 17 50 | 17 80 | 17 80 | + 1 71 |
| 1350 | Unilever | 1351 | 1354 | 1345 | – 0 44 |
| 360 | Unit. Techn. | 359 | 351 | 331 | – 7 79 |
| 420 | Vaal Reefs | 420 | 435 | 436 | + 3 80 |
| 400 | Volvo | 398 | 405 | 400 | + 0 50 |
| 210 | West Deep | 208 | 213 | 213 | + 2 40 |
| 425 | Xerox Corp. | 423 90 | 432 50 | 433 | + 2 14 |
| 1 33 | Zambia Corp. | 1 34 | 1 38 | 1 38 | + 2 98 |

## COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 23/5 | COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| États-Unis ($ 1) | 7 212 | 7 256 | 6 950 | 7 550 |
| ECU | 6 860 | 6 859 | .... | .... |
| Allemagne (100 DM) | 318 550 | 318 580 | 309 | 327 |
| Belgique (100 F) | 15 606 | 15 605 | 15 | 15 850 |
| Pays-Bas (100 fl.) | 283 070 | 283 250 | 274 500 | 291 500 |
| Danemark (100 krd) | 86 200 | 86 140 | 85 | 90 |
| Norvège (100 k) | 94 210 | 94 300 | 90 | 96 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 10 852 | 10 835 | 10 550 | 11 250 |
| Grèce (100 drachmes) | 5 090 | 5 108 | 4 900 | 5 700 |
| Italie (1 000 lires) | 4 645 | 4 646 | 4 400 | 4 900 |
| Suisse (100 fr.) | 383 500 | 383 950 | 371 | 391 |
| Suède (100 krs) | 99 880 | 100 160 | 96 | 102 |
| Autriche (100 sch) | 45 320 | 45 350 | 44 500 | 46 450 |
| Espagne (100 pes.) | 5 018 | 5 023 | 4 850 | 5 400 |
| Portugal (100 esc.) | 4 767 | 4 772 | 4 500 | 5 400 |
| Canada ($ can 1) | 5 285 | 5 320 | 5 050 | 5 500 |
| Japon (100 yens) | 4 260 | 4 289 | 4 105 | 4 280 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 23/5 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 78800 | 79900 |
| Or fin (en lingot) | 78400 | 79900 |
| Pièce française (20 fr) | 531 | 580 |
| Pièce française (10 fr) | 452 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 531 | 560 |
| Pièce latine (20 fr) | 496 | 501 |
| Souverain | 584 | 582 |
| Pièce de 20 dollars | 3050 | 3120 |
| Pièce de 10 dollars | 1480 | 1630 |
| Pièce de 5 dollars | 915 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 2950 | 3095 |
| Pièce de 10 florins | 471 | 490 |
| Or Londres | 339 40 | 340 65 |
| Or Zurich | 339 40 | 341 50 |
| Or Hongkong | 339 20 | 341 80 |
| Argent Londres | 4 92 | 4 92 |



**Le Monde**

LA POLITIQUE NUCLÉAIRE EN RFA

# Poursuivre comme avant équivaudrait à une « démission politique » estime le président de la République

De notre correspondant

Bonn. – Comment prendre le tournant post-nucléaire ? Ni le congrès de la Fédération des syndicats ouest-allemands (DGB), qui s'est ouvert le dimanche 25 mai à Hambourg, ni celui du Parti libéral (FDP), qui s'achevait le même jour à Hanovre, n'ont échappé au syndrome de Tchernobyl.

Invité à prendre la parole devant le congrès des syndicats, le président Richard von Weizsäcker a une nouvelle fois confirmé sa volonté d'exercer une direction morale chaque fois que ce pays traverse une période de trouble quasi existentiel, comme c'est le cas actuellement.

*« Les gens chez nous sont inquiets. Ils sont déchirés entre la nécessité de la technique et la crainte qu'elle provoque. Si cet accident doit avoir un sens,* a déclaré le président de la République, *ce n'est certainement pas de permettre à des tactiques à courte vue d'augmenter ou de diminuer les chances électorales de tel ou tel. Il y va beaucoup plus de la nécessité de réexaminer scrupuleusement les faiblesses de notre politique énergétique, d'un point de vue technique, social et éthique. Nous devons, en priorité, réfléchir aux autres choix possibles en matière d'énergie, au temps que requiert leur réalisation, à leurs conséquences sociales et économiques. Un tournant brutal serait impossible à assumer. Il ne ferait que créer d'autres sources de danger ou de menace pour notre santé, notre environnement et notre atmosphère. Il ne sert à rien de chasser le diable à l'aide de Belzébuth. Mais se contenter de poursuivre dans la voie actuelle comme si rien ne s'était passé équivaudrait à une démission politique, à une soumission devant les contraintes de la technique. »*

## Les revendications des Verts

Quelques instants avant l'ouverture officielle du congrès, un groupe de syndicalistes portant des banderoles hostiles au nucléaire avait lu à la tribune une motion réclamant l'arrêt immédiat des centrales, l'interdiction de toute exportation d'équipement nucléaire et le lancement d'un vaste programme d'investissements dans les énergies nouvelles. Demandes identiques à celles formulées le week-end dernier par le congrès des Verts et à celles du ministre de l'environnement de Hesse, M. Joshka Fischer, qui en a fait mardi dernier une condition au maintien de la coalition entre les Verts et le SPD dans ce Land.

M. Fischer a présenté publiquement un scénario permettant, selon lui, de se passer immédiatement de l'électricité d'origine nucléaire, qui représente 70 % de la consommation du Land. Il préconise le retour à la consommation de charbon, de pétrole et de gaz, quitte à provoquer, pendant une phase intermédiaire d'au moins trois ans, une augmentation des émissions de dioxyde de soufre et d'oxyde d'azote (responsables de la mort de la forêt) pourtant dénoncés par son parti ; il réclame aussi un programme d'économies d'énergie qui permettrait de réduire la consommation de 15 % sur cinq ans.

Le congrès du DGB doit officiellement débattre de la question mercredi prochain. Il est probable que la majorité, jusqu'ici favorable au nucléaire, à quelques restrictions près, se ralliera à une position proche de celle du SPD, qui réclame l'arrêt des travaux du centre de retraitement nucléaire de Wackersdorf, en Bavière, et la non-mise en service du surgénérateur de Kalkar, en Rhénanie du Nord-Westphalie. Le SPD a en outre chargé une commission d'étudier un plan progressif d'arrêt des centrales nucléaires d'ici à la fin du siècle.

A Hanovre, le congrès du Parti libéral n'a pas échappé à la contagion. A l'issue d'un débat acharné entre antinucléaires, soutenus par le secrétaire général du parti, M. Helmut Haussmann, et pronucléaires, conduits par l'ancien ministre de l'économie, M. Otto Lambsdorff, le congrès s'est prononcé pour un abandon du retraitement au profit du stockage définitif des résidus nucléaires. Si la direction du parti a évité de justesse une motion contre le surgénérateur de Kalkar, les libéraux n'en demandent pas moins au gouvernement de revoir sa copie et n'envisagent pas une exploitation commerciale. Les libéraux se rallient en matière d'économies d'énergie et de développement des énergies de substitution à une politique proche de celle mise en œuvre en Sarre par le SPD, dont les projets étaient jugés jusque-là anti-économiques.

Cette résolution laisse présager de nouvelles tensions au sein de la coalition au pouvoir à Bonn si le ministre-président de Bavière s'en tient à sa position intransigeante sur le centre de retraitement de Wackersdorf. Il est vrai que même au sein de la CDU du chancelier Kohl – comme le montre le discours du président von Weizsäcker, ou la décision du ministre-président du Schleswig-Holstein de retarder la mise en service de la centrale de Brockdorf, en attendant de nouveaux contrôles de sécurité, – beaucoup semblent souhaiter une révision de la politique suivie jusque-là.

La pression, reconnaît-on au ministère ouest-allemand des affaires étrangères, risque d'être forte sur les voisins de la République fédérale, pour parvenir à des normes communes en matière de sécurité. La France est sur ce plan la première visée, en raison notamment de la centrale de Cattenom, contre laquelle les populations de la Sarre et de la région de Trèves sont extrêmement mobilisées.

HENRI DE BRESSON.

## A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 26 MAI

Indicateur de séance (%) : – 3 10

| VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours |
|---|---|---|---|
| Accor | 431 | 418 | 400 |
| Agence Havas | 1700 | 1650 | 1585 |
| Air Liquide (L') | 746 | 718 | 737 |
| Alsthom | 530 | 520 | 515 |
| Bancaire (Cie) | 1200 | 1130 | 1140 |
| Bongrain | 1800 | 1720 | 1730 |
| Bouygues | 1072 | 1072 | 1078 |
| B.S.N. | 3630 | 3520 | 3530 |
| Carrefour | 3575 | 3460 | 3380 |
| Chargeurs S.A. | 1195 | 1150 | 1135 |
| Club Méditerranée | 509 | 515 | 497 |
| Dumez | 1520 | 1425 | 1410 |
| ELF-Aquitaine | 303 | 288 | 291 |
| Essilor | 2580 | 2580 | 2580 |
| Lafarge-Coppée | 1380 | 1348 | 1315 |
| L. Vuitton S.A. | 1098 | 1036 | 1015 |
| Michelin | 2905 | 2820 | 2825 |
| Midi (Cie) | 6050 | 6020 | 5950 |
| Moët-Hennessy | 2395 | 2350 | 2340 |
| Navig. Mixtes | 1090 | 1040 | 1030 |
| Oréal (L') | 3360 | 3370 | 3325 |
| Pernod-Ricard | 1080 | 1050 | 1015 |
| Peugeot S.A. | 952 | 895 | 904 |
| Sanofi | 716 | 705 | 712 |
| Source Perrier | 701 | 690 | 691 |
| Télémécanique | 3350 | 3325 | 3300 |
| Thomson-C.S.F. | 1189 | 1150 | 1160 |
| Total-C.F.P. | 370 | 355 | 353 |
| T.R.T. | 2650 | 2650 | 2650 |
| Valéo | 500 | 480 | 485 |

Le numéro du « Monde » daté 26 mai 1986 a été tiré à 445 552 exemplaires

A B C D F G H



LA MANIFESTATION DE SPORT AID

# Vingt millions de coureurs contre la faim

*Il était 11 heures* dimanche 25 mai à New York quand le champion soudanais Omar Khalifa a allumé avec son flambeau une torchère située sur le parvis des Nations unies donnant ainsi le départ d'une *« course contre le temps »* à travers le monde. Environ vingt millions de personnes dans soixante-quinze pays ont ainsi couru pendant 10 kilomètres en signe de solidarité avec l'Afrique qui a faim et dans les pays en voie de développement pour montrer leur volonté de prendre part à l'effort qui doit les sortir de la crise profonde qu'ils traversent.

Environ sept cents millions de téléspectateurs pouvaient suivre *l'événement retransmis dans le* monde entier. Les organisateurs, le chanteur irlandais Bob Geldof et l'UNICEF, réunie dans l'association Sport Aid, espèrent avoir recueilli 150 millions de dollars.

L'argent sera distribué en parts égales. L'UNICEF l'utilisera pour des projets qu'elle soutient déjà en Afrique, et Band Aid qui, depuis un an, s'est doté d'une structure efficace – un parc de camions pour réduire le coût du transport et un comité d'experts, – examine déjà tous les projets soumis par les organisations humanitaires intervenant en Afrique pour retenir ceux qui lui semblent solides. Si l'aide d'urgence continue d'être une priorité, Band Aid privilégie actuellement, comme l'UNICEF, les initiatives qui peuvent favoriser le développement.

Si en Grande-Bretagne l'opération a soulevé un très grand enthousiasme, le reste du monde, notamment la France, n'a cependant pas répondu avec une force égale à ce mouvement de solidarité. A Londres, deux cent cinquante mille personnes ont participé à une course depuis Hyde Park ; elles étaient si nombreuses que certains participants piétinaient encore le long de la ligne de départ une heure après le coup d'envoi.

A Lisbonne, le secrétaire général de l'ONU a donné le départ de la course qui rassemblait deux mille personnes. *« Cette course,* a déclaré M. Perez de Cuellar, *symbolise les principes des Nations unies en cherchant à mobiliser tous les peuples dans les actions communes pour résoudre les problèmes du monde. »* Il a lancé un appel à tous les gouvernements, leur demandant de contribuer à *« mettre un terme à la plaie de la faim en Afrique »*.

Les Etats-Unis ont eux-mêmes participé faiblement à l'opération de Sport Aid. Les Américains, il est vrai, étaient ce même jour mobilisés pour une immense chaîne humaine de 6 500 km « du Pacifique à l'Atlantique » à laquelle participait le président Ronald Reagan en faveur des pauvres aux Etats-Unis.

A Tombouctou, Sport Aid a organisé une course de chameaux dans le désert malien.

Au Burkina-Faso, le président Sankara a donné personnellement le coup d'envoi du marathon dans lequel tous les membres du gouvernement s'étaient engagés. En revanche, l'Ethiopie s'est distinguée par l'absence de toute manifestation.

En Tanzanie, les marathoniens de la faim ont couru « contre le temps » dans la ville d'Arusha, au pied du mont Kilimandjaro. Et les Tchadiens ont marché malgré la chaleur pendant 10 kilomètres.

## Rendez-vous manqué à Paris

Paris a manqué le rendez-vous de Sport Aid, même si l'enthousiasme ne manquait pas dimanche à 17 heures pour *« la course contre le temps »*. A peine plus de huit mille personnes ont couru de la place du Paraguay (seizième arrondissement) au Parc des Princes.

Quelques heures plus tôt, à Colombes, un match de football opposant deux équipes d'artistes, l'une anglaise, l'autre française, avait eu du mal à rassembler 2 000 spectateurs, très jeunes dans l'ensemble. Cette rencontre insolite s'est rapidement transformée en kermesse et en chasse à l'autographe.

La déception a presque été aussi grande dans les soixante-trois autres villes françaises qui participaient également à cette initiative de Band aid et de l'UNICEF. *Ce n'est pas la première fois que la France ne suit pas le mouvement : le concert pour l'Afrique organisé en juillet dernier par Band Aid avait lamentablement échoué à Paris.*

Dès vendredi 23 mai, le représentant français de Band Aid, Lionel Rotcage, annonçait que l'opération serait un échec en France. Il constatait qu'à peine deux Français sur dix étaient au courant de la manifestation : *« Nous avons fait une erreur de stratégie »,* disait-il, en accusant la société Sport et communication, à laquelle avait été confiée l'organisation des rencontres et de la course, d'avoir été inefficace. N'avait-elle pas misé sur les stars du monde sportif et non sur les fédérations ? Or on ne saurait, en France, mobiliser le monde sportif sans ses représentants, surtout en cette époque de l'année où tout sportif a déjà un calendrier bien rempli.

A dire vrai, Sport Aid a connu une naissance difficile. L'association UNICEF-Band Aid dans cette opération était un peu une gageure, le mariage de l'eau et du feu. *Des slogans du genre « La course pour la vie » ou « Pour une fois, soyez fier des jambes de votre femme » ont été enlevés,* à la demande de l'UNICEF France, qui a préféré se mettre en retrait. Il y a eu aussi la valse-hésitation de TF 1 à propos de la retransmission mondiale. La décision n'a été prise que vendredi, trop tard pour monter le grand écran prévu et pour rassembler de bons plateaux d'artistes et de sportifs. L'ensemble, dimanche, manquait de souffle.

Des responsables d'organisations non gouvernementales commentaient dimanche soir l'événement. Certains voyaient dans cet échec le peu d'intérêt des Français pour ce genre d'opérations qui correspond peut être plus à la mentalité anglo-saxonne. Ils y voyaient en tout cas une raison de redoubler d'efforts, quitte à se lancer dans des actions moins spectaculaires.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## Sur le vif

# Parlez-moi body

Moi qui croyais sottement que la langue internationale c'était l'anglais. C'est pas du tout vrai. C'est *le body* language. Vous ne savez pas ce que c'est ? Vous êtes complètement nuls, alors ! C'est la langue corporelle. Ils ne parlent que ça aux Etats-Unis. Va falloir vous y mettre vite fait. Moi, je l'ai étudiée dans *Vital.* Vous voulez que je vous l'apprenne en trois ou quatre leçons ?

A la télé, Reagan prend sa *main gauche dans sa main* droite et la ramène en souriant sur son estomac. Qu'est ce qu'il vous dit : je t'aime, moi aussi. Hernu dément catégoriquement le bruit de sa démission, un doigt posé entre ses lèvres et son nez. Traduisez : *effectivement, mes jours sont* comptés.

Vous allez demander une augmentation à votre patron. Il commence par caresser les revers de son veston : il est très embêté. Il se prend la tête dans la main pour vous expliquer que ses affaires vont mal : c'est un bobard. Il croise les bras sur sa poitrine : fin de non-recevoir accompagnée d'une invitation à lui foutre la paix.

Une super-nana est assise sur votre canapé. Elle entortille sa jambe gauche autour de sa jambe droite. Ça signifie : je sens qu'il va se jeter sur moi, je me mets en position de défense. Elle efface les plis invisibles de sa jupe ou se lisse une mèche de cheveux en la tirant vers le bas. Là, c'est : il m'emmerde avec ses questions indiscrètes, je ne sais plus où me mettre. Enfin, elle se prend le menton entre le médius et le pouce. Faut lire : pauvre con ! Il est vraiment minable, ce mec.

Un collègue rencontré au café du coin vous parle des problèmes de la boîte. Il pointe l'index dans votre direction : méfiez-vous, il veut votre place. Il tend la main, paume ouverte, *doigts repliés : planquez-vous,* il veut votre peau.

Ça vous épate, hein ! Vous vous demandez comment ils ont fait pour décrypter l'alphabet du corps, les exégètes. Simple. Ils ont fait comme Champollion. Ils ont tout reconstitué à partir du B. A.- Ba, le pied de nez et le bras d'honneur.

CLAUDE SARRAUTE.

A LA PRISON DE LA SANTÉ

# Un détenu s'évade en... hélicoptère !

Un détenu du nom de Michel Vaujours s'est évadé en hélicoptère lundi 26 mai vers 10 h 45 de la maison d'arrêt de la Santé à Paris. Michel Vaujours, selon les premiers renseignements recueillis en fin de matinée, purgeait une peine de dix-huit ans de réclusion criminelle. Un autre détenu a tenté lui aussi de s'évader par la même voie mais a échoué.

L'hélicoptère est resté *« quatre à cinq minutes »* en vol stationnaire au-dessus d'un bâtiment de la prison, a indiqué à l'Agence France-Presse un riverain témoin de la scène. *« Il était 10 h 45 environ,* a-t-il raconté, *quand un hélicoptère Alouette s'est présenté en vol stationnaire au-dessus d'un bâtiment où deux hommes en survêtement rampaient. L'un des hommes en survêtement bleu et rouge, a alors saisi l'un des patins de l'appareil. Un autre vêtu de jaune est resté sur le toit du bâtiment »*.

*« La scène a duré de quatre à cinq minutes,* a précisé ce témoin. *Les gardiens n'ont pas réagi immédiatement* car [les prisonniers] *étaient masqués par une cheminée et ils n'ont pas tiré ».*



## La visite de M. Giraud en Turquie

### RELANCE ENTRE PARIS ET ANKARA

M. André Giraud a effectué une visite en Turquie, vendredi 23 et samedi 24 mai. Il était le premier membre d'un gouvernement français à se rendre à Ankara depuis onze ans. Il y a eu des « entretiens chaleureux et amicaux », notamment avec le président Evren et le premier ministre, M. Turgut Ozal. Il leur a affirmé que la France soutenait la Turquie, déjà associée à la Communauté économique européenne, dans son projet de s'y intégrer pleinement. M. Giraud a également indiqué que des contrats de vente d'armes pourraient bientôt être conclus entre les deux Etats. Une délégation turque se rendra à Paris « dans les prochains mois » en vue d'une éventuelle commande de Mirage 2000 en concurrence avec le Tornado européen. Enfin, la commission culturelle mixte se réunira à Paris les 1er et 2 juillet à l'échelon ministériel.







